

**CAHIERS
DES AMÉRIQUES
LATINES** 59

2008 / 3

SOMMAIRE



CHRONIQUE 5

- Des voix réduites au silence. À la mémoire de Silvia Suppo 7
Par Olivier Compagnon

DOSSIER

LA VILLE DANS LES AMÉRIQUES : UN REGARD DE PART ET D'AUTRE DE LA FRONTIÈRE 9

- Par-delà le Nord et le Sud : débats sur la ville américaine 11
Par Cynthia Ghorra-Gobin et Alain Musset

I-*GATED COMMUNITIES* ET *CONDOMINIOS CERRADOS* : LES MÉTAMORPHOSES D'UN MODÈLE 15

- Le slogan « *gated community* » 17
Par Stéphane Degoutin
- De la *gated community* au lotissement géant mexicain, une version bon marché de la fermeture résidentielle 33
Par Céline Jacquin et Guénola Capron

II-MIGRANTS LATINOS ET VILLE TRANSNATIONALE 55

- L'espace d'habitation comme miroir identitaire. Le cas des migrants de Patamban (Michoacán, Mexique) aux États-Unis 57
Par Frida Calderón Bony
- Le *Barrio*, une figure majeure du quartier aux États-Unis 79
Par Sonia Lehman-Frisch

III-LA CENTRALITÉ URBAINE À L'HEURE DE LA MÉTROPOLISATION : ENTRE PATRIMONIALISATION ET VALORISATION DES ESPACES PUBLICS 101

- La centralité reconquise 103
Par Élodie Salin

- **L'entrée des Latinos sur la scène métropolitaine américaine :
une ambivalence marquée par des tensions politiques
et une influence certaine sur le désir de centralité** 123
Par Cynthia Ghorra-Gobin
- **Latinos USA : les Hispaniques dans la société américaine
au début du XXI^e siècle** 145
Par Isabelle Vagnoux

ÉTUDES

- **Rôles féminins, rôles masculins, le regard des adolescentes
lycéennes de Tijuana (Basse Californie, Mexique)** 161
Par Carole Brugeilles
- **La medición y la evolución de la democracia en América Central** 185
Par Charles-André Goulet

INFORMATIONS SCIENTIFIQUES

- **Lectures** 209

- AUTEURS** 225

CHRONIQUE

Olivier Compagnon

Des voix réduites au silence. À la mémoire de Silvia Suppo

Silvia Suppo de Destefani était argentine et avait 51 ans. Encore adolescente, elle fut emprisonnée par la dictature militaire en mars 1977, torturée et violée dans le commissariat Cuarta de Santa Fe et dans le centre clandestin de détention connu sous le nom de La Casita, près de Santo Tomé. Enceinte à la suite de ces sévices, elle subit un avortement clandestin afin de « réparer l'erreur » – selon le mot des tortionnaires. Son fiancé de l'époque, Reinaldo Hattemer, séquestré en janvier de la même année, n'a jamais réapparu. En octobre 2009, Silvia avait témoigné de manière décisive dans le procès qui conduisit à la condamnation pour crimes contre l'humanité de l'ancien juge fédéral Victor Brusa et de plusieurs tortionnaires de la province de Santa Fe.

Dans le magasin d'artisanat qu'elle tenait dans le centre de Rafaela, Silvia Suppo a été sauvagement assassinée de neuf coups de couteau au matin du 29 mars 2010. Si la police n'a pas encore officiellement établi les motifs du crime, de nombreux éléments – notamment les menaces qu'elle et d'autres témoins à charge du procès Brusa avaient reçues il y a quelques mois et le fait que l'autopsie ait démontré le travail d'un professionnel – laissent clairement supposer un règlement de compte consécutif à sa déposition.

À l'heure où beaucoup d'observateurs se réjouissent que l'Amérique latine ait définitivement réintégré le cercle des pays démocratiques après la vague des régimes de sécurité nationale, ce meurtre rappelle l'extrême fragilité de régimes qui peinent à exercer leur droit régalien de justice à l'encontre des bourreaux des années de plomb. Soit qu'ils demeurent dans une occultation presque

totale comme au Brésil, où l'on commence tout juste à remettre en question la loi d'amnistie de 1979 et à envisager de créer une commission Vérité et Réconciliation. Soit qu'ils s'arrêtent au milieu du chemin de peur de fragiliser la démocratie restaurée, comme au Chili où Pinochet mourut en décembre 2006 sans avoir été jugé et où l'impunité demeure une donnée essentielle du paysage politique et mémoriel, bien que la lumière ait été faite sur de nombreuses affaires et que certains membres de la DINA et des forces armées soient passés en procès et aient été emprisonnés. Soit qu'ils commencent à répondre le plus largement possible au désir de vérité des victimes ou des familles de victimes, comme dans l'Argentine des Kirchner où le capitaine Alfredo Astiz – « l'ange blond de la mort » – comparait par exemple depuis décembre 2009, au risque de voir resurgir la barbarie de tortionnaires toujours convaincus du bien-fondé de leur croisade anti-marxiste.

Silvia Suppo était la sœur de notre collègue Hugo Rogelio Suppo, lui-même victime de la dictature argentine, réfugié au Brésil puis en France, docteur en histoire de l'Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3, professeur à l'Universidade do Estado do Rio de Janeiro et professeur invité à l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine en 2009-2010. Que celui-ci trouve ici l'expression de l'émotion, de la sympathie et du soutien de tous les personnels de l'IHEAL – CREDAL et des membres de la rédaction des *Cahiers des Amériques latines*, profondément révoltés.

DOSSIER

La ville dans les Amériques : un regard de part et d'autre de la frontière

Dossier coordonné par Cynthia Ghorra-Gobin et Alain Musset

Par-delà le Nord et le Sud : débat sur la ville américaine

Ce numéro des CAL résulte d'une première initiative d'Alain Musset et de Cynthia Ghorra-Gobin qui, au cours de l'année universitaire 2004-2005, ont organisé ensemble, dans le cadre du séminaire du laboratoire de Géographie Sociale (EHESS) dirigé par Marie-Vic Ozouf-Marignier, une séance de travail associant des chercheurs travaillant aussi bien sur l'Amérique du Nord que sur l'Amérique du Sud. Cette première rencontre entre chercheurs œuvrant dans deux aires culturelles *a priori* différentes, avait pour objectif – pour reprendre l'expression d'Alain Musset – de « franchir la frontière » (*Crossing the border* ou *cruzar la frontera*). Elle a permis de discuter des travaux respectifs de chacun et de se rendre compte de la richesse offerte par la problématique urbaine pour envisager une publication commune ne se limitant pas à une simple juxtaposition de textes. Il ne restait plus qu'à rédiger ces articles tout en construisant ce passage entre deux univers culturels, certes différents, mais traversés par de nombreuses problématiques communes qui ne peuvent désormais être traitées que de manière régionale, au sens le plus large du terme. Ce dossier est en quelque sorte le témoignage de ce processus d'échanges et de débats qui, par ailleurs, a coïncidé avec l'émergence de l'Institut des Amériques, chargé de mettre en relation les chercheurs qui travaillent sur l'ensemble de « l'hémisphère occidental ».

La thématique urbaine contemporaine qui constitue le fil directeur de ce dossier s'inscrit en fait dans un contexte marqué par la globalisation de l'économie mondiale, une nouvelle étape du capitalisme intensifiant en quelque sorte l'ensemble des échanges tout en ne se limitant pas aux seuls biens et

capitaux¹. S'interroger sur le transfert de modèles urbanistiques de part et d'autre de la frontière nord-sud, sur l'invention d'un imaginaire transnational pour les Mexicains travaillant dans une ville américaine tout en maintenant un cadre résidentiel dans leur quartier ou village d'origine (parallèlement à l'envoi de *remesas* – *remittances*²) ou encore sur l'impact de la croissance démographique d'individus venus d'Amérique latine dans l'univers métropolitain américain s'avèrent autant de questions pertinentes à l'heure où les politologues affirment l'avènement d'un monde post-américain. En effet si le XX^e siècle est susceptible d'être qualifié de « siècle américain », il n'en est pas de même pour le XXI^e siècle.

La présence croissante des Latinos dans les grandes métropoles des États-Unis représente à présent un enjeu politique considérable alors qu'il y a quelques décennies encore, seules les petites villes de la frontière mexicaine américaine étaient concernées par ce phénomène. Les Latinos représentent désormais la première minorité nationale (35,3 millions) et comme l'indique le Bureau du recensement, seuls le Mexique et la Colombie ont une population hispanique supérieure à celle des États-Unis avec les chiffres de 106,2 millions et 43 millions. La croissance démographique des Hispaniques au sein de la société américaine est perçue par des conservateurs comme une menace pour l'identité américaine en raison du manque de désir d'assimilation des Latinos, contrairement aux phases antérieures de l'immigration. Mais un travail de terrain mené dans l'univers métropolitain américain ne permet pas de valider cette hypothèse : la présence *latina* s'inscrit en réalité dans un contexte urbain façonné par un demi-siècle de mouvements sociaux. La lutte pour les droits civiques notamment en faveur des Noirs a connu une telle vigueur que des intellectuels américains n'hésitent pas à confirmer l'identité d'une nation s'inscrivant désormais « dans le noir et le blanc » pour reprendre la formule de Stephan et Abigail Thernstrom³ : « la présence des Africains-Américains d'abord en tant qu'esclaves pendant plusieurs siècles puis en tant que citoyens de deuxième classe pendant un siècle de plus, la présence des Indiens qui ont accueilli les Européens et leur ont enseigné les manières de s'adapter dans ce Nouveau Monde, et dont on trouve encore les toponymes, ces deux présences sont essentielles à notre identité toujours en évolution » [Russel Banks, 2006, p. 137].

1. Voir notamment le *Dictionnaire des mondialisations*, Colin, 2006.

2. Les transferts bancaires (*remesas*) que les Mexicains émigrés aux États-Unis effectuent chaque année au profit de leur famille ont atteint, en 2007, la somme record de 24 milliards de dollars. Ils dépassent désormais en valeur les revenus du tourisme international (11 milliards de dollars en 2005).

3. Cette perspective partagée par de nombreux intellectuels est remarquablement dessinée par Stephan & Abigail Thernstrom, *America in Black & White: One nation, indivisible*, NY, Simon & Schuster, 1997 et en langue française, Russel Banks, *Amérique notre histoire* (entretien avec Jean-Michel Meurice), Actes Sud, 2006.



Après avoir dressé un premier tableau sur la présence des Latinos aux États-Unis, ce dossier s'organise autour de trois thématiques urbaines : dans un premier temps, les articles de Stéphane Degoutin, Céline Jacquin et Guénola Capron nous permettront d'étudier le transfert de modèles urbanistiques à partir d'une analyse du phénomène des *gated communities*. Avec Frida Calderón Bony et Sonia Lehman-Frisch nous nous attacherons ensuite à décrypter l'invention d'un univers transnational fondé sur la dualité résidentielle des migrants et la mise en place de quartiers ethniques aux États-Unis. Les travaux d'Élodie Salin et de Cynthia Ghorra-Gobin poseront enfin la question de la centralité urbaine, mettant ainsi en évidence le degré de variabilité de sa dimension symbolique selon le point d'ancrage de l'observation. Dans tous ces domaines, l'essentiel est de ne plus fonctionner dans la logique réductrice et convenue du « modèle », mais dans celle de la réciprocité et des influences communes.

L'ensemble des articles présentés dans ce dossier ne prétend pas donner une vision exhaustive des problèmes posés par la ville américaine de part et d'autre du río Bravo (ou du río Grande pour les habitants des États-Unis). Son ambition est plus limitée mais elle est essentielle : il s'agit pour les auteurs d'aborder des sujets qui font débat pour mieux les appréhender (et dans une certaine mesure, pour mieux les déconstruire), mais aussi (et surtout) de montrer qu'à l'échelle du continent américain les frontières culturelles et académiques doivent enfin être franchies si on veut comprendre les processus sociaux qui sont en œuvre au Nord comme au Sud – en attendant qu'un président d'origine hispanique entre à son tour à la Maison Blanche.

I-*Gated communities* et *condominios cerrados*: les métamorphoses d'un modèle

Au cours des dernières décennies, le lotissement résidentiel fermé ou sécurisé est devenu une des figures les plus remarquées de la promotion immobilière dans de nombreux pays américains. Même si l'invention de ce modèle est souvent attribué aux États-Unis, son architecture et sa valeur symbolique proposent de nombreuses variantes et font l'objet de pratiques d'appropriation qui varient considérablement d'un contexte culturel et politique à l'autre. Aux États-Unis, la *gated community* représente *a priori* le symbole d'une communauté regroupant des individus aux affinités semblables et appartenant à des groupes sociaux similaires, alors qu'au Mexique et en Amérique latine le volet sécuritaire semble, à bien des égards, prioritaire – d'où l'intérêt d'une confrontation de l'expérience du lotissement fermé entre deux aires culturelles distinctes : il s'agit de mettre en évidence les différences et les ressemblances de ce type de quartier résidentiel par rapport aux notions d'intérêts publics et privés. En effet, sur les marges de la ville, il redevient possible de choisir son voisin et d'harmoniser style de vie et statut social, même si ce type de quartier est aussi le modèle d'une urbanisation gaspilleuse d'espace et de temps – celle que n'avait de cesse de dénoncer Le Corbusier en son temps : « Évidemment la petite maison (« ma maison », « mon chez-moi »), flanquée de son arbre

fraternel, occupe le cœur et le cerveau des foules, permettant aux hommes d'affaires de réaliser des bénéfices substantiels en lotissant des terrains, en fabriquant des portes et des fenêtres, en construisant des routes équipées de canalisations, de tramways, d'autobus, métros, des automobiles, des vélos, des motocyclettes nécessaires à la réalisation du rêve virgilien¹». La discussion a donc ici pour objectif de contextualiser les *gated communities* et les *condominios cerrados* et de les interpréter en prenant en compte la culture politique dans laquelle le phénomène s'inscrit.

C'est ainsi que l'objet de l'article de Stéphane Degoutin est de faire la distinction entre ce qu'évoque l'expression états-unienne *gated community* et les réalités qu'elle désigne. Les *gated communities* inspirent des thèses fantastiques ou apocalyptiques, que ce soit celles des auteurs de science-fiction (James Graham Ballard, Neal Stephenson, Octavia Butler...) ou de théorie urbaine (Mike Davis, Evan McKenzie...). Dans la réalité, elles présentent pourtant un aspect des plus banals. Cet article pose l'hypothèse que l'histoire que raconte l'expression *gated community* est aussi importante que la réalité qu'elle désigne. En ce sens, il importe autant de déterminer si les *gated communities* sont d'«authentiques» communautés que de chercher ce qu'induit l'usage du mot «communauté» dans le contexte nord-américain. Pour Stéphane Degoutin, il est donc aussi important de déterminer ce qu'implique le contrôle d'accès que de s'interroger sur la symbolique du portail.

En reprenant le même objet dans un contexte culturel différent, Céline Jacquin et Guénola Capron s'interrogent sur la diffusion en Amérique latine du modèle états-unien de l'urbanisation enclose. En effet, les années 1970-1980 ont vu naître les premiers ensembles résidentiels fermés qui s'adressaient à la classe moyenne supérieure. Mais ce type d'habitat s'est ensuite démocratisé au milieu des années 1990, quand est apparu à Mexico un nouveau type d'ensembles de logements bon marché aux dimensions gigantesques qui décline des modalités allégées de la fermeture. Au travers des pratiques d'une population n'ayant pas les mêmes moyens économiques et culturels pour assurer et assumer leur fermeture, les auteurs donnent les clés pour comprendre toutes les implications d'un concept remanié et adapté à de nouvelles catégories sociales.

1. Le Corbusier, 1963 (1946), *Manière de penser l'urbanisme*, Paris, Éd. Gonthier, p. 8.

Stéphane Degoutin

Le slogan « *gated community* »

Sell them their dreams. Helen Landon Cass¹

Built metaphors

Les lotissements résidentiels clos d'accès contrôlé ne constituent pas une forme urbaine nouvelle: ils apparaissent dès la fin du XVIII^e siècle autour de Londres et au début du XIX^e siècle autour de Paris et New York. Mais ils ne suscitent le débat que depuis une vingtaine d'années, après une phase de forte expansion, pendant laquelle ils ont reçu aux États-Unis le nom de *gated communities*.

L'expression est intraduisible en français (littéralement: « communauté fermée par un portail »). *L'American Heritage Dictionary of the English Language* définit une *gated community* comme « un lotissement ou un quartier, généralement entouré d'une clôture, dont l'entrée est réservée aux résidents et à leurs invités ».

1. Présentatrice radio à une convention de vendeurs à Philadelphie, *The Philadelphia Retail Ledger*, 6 juin 1923.

-gate *suff.* A scandal involving alleged illegal acts and often a cover-up, especially by government officials: *Inagate*. [After WATERGATE.]
gâ-teau or **ga-teau** (gâ-to', gâ-) *n.*, *pl.* **-teaux** (-to') A cake or pastry, especially a light one filled with custard, fruit, or nuts. [French, from Old French *gastel*, cake, from Frankish **wunfil*, food.]
gate-crash-er (gâ-'krâsh/'ar) *n.* *Slang* One who gains admittance, as to a party or concert, without being invited or without paying.
-gate-crash' v.
gat-ed community (gâ'tid) *n.* A subdivision or neighborhood, often surrounded by a barrier, to which entry is restricted to residents and their guests.
gate-fold (gâ'tfôld') *n.* A foldout, especially one that opens to double the page size.
gate-house (gâ'thous') *n.* **1.** A lodge at the entrance to the driveway of an estate. **2.** A fortified structure built over the gateway to a city or castle. **3.** A building that houses the controls of a dam or canal lock.
gate-keep-er (gâ'tké'por) *n.* **1.** One that is in charge of passage through a gate. **2.** One who monitors or oversees the actions of others.

American Heritage Dictionary of the English Language, 2000.

Le phénomène est donc relativement banal [Degoutin, 2006]. Son importance ne relève pas tant de la réalité factuelle que de sa dimension fictionnelle, dont nous avons souligné ailleurs² [Degoutin et Wagon, 2007] l'importance. Les promoteurs qui commercialisent des *gated communities* ont souvent recours à des métaphores: «bulle», «oasis», «île», «paradis». Les journalistes les présentent fréquemment sous un aspect fictionnel, les décrivant comme de «nouvelles forteresses», des «ghettos de riches» ou des «villes privées». Les chercheurs [Capron, 2006] utilisent des mots qui excitent l'imagination: «forteresse» [Davis, (1990) 1997 ; Blakely et Snyder, 1997], «gouvernements privés» [McKenzie, 1994] «prison» [GUST, 1999 ; Degoutin, 2006]...

Elles semblent constituer un décor «naturel» de fiction et ont été utilisées de manière explicite dans au moins douze romans³, sept séries télévisées⁴, une bande

2. Disponible en ligne: <http://www.nogoland.com/urban/bm.pdf>. Voir aussi S. Degoutin et G. Wagon, «Les Gated communities au cinéma et dans la littérature», in Thierry Paquot éd., *Ghettos de riches*, 2009.
3. James Graham Ballard, *Le massacre de Pangbourne*, Paris, Belfond, 1992 (*Running Wild*, 1988); Neal Stephenson, *Le Samouraï virtuel*, Paris, R. Laffont, 1996 (*Snow Crash*, 1992); Octavia Butler, *La Parabole du Semeur*, Paris, J'ai lu, 1995 (*Parable of the Sower*, 1993); Serge Brussolo, *Sécurité absolue*, Paris, G. de Villiers, 1993; John Katzenbach, *State of mind*, 1997; T.C. Boyle, *Amérique*, Paris, Grasset, 1997 (*The Tortilla Curtain*, 1995); J. G. Ballard, *La face cachée du soleil*, Paris, Fayard, 1998 (*Cocaine nights*, 1996); Stuart Woods, *Orchid Beach*, 1998; J. G. Ballard, *Super-Cannes*, Paris, Fayard, 2001 (*Super-Cannes*, 2000); J. G. Ballard, *Millenium People*, Paris, Denoël, 2004 (*Millenium People*, 2003); Margaret Atwood, *Le dernier homme*, Paris, R. Laffont, 2005 (*Oryx and Crake*, 2003; Claudia Piñeiro, *Las Viudas de los Jueves*, 2005).
4. Michael Pattinson, *Millenium*, épisode «Weeds», 1997; Michael Watkins, *X Files*, épisode «Arcadia», 1999; *Spongebob Squarepants*, épisode «Squidville», 2001; Allan Kroeker, *The Twilight Zone*, épisode «Evergreen», 2002; *Arrested development* (la mère de famille habite une *gated community*), 2003; Josh Schwartz, *The O.C.*, 2003 (la *gated community* est le cadre de tous les épisodes, quatre saisons à ce jour); Jenji Kohan, *Weeds* (plusieurs épisodes des saisons 2 et 3 mettent en scène des *gated communities*), 2006-2007.



dessinée [Christin et Mounier, 2005] et sept films⁵. Leur principe même évoque de manière quasi automatique des histoires. Notre analyse a permis de mettre en évidence des schémas narratifs récurrents, déjà existants, dont la *gated community* serait l'incarnation actuelle.

Plusieurs schémas narratifs sont comme incrustés dans l'idée de *gated community* (l'Arche de Noé, l'île, le huis clos...), que les auteurs ne font que révéler. Elles vivent dans l'imaginaire, dans le fantasme, indépendamment de la réalité. Suite à cette recherche, nous avons proposé de les considérer comme des « métaphores construites » (« *built metaphors* »).

Au-delà de l'analyse des histoires qui les mettent en scène, une autre manière d'aborder les rapports qu'elles entretiennent avec la fiction est d'interroger l'expression « *gated community* » elle-même. Elle est fréquemment utilisée avec indifférence, comme une désignation allant de soi, aussi neutre qu'un terme géographique tel que « montagne » ou « rivière ». Or, elle n'est ni neutre, ni objective, ni précise, ni claire. Elle possède des connotations riches et complexes, une part d'étrangeté qui devrait suffire à susciter la curiosité.

Nous partons de l'hypothèse que ce nom lui-même, et l'imaginaire qu'il véhicule, n'est pas étranger à l'attention insistante portée au phénomène.

L'expression ne recouvre pas son objet

Comme cela a été fréquemment noté, l'expression *gated community* est utilisée pour désigner des réalités très variées, depuis des lotissements de quelques maisons ou ensembles d'appartements, jusqu'à de véritables villes privées de plusieurs milliers d'habitants, avec des degrés de fermeture très variés. Le concept est suffisamment flou pour être apposé sur de nombreux produits immobiliers, et les promoteurs s'en servent à loisir, s'ils pensent que l'expression peut faire vendre. Au contraire, dans des contextes où cette expression serait malvenue ou ne correspondrait pas aux attentes du marché, d'autres promoteurs l'évitent.

Faute d'une dénomination internationale, l'expression états-unienne « *gated community* » est employée indifféremment par les chercheurs du monde entier, dans des pays et des contextes radicalement différents les uns des autres, bien qu'elle perde alors son sens originel. Si la *gated community* américaine type est en général une version exacerbée de la *suburb* dorée, entourée d'autres lotissements du même type, loin de la ville dense et des ghettos, ce n'est pas toujours le cas en

5. David Cronenberg, *Frissons*, 1975 (*Shivers*); Wes Craven, *Invitation to Hell*, 1984; John Duigan, *Lawn dogs*, 1997; *The Sect*, 1999; Hervé Palud, *Albert est méchant*, 2004; Frank Oz, *Et l'homme créa la femme*, 2004 (*The Stepford Wives*); Rodrigo Pla, *La Zona*, 2008.

Amérique latine ou en Amérique du Sud, où les quartiers fermés se situent parfois en ville dense, dans des quartiers informels pauvres, ou bien en contact direct avec les quartiers les plus pauvres. En Afrique du Sud, les *gated communities* ont proliféré pendant les années 1990, juste après la fin de l'apartheid, ce qui donne au phénomène un sens politique évident – mais difficile à interpréter: s'agit-il de perpétuer par d'autres moyens le système de l'apartheid, ou d'une phase de transition vers une société plus égalitaire? S'agit-il du remplacement de la ségrégation raciale par une ségrégation de classe? En Chine, les *gated communities* à l'occidentale prennent la suite d'une longue tradition de clôture des quartiers résidentiels.

Lors des colloques réunissant des spécialistes de la question⁶, il est frappant de constater que ceux-ci ne s'entendent pas sur l'objet de leurs discours. Les promoteurs, eux, emploient des dénominations différentes suivant les pays, qui reflètent souvent mieux la variété des situations.

Il n'est donc pas toujours aisé de savoir à quoi s'applique exactement l'expression *gated community*: désigne-t-elle, pour celui qui l'emploie, une configuration urbaine, un mode de gestion, une organisation des relations sociales...? Ses limites sont difficiles à cerner, tant géographiquement qu'historiquement, conceptuellement, ou en termes d'échelle.

La configuration urbaine existait depuis près de deux siècles avant l'invention de l'expression, mais dans sa version d'origine, en Europe, elle ne portait pas ce nom – et l'on hésite à l'appliquer à ses antécédents. En effet, la création de l'expression en modifie la perception: elle confère du sens à un phénomène auquel on n'en attribuait pas auparavant.

6. Pour une liste des conférences organisées par le réseau «Private urban governance and gated communities», voir le site www.gated-communities.de. Voir aussi Stéphane Degoutin, Georg Glasze et Renaud Le Goix, «Territoire, contrôle et enclosures», *Urbanisme*, n° 343, juillet 2005 et Stéphane Degoutin et Georg Glasze «Gouvernance urbaine privée et *gated communities*», *Urbanisme*, n° 356, septembre 2007.



Deux ancêtres des *gated communities* modernes : la villa Montmorency, Paris 16^e et Llewellyn Park, Orange, New Jersey, tous deux lotis dans les années 1850. Ces deux documents publicitaires exhibent les mêmes arguments de vente, les mêmes que l'on retrouve dans les publicités pour leurs descendants : nature (habiter au milieu des arbres), style de vie (promenades à cheval), exclusivité (portail).

Qui parle ?

Pour comprendre le sens et la portée de l'expression, il faut avant tout regarder d'où elle vient. Il ne s'agit pas de la dénomination d'un phénomène urbain forgée par des chercheurs, ni d'une formule critique élaborée par des journalistes ou des observateurs extérieurs, ni encore de l'invention d'un scénariste hollywoodien.

L'objet a été nommé par les promoteurs. L'expression est apparue aux États-Unis, sans doute au cours des années 1980, pour désigner un concept immobilier alors en plein essor⁷. « *Gated community* » est donc une création, qui

7. Le phénomène commence à être discuté dans la presse au début des années 1990 aux États-Unis, et l'on peut supposer que la désignation commerciale est créée dans les années 1980. Mais aucune recherche précise n'a été menée à notre connaissance pour déterminer exactement où et quand elle apparaît, ni qui en est l'auteur.

procède d'une invention consciente. Le sens qu'elle transmet est un message publicitaire : son but n'est pas de décrire une réalité, mais de faire naître le désir chez l'acheteur potentiel.

L'expression elle-même est une fiction

« *Gated community* » n'est pas une simple formule descriptive. Elle est à la fois une dénomination commerciale et un slogan : la désignation objective et les connotations subjectives sont mêlées. Incluse dans la dénomination même du phénomène, la fiction est donc indissociable de celui-ci. Son pouvoir d'évocation est très important. L'association des mots « *gate* » et « *community* » suffit à provoquer l'imagination, à laisser entrevoir un univers : l'expression à elle seule raconte une histoire.

Or les publicitaires ont récemment « découvert » que le simple fait de raconter une histoire était la clef de la mémorisation, de l'identification, et de l'empathie du public. Pour vendre un produit, il faut raconter une histoire à son sujet, et les histoires susceptibles de s'incarner en slogans forment les publicités les plus efficaces. Ce que l'on appelle aujourd'hui *storytelling* est la technique publicitaire par excellence. La pratique n'est pas nouvelle (les religions, notamment, utilisent depuis toujours le procédé), mais elle est devenue aujourd'hui omniprésente : prenant conscience que l'expérience humaine est façonnée par la fiction, les décideurs en publicité, marketing, management, politique etc., tentent de maîtriser les histoires qu'ils racontent et pour cela systématisent et instrumentalisent l'utilisation de la fiction.

L'objet de cet article est de comprendre ce qu'évoque l'expression « *gated community* », d'identifier les histoires que raconte l'expression, et de comprendre pourquoi ces histoires en particulier se sont imposées (on aurait pu dire autrement, par exemple : *enclosed neighborhood, safe district...* qui racontent d'autres histoires).

L'auteur s'appuie sur ses précédentes études du sujet et des fictions qu'a suscitées le phénomène, et sur son expérience de *storyteller* au sein d'une agence de publicité.

Ce que la publicité nous enseigne sur la fiction

« *Gated community* » résonne dans l'« imaginaire américain », mais celui-ci ne constitue bien évidemment pas un ensemble homogène et cohérent. L'expression est commercialement efficace, mais ne fait pas rêver tout le monde : elle peut être repoussante pour certains, et rappeler des scénarios anciens de chute, comme en témoignent les nombreuses thèses fantastiques ou apocalyptiques qu'elle inspire,



que ce soit celles des auteurs de science-fiction comme James Graham Ballard, Neal Stephenson, Octavia Butler... [Degoutin et Wagon, 2007 et 2009] ou de théorie urbaine comme Mike Davis, Evan McKenzie...⁸ – qui se rejoignent parfois.

L'analyse de l'expression ressort fatalement du subjectif, de l'imaginaire. Si le rôle de la publicité est bien, comme le pensait Helen Landon Cass, de vendre aux clients leurs propres rêves, alors le décryptage des slogans relève de l'analyse onirique. Il faut donc abandonner l'idée de s'avancer sur un terrain bien balisé – au risque de manquer l'essentiel.

Pourquoi ne pas considérer le vague comme sujet d'analyse en soi? «*Gated community*» fait image, mais l'image est floue. Or ce flou est précisément ce qui fait son efficacité. L'expression répond au principe d'économie du slogan publicitaire: exprimer le maximum avec un minimum de mots. Le slogan évoque plus qu'il ne raconte, et il serait illusoire de vouloir délimiter précisément une signification particulière (ce serait un contresens). Il est donc important de comprendre la signification des mots utilisés, notamment l'ambigu «*community*», mais surtout de replacer leur signification dans le contexte approprié, et de comprendre le genre narratif particulier qu'est le slogan publicitaire.

«Slogan» est l'un des rares mots hérités du celte (*sluagh-ghairm*). Il signifie originellement «cri de guerre d'un clan». Un slogan est un type particulier d'histoire, une histoire au sens le plus minimal du terme. Il donne les éléments de démarrage pour l'imagination, sans pour autant commander une direction en particulier. Le slogan publicitaire est très proche en cela de la poésie.

«*Gated community*» propose une structure générique, un simple schéma narratif, sur lequel chacun (clients potentiels, chercheurs, auteurs...) peut greffer ses propres fantasmes. La trame narrative générique peut ensuite être actualisée dans le programme d'une *gated community* en particulier, par la thématisation: telle *gated community* sera conçue autour d'une thématique architecturale, telle autre pour les amateurs de marche à pied, telle autre pour les aviateurs amateurs, telle autre pour les homosexuels retraités, telle autre pour les Afro-Américains, etc.

Le slogan «*gated community*» n'est pas lisse. L'idée d'enfermement qu'il véhicule peut choquer. Les publicitaires savent qu'un slogan trop consensuel, trop logique, trop rationnel, s'oublie facilement. Pour accrocher l'intellect, pour être retenu, un bon slogan doit contenir quelque chose de choquant. Il doit «adhérer» à la

8. Mike Davis, *City of quartz: Los Angeles, capitale du futur*, Paris, La Découverte, 1997, trad. de l'américain par Michel Darteville et Marc Saint Upéry (*City of Quartz, Excavating the Future in Los Angeles*, Londres, Vintage, 1990), Evan McKenzie, *Privatopia, Homeowner Associations and the Rise of Residential Private Government*, New Haven-Londres, Yale University Press, 1994.

mémoire, qu'il plaise ou non. Son étrangeté participe à son succès. Il doit éveiller des désirs plus ou moins conscients, vagues, à la fois universels et singuliers pour tous. « *Gated community* » exprime le désir légèrement coupable de trouver la tranquillité dans l'enfermement, dans le repli hors de la société. D'ignorer l'injonction de « faire société » pour se bercer dans le confort régressif de la « *community* ».

« **Community** »

Comment entendre le mot « *community* » dans « *gated community* » ? Plusieurs contresens sont à éviter.

Tout d'abord, il est impossible de traduire littéralement par le mot français « communauté » (même si le sens premier que donne le dictionnaire Robert, suffisamment flou, pourrait presque convenir : « groupe social dont les membres vivent ensemble, ou ont des biens, des intérêts communs »). Il ne faudrait pas, en effet, donner au terme un sens trop précis, alors qu'il est « vague, chargé d'histoire, de connotations morales, de nostalgie et de romantisme. [...] Manifestement, les chercheurs qui se sont penchés sur le sujet ne parlaient pas tous de la même chose » [Blakely et Snyder, 1997, p. 32].

Un autre contresens consisterait à prendre le mot dans un sens fort, alors que son sens courant, dans le langage des promoteurs, est très affaibli. La définition la plus rapprochée serait celle-ci : « un quartier d'habitation ; occupé principalement par des résidences privées [syn. : quartier résidentiel]⁹ ». Il est à noter que beaucoup de dictionnaires de langue anglaise n'ont même pas de définition qui corresponde à cette acception du mot.

Mais ce serait également un contresens que de prendre à la lettre cette dernière définition, et de ne considérer le mot que comme un simple synonyme de lotissement. Le mot était usé par un emploi trop systématique ; l'idéal de la *community* était peu crédible dans le territoire de la métropole suburbaine ouverte et infinie. Mais l'adjonction de « *gated* » lui redonne vie. « Fermée par un portail », elle devient subitement autre chose qu'un simple lotissement : elle évoque une « vraie » communauté, un espace social, un lieu d'exclusion, un territoire hors du monde normal... Elle provoque immédiatement des associations d'idées et des images. Cette réactivation d'un idéal ancien est l'une des clés de compréhension de l'expression, et l'une des raisons pour lesquelles elle heurte : elle semble signifier le désir d'un retour au passé, à l'idéal pionnier, et le refus de la mixité urbaine au sens moderne.

9. « a district where people live; occupied primarily by private residences [syn: residential district] », thefreedictionary.com.



Le mot « *community* » est donc, dans ce contexte, *en même temps* plus vague et plus riche de sens que dans son emploi courant. Il signifie à la fois « moins » (ce ne sont que des lotissements) et « plus » (dans l'imaginaire : la communauté est tout ce qu'on voudra). Le but des *gated communities* n'est certainement pas de créer des quartiers possédant une authentique vie communautaire – si tel était le cas leurs habitants perdraient tout l'avantage de la vie urbaine. Acheter une maison dans une *gated community* c'est acheter un environnement symbolique. La *community* n'est pas réelle, c'est simplement l'« univers » associé au produit vendu, une promesse publicitaire ni plus ni moins mensongère que la jeune fille qui pose sur la photo d'une publicité pour une voiture. Le mot « *community* » est le strict équivalent de cette jeune fille.

Si l'on comprend le mot comme une référence à un univers imaginaire, l'évocation de l'histoire états-unienne prend alors sens, dans la dimension idéalisée des représentations collectives. La recherche de la communauté idéale est présente à toutes les étapes de l'histoire du pays et dans tous les groupes de la population, depuis les Indiens (« *Native Americans* ») jusqu'aux immigrés les plus récents, membres de gangs ou habitants de *gated communities*. Bien qu'il corresponde à des représentations différentes pour chacun, l'idéal communautaire est partagé par tous les Américains, contrairement à de nombreuses caractéristiques sociologiques souvent présentées comme « typiquement américaines » (l'esprit pionnier, l'esprit d'entreprise, la mobilité, etc.), mais qui sont en réalité spécifiques à la population WASP et partagées uniquement par ceux qui croient à la version WASP du rêve américain. Comment ne pas voir dans les *gated communities* la continuation, sous une forme symbolique, des principes fondateurs du rêve américain : la construction des États-Unis par accumulation de communautés utopiques, religieuses, politiques ou philosophiques ? À l'utopie de créer le paradis sur terre correspond le désir de fabriquer un environnement parfait¹⁰.

Cette tradition communautaire est encore vive, comme en témoigne le magazine *Intentional Communities*¹¹, dédié aux communautés dont les membres se regroupent pour partager un mode de vie particulier (sans être nécessairement des sectes). Les membres de la communauté Nature's Pace Sanctuary, par exemple, cherchent à vivre en accord avec la nature, en reproduisant le mode de vie ancestral des Indiens d'Amérique. Cette communauté, que l'on pourrait qualifier de néo-hippie, affirme pourtant sur sa page web être une « *gated community* »¹² – ce qui illustre l'extrême plasticité de l'expression.

10. Ce paragraphe est repris en partie de Degoutin, *Prisonniers volontaires du rêve américain*, op. cit., chapitre « Communautés et American Dream », p. 171-183.

11. www.ic.org

12. directory.ic.org/records/?action=view&record_id=2853

« Gated »

Il est impossible de comprendre l'expression en analysant isolément chacun de ses deux termes : c'est, une fois accolés, qu'ils prennent sens. L'intelligence du slogan est de combiner l'ancrage imaginaire du mot « *community* », très lié au contexte états-unien, et la symbolique universelle du « *gate* » : « lieu de passage entre deux états, entre deux mondes, entre le connu et l'inconnu, la lumière et les ténèbres, le trésor et le dénuement. La porte ouvre sur un mystère » [Chevalier et Gheerbrant, (1969) 1982, p. 779-782].

Dans la littérature de science-fiction, le portail ou la porte est un dispositif récurrent. Il forme la frontière qui ouvre vers d'autres dimensions, d'autres temps, d'autres logiques, d'autres mondes. Dans l'environnement quotidien, les lieux qui mettent l'emphase sur le portail poursuivent le même but : marquer un seuil entre deux réalités. Celui qui franchit ce seuil pénètre dans un autre univers. Comme dit une plaque commémorative placée le 17 juillet 1955 à Disneyland (Anaheim, Orange County) : « Ici, vous quittez le présent et pénétrez dans le monde du passé, du futur et de l'enchantement. » De nombreux lieux de culte utilisent le même procédé (voir l'importance du portail des cathédrales) : le portail indique où s'arrête l'espace profane et où commence l'espace sacré, parfois inaccessible au profane.

La surveillance des *gated communities* nord-américaines repose rarement sur des dispositifs de haute technologie. Murs et portails sont des moyens de protection élémentaires ; et ceux qui sont utilisés sont en général peu intimidants. Ils offrent une protection minimale, transmettent l'idée de la sécurité plus que ne garantissent réellement cette dernière. Leur rôle est avant tout symbolique, et leur efficacité symbolique est palpable : pour qui passe le portail d'une *gated community*, le monde extérieur cesse d'exister, comme par un effet magique. Cet effet, très sensible, existe grâce au portail, bien que l'on puisse démontrer par ailleurs sa relative inutilité en matière de sécurité. L'extérieur est mis à distance. Il est rendu indifférent, inexistant. Le sentiment est très semblable à celui que l'on a lorsqu'on entre sur une île – métaphore fondamentale du suburbain et de la *gated community*.



La *gated community* idéale est une île (Sailfish Point, Floride).



Panonceaux à l'entrée de *gated communities* états-uniennes.

Dans l'expression « *gated community* », le mot « *gate* » est dépositaire d'une action, qui implique une volonté. Il ne s'agit pas d'une *community with a gate* mais d'une *gated community* (littéralement: « portailée »): il est sous-entendu que la communauté fait le choix de s'enfermer. Elle se met à *l'abri*. Tout comme la signification de *community* est réactivée par *gated*, la symbolique du *gate* est activée par *community*: il ne s'agit pas d'un simple portail, mais du point d'accès, ou de refus d'accès, à une communauté humaine. Si le mot s'appliquait à un bâtiment (*gated house*) ou à un ensemble de bâtiments (*gated district*), son sens serait moins fort. Appliqué à un groupe, au sein d'une même société, il manifeste une différence de

nature profonde: ceux qui résident à l'intérieur sont désignés comme foncièrement *autres*. Il est facile d'imaginer, comme dans un récit de science-fiction, de trouver des hommes d'une sorte différente de l'autre côté du portail.

Le portail caractérise les populations qui résident d'un côté ou de l'autre, mais ce de manière ambivalente: y a-t-il à l'intérieur les élus et à l'extérieur la plèbe, ou au contraire les prisonniers à l'intérieur et les hommes libres à l'extérieur?

Un slogan trop efficace

Une *gated community* serait donc un dispositif permettant de se mettre à l'abri du monde ordinaire, dans une dimension accessible seulement à certains humains. L'expression semble promettre qu'en habitant un lotissement de ce type, l'on pénètre dans un monde spécial, réservé, exclusif.

Il est facile de comprendre le pouvoir d'évocation de ce slogan, tant sur les acheteurs potentiels, qui peuvent s'imaginer accéder à un monde d'élus, que du point de vue des «extérieurs», qui peuvent entendre l'expression comme un retrait hors de la société. Ces interprétations sont contenues dans l'expression elle-même: elles existent dès qu'on l'entend, avant même de voir ou de visiter la moindre *gated community*. L'histoire se construit instantanément lorsque l'on entend l'expression. Il n'est pas étonnant alors que les débats sur le sujet soient vifs, puisqu'une opinion sur le phénomène se forme dans le cerveau avant même que nous connaissions la nature réelle du produit. Chacun croit intuitivement le comprendre, et se laisse entraîner par son imagination.

Incluse dans la dénomination, la fiction se situe à un endroit tellement visible, tellement fondamental, que nous oublions de la voir. De ce fait, le phénomène est souvent perçu comme auto-explicatif et, investi de ce qu'il semble signifier, brandi comme annonciateur d'un urbanisme sécuritaire, incarnant la rupture du lien social, et qui menacerait d'envahir la planète.

Le slogan déclenche des fantasmes: c'est le rôle même de la publicité. Dans ce cas, le résultat a dépassé les espérances. L'expression se révèle d'une certaine manière trop efficace, elle «survend». Or, en faisant croire à plus que ce qu'elle désigne, elle attire l'attention non seulement des clients potentiels, mais aussi de la presse, des scénaristes hollywoodiens, des écrivains, des chercheurs..., donnant au phénomène une ampleur et une importance démesurées. Du fait de sa grande efficacité symbolique, l'histoire se répand comme un «virus de l'esprit»¹³, et le produit immobilier s'efface derrière les images qu'il suscite.

13. Pour reprendre, dans un autre contexte, l'expression de Richard Dawkins («Viruses of the mind», in *A Devil's Chaplain*, London, Weidenfeld et Nicolson, 2003).



L'expression est rapidement reprise par les journalistes et les théoriciens de la ville, et son utilisation dans un autre contexte modifie presque automatiquement son sens. Détachée de la brochure du promoteur, son sens s'inverse facilement pour prendre une signification péjorative ou dénonciatrice.

L'analyse de l'imaginaire que charrie l'expression *gated community* permet d'interroger le jugement moral que l'on porte presque automatiquement sur le phénomène. N'est-il pas pré-écrit dans notre imaginaire ? Nous empêche-t-il de voir les éventuels aspects positifs du phénomène ? Beaucoup d'analystes s'emparent de l'expression comme si elle désignait une réalité indiscutable, sans voir sa subjectivité et son ambiguïté intrinsèques et, croyant interroger le phénomène, ils commentent en fait les images et les fantasmes que suscite en eux un slogan publicitaire. Un exemple courant est la « déception » que l'on ressent en étudiant le phénomène de plus près et en découvrant sa banalité. Là où l'on avait imaginé de l'extraordinaire, de la science-fiction, de la ségrégation à grande échelle, ou l'utopie du choix individuel – on ne découvre que de la ville presque ordinaire, un phénomène relativement banal.



L'idéalisation du banal.

Utopie banale

Les *gated communities* ne sont pas un phénomène aberrant, ni fondamentalement différent du terrain sur lequel elles émergent : le suburbain américain. On ne peut pas tracer une limite claire entre, d'un côté, les *gated communities*, de l'autre la banlieue américaine « normale ». Au contraire, elles représentent l'aboutissement dans l'extrême du modèle *Sunbelt*¹⁴ de la ville.

14. États du sud, de la Californie à la Floride.

Fonctionnellement, les murs et les portails des *gated communities* sont redondants : ils existent déjà dans les quartiers suburbains, même s'ils ne sont pas physiques. Les portails des *gated communities* matérialisent ce qui existait avant en intention. Ils incarnent et rendent explicite le principe de l'enclavement, inhérent à la fabrication du suburbain. Ils sont la manifestation physique de sa logique interne : un symbole matérialisé, devenu concret.

Les *gated communities* procèdent littéralement à un renforcement symbolique des principes de la banlieue américaine. Toutes les promesses qu'elles incarnent poursuivent le rêve suburbain américain : la promesse d'un territoire inaccessible aux intrus – une île – qui ne sera jamais rattrapé par le reste de la ville, tout en restant connecté aux réseaux ; la promesse d'un environnement architectural parfait et maîtrisé et d'un environnement social parfait et maîtrisé ; la promesse d'un environnement dont tout vice a été évacué, tant à l'extérieur (par la clôture) qu'à l'intérieur (par les règlements de copropriété très stricts¹⁵).

Grâce aux règlements de copropriété vos voisins se sont engagés par contrat à se comporter comme vous. Le but est que la *gated community* reste parfaitement identique dans le temps : il ne s'agit pas seulement de créer la perfection, mais la perfection durable, éternelle, intemporelle. La *gated community* ne se place pas seulement en dehors de l'espace commun mais également en dehors du temps : c'est un lieu onirique, utopique.

La *gated community* matérialise les rêves suburbains les plus profonds et pousse le rêve un peu plus loin, au bout de sa logique symbolique et imaginaire. C'est en tant que symbole qu'il faut la comprendre et l'analyser. Il est important de ne pas regarder uniquement la banalité du phénomène : fonctionnellement identique aux *suburbs* récentes, les *gated communities* en sont, symboliquement différentes. Elles incarnent et rendent visible une utopie, contiennent la promesse d'une autre société urbaine.

C'est une utopie banale, discrète. Bien que déjà construite, elle continue d'activer un imaginaire, de laisser imaginer un monde autre, hors de la réalité actuelle.

15. CC et Rs : *Covenants, Conditions and Restrictions*.



BIBLIOGRAPHIE

- **Marro Stephen**, *Arrested development*, 2003.
- **ATWOOD Margaret**, *Le dernier homme*, Paris, R. Laffont, 2005 (*Oryx and Crake*), 2003.
- **BALLARD James Graham**, *La face cachée du soleil*, Paris, Fayard, 1998 (*Cocaine nights*, 1996).
- **BALLARD James Graham**, *Le massacre de Pangbourne*, Paris, Belfond, 1992 (*Running Wild*, 1988).
- **BALLARD James Graham**, *Millenium People*, Paris, Denoël, 2004 (*Millenium People*, 2003).
- **BALLARD James Graham**, *Super-Cannes*, Paris, Fayard, 2001 (*Super-Cannes*, 2000).
- **BLAKELY Edward J., SNYDER Mary Gail**, *Fortress America: Gated Communities in the United States*, Washington DC, Brookings Institution Press, 1997.
- **BOYLE T.C.**, *Amérique*, Paris, Grasset, 1997 (*The Tortilla Curtain*, 1995).
- **BRUSSOLO Serge**, *Sécurité absolue*, Paris, G. de Villiers, 1993.
- **BUTLER Octavia**, *La Parabole du Semeur*, Paris, J'ai lu, 1995 (*Parable of the Sower*, 1993).
- **CAPRON Guénola** (ed), *Quand la ville se ferme : quartiers résidentiels sécurisés*, Rosny-sous-Bois, Bréal, 2006.
- **CHEVALIER Jean, GHEERBRANT Alain**, *Dictionnaire des symboles. Mythes, rêves, coutumes, gestes, formes, figures, couleurs, nombres*, Paris, Robert Laffont, 1982 (1^{re} édition : 1969), p. 779-782.
- **CHRISTIN Pierre, MOUNIER Alain**, *Mourir au paradis*, Paris, Dargaud, 2005.
- **CRAVEN Wes**, *Invitation to Hell*, 1984.
- **CRONENBERG David**, *Frissons*, 1975 (*Shivers*).
- **DAVIS Mike**, *City of quartz : Los Angeles, capitale du futur*, Paris, La Découverte, 1997, trad. de l'américain par Michel Darteville et Marc Saint Upéry (*City of Quartz, Excavating the Future in Los Angeles*, Londres, Vintage, 1990).
- **DAWKINS Richard**, «Viruses of the mind», in *A Devil's Chaplain*, London, Weidenfeld & Nicolson, 2003.
- **DEGOUTIN Stéphane, GLASZE Georg**, «Gouvernance urbaine privée et gated communities», *Urbanisme*, n° 356, sept. 2007.
- **DEGOUTIN Stéphane, WAGON Gwenola**, «Built Metaphors : Gated Communities and Fiction», article présenté à la 4^e conférence internationale du réseau de recherche «Private urban governance & gated communities», La Sorbonne, 5-8 juin 2007.
- **DEGOUTIN Stéphane, WAGON Gwenola**, «Les Gated communities au cinéma et dans la littérature», in Thierry Paquot ed., *Ghettos de riches*, 2009.
- **DEGOUTIN Stéphane, GLASZE Georg, LE GOIX Renaud**, «Territoire, contrôle et enclosures», *Urbanisme*, n° 343, juillet 2005.
- **DEGOUTIN Stéphane**, *Prisonniers volontaires du rêve américain*, Paris, La Villette, 2006.
- **DUGAN John**, *Lawn dogs*, 1997.
- **GUST** (Ghent Urban Studies Team), *The Urban Condition : Space, Community and Self in the Contemporary Metropolis*, Rotterdam, 010 Publishers, 1999.
- **KATZENBACH John**, *State of mind*, 1997.
- **KOHAN Jenji**, *Weeds*, 2006.
- **KROEKER Allan**, *The Twilight Zone*, épisode «Evergreen», 2002.
- **McKENZIE Evan**, *Privatopia: Homeowner Associations and the Rise of Residential Private Government*, New Haven-Londres, Yale University Press, 1994.
- **Oz Frank**, *Et l'homme créa la femme*, 2004 (*The Stepford Wives*).
- **PALUD Hervé**, *Albert est méchant*, 2004.
- **PATTINSON Michael**, *Millenium*, épisode «Weeds», 1997.
- **PIÑEIRO Claudia**, *Las Viudas de los Jueves*, 2005.
- **PLA Rodrigo**, *La Zona*, 2008.
- **SCHWARTZ Josh**, *The O.C.*, 2003. site www.gated-communities.de
- **HILLENBURG Stephen**, *Spongebob Squarepants*, 1999, épisode Squidville», 2001.

- STEPHENSON Neal, *Le Samouraï virtuel*, Paris, R. Laffont, 1996 [*Snow Crash*, 1992].

- STUART Woods, *Orchid Beach*, 1998.
- WATKINS Michael, *X Files*, episode «Arcadia», 1999.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Les *gated communities* sont un sujet-symbole, qui incarne à son paroxysme le rêve ou le cauchemar suburbain. La distance entre la banalité du phénomène et l'imaginaire qu'il véhicule est flagrante mais elle ne procède ni d'un simple décalage ni d'une franche opposition. C'est cette distance que nous interrogeons : que se passe-t-il *entre* l'imaginaire et la réalité ? Au-delà de l'analyse des histoires qui les mettent en scène, une autre manière d'aborder les rapports qu'elles entretiennent avec la fiction, est d'interroger l'expression « *gated community* » elle-même.

Las *gated communities* son un símbolo exacerbado del «sueño americano» como de la pesadilla suburbana, tanto en la ficción como en el discurso teórico. La distancia evidente que existe entre la banalidad del fenómeno y el imaginario que se construye en torno a él no se explica

como un simple desfase. En el presente artículo nos interrogamos acerca de esta discrepancia : ¿ qué sucede entre lo imaginario y la realidad ? Más allá del estudio de los relatos que describen estas comunidades existe otra manera de abordar la relación que mantienen con la ficción, la cual consiste en analizar la expresión misma de « *gated community* ».

Gated communities are often referred to for what they seem to represent rather than for what they are – in fiction as well as in the theoretical discourse. They seem to embody the America Dream or the suburban nightmare at its climax. The distance between the ordinariness of the phenomenon and the vast imaginary it generates is obvious. This paper questions the nature of this distance : what happens *between* imaginary and reality ? Beyond the analysis of the stories which depict *gated communities*, another way to address their connections with fiction is to question the expression « *gated community* » itself.

MOTS CLÉS

- *gated community*
- publicité
- slogan
- storytelling
- suburb
- rêve américain
- imaginaire
- fiction
- schéma narratif
- communauté
- promoteur immobilier
- utopie

PALABRAS CLAVES

- *gated community*
- publicidad
- slogan
- *storytelling*
- suburbio
- sueño americano
- imaginario
- ficción
- comunidad
- agente inmobiliario

KEYWORDS

- *gated community*
- advertising
- slogan
- storytelling
- suburb
- american dream
- imaginary
- fiction
- narrative motif
- community
- real estate
- developer
- utopia

De la *gated community* au lotissement géant mexicain, une version bon marché de la fermeture résidentielle

Globalisation et menace sociale obligent, la fermeture et la sécurisation résidentielle sont sous l'œil des chercheurs et des médias depuis le début des années 1990. Les ouvrages de Mike Davis [1990], Edward Blakely et Marigail Snyder [1997], Teresa Caldeira [2000], y ont fait pour beaucoup : l'image de la forteresse, parlante pour tout le monde, s'est imposée avec force. L'Amérique latine n'a pas échappé à la déferlante d'«ensembles résidentiels fortifiés», et sans doute le travail de Teresa Caldeira sur São Paulo y a-t-il contribué [Capron, 2004]. Le sentiment d'insécurité des habitants, le retrait de l'espace public et la mise à distance des pauvres y sont souvent présentés comme des motivations fortes de l'enfermement résidentiel. La *gated community* est un produit né aux États-Unis qui se diffuse à l'échelle planétaire.

On ne retient en effet généralement de la *gated community* que l'image d'un ghetto pour riches périurbains barricadés derrière des murs grillagés, que le livre d'Edward Blakely et Marigail Snyder ainsi que les médias ont largement alimentée. Pourtant, dans leur ouvrage, ces auteurs distinguaient les «communautés de prestige» et les *lifestyle communities*, des «quartiers de haute sécurité», groupe hétérogène de rues, lotissements et quartiers fermés, parmi lesquels ils incluaient les grands ensembles de logements sociaux «sécurisés» («résidentialisés», selon le vocabulaire en vogue dans les politiques urbaines

françaises) par les pouvoirs publics dans une logique de *containment*. Même si ces derniers suivent d'autres logiques sociales, on fait le constat que la fermeture résidentielle ne touche pas seulement les quartiers riches.

De fait, le marché immobilier du lotissement fermé et sécurisé s'est largement diversifié au cours de ces dernières années et on trouve toutes sortes de produits qui coïncident avec l'idée de segmentation de la clientèle qui est pratiquée dans tous les pans de l'économie.

Progressivement, avec le développement du marché, il s'est avéré que les classes moyennes dans tout leur éventail étaient concernées par la vente de produits résidentiels qui banalisent l'*enclosure* et les dispositifs de sécurité. Même la couche inférieure des classes moyennes est la cible de promoteurs qui vendent de la fermeture avec, le cas échéant, de la sécurité. On est cependant à mille lieues du rêve américain...

Par exemple, dans la lointaine périphérie du nord et de l'est de la zone métropolitaine de Mexico, ont surgi de terre des lotissements à bas coût, géants de par leur taille (jusqu'à 20 000 logements), qui déclinent la fermeture résidentielle et urbaine sous différentes formes et à différentes échelles. On peut certes considérer que ces lotissements qui produisent de la ville à bon marché sont de très lointains avatars de la *gated community* dans la mesure où la fermeture « est à la mode » dans le marché de l'immobilier résidentiel. Cependant, nous pensons qu'il faut interroger le sens vécu que prennent ces formes variées de la clôture, pour les résidents, ainsi que les modalités du franchissement de ces limites matérielles : elles ne construisent pas de frontières imperméables comme dans certaines *gated communities* de prestige. Les conditions de cette urbanisation, et la clientèle qu'elle vise, ne permettent pas de dire que la fermeture et l'isolement résidentiel constituent un choix ferme de la part des habitants ; il devient rapidement un cadre général contraignant auquel s'adapter signifie recadrer sans cesse l'expression de la fermeture. Celle-ci, analysée au travers des rapports entre la forme physique, les représentations sociales et les usages, suscite de nombreuses contradictions, qui se traduisent par des transformations spatiales au cours du temps, dans un jeu complexe et dialectique entre ouverture et fermeture.

Enclavement résidentiel et fermeture : de la *gated community* au lotissement géant

Les ensembles résidentiels fermés, quel que soit leur degré de sécurisation, produisent de l'enclavement, voire de l'insularité. Ceux-ci renvoient autant à des réalités objectives comme la desserte de transports ou les séparations physiques qu'aux stratégies d'acteurs et aux construits subjectifs (les manières de vivre un enfermement volontaire ou subi). Le terme d'enclavement permet ainsi de



réfléchir autant à « ce qui isole, sépare, enferme » qu'à « ce qui tisse des liens entre l'intérieur et l'extérieur » [Capron, 2006, p. 14].

L'objet résidentiel fermé n'a cependant pas une définition très claire, ni socialement, ni morphologiquement. La construction d'une typologie des ensembles fermés et sécurisés latino-américains se heurte à la difficulté d'établir des frontières nettes entre plusieurs objets qui mettent en œuvre des processus de fermeture et de privatisation sociale à des échelles diverses du lotissement de dix maisons jusqu'à l'ensemble de 20 000 unités et même aux « villes privées » comme Nordelta à Buenos Aires [Girola, 2006], avec des procédures et des histoires différentes (copropriété et/ou lotissement; quartier fermé *ex post* ou produit immobilier *ex-nihilo*) [Capron, 2006].

Les ensembles résidentiels fermés ont des formes diversifiées : tantôt une tour ou une « grappe de tours » en copropriété, dotées d'équipements de luxe et situées dans l'aire centrale (Palermo à Buenos Aires, Polanco à Mexico) ou sur un front d'urbanisation (à Barra da Tijuca où cet habitat date des années 1970); tantôt un petit lotissement pavillonnaire suburbain en copropriété d'une dizaine de maisons entourées de murs et dont l'accès se fait par un portail télécommandé; tantôt un grand ensemble périurbain avec de majestueuses et imposantes demeures dans un vaste parc avec des équipements de prestige (du type *country club*: golfs, etc.).

Certes, dans tous les cas, l'habitat périphérique répond aux aspirations résidentielles des classes moyennes : de l'espace, de la nature, une bonne accessibilité, de la tranquillité, de la sécurité, une vie familiale heureuse, un investissement protégé. Ce discours est vendu par tous les promoteurs : s'y impriment le prestige pour les plus aisés et la distinction pour les ménages aux revenus intermédiaires. Le style de vie est un argument qui séduit les classes moyennes supérieures, tandis que la qualité environnementale est plutôt le privilège des nantis. L'accession à la propriété d'une maison individuelle est une motivation centrale pour les ménages aux revenus moyens ou bas. La fermeture résidentielle constitue une sorte de garantie dans la recherche de cet idéal face aux risques de dévalorisation.

Pourtant, il n'est pas nécessairement besoin de murs pour défendre cet imaginaire résidentiel. Dès les années 1960, au nord-ouest de Mexico, aux portes de la ville, s'édifiaient de grands lotissements (jusqu'à 10 000 unités) qui proposaient des modes de vie inédits aux classes moyennes dans une ville aux formes nouvelles : moins dense, composée de maisons individuelles, à portée de voiture de Mexico (grâce aux autoroutes en construction), dotée de tous les plaisirs d'une vie au vert propice à l'épanouissement de la vie familiale et individuelle [Alba et Capron, 2007]. Pouvoir acquérir une maison représentait aussi pour ces jeunes couples une promesse d'ascension sociale qui se calait bien

sur le rêve urbain « américain » (c'est-à-dire états-unien). Beaucoup avaient le sentiment de vivre une sorte d'« *american way of life* » à la mexicaine.

Comme le souligne Alicia Lindón [2007], l'imaginaire suburbain « américain » a aussi « colonisé la subjectivité spatiale » des périphéries paupérisées de Mexico, indirectement par le biais de stratégies discursives imprégnant les médias ou le cinéma.

Depuis les années 1990, à l'est et au nord de la zone métropolitaine, ont surgi de terre des lotissements de taille démesurée visant une clientèle de classe moyenne-inférieure¹. Ils proposent à des ménages gagnant au moins trois salaires minimum² de concrétiser leur rêve d'accession à la propriété grâce à l'octroi d'un prêt social. En effet, depuis 1993, ce sont des entreprises privées qui produisent les opérations – des ensembles de maisons individuelles jointives, le cas échéant en duplex, et non plus des « barres » –, de l'achat du foncier jusqu'à la livraison de toutes les unités d'habitation, tandis que les institutions publiques ne jouent plus que le rôle d'organismes hypothécaires [Duhau et Jacquin, 2008]. Ces « lotissements géants »³ présentent une fermeture d'ensemble systématique mais peu imposante, et en réalité peu sécuritaire. Il y a parfois des vigiles dont la fonction est moins d'assurer un contrôle sur les accès que de faire acte de présence le temps de la vente du produit immobilier. La clôture n'a évidemment rien à voir avec les dispositifs de contrôle des accès de certaines résidences de luxe où le filtrage est complet et où il est impossible de rentrer sans décliner son identité et sans fournir le nom des personnes à qui l'on rend visite. Surtout, ces ensembles résidentiels répondent à des logiques insulaires de production de l'espace urbanisé (*ibid.*, *op. cit.*). D'un côté, le discours des promoteurs, dont la stratégie vise un retour sur investissement rapide, tend à insister sur l'autonomie de ces ensembles qui s'économisent ainsi un raccordement efficace au reste de la ville. De l'autre, face aux « monstres » de la promotion immobilière que sont les groupes Ara, Geo, SADASI, Urbi, et à la construction massive de logements (158 951 entre 1993 et 2000 ; 325 544 entre 2001 et 2008⁴) qui dépassent leur capacité de gestion, les municipalités ne sont généralement que le réceptacle de ces lotissements. Elles héritent malgré elles d'équipements et de voies publiques de mauvaise qualité, et d'une demande à satisfaire, une fois le lotissement vendu dans son intégralité. Face à ces déficits difficilement surmontables, elles préfèrent souvent reporter leur effort sur les populations plus démunies des quartiers d'autoconstruction voisins.

1. On se réfère aux foyers dont le revenu est inférieur à cinq salaires minimum.

2. Le salaire minimum mensuel mexicain s'élève à 1664 pesos en 2009 (soit 91 euros - change du 25/02/2009).

3. On emploie ici le terme de « lotissement » dans un sens usuel pour mobiliser l'image qu'il évoque en français, et non pas dans son sens technique.

4. Ce calcul réunit les catégories de logement bon marché (accessibles pour des revenus de moins de cinq smm) : *social progresivo*, *pie de casa*, *lote con servicios*, *interés social* et *popular*.



Certes, les habitants de classe moyenne des années 1960 ont dû faire face à des préoccupations similaires, mais avec un capital social supérieur qui leur a permis de gagner en autonomie politique et de transformer leur banlieue-dortoir en espaces agréables à vivre face aux menaces de densification ou de construction de logements sociaux [Tarrés, 1986]. Les pâles inspirations de l'urbanisation fermée nord-américaine que constituent les lotissements géants, s'adressent à une clientèle sortant souvent de quartiers d'autoconstruction, et émergeant à peine, pour certains, de la pauvreté, grâce à l'accession à la propriété. L'enclavement n'est pas ici conçu comme un élément de confort, de sélection sociale, il ne dessert pas non plus l'exclusivité de l'accès à des équipements que ne pourvoierait pas l'espace urbain « public ». La rupture spatiale est ici l'effet des intérêts du développeur. Les habitants se retrouvent généralement seuls à devoir gérer la pénurie dans un contexte de pauvreté relationnelle et économique, afin de consolider un investissement menacé. Ils sont porteurs d'une conception particulière de la sécurité personnelle, tiennent un discours sur la fermeture, et en font un usage qui n'est pas non plus celui auquel on pourrait s'attendre.

Dialectique de la fermeture et de l'ouverture dans les lotissements d'intérêt social de Mexico

L'interprétation du concept de fermeture dans les lotissements d'intérêt social mexicains se traduit par un emboîtement de limites périmétrales et intérieures, dont la rigidité et la fonction varient peu d'un modèle à l'autre.

L'enceinte scelle d'abord un isolement politique et fonctionnel. Chaque acteur social a, à l'encontre de celle-ci, des enjeux propres avec différentes configurations et échelles. Elle représente un enjeu négocié entre les autorités et les concepteurs, qui porte pour ces derniers sur une économie maximale d'infrastructures de liaison entre les lotissements et les espaces alentour. La fermeture à l'échelle des impasses, qui composent majoritairement la trame, reporte la plupart des responsabilités en matière de gestion sur les associations de propriétaires. Pour ceux-ci, la fermeture représente, du moins dans un premier temps, une garantie de sécurité (personnelle et patrimoniale) face au monde qui l'entoure, en suscitant une certaine maîtrise sur l'évolution de l'espace intérieur.

Des enceintes qui feignent la fermeture

Dans la plupart des cas, par exemple dans le lotissement de San Buenaventura à Ixtapaluca (État de Mexico), l'enceinte périmétrale est constituée par les logements eux-mêmes, les murs aveugles des dos de maisons alignés pour matérialiser la frontière avec l'extérieur, tout en limitant la perception d'une barrière depuis l'intérieur. Les rues « périphériques » prennent

la forme de circuits, principe qui ménage presque toujours une bordure de maisons entre l'intérieur et l'extérieur. Mais certaines rues inévitablement rectilignes viennent buter sur cette limite, et rompre sa continuité. Ces rues « sans débouché » sont alors soit obturées en cul-de-sac dans la prolongation du contour extérieur, soit simplement laissées ouvertes sur l'espace environnant (champs cultivés, *no man's land*, ou quartiers d'autoconstruction) sans aménagement de transition. Des œuvres palliatives sont généralement apportées postérieurement par les municipalités. Dans le cas de San Buenaventura, une voie de raccord a été aménagée, encerclant le lotissement d'un circuit qui raccorde tous les accès et l'espace alentour, sur de longues étendues de murs aveugles.

Nombre des lotissements commercialisés avec la promesse d'une fermeture complète ne respectent pas au final cet élément, ce qui invalide la fermeture appliquée sur le reste du tracé.

Les habitants du lotissement sont pourtant, au sujet de la fermeture, les auteurs d'un discours contradictoire. Aucune occasion n'est négligée pour blâmer le développeur, escroc et rival dans leur processus d'ascension sociale symbolisée entre autres par la fermeture périmétrale. Un sentiment d'inquiétude émerge en effet au contact d'une population considérée « *d'un autre niveau* » : celle de quartiers d'auto construction voisins, similaires à ceux dont proviennent par ailleurs une grande partie des habitants du lotissement. Cette proximité inspire un sentiment d'insécurité⁵ et la peur d'une dévaluation immobilière sur l'ensemble du lotissement. Les actes de vandalisme dans l'espace public résidentiel, encouragés selon les habitants par les accès restés ouverts, mais aussi par la simple intrusion d'un décor de pauvreté dans le paysage « harmonieux » et « propre » de leur lotissement, vont à l'encontre du discours du promoteur. Celui-ci garantissait une plus-value immobilière rapide, en relativisant l'inconfort initial du lotissement – lié à une infrastructure municipale encore sous-développée et aux services irréguliers –, par un pari sur l'avenir : la densification des municipalités du fait de l'accumulation des opérations de logement social inciterait progressivement l'investissement municipal, régional et privé dans l'infrastructure collective et commerciale. Dans ce calcul, la fermeture sert d'instrument pour préserver les lieux dans l'attente de cette vague d'investissements, en posant un obstacle à la circulation des étrangers.

Mais l'ensemble des raccords aux autres quartiers, aménagés par la municipalité, et les chemins de terre préexistants, qui permettaient la circulation locale, forment finalement un réseau de communication commode, tout alternatif qu'il soit. L'extrême saturation du réseau de circulation interne et des

5. On reproche aux habitants de ces quartiers d'être alcooliques et drogués, voleurs, vandales, et coupables des autres maux dont souffre épisodiquement le lotissement.

embranchements vers les axes externes, encourage une intense utilisation de ces chemins, qui connectent par ailleurs directement à l'autoroute, ou permettent de la franchir par un tunnel de service et un chemin de traverse. Si cette pratique contredit l'idée de fermeture, l'avantage s'impose vite aux habitants.

D'autres lotissements (par exemple Las Américas, à Ecatepec au nord de l'agglomération), sont conçus avec un mur de séparation distinct des dernières franges de maisons, mais pas non plus complet sur l'ensemble de son périmètre. Certains accès de service en position arrière et latérale par rapport aux axes de circulation extérieurs et aux entrées « vitrines » du lotissement, sont restés ouverts jusqu'au dernier stade de production pour permettre la circulation des véhicules d'œuvre. Mais comme s'il ne s'agissait que d'un détail final, ils ont été laissés en l'état, et déconstruisent là encore la fermeture périmétrale.

TRACÉS ET INTERRUPTIONS DE LA FRONTIÈRE DANS LE LOTISSEMENT DE SAN BUENAVENTURA



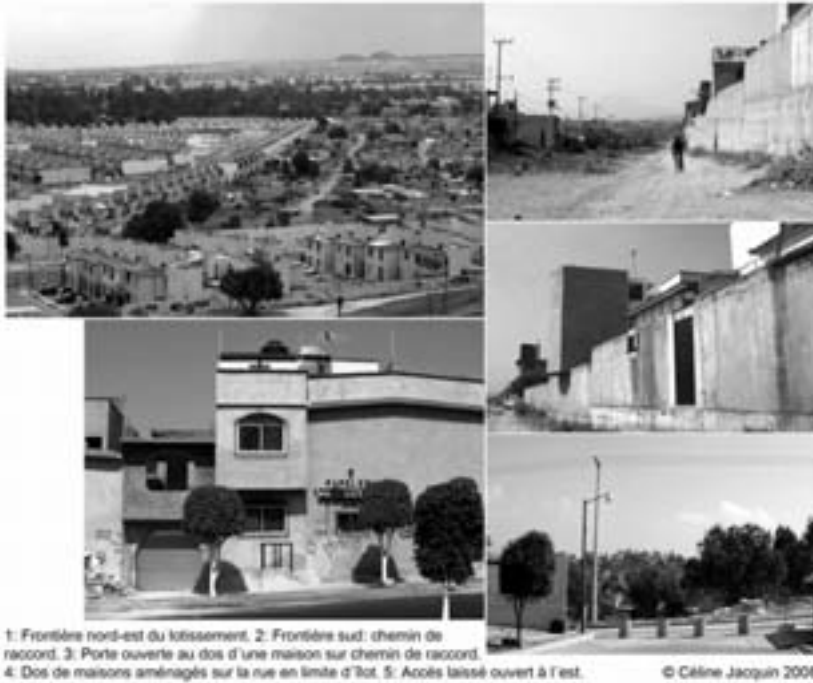
Le contraste entre représentations et pratiques s'exprime à l'intérieur. Un tracé cloisonné en impasses transforme les tronçons du mur périmétral en réels obstacles, qui isolent sans protéger. Des solutions immédiates sont mises en œuvre : à l'endroit où un passage s'imposerait, des brèches sont percées par les habitants eux-mêmes. Il s'agit d'une violation largement réprouvée des normes par les habitants, mais amplement validée par les comportements. Ce vandalisme « d'intérêt collectif » découle rarement d'une concertation entre voisins. Dans les impasses fermées, l'existence d'un sentiment de collectivité et dans certains cas d'une association de propriétaires, ne permet pas une telle initiative, à moins de faire consensus sur l'ensemble des trente à cinquante foyers présents. Ce type d'aménagement concerne donc plutôt les murs arrière des maisons adossées à l'espace public. Les enfants participent aussi à cette imposition de la circulation en détériorant ou en escaladant les grilles et murs qui bloquent leur chemin.

À San Buenaventura, où la frontière se réduit pratiquement aux franges de maisons, nombreuses sont celles qui présentent des portes arrière improvisées, offrant un accès direct sur l'extérieur : un chemin de raccord, ou un champ constituant un raccourci pour rejoindre une des voies de communication. De la même manière, les espaces verts localisés en limite du lotissement et non ceints par le mur, font tous office d'accès automobiles, détruisant si nécessaire les obstacles vers les voies internes (jardinières, bornes ou bancs).

L'îlot renversé

À l'échelle de l'îlot, on observe des logiques similaires. Ceux-ci sont conçus, de la même manière que l'ensemble du lotissement, selon un plan fermé : la hiérarchie des rues forme un réseau principal orthogonal ramifié en rues secondaires, qui délimitent à leur tour des groupes d'îlots cohérents. Ceux-ci sont formés par des alignements d'impasses clôturées qui mettent dos-à-dos les rangées de maisons, les murs aveugles de la dernière frange délimitant soit une rue de transit, soit un espace public résidentiel. Pour plus de confort probablement, les maisons qui bordent les avenues principales se présentent toujours de dos alors qu'elles font face aux rues secondaires. De même que sur le contour du lotissement, chaque fois qu'un alignement de dos de maisons jouxte un espace public ou une voie principale, on constate des ouvertures improvisées en forme de porte ou de garage. Les parcs et terrains de sport font ainsi systématiquement office de voie de passage pour les riverains.

PHOTO 1. MURS ET PERCÉES DE L'ENCEINTE ET DES ÎLOTS



Après des considérations en termes de confort, qui pousse à isoler les maisons des avenues principales, les flux de circulation apparaissent comme un atout évident, et la plupart des maisons ont été ouvertes à l'arrière puis transformées (totalement ou en partie) en locaux commerciaux ou de restauration. Un marché dynamique de vente et de location de ces maisons émerge. Certains propriétaires bénéficiant de cette localisation ont aménagé le logement dans son intégralité en local pour le louer à prix fort, d'autres ont aménagé la partie basse (qu'ils peuvent louer indépendamment) et continuent d'habiter les deux pièces de l'étage. Les habitants de San Buenaventura parlent de la possession de ces lots comme d'une aubaine: la plupart d'entre eux, n'ayant pas pu choisir l'emplacement de leur logement – attribué arbitrairement par le promoteur –, ceux qui auraient « décroché » une maison sur avenue, encore plus si celle-ci est centrale⁶, auront pu transformer leur logement en une affaire fructueuse. La concentration démographique d'un tel lotissement (quelque 100 000 habitants), et la captivité de sa population font de cette dernière une clientèle de choix, ce qui, ajouté à une

6. À San Buenaventura, le centre est marqué par la présence d'un supermarché, qui génère une dynamique de développement commercial tout autour.

perpétuelle nécessité de ressources économiques, encourage de nombreux habitants à ouvrir boutique, chez eux s'ils bénéficient d'une localisation adéquate, ou en payant un loyer supplémentaire pour un de ces locaux improvisés. L'installation d'une activité dans son propre logement ou un second logement loué dans le lotissement, peut même être préférée à l'emploi du chef de famille, qui peut s'affranchir d'une mobilité pendulaire contraignante. Des habitants de l'extérieur (du centre d'Ixtapaluca ou de la municipalité voisine, Chalco) y trouvent eux aussi leur compte, et viennent louer ces maisons-commerce à San Buenaventura. Pour les propriétaires, la mise en location peut doubler les ressources du foyer, gain pouvant être investi dans une seconde activité, dans le crédit d'un second logement plus grand et de meilleur standing dans un autre lotissement, dans la construction sur un lot indépendant, ou dans l'agrandissement vertical du premier logement. Ces logements sur avenue se revendent moins de dix ans après leur achat jusqu'à deux fois leur prix de départ, affaire juteuse qui, à partir d'une localisation aléatoire, peut constituer un vrai levier de développement du groupe familial.

Ces remaniements de la forme, et l'ouverture des logements dans une autre direction qu'à l'origine, équivalent à un abattement des îlots, à leur «retournement» vers l'espace ouvert, où peuvent être captés les flux de personnes.

Cette déconstruction de la fermeture confirme la valeur positive de la circulation dans la vie locale. Par ailleurs, une circulation moins locale, en dépit du nombre de facteurs limitants à l'origine, met en évidence le potentiel de développement que ces lotissements constituent pour les territoires environnants. Ce potentiel justifie et augmente d'autant la circulation de personnes à l'intérieur et avec l'extérieur.

Du « cloître » au « moulin »

Les quartiers d'autoconstruction entre lesquels s'est logé le lotissement, se trouvaient eux-mêmes enclavés par l'*hacienda* de San Buenaventura. Leur existence était d'ailleurs permise par leur localisation discrète. L'un de ces quartiers s'est greffé sur un *pueblo*, quartier relativement ancien doté d'un centre puis étendu sur un mode informel, à l'ouest de l'*hacienda*. Le *pueblo* bénéficiait d'un accès à la route nationale en direction des villages alentour et du centre d'Ixtapaluca mais pas de liaison régulière vers le pôle d'emploi du District Fédéral. L'autre quartier est un peuplement illégal plus récent parachuté entre le bord de l'autoroute et le sud de l'*hacienda* avec, pour tout accès, un tunnel de service sous l'autoroute de Puebla, permettant un lien vers Chalco. Les deux quartiers ne bénéficiaient que d'une accessibilité très relative (à pied ou par les chemins de terre) au travers de l'*hacienda*.



Ces habitants vivaient par ailleurs selon un système de coutumes qui recourrait abondamment à ce domaine agricole, au travers d'activités clandestines sur ses marges (petite agriculture, rejet de déchets, enterrements). L'urbanisation de San Buenaventura, et l'érection des murs et des barrières de maisons a mis fin à ce mode de vie, impactant une aire qui dépasse largement celle du lotissement. La cohabitation entre les premiers habitants du lotissement et leurs voisins révèle un sentiment de rejet de la part de ces derniers, élevant les nouveaux habitants au rang d'envahisseurs. Ceux des sections du lotissement qui avoisinent directement les dits quartiers relatent une relation perturbée, au début, par des violences et un vandalisme motivés selon eux par un esprit de vengeance. Les premiers habitants protestaient alors vivement contre le promoteur pour accélérer les opérations et la clôture des accès.

Ces frictions se sont en fait tassées au fur et à mesure de la consolidation du lotissement : les barrières de maisons ont limité la circulation aux accès laissés ouverts, chacun y trouvant son compte. Progressivement, l'enjeu des habitants des quartiers voisins s'est déplacé : il n'est plus tant question d'une totale liberté de mouvement, certes grevée par rapport aux conditions passées. Au contraire, les nouveaux privilèges dont ils bénéficient aujourd'hui avec le lotissement ont considérablement élargi leur panorama. En plus des nouveaux équipements à leur portée (scolaires et sportifs), dont la médiocrité et le faible nombre doivent être relativisés au vu des conditions de vie qui font référence pour cette couche sociale (celles de quartiers d'autoconstruction où ces structures sont résiduelles), ces voisins bénéficient surtout de l'arrivée à leur porte d'un vaste marché d'emploi : la population du lotissement. Cela apporte d'importantes opportunités dans le secteur des services, notamment à domicile. Si les habitants du lotissement se trouvent démunis par l'épreuve financière que représente l'achat de leur maison et l'emménagement, ils restent à la source du développement d'un grand nombre d'activités dont ils contrôlent les tenants et les aboutissants. Leur relative stabilisation économique après les premières années d'installation, augmente la demande potentielle, et procure assez d'emplois pour bénéficier aux travailleurs des quartiers alentour⁷.

Mais l'aspect le plus significatif du lotissement pour ces groupes est l'ouverture vers la métropole, que permet une forte amélioration de l'accessibilité au réseau de transport métropolitain. Cette opportunité permet l'accès à un bassin d'emploi incomparable, qu'interdisaient jusque-là des transports rares aux itinéraires sinueux. Les nouvelles lignes de transport sortant du lotissement, même insuffisantes pour l'énorme demande, permettent des trajets réguliers et directs vers les stations de métro des lignes les plus stratégiques.

7. Sur les relations entre les habitants d'urbanisations fermées et leurs voisins plus pauvres, voir Sabatini [2004], et Capron [2006].

On observe ainsi, à tout moment de la journée, des flux de travailleurs traversant San Buenaventura, en direction ou à partir des marges auxquelles le lotissement devait tourner le dos. Celui-ci constitue finalement pour ces quartiers une porte d'entrée inattendue vers la ville et un véritable levier de développement.

La relation de profit que les habitants des quartiers en autoconstruction tiraient d'un voisinage parasite de l'*hacienda*, s'est reconduite, fortement amplifiée, avec le lotissement qui leur tient lieu d'hinterland.

Le discours de certains habitants du lotissement face à ces derniers, après un rejet assumé, finit par se contredire, en débouchant sur une reconnaissance plus ou moins explicite de cette circulation. L'ancienneté de ces coutumes participe à cette résignation : « *Es su paso...!* » (« C'est leur lieu de passage ! »). On tolère, somme toute, que ces derniers continuent de profiter d'un espace sur lequel on considère qu'ils possèdent un droit d'usage. Des superstitions collectives participent à ce jugement. Une habitante témoigne par exemple de l'expérience de plusieurs membres de sa famille, confirmée par d'autres rumeurs : on aurait vu des fantômes en tenue paysanne rôder la nuit dans les rues du lotissement. L'ancienne *hacienda* ayant servi pour des enterrements clandestins, on s'explique cette présence, et une intention de rappeler aux vivants l'origine des lieux, son appartenance aux « autochtones ». Les habitants relatent ces rencontres en suggérant l'hostilité des esprits, à l'unisson avec les habitants voisins.

L'ouverture des *cerradas*⁸

Du point de vue de l'administration municipale le niveau d'infrastructures primaires des lotissements n'en font pas des secteurs prioritaires, face aux quartiers eux aussi nombreux où les habitants n'ont parfois ni électricité ni eau courante, et des réseaux d'égouts déficients. Dans un contexte de carence budgétaire, les municipalités réceptrices des opérations de logement social préfèrent concentrer leurs efforts sur les quartiers d'autoconstruction, dont le caractère irrégulier pose de nombreux problèmes en terme de dotation. Les besoins des habitants des lotissements passent alors au second plan, une fois les œuvres incontournables réalisées. Ils restent donc seuls, dans une certaine mesure, face à leurs problèmes, et n'ont d'autre alternative que des solutions informelles.

Originaires en grande partie de quartiers populaires du District Fédéral et de la périphérie proche⁹, les nouveaux habitants de San Buenaventura ont

8. Les *cerradas* (littéralement : « fermées ») sont des impasses privées en cul-de-sac.

9. Iztapalapa, Gustavo A. Madero, Venustiano Carranza, Ecatepec, Nezahualcoyotl principalement.



l'expérience de l'insécurité au quotidien. Pour eux, le gain de qualité de vie attendu au travers de l'accession à la propriété repose en grande partie sur la fermeture promise du lotissement, permettant en théorie de changer d'environnement, faute d'avoir pu accéder à une zone plus aisée de l'agglomération. Cette aspiration s'exprime par la recherche d'une rupture physique avec tout ce qui les entoure, et encore plus, par des comportements de repli sur l'espace le plus petit pouvant contenir et protéger la vie de famille: les «rues fermées», parfois aussi appelées *claustras* («cloîtres»). Peu dupes quant à la parole des entreprises et à une fermeture efficace, les acheteurs sont résignés à un pari sur l'avenir sans grande prise sur leur environnement direct: forts de leur vécu, ils savent devoir compter sur eux-mêmes pour aménager leur sécurité et leur confort, et que ce contrôle ne peut être exercé qu'à l'échelle du pâté de maison.

Une des premières réactions des habitants du lotissement à la discontinuité du mur périmétral a donc été un retranchement dans les impasses, qu'ils ont progressivement dotées de grilles de plus en plus imposantes, coiffées de barbelés ou de câbles électrifiés. Elles semblent parfois d'ailleurs plus l'effet d'une surenchère d'ordre symbolique, qui affirme leur légitimité dans l'espace, que l'expression d'une crainte envers le voisinage non désiré. Ces aménagements semblent avoir suffi à maintenir le *statu quo*: calmer l'inquiétude des uns et garantir la liberté de circulation des autres.

La force symbolique de la maison comme élément de statut social explique aussi pourquoi l'esthétique d'ensemble, et l'harmonie du logement avec les constructions voisines, importent moins que les caractéristiques du seul logement, cellule isolée qui concentre l'effort d'investissement familial. On peut comprendre, dès lors, l'enjeu que constitue le confinement au sein d'un groupe restreint (l'impasse privée), et la valeur moins fondamentale de l'enceinte périmétrale du lotissement.

PHOTO 2. MATÉRIALISATION DE LA SÉCURITÉ



Les impasses fermées constituent un élément structurant du quotidien, en particulier pour les femmes et les enfants, qui passent une grande partie de leur quotidien à l'intérieur.

La grille des impasses vaut comme une seconde porte d'entrée vers les espaces domestiques, la porte des maisons ne constituant qu'un seuil intermédiaire. Dans l'allée, entre les maisons des habitants ayant développé des affinités, les frontières du privé sont distendues : on reste à s'entretenir dehors, les portes des maisons ouvertes et en tenues d'intérieur. Les enfants profitent de ces relâchements pour se précipiter dans l'allée car le reste du temps leurs jeux y sont peu tolérés. Les parents eux-mêmes évitent de les laisser libres dans l'allée, par crainte du qu'en dira-t-on : un enfant qui traîne dehors, même dans cet espace contrôlé, est signe de manque d'éducation, et toute bévue est prétexte à distanciations durables entre les familles.

Les sociabilités d'un moment ont lieu de préférence dans cet espace partagé. On n'invitera à entrer dans le logement que pour une raison particulière, pour un échange de sel ou d'ustensile, ou si la conversation a des raisons de se prolonger sur un plan plus personnel, auquel cas il est peu correct de s'attarder trop longtemps sous le regard des voisins. Le caractère intime du logement est



accentué par l'existence de cet espace de transition que représente l'allée, à laquelle on associe les usages sociaux ou les visites non privées. Des trajectoires résidentielles généralement marquées par le surpeuplement de logements confinés, rendent naturelle l'utilisation du pas-de-porte. Plus que de seuil, celui-ci tient lieu d'antichambre.

Les pratiques qu'accueille l'allée sont fortement normées. La circulation automobile tient la première place : vitesse et stationnement sont tacitement régulés, et les conflits ponctuels réglés au travers de l'association de copropriétaires, quand elle a été formée. Mais l'introduction d'un véhicule supplémentaire ou le séjour d'un invité (ignorant les normes) rompt régulièrement l'équilibre et pose un problème collectif.

En tant qu'élément central de la collectivité, les enfants occupent le second rang. Ils sont soumis à un ensemble de règles de savoir vivre, tout en représentant pour les femmes au foyer l'instrument fondamental de leur valorisation en tant que maîtresses de maison.

Les qualités d'une maîtresse de maison sont mesurées en fonction de la tenue de leur progéniture, de la visibilité dans l'impasse de leurs activités domestiques, ainsi que de leur gestion de la fermeture. Son apparence personnelle et celle de ses enfants seront examinés, mais aussi l'heure (matinale) à laquelle le linge est étendu, le soin apporté à l'avant de sa maison, la discipline dans l'ouverture et la fermeture de la grille, l'heure à partir de laquelle on ne la verra plus sortir de chez elle le soir, autant de preuves de valeurs personnelles et d'un bon sens de l'organisation.

Lors des fêtes de voisinage (par exemple, le *día de muertos* et Halloween, les *posadas*), il est attendu de toutes les femmes qu'elles collaborent. À nouveau, le comportement de chacune durant l'organisation, et celui de ses enfants pendant l'événement sont évalués. La plupart des femmes manifestent d'ailleurs leur lassitude devant la pression qu'exerce ce voisinage étroit, mais redoublent de rigueur dans leurs usages de l'allée. Une femme avoue s'être exclue définitivement, elle et ses enfants, de tous les événements de l'impasse, afin de se soustraire aux ragots et aux logiques de pression sociale. Elle préfère emmener ses enfants jouer à l'extérieur de l'impasse (les espaces publics du lotissement). Alors exposés à un domaine jugé dangereux qui l'oblige à accroître sa vigilance, ils se préservent de mécanismes apparemment plus nuisibles : le regard des voisins. Rompre avec ces logiques est pourtant lourd de conséquences. Que ce soit par révolte ou par incapacité (c'est le cas des rares femmes qui travaillent par exemple), déroger au rôle attendu peut exclure durablement des réseaux d'entraides.

L'enfermement que vivent les enfants les plus petits, dans ces logements très étroits, est dans les faits difficilement tenable. L'entrée des plus petits à l'école est source de soulagement pour tous. Les mères peuvent rarement payer une garderie,

ni en justifier le recours sans ternir leur image, face au voisinage mais aussi à leur famille. Pour les enfants, l'école représente une échappatoire très attendue, où ils peuvent enfin initier une vie sociale et échapper au contrôle serré de l'impasse.

Les fêtes privées données dans l'espace collectif constituent un autre facteur de friction. L'impasse, en préservant la sécurité des enfants, semble être le lieu idoine pour les anniversaires et les fêtes familiales : on utilise l'allée pour étendre une bâche et installer tables, chaises, *sono* et trampolines. Mais ces fêtes provoquent presque sans exception des affrontements, pouvant mener à des plaintes légales. Il n'est légalement possible d'occuper l'espace collectif pour un usage privé qu'avec la signature de la totalité des voisins de l'impasse, chose quasiment impossible. Une solution est de contourner cette situation en s'installant à l'extérieur de l'impasse, sur une esplanade d'école ou un terrain de sport, avec ou sans la signature des riverains. Les habitants sur rue entretiennent avec l'espace ouvert une relation plus désintéressée.

L'allée n'est donc pas l'espace de confiance et de convivialité qu'elle prétend être. On observe en ce point une contradiction totale entre l'image mobilisée par les promoteurs et l'expérience des habitants. La publicité sur les lotissements s'inspire du mode de vie dans les résidences pour classe moyenne à l'américaine, en faisant de ces lieux l'espace de l'épanouissement des familles. Pour les habitants au contraire, un lien symbolique est fait entre les impasses et l'expérience toute familière des *vecindades*¹⁰ ou des maisons partagées avec la famille élargie qu'ont les ménages récemment formés. L'impasse les renvoie à un mode de vie perçu comme traditionnel, populaire et dévalorisé, relevant du régime de la collectivité subie, à la fois sécuritaire et inconfortable, avec lequel ils cherchent généralement à rompre quand leur économie s'améliore.

L'insatisfaction des habitants est fréquente quant à la localisation de leur logement, attribués arbitrairement par les promoteurs dans les différents secteurs du lotissement, et entre rues ouvertes et impasses privées. Ceux des impasses souhaitaient la liberté des rues ouvertes, et ceux des rues la sécurité des impasses, mais une certaine résignation guide toujours ce rapport avec « l'autorité ». Dans les rues ouvertes, cette contrariété s'exprime de manière dominante par la construction de garages clôturant l'espace de jardin, dont la fonction est autant d'offrir un stationnement et un patio protégés, que d'enfermer au maximum l'espace privé en gagnant sur l'espace public. Du côté des impasses, on souhaite implicitement conserver la fonction d'une rue, où régnerait l'anonymat.

10. Les *vecindades* (courées) sont d'anciennes demeures coloniales réaménagées en logements d'une à deux pièces distribués autour du patio central. Il s'agit d'un habitat traditionnel populaire de Mexico, et d'autres villes latino-américaines, qui détermine un mode de vie où le confinement des espaces privés est compensé par une utilisation intense du patio.



Cette adoption opportune de la collectivité dans les impasses se traduit en un jeu complexe de réouverture et re-fermeture, jusqu'aux échelles les plus fines. Une des premières adaptations observées, en particulier si la maison fait dos à un espace public, est l'ouverture de portes à l'arrière des maisons. La possibilité d'organiser ses fêtes familiales à l'extérieur des impasses tout en conservant un accès direct et indépendant au logement peut faire de cet aménagement un atout réel pour la maison. Les allées et venues soustraites au regard des voisins, il est possible de séparer les visites privées de l'environnement local, ce qui relègue peu à peu l'impasse à un simple espace de stationnement, voire à une arrière-cour (on y réservera l'étendage du linge et d'autres pratiques encombrantes, se préoccupant alors plus de l'étiquette côté rue). La maison se « retourne » à son tour.

Certaines habitantes occupent leur temps libre en tenant un commerce ou en assurant un service depuis leur domicile. La nécessité d'un accès facile pour une clientèle extérieure butte contre les grilles de l'impasse. La localisation du logement dans la rangée de maison et la configuration de l'îlot de même que l'investissement lié au commerce ne permettent pas toujours d'ouvrir une porte à l'arrière. Mais ces conditions ne s'opposent pas totalement au fonctionnement de l'activité. Les impasses fermées offrent même un grand nombre de services, connus des habitantes des impasses alentour par le bouche-à-oreille, et pour lesquels une relation de type plus personnel permet l'accès. Les clients d'une esthéticienne l'appellent en criant par la grille ou en faisant tinter une clé. Des rendez-vous sont pris, et la grille est discrètement laissée ouverte à l'heure dite. Par esprit de contradiction, les voisins de l'impasse referment délibérément la grille à chaque occasion. Mais l'entrée d'un nouveau voisin permet à son tour aux clients bloqués de rentrer. Ces aléas font partie des règles du jeu et ne gênent nullement les activités, dont certaines ont pignon sur rue.

L'esthéticienne relate la contrariété des voisins de l'impasse, auxquels elle s'associe alors: la serrure de la grille est régulièrement endommagée par une partie d'entre eux qui refusent de perdre leur temps pour ouvrir et refermer la grille au moment de sortir leur véhicule. La grille reste donc ouverte par périodes. L'esthéticienne marque une différence absolue entre ces sabotages et les ouvertures ponctuelles pour le fonctionnement de son salon: l'ouverture complète remet en question la sécurité de l'impasse, alors qu'une semi-fermeture favorise un contrôle puisqu'elle reste elle-même attentive à la grille en permanence, se faisant tacitement responsable d'éventuelles complications.

La même grille présente une autre échappée: un barreau arraché offre un passage étroit. Il s'agit d'un subterfuge d'une résidente, qui, habituée à envoyer son fils à l'épicerie à tout moment, a trouvé plus sûr d'ouvrir cette « trappe », praticable seulement pour un enfant, que de lui donner les clés de la grille, l'exposant alors à une présence prolongée dans la rue, parfois la nuit tombée.

L'incompatibilité entre les usages individuels et la forme initiale de l'espace, et avec les intérêts de la collectivité des impasses, produit d'incessantes contradictions reflétées dans l'espace. L'informalité est le processus central d'une telle plasticité. Le manque de moyens des municipalités pour administrer ces lotissements justifie une tolérance presque absolue devant le traitement spontané que font les habitants de leurs problèmes. La responsabilité prise par les habitants devant le risque des sanctions contre les constructions hors normes et les violations de l'usage du sol, acquitte la municipalité de la sienne et réaffirme un rapport de pouvoir. Entre-temps, confiants dans les infinies possibilités de la corruption, les habitants modèlent librement leur espace, au moyen d'aménagements chaotiques, sans concertation et au gré du moment.

On distingue une tendance à la fermeture au niveau collectif, et à l'ouverture au niveau individuel, reflétant un paradoxe entre une crainte généralisée de l'espace ouvert des rues, et un besoin de fluidifier de la circulation quotidienne. L'espace offre à son tour une résistance qui oriente certaines pratiques et vice-versa : les obstacles dévient la circulation des individus sans l'entraver.

À la source de cette confusion générale, la fermeture tient lieu d'instrument pour les concepteurs, dont le but est d'endiguer (mais qu'à moitié) des dynamiques sociales inévitables. La faible participation des autorités est à son tour justifiée par les processus mêmes de production de cette forme urbaine, qui, en créant de l'espace de transition, déterminent un mode d'administration participatif, peu efficace et générateur de conflits, menant fatalement à une démission générale. Les murs sont un symptôme du désengagement qui caractérise la production de logements au Mexique, et que l'on traite par la création d'enclaves.

Conclusions

La simulation de fermeture par les promoteurs dans un but promotionnel favorise finalement des dynamiques collectives dans une aire qui rapproche le lotissement des quartiers voisins. Les habitants se définissent socialement au contact de l'autre, et mettent en place eux-mêmes leurs solutions au quotidien, se résignant bon gré mal gré au partage de leur territoire. Ces mécanismes participent à l'intégration du lotissement dans son contexte local, qui se matérialise au travers d'échanges et de circulations, dans une transgression des frontières matérielles.

Nous nous interrogeons finalement sur le rôle de la frontière qui, comme dans l'exemple développé, loin de séparer, révèle les échanges entre populations et territoires. On peut même dire que l'existence du lotissement en tant qu'ensemble d'infrastructures et économie locale, stimule ces échanges. Malgré la rigidité symbolisée par la frontière, la faible régulation de ces territoires



autorise une certaine liberté pour la reconstruction de l'espace par les habitants. Diverses échelles et modalités de fermetures et d'ouvertures se superposent à la proposition de départ, faisant de l'espace le miroir de l'accumulation et des divergences d'intérêts, de représentations et d'usages. Cette lecture permet finalement d'apprécier l'un des caractères essentiels de la frontière : l'ambivalence entre étanchéité matérielle et porosité sociale.

À la différence des grands ensembles de logements sociaux « résidentialisés » aux États-Unis ou en France, les lotissements d'intérêt social offrent aux strates inférieures des classes moyennes du logement en accession à la propriété et non en locatif. Dans leur cas, plus qu'à une logique de *containment*, les pouvoirs publics semblent suivre une logique de mise en retrait de la production de la ville qui s'explique aussi par le coût exorbitant de la prise en charge des services urbains dans ces morceaux de ville. Dans les préoccupations des habitants, le critère de la protection de la valeur immobilière est central, et la fermeture à l'échelle résidentielle (l'impasse) plutôt symboliquement et économiquement valorisée, quand bien même puisse-t-elle constituer un obstacle à la circulation.

Même si la fermeture résidentielle semble être une tendance marquée de l'évolution mondiale de l'habitat dans les années 1990, elle n'affecte pas de la même manière les quartiers socialement hétérogènes. Elle n'est pas non plus vécue de la même manière, quoique certains points communs, comme la sensation d'isolement créée par l'enclavement, se retrouvent. Les stratégies des habitants pour contourner la fermeture dépendent des compétences et des représentations sociales des groupes concernés. Dans les lotissements d'intérêt social mexicains, loin de préserver l'intimité individuelle et familiale, la clôture des impasses expose au contrôle des voisins. La globalisation est un processus moins uniforme qu'il ne paraît... Reste à voir comment les individus vivent la fermeture dans des ensembles de logements sociaux similaires situés dans d'autres contextes métropolitains.

BIBLIOGRAPHIE

- **ALBA (de) Martha, CAPRON Guénola**, «Utopías residenciales en la Ciudad de México de los años cincuenta y sesenta: el anuncio publicitario como vehículo de modelos urbanos», *Ordinaire Latino-américain*, n° 207, Toulouse, IPEALT, 2007, p. 91-116.
- **BLAKELY Edward, SNYDER Mary Gail**, *Fortress America, Gated communities in the United States*, Washington DC, Brookings Institution Press-Lincoln Institute of Land Policy, 1997.
- **CÁCERES Gonzalo, SABATINI Francisco**, «Barrios cerrados en Santiago de Chile: entre la exclusión y la integración residencial», *Eure*, diciembre, año/vol. XXX, n° 91, Pontificia Universidad Católica de Chile, Santiago, Chile, 2004, p. 114-117.
- **CALDEIRA Teresa PIRES DO RIO**, *Cidade de Muros: crime, segregação e cidadania em São Paulo*, São Paulo, Edsup, 2000, 399 p.
- **CAPRON Guénola**, «Les ensembles résidentiels sécurisés dans les Amériques: une lecture critique de la littérature», *L'espace géographique*, vol. 33, n° 2, 2004, p. 97-113.
- **CAPRON Guénola (dir.)**, *Quand la ville se ferme. Quartiers résidentiels sécurisés*, Paris, Bréal, coll. d'autre part, 2006.
- **CHARMES Éric**, *La vie périurbaine face à la menace des gated-communities*, l'Harmattan, coll. Villes et entreprises, 2005, 219 p.
- **DAVIS Mike**, *City of quartz: Los Angeles, capitale du futur*, Paris, La Découverte, 1990, 391 p.
- **DUHAU Emilio, JACQUIN Céline**, «Les ensembles de logements géants de Mexico. Nouvelles formes de l'habitat social, cadres de vie et reformulations par les habitants», *Autrepart* (47), n° Variation et Dynamiques urbaines, 3/2008, 2008, p. 169-185.
- **GIROLA M. Florencia**, «El surgimiento de la megaurbanización Nordelta en la Región Metropolitana de Buenos Aires: consideraciones en torno a las nociones de ciudad-fragmento y comunidad purificada», *Estudios Demográficos y Urbanos*, vol. 22, n° 2, 2006, p. 363-397.
- **JACQUIN Céline**, «Production et appropriation de l'espace public dans deux aires résidentielles périphériques de Mexico; bilan et proposition pour une intervention participative», mémoire de DESS en Urbanisme et Aménagement, IFU, université de Paris 8, 2006, 150 p.
- **LINDÓN Alicia**, «El imaginario suburbano americano y la colonización de la subjetividad espacial en las periferias pauperizadas de la ciudad de México», *Ordinaire Latino-américain*, n° 207, Toulouse, IPEALT, 2008, p. 117-138.
- **SALAZAR CRUZ Clara Eugenia**, *Espacio y vida cotidiana en la Ciudad de Mexico*, Mexico, Colegio de Mexico, 1999, 247 p.
- **TARRÉS Maria Luisa**, «Del abstencionismo electoral a la oposición política. Las clases medias en Ciudad Satélite», *Estudios Sociológicos*, vol. IV, n° 12, 1986, México, sept-dic. 1986.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Comment se diffuse le modèle de l'urbanisation encluse états-unienne en Amérique latine ? Les années 1970-1980 voient naître les premiers ensembles résidentiels fermés, qui s'adressent à la classe moyenne supérieure, avant de se démocratiser au milieu des années 1990 :

on voit alors apparaître à Mexico un nouveau type d'ensembles de logements bon marché aux dimensions gigantesques qui présente des modalités allégées de la fermeture. Au travers des pratiques d'une population n'ayant pas les mêmes moyens économiques et culturels pour assumer la fermeture que celle originellement visée par ce modèle, on cherchera les implications d'un concept remanié.



¿Cómo se difunde el modelo estadounidense de la urbanización cerrada en América Latina? En los años 1960 aparecen los primeros conjuntos residenciales cerrados dirigidos hacia las clases medias y superiores; alcanzan las clases populares a mitad de los noventas: en México surge entonces un nuevo tipo de conjuntos habitacionales, de interés social, con dimensiones gigantescas, y bajo modalidades abarataadas del encierre. En este artículo buscamos las diferentes implicaciones de la reapropiación de este concepto en las prácticas de una población que no beneficia de las mismas capacidades económicas y culturales para asumir el encierre originalmente apuntado por este tipo de urbanización.

How is the United States enclosed urbanization model diffused to Latin America? The 1970ies saw the first enclosed residential communities, built for the upper middle-class. These structures then became more widely accessible in the 1990ies: which is when, in Mexico City, a new type of housing started to appear, made of large, cheap constructions, based on altered patterns of enclosure. Through the analysis of the practices put together by this population to come to terms with residential enclosure, with lower income and a different cultural perspective than that initially targeted by this model, our paper will look for the implications of a revised concept.

MOTS CLÉS

- Fermeture
- *gated community*
- frontière
- mobilité
- lotissement géant
- logement
- intérêt social

PALABRAS CLAVES

- Urbanización cerrada
- *gated-community*
- frontera
- movilidad
- conjunto urbano
- vivienda
- interés social

KEYWORDS

- Enclosure
- *gated-community*
- mobility
- social housing
- boundary

II-Migrants latinos et ville transnationale

C'est à un jeu de miroirs déformants que nous invite la deuxième partie de ce dossier consacrée à la perception, aux représentations et aux pratiques de la ville américaine de part et d'autre de la frontière – un jeu de miroirs qui met en scène la relation ambiguë qu'entretiennent les migrants latinos avec leurs nouveaux lieux de vie. En effet, des formes urbaines différentes impliquent des formes de sociabilité distinctes, surtout quand le migrant (parfois illégal) quitte son village d'origine pour se retrouver dans une grande ville *del otro lado* dont il ne maîtrise ni la langue ni les codes. Toutes les échelles d'analyse (du logement à l'espace migratoire en passant par le quartier) sont alors nécessaires pour essayer de comprendre les processus d'adaptation expérimentés par les individus et les familles afin d'intégrer un nouveau monde tout en essayant de conserver leur identité collective.

Comme le rappelle à cet égard Frida Calderón Bony, dans la littérature consacrée aux migrations, les investissements immobiliers des migrants dans leur lieu d'origine ont été le plus souvent considérés comme des projets de retour au pays. Cependant, l'élargissement des périodes migratoires et les regroupements familiaux dans les lieux de destination remettent en cause cette interprétation car il faut désormais parler d'une véritable dualité résidentielle, avec un foyer dans le lieu d'origine et un autre dans le pays d'accueil. Pour les migrants originaires de Patamban (Michoacán, Mexique), la maison du village permet de marquer son attachement au groupe mais exprime aussi la qualité du migrant: la façade

transformée et modernisée permet d'afficher la réussite de l'exilé. À l'inverse, de l'autre côté de la frontière, l'intérieur du logement permet d'entretenir le contact avec le milieu abandonné et les murs se couvrent d'objets et de photos qui marquent symboliquement l'appartenance du migrant à sa société d'origine. Ces deux maisons fonctionnent donc en sens inverse pour affirmer la double identité du migrant : à Patamban, la maison est l'expression de soi vers les autres membres de la communauté ; aux États-Unis, le logement devient un lieu de réaffirmation du groupe qu'on a quitté.

À une autre échelle, à la fois spatiale et temporelle, Sonia Lehman-Frisch propose de présenter et d'analyser les modalités de l'« hispanisation » du quartier de la Mission, à San Francisco à partir de données objectives (évolutions socio-démographiques) tout en prenant en compte la vie de quartier avec l'émergence de gangs latinos. Il met également l'accent sur les représentations des anciens habitants face à l'*hispanic community* (souvent perçue comme une menace à la fois physique, culturelle et religieuse) ainsi que les incidences de l'hispanisation sur les processus de gentrification actuellement en cours. Dans les deux perspectives de recherche, c'est donc le problème de l'identité des groupes et de la transnationalité des espaces urbains qui est en cause : la ville devient à la fois la scène et l'enjeu de représentations sociales qui échappent en grande partie à ses acteurs mêmes.

L'espace d'habitation comme miroir identitaire. Le cas des migrants de Patamban (Michoacán, Mexique) aux États-Unis

Dans la littérature sur la migration, les investissements immobiliers des migrants sur leurs lieux d'origine ont été considérés la plupart du temps comme des projets futurs de retour au pays. Ainsi, ces constructions ont pris le nom de « maisons du retour »¹. Cependant, l'élargissement des périodes migratoires et les regroupements familiaux sur les lieux de destination, remettent en question ces maisons quant à leur fonction, usage, signification, etc. C'est pourquoi nous proposerons ici une réflexion sur les espaces domestiques des migrants de la communauté de Patamban – Michoacán, Mexique² – afin de comprendre comment fonctionne l'appropriation spatiale face à un dispositif de dualité résidentielle, ce dernier étant constitué par une maison sur le lieu d'origine et une autre sur le lieu de destination.

1. Nous empruntons cette dénomination à Daniel Pinson.

2. Patamban appartient à la zone connue comme « la Meseta Tarasca » au nord-ouest du Michoacán, dans l'ouest du Mexique. Village rural d'implantation franciscaine fondé aux alentours de 1524, celui-ci s'étend sur 20 000 ha de propriété communale à une altitude de 2 140 mètres. Sa population compte 5 600 habitants selon les données du dernier recensement national. Ses principales activités économiques étaient la production de poterie ainsi que l'agriculture avant le déclenchement de la migration internationale, de nos jours source indispensable de revenus (Voir carte à la fin du texte).

La maison ouvre un univers d'observation sur les formes d'appropriation des lieux, et le dispositif de dualité résidentielle permet d'affronter cette problématique face à une condition de mobilité. Nous observerons d'une part la maison dans le lieu d'origine: celle-ci nous intéresse dans la mesure où elle fonctionne comme lien, proximité avec la famille, lieu de mémoire, point de ralliement. Il nous semble que cette maison crée une certaine communication ainsi qu'une manière particulière d'échanges et d'attaches vis-à-vis des membres du groupe d'appartenance, sa présence étant la preuve d'une vie migrante. Vue de l'extérieur, sa façade affiche l'exil vécu aux États-Unis, permettant un jeu de miroir entre le migrant et les membres de sa communauté.

Au contraire, dans la distance qu'entraîne la migration, le migrant s'attache à retrouver les signes de son identité d'origine à partir de sa maison du lieu de destination: l'intérieur de la maison établit comme un univers de contact avec le milieu abandonné. Cet espace fait place à un jeu de miroir où les origines identitaires sont visibles. Les murs, qui favorisent l'intimité, permettent la présence d'éléments symboliques. L'important n'est plus le regard des autres, mais la mise en scène d'un espace où les attaches et les appartenances d'origine peuvent s'imposer dans ce milieu étranger.

Nous allons voir comment ces deux maisons fonctionnent comme miroir de l'identité du migrant, dans un cas – le lieu d'origine – comme expression de soi vers les autres membres de la communauté, dans l'autre – le lieu de destination – comme territoire de réaffirmation de l'identité du groupe qu'on a quitté. Tout d'abord nous étudierons le fonctionnement de la mobilité migratoire pour l'ensemble de la communauté afin d'esquisser la forme d'un espace transnational né de la mobilité en soulignant la fonction de certains rôles sociaux attribués aux sujets du fait de leur condition de migrants. Nous montrerons notamment comment la construction d'une maison au village d'origine est devenue une pratique chargée de valeurs au sein du collectif. Puis nous décrirons les modèles de résidence aux États-Unis et l'usage des maisons à Patamban. Nous nous arrêterons sur l'idée de «dédoulement spatial» afin de proposer une interprétation du fonctionnement de ce modèle de double résidence organisé par les migrants entre Patamban et «el Norte»³ et afin de saisir sa place dans le processus de définition identitaire.

La mobilité transnationale

L'augmentation des déplacements vers les États-Unis dans la communauté de Patamban montre un ensemble de trajectoires individuelles au sein d'un processus migratoire qui est, lui, collectif. Depuis les années 1940, les hommes ont commencé à quitter le village pour aller chercher un travail ailleurs. Peu à

3. El «Norte» c'est le «Nord» et c'est ainsi que les migrants parlent des États-Unis.



peu, les conditions de travail au pays voisin ont poussé les Patambenos à choisir comme destination de projet migratoire les États-Unis devenus ensuite un but « facile » à atteindre grâce aux possibilités instaurées par les réseaux de solidarité tant familiaux que communautaires construits par l'expérience migratoire commune. Peu à peu, la carte du mouvement vers le pays d'immigration s'est modifiée. Au début les hommes de Patamban allaient en Californie pour travailler dans le « feel »⁴ et se déplaçaient ensuite selon les périodes de récoltes (les États d'Arizona, Washington et Colorado constituant les premiers lieux de destination). Quand les femmes et les enfants ont suivi, des installations plus durables ont vu le jour dans les États où les Patambenos avaient établi des relations avec leurs patrons et où existaient des possibilités de travail pour les nouveaux venus. Un travail plus stable entraînant une moindre mobilité, on a vu s'amorcer à partir de 1980 un mouvement de regroupement familial. Ultérieurement, autour des années 1990, c'est vers La Floride que devait se concentrer une partie de la population migrante et, plus récemment ces cinq dernières années, l'État d'Utah est devenu le pôle d'attraction pour un nombre important de familles qui s'étaient installées auparavant dans d'autres États⁵.

De nos jours, nous pourrions parler d'une « Nortenización », au sens où l'entend Rafael Alarcon⁶ [Alarcon, 1986] puisque la migration constitue un phénomène partagé, où le savoir-faire est transmis par les migrants aux nouvelles générations devenant ainsi une pratique qui se reproduit continuellement. Nous ne nous attarderons pas ici sur ce processus qui s'est constitué de façon analogue dans de nombreux cas de migrations, à savoir le déplacement familial faisant suite au déplacement des hommes seuls. Toutefois il nous semble important de souligner que c'est l'expérience de la mobilité accumulée dans le temps qui a fini par créer ce qu'on appelle un « espace transnational⁷ » [Simon, 1995]. Il existe actuellement une circulation de biens et de devises entre les lieux de vie dans le pays de destination et le lieu d'origine. Les retours sont fréquents, surtout au moment des fêtes au village et la circulation des hommes crée donc cet espace transnational; en outre le fort réseau de communication permet au groupe de maintenir liens et relations sociales malgré la dispersion.

Il nous faut souligner la diversité des histoires individuelles dans la mesure où chaque migrant accomplit un parcours personnel; néanmoins, dans la confluence

4. « Feel » c'est-à-dire « champ » en anglais, terme que nous conservons ici puisque les migrants ont l'habitude de l'utiliser.

5. Dans cet article, nous nous concentrons sur trois lieux de destination: le Colorado, la Floride et l'Utah qui constituent tous les trois notre terrain de recherche.

6. À partir du travail de recherche qu'il a réalisé à Chavinda, Michoacán à la fin des années 1980, cet auteur propose l'idée de « nortenización » pour évoquer la migration vers le Nord comme un processus social qui affecte l'ensemble de la vie des communautés touchées par ce phénomène.

7. G. Simon considère que le mouvement des migrants d'un même groupe met en relation divers espaces nationaux et que le tout spatial est justement l'espace migratoire international.

des histoires, il est facile de repérer un ensemble de pratiques qui, répétées par les uns et les autres, deviennent des pratiques collectives. Nous constatons d'une part, un fait social qui se nourrit de l'expérience du groupe (la mobilité migratoire internationale) mais aussi des projets personnels, encadrés, peut-on dire, par ces pratiques collectives. Comment analyser, dès lors, des pratiques partagées tout en restituant la place des individus? Le cas des pratiques d'investissement immobilier entreprises par les migrants à Patamban nous permet de saisir cette double relation, à la fois avec les habitudes villageoises et en tant que réalisation matérielle d'un projet individuel. Certes, la construction d'une maison sur le lieu d'origine est l'une des pratiques les plus courantes chez les migrants des diverses latitudes du monde⁸ mais accorder une place aux dimensions culturelles de cet acte justifie l'intérêt d'étudier ici le cas des migrants de Patamban. Nous pensons que, dans l'ensemble des relations qui structurent la vie commune du groupe, la maison appartient à un champ social où elle acquiert sa signification. C'est précisément dans l'ensemble d'un certain univers socio-symbolique qu'il est pour nous intéressant d'observer les pratiques de l'espace domestique des migrants. Nous essaierons alors de rendre compte d'un processus dans lequel la maison – espace d'habitation – explique aussi un fonctionnement social avec des pratiques et des représentations culturelles.

Quand le migrant commence à exister. Les pratiques qui en découlent

Quand un jeune Patambeno part aux États-Unis, le désir de découverte que suscite le pays du Nord l'accompagne dans cette aventure. Sa destination c'est «el Norte» car c'est là-bas, dit-on, qu'il existe des possibilités de «faire quelque chose». C'est là-bas qu'il y a du travail et donc des dollars qu'on peut faire «fructifier». Si les avis des uns et des autres se nourrissent de ces idées il y a cependant, dans les récits des uns et des autres, des raisons personnelles pour que le voyage s'accomplisse :

« Mes frères étaient déjà venus aux États-Unis avant moi, ils disaient que c'était pas bien et que c'était seulement le travail; qu'il valait mieux rester au village, mais en même temps, on a envie de voir de ses propres yeux. » (Chema, 36 ans. Entretien du 19 mai 2005 à Fort Pierce, Floride)

« Comme il n'y a pas de travail au village, on est désespérés... Et c'est pour ça qu'on a envie de venir ici. » (Ladis, 38 ans. Entretien du 4 mai 2005 à Fort Pierce, Floride)

« Au départ, quand on est à Patamban, les gens racontent que c'est presque une chose "unique". Je voulais alors venir aux États-Unis, mais c'est parce qu'une chance s'est présentée que je suis venu. » (Gabriel, 22 ans. Entretien du 27 avril 2005 à Fort Pierce, Floride)

8. Nous pensons aux Maghrébins, Portugais ou Turcs dont maintes études ont ethnographié cette même pratique.



« La première fois, il y a toujours l'envie de découvrir, savoir si c'est joli, beau. Après on découvre que ça ressemble beaucoup au Mexique. La seule chose qui fait la différence c'est le dollar. On peut dire que c'est le même climat, le même système de travail, la seule chose qui fait la différence, comme je vous dis, c'est l'argent. » (Javier, 29 ans. Entretien du 20 juin 2005 à Pueblo, Colorado)

Les récits des uns et des autres s'inscrivent comme des expériences particulières bien que le contexte soit social. La situation économique et le manque de travail sont les causes principales de ces départs. Par ailleurs, il est certain que ce sont les conditions structurales – un certain budget pour financer le déplacement, un réseau de relations, une certaine connaissance des lieux où l'on peut franchir la frontière ainsi que des destinations possibles qui rendent le projet réalisable. C'est surtout quand les garçons grandissent que les États-Unis deviennent une destination quasi incontournable. Les jeunes se lassent du manque d'activités dans le village et c'est à partir des expériences de leurs proches – frères aînés, cousins, ou simplement amis ou voisins de quartier – que le projet de quitter Patamban commence à prendre forme. S'agissant d'une pratique répétée par la plupart des hommes du milieu rural, certains auteurs au Mexique ont parlé du voyage au « Nord » comme d'un « rite de passage » que les hommes sont plus ou moins obligés d'accomplir pour entrer dans la vie adulte⁹. Comme nous l'avions déjà indiqué, c'est certainement la tradition migratoire encouragée par un fort réseau communautaire et familial qui constitue la base la plus solide de la reproduction de cette expérience de mouvement. La mobilité internationale est en fait une structure collective accompagnée d'expériences individuelles.

Les choix personnels qui interviennent dans cette histoire commune

Dans le cycle de vie de chaque individu c'est en fonction du moment que l'on peut essayer de saisir la part plus individuelle de chaque trajectoire, une fois le voyage migratoire réalisé celui-ci acquiert automatiquement une forte signification sociale. L'une des responsabilités principales pour le migrant, homme qui part, est de subvenir aux besoins de sa famille et cette responsabilité s'accompagne sans aucun doute du financement de l'aménagement de la maison qu'on laisse au village, ou de la construction d'une nouvelle maison si le cycle de vie exige de l'espace pour une nouvelle famille. C'est ainsi qu'il faut comprendre la cause des pratiques équivalentes dans les différents cas de figure que présente la communauté. On retrouve deux modalités d'action dans ce projet immobilier.

9. « El Norte » devient un espace du parcours masculin parce que la communauté le considère ainsi; celui-ci devient alors une composante de la vie adulte. Des refrains montrent qu'il s'agit d'un vrai « rite de passage »: « probar el Norte y volverse hombre » « cuando un muchacho prueba el Norte, se vuelve hombre » [Lopez et Diaz].

Dans la première, certains jeunes célibataires construisent sur le terrain familial une ou deux chambres en béton à côté des constructions rustiques en bois que leurs familles possédaient déjà (cet espace leur sera sans doute rendu une fois qu'ils en auront besoin pour héberger leurs futures épouses). Dans la seconde, les hommes se chargent d'acheter un terrain vierge où ils feront construire une maison totalement indépendante du terrain du noyau parental.

La construction d'une maison au village montre un engagement social de la part du migrant vis-à-vis de sa communauté si nous considérons qu'il y a dans cette présence spatiale la preuve d'une relation entretenue, à distance. C'est également à travers cette construction que le migrant montre son adhésion aux demandes sociales que son statut conditionne. Ce n'est pas une obligation mais c'est pourtant la force de la coutume qui semble régir cette pratique immobilière. La majorité des migrants nous ont parlé de ce projet immobilier comme étant très personnel; néanmoins une recherche attentive à travers leurs récits montre qu'il s'agit d'un désir qui naît des relations que l'appartenance sociale engage. L'expérience de ce migrant montre jusqu'à quel point les nécessités collectives rejoignent les projets de chacun :

« Une fois qu'on est là, on peut faire ce que l'on veut, mais il faut toujours se rappeler que si l'on vient aux États-Unis c'est pour faire quelque chose, "*para superarse*", sinon, à quoi bon être venu. Il faut faire quelque chose, pour avoir quelque chose au Mexique. » (Javier, Idem.)

Ce « faire quelque chose » est rapidement rattaché à la construction d'une maison dans le village, et cette maison se trouve légitimée grâce aux possibilités de promotion sociale qu'elle entraîne. Pendant nos entretiens certains migrants expliquaient que leur départ avait été conçu comme une stratégie pour « *pouvoir aider la famille* », ou comme une marge de manœuvre quand « *on veut quelque chose de différent* ». La maison représente, dans cette perspective, une manière de créer un patrimoine, une stratégie pour « avoir quelque chose »; ce qui équivaut donc à montrer les bénéfices obtenus par ce déplacement et cette absence dans la vie quotidienne du village.

Nous pensons que la construction de la maison au village obéit à une contrainte d'ordre social qui est liée à la condition de mobilité du sujet et qui se traduit par une action spécifiquement localisée; l'intérêt est de répondre au choix de cette localisation dans la démarche du projet de résidence des migrants¹⁰. Le projet immobilier au sein de l'espace transnational entraînant une double résidence, notre analyse essaie de saisir quelles sont les références qui confèrent plus ou moins de valeur à un lieu, dans l'ensemble de cet espace transnational.

10. A. Bourdin explique l'intérêt de considérer la localisation des actions pour saisir une dimension locale de réalité à partir de laquelle l'ancrage a un sens dans les sociétés contemporaines.



Nous considérons que, dans la relation avec le village, le sens de la fidélité du migrant se manifeste par le biais de l'investissement immobilier, dans la mesure où créer la maison atteste de son parcours durant l'exil. C'est une ressource mobilisée au profit de la création d'un langage spatial à travers lequel le migrant raconte son histoire aux membres de sa communauté.

Aux États-Unis, les pratiques d'installation varient selon les déplacements imposés par les opportunités de travail. Des concentrations résidentielles avec des pratiques de cohabitation ont lieu aux points de destinations classiques autour de quelques familles. L'espace de résidence n'est pas important dans le premier temps du cycle migratoire, la stabilité dans l'installation étant le résultat de la stabilité au travail et donc d'une moindre mobilité. Le cas de Refugio illustre l'importance de ce moment dans le cycle de vie du migrant quand se présentent des choix à faire pour valoriser la mobilité lors d'un possible retour au village d'origine.

« Ici, chacun évolue de façon différente. Quand on arrive sans argent, on est obligé de prendre le premier boulot, n'importe lequel. Après, ça dépend, il faut chercher. Pareil pour l'habitation, si l'on veut vivre seul ou avec d'autres gens, c'est à chaque fois aussi un choix [...] Plus on reste ici, plus on prend l'habitude d'être là. Quand on est seul, on pense à chaque fois à rentrer mais une fois qu'on a sa famille ici, on prend l'habitude de la routine, et l'on ne pense plus autant au retour [...] Quand on arrive aux États-Unis, on a, comme je te dis, un projet de faire quelque chose ; mais c'est en quelque sorte comme si on avait les yeux voilés, ce qui arrive ici n'importe pas ou importe peu, ce qui est important c'est de "levantar"¹¹ ce qu'on a laissé là-bas. C'est pour ça qu'on construit une maison. Parce que, par exemple, si quand on était au pays on avait une maison en bois ou en pierre, arrivés ici, ce que l'on veut, c'est avoir une maison plus grande. Peut-être qu'après, ce qui se passe, c'est qu'il y a un manque de décision pour se décider à rentrer. » (Refugio, 33 ans. Né à Guanajuato, marié avec une femme de Patamban. Entretien du 15 mai 2005 à Fort Pierce, Floride)

Au nord de la frontière, la situation économique et sociale de la plupart des Patambenos reste incertaine et sans doute ce contexte oblige-t-il le migrant à considérer son séjour comme éternellement transitoire¹². Le sens de sa place comme migrant dans la société de destination dépend directement des obligations sociales que sa société d'origine lui impose. C'est le travail qui donne sens à la figure du migrant et ce qui explique que l'investissement dans le village d'origine soit prioritaire dans la mesure où le projet d'exil exige de « faire quelque

11. *Levantar* en espagnol veut dire lever. L'idée de la construction de la maison comme quelque chose qui va vers le haut est une image de l'espace en vertical, image sur laquelle il serait intéressant de se pencher.

12. A. Sayad, a très bien expliqué ce phénomène du « transitoire » comme une dialectique perpétuée tant par la société d'émigration que par celle d'immigration.

chose». Dans ce contexte, l'installation dans le lieu de destination tarde, avant de devenir importante et, à long terme, le résultat est un système de double résidence.

La dualité résidentielle

Comme nous avons tenté de le montrer, la naissance de l'ensemble résidentiel est concomitante de la trajectoire de vie des sujets. Si l'acte d'habiter rend compte du rapport établi entre les sujets et le territoire habité, c'est grâce à l'appropriation qui est faite des espaces, et en leur attribuant certaines caractéristiques particulières auxquelles les sujets arrivent à s'identifier, que ce rapport se construit [Segaud, 2007]. Dans le processus de multiplication résidentielle qu'entraîne la migration, l'habitat – expression d'identification – peut être considéré comme un miroir de la nouvelle identité migrante. Le phénomène de la double résidence a permis aux études sur les modalités résidentielles de montrer que: «formant système, c'est l'ensemble des deux résidences qui, dans leur alternance, donne sens à l'habiter» [*Idem*, p. 87]. Considérons d'abord les modalités de résidence dans les pays du Nord ainsi que le sort des maisons construites à Patamban avant de revenir sur la signification de ce système de double résidence transnationale.

Modèles de résidence dans les lieux d'arrivée Hommes seuls qui habitent à plusieurs

Selon le lieu et les conditions d'arrivée dans le pays d'immigration, les modalités d'hébergement varient. Les hommes seuls ont tendance à partager des locations à plusieurs, la plupart du temps avec des jeunes originaires aussi de Patamban. Sans trop se soucier de l'aménagement de leur espace d'habitation, ces hommes célibataires trouvent à se loger dans des lieux peu entretenus quant à la décoration et au ménage. Dans la plupart des cas, il y a un responsable de la location qui a le droit d'utiliser l'une des chambres du logement. Les autres, souvent six, voire plus, partageront les chambres disponibles ou logeront dans la salle de séjour.

Ce sont là des hommes qui se déplacent en raison des contrats de travail. Aussi ces installations sont-elles liées à un moment particulier du cycle de vie; dans ces résidences nous trouvons des hommes de 15 à 25 ans, célibataires pour la plupart, avec une expérience migratoire allant de zéro à huit ans. Ces dernières caractéristiques montrent un début de mobilité sociale et il est évident que les investissements prioritaires concernent leur propre personne (vêtements, produits personnels) ou sont destinés aux membres de leur famille restés au pays, sous forme de cadeaux ou d'envois d'argent. Ces jeunes gens ne voient aucun intérêt particulier à faire des investissements dans un logement mieux aménagé aux États-Unis, leur projet étant de se déplacer là où le travail sera le mieux payé



afin d'économiser et souvent sans l'envie de s'installer trop longtemps au même endroit. Certains parlent du projet de faire une maison là-bas, au village pour pouvoir, un jour, rentrer tranquillement chez eux.

Couples en maison individuelle avec des chambres en location

Après une expérience de mobilité, seuls le plus souvent, les hommes célibataires rentrent au village pour se marier tout en envisageant une mobilité familiale ultérieure, une partie de la population migrante se trouve donc constituée alors par des couples de 25 à 35 ans. En général ces ménages préfèrent chercher un logement séparé des espaces de cohabitation uniquement masculins. Le couple avec enfants va donc louer une maison ou un appartement, mais pour couvrir les frais de cette location, il sous-loue des chambres de la résidence à des hommes célibataires, le plus souvent à des membres de la famille de l'un des conjoints.

L'aménagement de ces espaces de résidence révèle tout de suite la présence d'une femme. La décoration étant une activité féminine ce sont les femmes qui vont se charger de la décoration. Elles utiliseront divers éléments : vases contenant des fleurs artificielles, photos de la famille (le plus souvent des enfants à la fin de l'année scolaire, ou le couple le jour de son mariage) ou tableaux avec des images d'un paysage quelconque de montagne ou de mer. Les salles de bains sont aussi des espaces auxquels les femmes tiennent, elles veillent par exemple à ce que les couleurs des serviettes soient assorties aux carrelages, rideaux de douche ou tapis. Étant responsables de l'alimentation et du ménage, elles cherchent à améliorer l'espace commun.

Familles élargies. Différents ménages dans la même maison

Les familles ayant une plus longue expérience de vie en immigration fournissent le meilleur exemple de regroupement migratoire. Dans ces cas, l'homme, chef de famille, aura immigré seul dans les années 1960 ou 1970 et fait venir ensuite les autres membres de sa famille ; d'abord ses fils, puis sa femme et finalement ses filles (si celles-ci sont mariées, s'ajouteront alors maris et enfants). Nous avons pu observer deux familles où fonctionnait ce processus. Dans les deux cas, le ménage parental forme le noyau du regroupement et devient de ce fait le responsable de l'achat d'une maison à plusieurs chambres. Les nouveaux couples utilisent chacun l'une des chambres et l'acquisition de la maison devient alors une « affaire de famille » pour reprendre l'expression de C. Bonvalet. Cette première concentration parentale pourra ensuite évoluer selon la durée du cycle migratoire quand certains membres se sépareront de la maison de famille pour s'installer de façon indépendante. Quand il y a des enfants, ils occupent les

mêmes chambres que le couple parental. On retrouve ainsi un modèle à plusieurs familles nucléaires réparties dans les différentes chambres de la résidence commune.

Familles nucléaires. Habitation individuelle

Finalement, nous avons constaté la présence de familles nucléaires habitant en totale indépendance. La majorité réside dans des « *trailas* »¹³, les mobile-homes américains étant des espaces d'habitation d'acquisition facile pour la population migrante. Dans ce cas, les couples auront certainement réalisé l'achat grâce à l'appui de certains membres de leur famille à qui ils ont emprunté de l'argent. D'autres couples auront fait des prêts immobiliers et payé des maisons de style américain avec ces crédits. Ces résidences peuvent avoir deux ou trois chambres, ce qui permet de préserver une intimité entre enfants et parents, pratique peu courante à Patamban. Nous avons néanmoins constaté que certains espaces n'étaient pas toujours utilisés : par exemple, les salles de bains avec baignoire servaient peu, les mères préférant utiliser les lavabos pour faire la toilette des enfants. Dans un autre cas, l'une des trois chambres de la résidence servait de débarras et les trois enfants partageaient la même chambre.

Dans les différentes modalités de résidence que nous venons de distinguer, l'aménagement ressemble à celui de n'importe quelle maison moderne : équipements de cuisine typiques – frigo, cuisinière, four à micro-ondes, machines à laver, sèche-linge, etc. – ainsi que les meubles dans le séjour et la salle à manger. Tous les migrants ont des télévisions, des reproducteurs DVD, et des chaînes HI-FI, des appareils photos, des caméscopes, preuves d'un style de vie correspondant au confort moderne. La consommation quotidienne étant une pratique nouvelle pour ces personnes venues d'un milieu rural manquant de ressources, elles font fréquemment des réflexions valorisant cette nouvelle forme de vie plus urbaine. Les deux objets de consommation les plus surprenants dans l'acquisition de ce nouveau style de vie sont peut-être la voiture et le téléphone portable, objets correspondant aux habitudes du milieu d'arrivée. Mais ce sont également les courses dans les centres commerciaux, les repas au restaurant, l'échange de cadeaux pendant les fêtes de Noël, l'achat fréquent de vêtements, d'objets de décoration, les envies de tout genre, autant de pratiques qui attestent un phénomène d'acculturation et que les migrants justifient en raison des nouvelles possibilités économiques que leur offre leur vie en immigration.

Si les nouvelles pratiques de consommation représentent un indice dans l'apprentissage des nouveaux modes de vie, l'aménagement des espaces est sans

13. Nous gardons ici l'appellation « *trails* » qui est sans doute une dérivation du mot anglais « *trailler* » et que les migrants utilisent en l'hispanisant pour définir les « *trillers* » très courants dans le logement américain.



doute aussi un reflet de ce phénomène. Toutefois et c'est ce que nous montrerons ensuite, l'espace d'habitation dans le lieu de destination est prioritairement un lieu pour se préserver du regard des autres, endroit intime où les négociations identitaires conservées depuis le lieu d'origine disputent leur place.

Maisons qui attendent, maisons qui parlent

Le village d'origine a subi des transformations venues du nord. Nous trouvons dans le paysage de Patamban nombre de maisons qui ne correspondent pas au modèle classique de l'architecture locale. Les matériaux se sont transformés et constituent le premier témoin du décalage entre les « *trojes* »¹⁴ et les vieilles maisons de briques en torchis, auparavant très courantes dans le village. Les maisons forment maintenant un ensemble bicolore rouge et gris (de briques et de ciment). Or, si l'on tient compte du climat de Patamban, le bois et la terre étaient certainement des matériaux beaucoup plus adaptés mais ils ne permettaient pas de transformer le paysage et de faire du nouveau.

Ces nouvelles maisons des migrants sont donc des constructions en brique rouge et ciment, dont les murs sont recouverts d'enduit et peints de diverses couleurs quand le projet arrive à terme. Néanmoins, le paysage offre un aspect hétérogène avec des chantiers dans plusieurs quartiers du village, augmentant sa densité selon le stade du projet de construction. Le village s'est agrandi pour répondre à une demande de terrains permettant des constructions indépendantes des terrains familiaux. En effet, la résidence virilocale[?] de règle s'est trouvée rapidement déplacée au profit de la pratique de résidence individuelle que les nouveaux ménages privilégient actuellement. Par ailleurs, il existe plusieurs styles et différents stades dans les processus de construction. Certains ont eu la chance de mener à terme leur projet et dans ce cas des maisons terminées, aux façades peintes, avec des portes en métal et des fenêtres de tailles différentes témoignent du cheminement esthétique réalisé par les propriétaires. Mais dans de nombreux cas, on a juste commencé le chantier de base en attendant une situation économique plus favorable; le béton et les briques sont alors une marque de promesse pour la maison qui s'édifiera un jour.

Au plan technique ces maisons sont construites sans l'intervention d'architectes et ce sont les maçons du village, certains anciens migrants qui produisent ces bâtisses. Aussi les projets immobiliers constituent-ils une scène de relation continue entre le migrant et les membres de sa famille restés à Patamban. Ce sont généralement les parents du migrant qui serviront d'intermédiaires pour l'élaboration de ce chantier à distance et recevront l'argent pour l'achat des matériaux et le paiement de la main-d'œuvre; ils auront par téléphone les indications concernant la distribution et les formes architecturales

14. Constructions en grosses planches de bois et typiques de la région Purhépecha.

désirées pour la nouvelle maison à construire¹⁵. Une deuxième relation interviendra dans cette scène de la construction : le regard que porteront sur cette maison les autres membres du village. Ceux-ci vont s'informer du parcours du propriétaire, faire connaissance avec sa famille, essayer de savoir s'il a modifié son statut – toujours célibataire, maintenant marié, pas encore revenu, etc. – autant de signes à travers lesquels le migrant gardera une communication, grâce à ce langage spatial.

Une fois que les maisons sont terminées, peu d'entre elles sont habitées. La plupart sont simplement surveillées par certains membres de la famille ou prêtées en échange de leur entretien. À ce propos il est important de noter que la pratique de la location n'est pas usuelle. Ces maisons sont des biens immobiliers qui pourraient fournir un bénéfice monétaire, mais les Patambenos n'y ont pas recours. Certains émigrants envoient même de l'argent pour payer l'électricité et l'eau potable quand leur maison est habitée par des membres de leur famille. Il s'agit certainement d'une pratique de « don »¹⁶ : on prête sa maison en échange de la garde de celle-ci par les membres de la famille pendant qu'on est absent.

Ces maisons attendent que le sort décide de la destination de chaque périple migratoire, devenant des espaces dociles où le migrant pourra parler de lui, mettre en jeu son statut et celui de sa famille, raconter l'incertitude qui menace ses revenus durant le projet de travail en immigration. D'une part, c'est la trajectoire de chaque migrant qui se donne à voir dans cet espace, d'autre part ces maisons représentent un message sur la manière de concevoir une maison quand on a vécu ailleurs. Pour finir voyons comment fonctionne le dédoublement spatial pour tenter de comprendre quel est le sens donné tant à cet espace éloigné du lieu de vie bien qu'inscrit dans le lieu d'origine, qu'à l'espace de vie loin de chez soi, aux États-Unis.

Le « dédoublement spatial » ou l'identité en deux lieux

Il existe certainement un rapport entre les espaces où vivent les migrants et le fait que leur habitat se transforme et devienne un symbole de leur mobilité, d'une part pour eux-mêmes dans l'intimité de la maison au pays d'origine et d'autre part, pour leur groupe d'appartenance à travers l'aspect extérieur de la maison dans leur village. Notre hypothèse est que la maison permet un dialogue entre les deux pays, de la part du migrant (entendons ici les habitants d'une même maison) avec lui-même ainsi qu'avec l'environnement social où son habitat prend place.

Notre intention est de proposer ici une grille de lecture qui serait un jeu de

15. Nous avons connu le cas de personnes qui envoyaient des croquis sur papier pour le plan de construction de la maison. Nous avons nous-mêmes remis les photos d'une construction à Patamban à son propriétaire aux États-Unis. Nous avons pu constater que les désirs manifestés sur le croquis par le propriétaire et envoyé à la famille qui dirigeait la construction au village n'avaient pas été bien suivis par celle-ci.

16. Nous pensons ici aux travaux de M. Mauss.



miroir entre l'intérieur et l'extérieur de ces espaces dédoublés de part et d'autre de la frontière. Les espaces sont alors un miroir grâce auquel le migrant arrive à établir une réflexion sur sa trajectoire de vie et à projeter les transformations identitaires auxquelles il est confronté au cours de son expérience de mobilité. Nous allons analyser ces deux espaces de résidence selon les concepts de primarité et de secondarité que nous propose Jean Rémy pour étudier le dédoublement spatial.

S'interrogeant sur la sédentarité face à des conditions de déménagement, J. Rémy considère que l'ancrage identitaire n'est pas forcément équivalent à la mono résidence et c'est ce qui nous intéresse ici. Étant donné le phénomène du déplacement international, les migrants sont contraints d'inventer des stratégies pour que leurs espaces d'habitation puissent devenir significatifs de leur subjectivité. Ainsi, l'image du «dédoublement spatial» proposé par J. Rémy explore précisément les relations entretenues avec plusieurs résidences. Dans son argumentation, il est indispensable de comprendre que les sujets mobiles fonctionnent à partir d'un dispositif résidentiel, la dualité créant une nouvelle dimension spatiale. Sa réflexion le conduit à proposer les concepts de primarité et de secondarité afin de saisir les significations qui se tissent dans deux espaces qui sont à la fois complémentaires et opposés. Pour Rémy: «dans un espace de primarité, le sérieux des rôles sociaux et des engagements est directement pris en charge. Il façonne les modes d'appropriation de l'espace autant en termes d'usage qu'en termes de représentation (et inversement) dans un espace de secondarité, on prend distance individuellement ou collectivement vis-à-vis de ces rôles et des effets du contrôle social... ce dédoublement crée un espace de liberté à significations multiples. «Il peut s'agir d'un espace où la fantaisie se donne libre cours» [Rémy, 1996, p. 319]. Dans ce sens, nous proposons donc cette grille d'analyse pour interpréter la co-pénétration des espaces investis par les Patambeños: leur résidence aux États-Unis et leur nouvelle maison à Patamban.

Maison en deux lieux. Faire identité à travers plusieurs espaces

	Patamban	États-Unis
	Non-habité	Habité
Extérieur (pour les autres)		Intérieur (pour soi)
Public (réussite)		Intimité (clandestinité)
Visible		Invisible

Affichage de:

Exil/localisation/présent	Communauté/origine/passé
Qui suis-je maintenant?	D'où je viens ?

Processus mis en place:

Objectivisation de la propre histoire	Subjectivisation de l'objet de cette histoire
---------------------------------------	---

Dialogue des deux espaces de résidence:

Comment ai-je changé ?

Dehors : là où sont les autres

Les maisons à Patamban ne sont pas forcément aménagées, puisqu'elles sont peu utilisées, voire non habitées. C'est donc le dehors qui est mis en scène; les façades des maisons fonctionnent en ce sens comme des toiles où les divers désirs spatiaux conçus par les migrants peuvent être représentés. La maison de Patamban est pour la lecture que nous proposons, le lieu de primarité; ceci dans la mesure où – et toujours selon J. Rémy – c'est dans cet espace que se trouvent plus clairement pris en charge le rôle et le statut de l'habitant. Nous considérons que c'est dans cette maison que le migrant joue la destinée de sa trajectoire car c'est là, plus que nulle part ailleurs, que l'espace lui donnera une place au sein de la communauté. Dans la relation que l'individu entretient avec son groupe d'appartenance, le migrant a fait une recherche de position qui, en quelque sorte, le précède. Son passé lui a déjà donné une place, il appartient au groupe, à une famille; il détient déjà inévitablement une position. Une fois parti, c'est lui-même qui se revendique comme un membre du groupe qui est maintenant censé construire une maison. Une fois que son cycle de vie et sa trajectoire sociale fonctionnent dans sa condition de migrant, il a une identité qu'il décide lui-même d'assumer. C'est dans cette mesure que la maison de Patamban – nous le pensons – a un sens principalement tourné vers l'extérieur, car c'est le regard que les autres vont porter sur elle ainsi que le reflet qu'elle renvoie au migrant qui donneront une signification au présent de chaque propriétaire.

Grilles pour séparer de la rue



© F. Calderón Bony.



Exemple de chantier à Patamban



© F. Calderón Bony.

Rechercher le nouveau



© F. Calderón Bony.

Parti, on devient un migrant. Comment se faire voir alors ? Comment donner un sens au présent que l'on vit ? Si l'espace est statique, la maison est là et elle ne bouge pas, mais elle fournit néanmoins la preuve de l'agencement spatial que l'habitant réalise. Elle est assurément une ressource spatiale mise en avant au profit de l'identification entre le migrant et son groupe, assise qui renvoie au migrant une image de lui-même à partir d'une appartenance d'origine ; inversement, cet habitat est aussi le miroir grâce auquel le migrant parlera de son présent avec les membres de sa communauté. L'habitat parle de lui après son départ quand il est différent. Si, à l'intérieur de cette petite société, les autres sont présents et font sens dans la mesure où il existe un rapport d'altérité continu dans la vie quotidienne, c'est certainement grâce à cet objet spatial que le migrant reprend place dans ce lieu d'histoire commune. À Patamban les rapports sociaux correspondent à ceux d'une société rurale où l'anonymat existe peu et où la surveillance du groupe sur les faits et gestes de chacun est caractéristique de la vie du village. Dans l'ensemble des relations qui soudent les positions des uns et des autres, une place correspond à chacun en raison de sa famille d'origine ; ainsi la maison que le migrant fait construire est une affaire publique qui engage autant son statut que celui de sa famille, voire de sa famille élargie. Cette maison rend visible l'absence du migrant et explique aux autres où en est le migrant dans son projet d'exil.

Par ailleurs, le territoire où s'inscrit cette maison c'est bien là le lieu d'origine commun de tous ceux qui sont partis au Nord, lieu de leur histoire comme groupe social. Le migrant s'attachera alors à montrer sa singularité à partir de la maison. Le nombre d'étages, le garage, la forme des fenêtres, le style de l'entrée vont constituer autant d'éléments pour distinguer le parcours de chacun. La rapidité de sa construction en plusieurs mois ou plusieurs années témoignera des occasions de travail de chaque propriétaire. La maison fournit ainsi une visibilité au migrant qui est vu à travers elle. Mais que veut-il montrer et à qui ? Le migrant porte en lui l'envie de raconter à quel point il a changé, et ce qu'il a appris ; il lui importe donc d'afficher les nouveautés qu'il croit pouvoir transmettre dans son milieu d'origine. Il nous semble qu'un certain processus d'individualisation a lieu au sein de la structure communautaire et qu'il est de plus en plus perfectionné par les sujets ; néanmoins ce processus de distinction a besoin de la structure du village pour se constituer ; sans le regard des autres cette recherche de distinction n'acquiert pas de sens précis. Tout en utilisant les ressources de son expérience migratoire, le migrant rêve et imprime dans cette maison les désirs d'un espace d'habitation nouveau, moderne, citadin. C'est aussi dans cet extérieur, façade de soi, que le migrant peut expliquer aux membres de son groupe qui il est et qui il est devenu du fait de sa mobilité. C'est pourquoi sa maison devient l'objet de sa propre histoire.



Dedans : là où sont les miens

Aux États-Unis, étant donné la distance qui le sépare de son milieu d'origine, le migrant s'arrange pour que son habitat puisse également donner sens à son histoire présente. Souvent clandestin, il ne cherche pas à être reconnu, au contraire, il préfère que l'extérieur de sa maison soit discret, fait comme les autres : il laisse sa voiture devant le garage et place un barbecue dans le jardin. Mais pour autant, le migrant sait qu'il vient d'ailleurs, qu'il est loin de chez lui ; son habitat se tourne vers le dedans à la recherche de son passé pour donner un sens à son présent. Lui, le « local » est présent et adopte des formes variées, rêvées, imaginées, afin de pouvoir devenir une ressource identitaire¹⁷. La mémoire du groupe contribue ainsi à la définition de chacun car elle donne continuité aux générations et poids à la longue durée ; le souvenir devient alors une impression pleine de significations et l'intérieur de la maison constitue justement la scène de ces souvenirs.

Aspect des résidences
aux États-Unis.



© F. Calderón Bony.



© F. Calderón Bony.

17. Nous reprenons ici quelques idées d'Arjun Appadurai dans son livre *«Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation»* où il développe l'idée de l'imagination et de la vie sociale telles qu'elles se développent de plus en plus dans un monde déterritorialisé, sans que pour autant les vies que les sujets imaginent et où ils inscrivent leurs désirs aient lieu dans un panorama purement international. Dans ce sens, l'idée de l'imagination comme un champ organisé de pratiques sociales, comme une forme de travail et de négociations pour délimiter des différences culturelles est particulièrement évocatrice pour notre propos.

En ce qui concerne le système de la double résidence, nous pensons que cet espace fonctionne comme lieu secondaire dans la mesure où le migrant est alors plus éloigné des rôles que lui assigne sa position au village. Ici, l'habitat est davantage la création d'une zone de contact avec le milieu quitté, stratégie pour combler la distance, lieu où les « codes » culturels importés sont présents, espace de reconstruction et de définition de l'origine et du passé, en somme, un espace d'intimité pour la recherche de soi. Cette particularisation spatiale est quelque peu nostalgique et l'affichage d'éléments à contenu fortement identitaire semble exprimer le besoin de marquer dans l'espace des traits du lieu d'origine. Si à Patamban il est rare de trouver dans les maisons des signes de caractère « folklorique » sous la forme « d'images » ou autres éléments de la « culture » locale, c'est aux États-Unis une pratique courante qui se manifeste à partir de certains objets de décorations. Sur les murs des résidences des migrants on trouve des poteries fabriquées dans le village ou des jouets en bois typiquement mexicains. Parfois un petit « *rebozo* » bleu est accroché au mur à côté de paysages de l'État du Michoacán, le Lac de Camécuaro à quelques kilomètres seulement de Patamban par exemple, ou les affiches invitant à la fête de Cristo Rey au village. On constate une utilisation de certains éléments qui jouent le rôle de symboles nécessaires à l'élaboration d'une nouvelle organisation de l'identité. Dans ce sens, l'identité se transforme en une forme d'identification avec un monde social spécifique où les uns et les autres reconnaissent leur appartenance en raison d'objets qu'ils distinguent comme étant propres à l'espace d'où ils viennent.

Le dedans est miroir pour soi et de soi. D'une part, le migrant n'oublie pas d'où il vient car son passé est l'une des sources de sa destinée sociale. Il se soucie de transmettre, de faire part, de donner à voir malgré la distance. Tous les détails qui pourraient servir pour faire « comme si » on participait à la vie du village sont mis en place. Des photos des membres de la famille vivant au village et des « Saints » les plus honorés¹⁸ par exemple sont indispensables pour constituer cette ubiquité symbolique. Les aliments préparés à la maison font aussi partie des stratégies à travers lesquelles le migrant s'identifiera avec le milieu d'origine malgré la distance et le manque de contact.

La préoccupation du groupe migrant de s'identifier à un passé commun semble donner une logique à la structure de son présent et c'est en fonction de celle-ci qu'une valeur lui est attribuée. C'est ainsi que la communauté prend place comme un élément central pouvant offrir une continuité à la cohésion sociale du groupe malgré sa dispersion¹⁹. Paradoxalement, la mobilité opère une forme

18. Jésus de Nazareth et Saint François d'Assise.

19. Des relations économiques, affectives, de communication ; ainsi que des échanges, des solidarités et des formes d'attachement différentes, autant de traits pour penser les formes de cohésion entre des groupes divisés dans l'espace ou qui vivent en mobilité. Nous essayons ici de réfléchir au sens d'appartenance à partir du travail d'Emmanuel Ma-Mung sur la diaspora chinoise où il explique le rôle central de l'extra-territorialité comme fonctionnement de base pour l'intégration d'un groupe dispersé. Consulter également sur ces questions Dominique Schnapper.



spécifique d'ancrage identitaire, qui est particulièrement évidente quand on constate la lutte engagée par chacun pour garder une place dans le tissu social. Le phénomène de déplacement migratoire étant répandu dans l'ensemble de la communauté, des ragots circulent par exemple pour disqualifier les réussites de telle ou telle autre personne, ainsi que pour réclamer la priorité (forme de prestige) d'arrivée dans un lieu de destination. Au sein de cette expérience commune, nous constatons un besoin de délimiter des positions chez les divers membres du collectif. Ainsi, dans ce nouvel environnement, les Patambenos fréquentent les mêmes lieux, vont manger aux mêmes endroits pour favoriser des rencontres. Le nouveau milieu d'installation entraînant une vie avec plus d'intimité à l'intérieur des maisons, nous considérons que ces moments de rencontre sont une tentative pour recréer des espaces publics où l'on peut se retrouver avec les autres membres du groupe. Se connaître est finalement un signe d'appartenance, d'adhésion, de « faire partie ». On doit souligner à ce sujet l'importance des films vidéos des fêtes au village que les migrants se font envoyer du Mexique et où, comme nous l'a expliqué l'un d'eux :

« Ce n'est pas tant la fête qu'on a envie de voir, puisque la fête nous la connaissons [...] ce qu'on veut c'est voir les gens [...] ceux qui ont grandi ou qui sont maintenant plus vieux, [...] Ce sont les visages de tous qu'on a envie de voir²⁰. »

Quand il y a une fête, c'est aussi ce contact de « connaissance de l'autre » qui est en scène. Une jeune fille dit à une autre avant le départ pour la fête de « Jesús de Nazareth » en Californie, cette année : « *N'oublie pas que c'est la présentation en société* » et elle rit, car elle sait très bien que c'est là l'un des enjeux de la rencontre. C'est dans l'ironie qu'elle exprime ce qu'elle sait de ce regroupement annuel.

« Tu ne peux pas savoir, me dit-elle, tout le monde va là-bas pour voir si tu as eu d'autres enfants, si tu as grossi, si tu t'es coupé les cheveux ou si tu les as teints, pour savoir comment tu t'habilles maintenant, si ton mari va bien, ou encore si tu as changé de mari²¹. »

Et elle rit de nouveau.

L'espace pour se voir

Ce que nous essayons de montrer c'est que la déterritorialisation de la population de Patamban crée de nouvelles formes de socialisation où l'on doit être capable d'inventer des façons d'être visible vis-à-vis des habitants de sa communauté et à partir de plusieurs espaces tenant compte de la dispersion du groupe. « *Pour être vu, il faut connaître celui qui te voit* », disent les Patambeños, et

20. Francisco, 38 ans. Entretien du 24 mai 2007 à San Jorge, Utah.

21. Guadalupe, 26 ans. Entretien du 10 mars 2007 à San Fernando, California.

il nous semble qu'« être vu » équivaut à l'un des mécanismes de définition de l'identité commune.

Pour être visible à Patamban le migrant a besoin de sa maison et non pas de sa présence physique dans les espaces de contact quotidien. Inversement, aux États-Unis, il a besoin du contact avec son groupe d'appartenance et donc d'espaces de rencontre hors de la maison. À Patamban la maison qu'il a fait construire devient l'objet de l'histoire qu'il construit, le reflet du cheminement de lui-même, une page de lui-même. Au contraire, aux États-Unis, il a besoin de l'intérieur de sa résidence, lieu d'intimité pour pouvoir redonner un sens à sa condition d'immigré. Le migrant pense son origine et la reconstruit puisque c'est là l'une des ressources de son projet migratoire ainsi que la cause de sa prolongation. Là-bas, à travers sa façade, la maison de Patamban est l'objet que le migrant a fait faire pour raconter son histoire aux autres membres du groupe, pour qu'ils le voient et pour se montrer lui-même bien que cet objet tire une partie de son sens de l'éloignement. Aux États-Unis, à l'intérieur de sa résidence il met en ordre ce qui représente son lieu de départ pour signifier son attachement, il établit une relation avec cet objet de son histoire, sa maison au village, dans laquelle il s'est investi tout en restant au loin. Mais il sort de la maison pour voir les autres, l'intimité de sa maison aux États-Unis ne lui suffit pas pour se voir puisqu'ici il a besoin du regard du groupe auquel il appartient.

C'est par la capacité de convertir l'espace en indice du rapport d'appartenance que nous avons voulu parler de la maison comme d'un miroir, objet pour « se voir » comme pour « être vu ». Miroir où le migrant ne cherche pas seulement son propre reflet mais aussi le regard des autres sur lui, processus indispensable dans l'élaboration de sa propre identité. L'altérité est là, sous le regard de l'autre.



Localisation du village d'origine (Patamban) et des lieux de résidence dans le pays de destination (Fort Pierce, Floride; Pueblo, Colorado et St. George, Utah). Les trois localités de destination correspondent aux lieux où nous menons notre enquête de terrain (Réalisation graphique F. Calderón Bony).

BIBLIOGRAPHIE

- **ALARCON Rafael**, « El proceso de nortenzación: Impacto de la migración internacional en Chavinda, Michoacán », in **Thomas CALVO, Gustavo LOPEZ** (coord.), *Movimientos de Población en el Occidente de México*. El Colegio de Michoacán Centre d'études Mexicaines et Centraméricaines, p. 337-357, 1986.
- **APPADURAI Arjun**, *Après le Colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Préface de **Marc ABÉLÈS**, Titre Original : *Modernity at Large. Cultural dimensions of Globalization*, Paris, Payot et Rivages, 2005.
- **BOURDIN Alain**, « L'ancrage comme choix », dans *Mobilités et ancrages. Vers un nouveau mode de spatialisation*, Paris, L'Harmattan, p. 37-55, 1996.
- **LOPEZ G., DIAZ GOMEZ L.**, « Los niños como actores sociales », in **Gustavo Lopez** (coord.), *Diaspora Michoacana*, COLMICH Y GOBIERNO DEL ESTADO DE MICOACÁN, p. 147-163, 2003.
- **MA-MUNG Emmanuel**, *La diaspora chinoise, Géographie d'une migration*, Paris, Géophys, 2000.
- **PINSON Daniel**, « Les maisons du Marocain », in **Philippe BONNIN et Roselyne de VILLANOVA**, *D'une maison l'autre, Parcours et mobilités résidentielles*. Postface de **Jean Rémy**, Paris, Créaphis, p. 69-87, 1999.
- **REMY Jean**, « Dédoublément des espaces sociaux et problématiques de l'habitat », in **Philippe BONNIN et Roselyne de VILLANOVA**, *D'une maison l'autre*, 1996.
- **SAYAD Abdelmalek**, L'immigration ou les paradoxes de l'altérité. 1 *L'illusion du provisoire. Raisons d'agir*, Paris, 2006.
- **SCHNAPPER Dominique**, « De l'État-nation au monde transnational », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 17, n° 2, 2001, p. 9-36.
- **SIMON Gildas**, *Géodynamique des migrations internationales dans le monde*, Paris, PUF, 1995.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Le propos de cet article est de réfléchir à la relation que les migrants entretiennent avec leurs espaces d'habitation. Nous partons de l'hypothèse qu'il y a un rapport entre le sujet et son habitat qui se fonde précisément sur son expérience de mobilité migratoire et à partir du cas des migrants de Patamban (Michoacán, Mexique) nous nous intéressons aux pratiques d'habitation pour proposer une interprétation de la forme de ce rapport. Notre analyse donne place à un processus de définition identitaire de la part du migrant à partir de ses maisons (l'une dans le pays d'origine, l'autre dans le pays de destination) dans lequel l'habitat fonctionne comme ressource spatiale au profit de la définition du sujet. À partir de la notion de «dédoublment spatial» nous montrons que l'habitat fonctionne à la fois comme expression de soi et comme territoire de réaffirmation identitaire pour le sujet mobile.

El objetivo del artículo es proponer una reflexión sobre la relación que los migrantes construyen con sus espacios de habitación. Partimos de la hipótesis de que existe una relación entre el sujeto y su habitat que nace precisamente de su experiencia de movilidad migratoria y a partir del caso de los migrantes de Patamban (Michoacán, México) nos interesamos en las prácticas de habitación para proponer una

interpretación de la forma que toma dicha relación. Nuestro análisis da lugar a un proceso de definición identitaria de la parte del migrante a partir de sus casas (una en el país de origen, la otra en el país de destino) en la que el habitat funciona como recurso espacial en provecho de la definición del sujeto. A partir de la noción de «desdoblamiento espacial» mostramos que el habitat funciona a la vez como expresión de sí y como territorio de reafirmación identitaria para el sujeto móvil.

In this article we put into consideration the relationship that migrants use to build their living spaces. We start from the hypothesis that there is a relationship between the subject and its habitat that arises precisely from its experience in mobility and, from the case of the migrants from Patamban (Michoacán, Mexico) we take interest in the habitation practices in order to propose an interpretation on the form of such relationship. Our analysis leads to a process that defines the identity of the migrant, starting from their homes (one in the country of origin, the other in the country of destination) in which the habitat works as a spatial resource for the benefit of the definition of the subject. Starting from the concept of «spatial unfolding», we show that the habitat works both as a form of self-expression and as a reaffirmation territory of identity for the mobile subject.

MOTS CLÉS

- migration internationale
- habitat
- dualité résidentielle
- processus identitaires

PALABRAS CLAVES

- migración internacional
- habitat
- dualidad
- procesos identitarios

KEYWORDS

- international migration
- habitat
- duality
- identity's process

Le *Barrio*, une figure majeure du quartier aux États-Unis

Introduction

L'ouvrage de Samuel Huntington a fait grand bruit lors de sa parution aux États-Unis. Dans *Who Are We? The Challenges to America's National Identity* [2004], il analyse notamment le processus de « latinisation » qui transforme les États-Unis, qu'il assimile à une « mexicanisation », et qu'il présente comme l'une des principales menaces pesant sur l'avenir du pays et de l'identité nationale. Certes les thèses provocatrices du célèbre politologue sont très contestables et de nombreux chercheurs, en Amérique comme en Europe, ont démontré la partialité, les travers et les excès de son argumentation. Reste alors que ceux que l'on qualifie indifféremment d'Hispaniques ou de Latinos¹ connaissent une croissance démographique réellement spectaculaire. Il semble légitime de s'interroger sur l'impact de cette mutation démographique sur le sol américain, et tout particulièrement, dans le contexte d'une société urbaine à plus de 80% en 2000, sur les villes des États-Unis. Cet article se propose d'examiner comment l'interpénétration des mondes latins et anglo-saxons se manifeste sur les territoires urbains nord-américains, à travers l'émergence de la figure du *Barrio* (un terme qui signifie « quartier » en espagnol et qui désigne un territoire urbain habité par une majorité d'Hispaniques)². Celle-ci résulte en effet de

1. J'utiliserai indifféremment les termes « Hispaniques » et « Latinos », même si certains auteurs soulignent la spécificité du second, qui marque la singularité de l'expérience des populations hispaniques sur le sol états-unien, puisqu'on ne parle pas de Latinos en dehors des États-Unis.

2. Cet article s'appuie sur les recherches menées en liaison avec ma thèse [Lehman-Frisch, 2001], sur des éléments développés dans le chapitre d'un ouvrage [Lehman-Frisch, 2005], ainsi que sur une revue de la littérature contemporaine américaine sur les quartiers hispaniques.

L'histoire croisée d'une immigration latine massive et des dynamiques urbaines spécifiques au monde anglo-saxon. Il s'agira donc de commencer par revenir sur cette « latinisation » de la démographie américaine et d'en comprendre à la fois les composantes, les fondements historiques et contemporains et les rapports à la ville, avant d'examiner comment le *Barrio* se constitue, tardivement, comme objet de recherche pour les sciences sociales. On remettra alors en question la figure univoque qui semble émerger des tentatives de théorisation de ce type de quartier, pour montrer la grande diversité des *barrios* qui participent du monde urbain américain d'aujourd'hui. On verra enfin que le *Barrio* n'est pas une forme urbaine figée et définitive, et que l'évolution de la population hispanique dans certaines villes pose la question de sa pertinence pour comprendre la ville de demain.

L'« hispanisation » des États-Unis et l'émergence du *Barrio*

L'« hispanisation » des États-Unis

En 2007, le Bureau du recensement des États-Unis estime la population catégorisée comme « hispanique » à plus de 45 millions de personnes, soit près de 15 % de la population totale. Ils représentent aujourd'hui la minorité la plus importante du pays, et leur croissance se poursuit à un rythme très rapide : de moins de 7 millions en 1960, ils sont passés à plus de 14 millions en 1980, puis à 35 millions en 2000. Des projections de 2004 les évaluent à 60 millions en 2020.

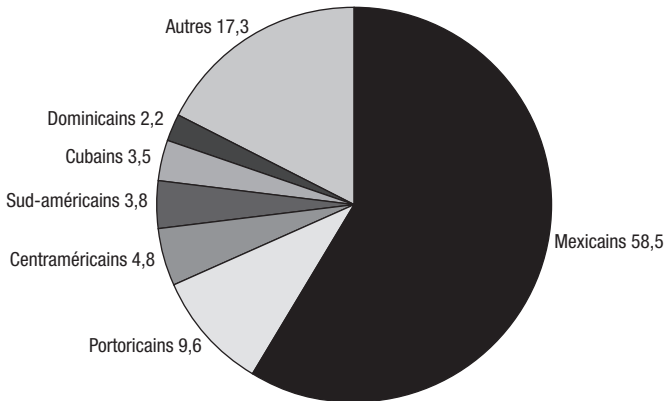
En réalité, les termes « Hispaniques » ou « Latinos » masquent une grande diversité de populations (figure 1). Le sous-groupe majoritaire (59 %) est constitué par les personnes d'origine mexicaine ce qui alimente la confusion fréquente, dans l'opinion, des termes « Hispaniques » ou de « Latinos » avec ceux de « Mexicains » ou de « *Chicanos*³ ». Viennent ensuite les Latinos originaires de Puerto Rico (10 %), d'Amérique centrale (5 %) et du Sud (4 %), de Cuba (3 %), de la République Dominicaine (2 %) et d'ailleurs (17 %). Outre la variété des origines nationales, il faut considérer la diversité de la durée d'installation de ces minorités dans le pays. Alors que certains « Mexicains Américains » sont présents sur le sol américain depuis plusieurs générations, les Dominicains figurent parmi les immigrants les plus récents. Dans ces conditions, on conçoit que la « latinisation » des États-Unis soit un phénomène bien plus complexe qu'il n'y paraît au premier abord, ne serait-ce que sur le plan statistico-démographique.

3. Les *Chicanos* sont les personnes d'origine mexicaine nées aux États-Unis. Ce terme existe depuis le XIX^e siècle, mais a considérablement gagné en popularité dans le contexte du *Civil Rights Movement* des années 1960. Il exprime la fierté de l'appartenance ethnique et culturelle à la population d'origine mexicaine.



L'explication de l'importance numérique des Latinos et du rythme soutenu de leur croissance réside à la fois dans l'histoire des relations entre le Mexique et les États-Unis et dans les flux migratoires qui continuent à relier les États-Unis à l'ensemble de l'Amérique latine.

FIGURE 1. DISTRIBUTION DES LATINOS PAR ORIGINE NATIONALE



En effet, bien avant de passer sous le contrôle des États-Unis, le sud-ouest (compris ici comme les États de l'ouest et les États de la frontière avec le Mexique) était un espace hispanique : territoire espagnol puis mexicain, il avait attiré de nombreux colons depuis le début du XVII^e siècle. Avec l'annexion du Texas en 1845 puis le traité de Guadalupe Hidalgo en 1848, tous les Mexicains résidant au nord du Rio Grande se retrouvent brutalement sur le territoire d'un autre pays, et ils représentent l'entrée du premier contingent massif de Latinos sur le sol des États-Unis, sans même qu'ils aient eu à se déplacer. Cet événement, loin d'interrompre les migrations en provenance du Mexique est suivi de flux massifs au moment de la Révolution mexicaine.

Plusieurs décennies de fort ralentissement des flux migratoires suivent les quotas de 1924 qui ferment la porte aux immigrants du monde entier et la « latinisation » des États-Unis ne reprend avec vigueur qu'avec la nouvelle politique d'immigration mise en place en 1965. Dès lors, la majorité des immigrants ne provient plus de la vieille Europe mais de l'Amérique latine. Il convient cependant d'insister là encore sur la diversité des immigrations hispaniques et l'on distingue nettement plusieurs vagues migratoires, en fonction de leur ancienneté, de leur origine et de leur destination géographique.

C'est un fait, l'immigration hispanique est d'abord mexicaine, on en sait les raisons (l'histoire des relations avec le Mexique, le fort différentiel économique, la

proximité géographique...). Elle est caractérisée par des flux de grande ampleur quasiment ininterrompus et qui se sont intensifiés à partir de 1980 : aujourd'hui, pas moins du quart des immigrants mexicains sont arrivés dans les années 1990 et ils représentent la moitié de la population totale d'origine mexicaine aux États-Unis [Suarez-Orozco, Paez, 2002]. L'immigration mexicaine présente d'intéressantes spécificités géographiques, puisque les personnes d'origine mexicaine se concentrent dans les espaces où les Mexicains-Américains nés aux États-Unis sont les plus représentés, c'est-à-dire dans l'Ouest et le Sud, même si on assiste depuis quelques années à une tendance à la diffusion à partir des États d'installation traditionnelle vers ceux du sud-est et, plus généralement, vers l'ensemble du territoire et notamment l'Illinois [Faret, 2003].

Les immigrants d'Amérique centrale et du Sud représentent une seconde vague migratoire, massive mais plus limitée dans le temps que celle des Mexicains. Les Cubains ont dominé cette vague migratoire pendant les années 1960, puis 1980, se dirigeant de préférence vers la Floride. À partir des années 1980, ce sont les Centraméricains qui prédominent, en raison de l'intensification des conflits affectant les pays d'Amérique centrale. En 2000, 1,7 million de personnes fuyant des pays dévastés par la guerre (principalement le Salvador, le Guatemala et le Nicaragua) se réfugient aux États-Unis. Aujourd'hui, près d'un Salvadorien sur six vit aux États-Unis [Suarez-Orozco, Paez, 2002]. Comme les immigrants Mexicains, ils s'installent en majorité dans l'ouest et en Californie, mais ils se dirigent également vers New York. Parmi les Sud-Américains, ce sont surtout des Colombiens qui affluent massivement vers les États-Unis, où ils se répartissent de façon relativement homogène sur le territoire, avec une place privilégiée pour New York dans leurs destinations.

Les Dominicains participent, quant à eux, à une migration que d'aucuns qualifient de transnationale ou circulatoire, dans la mesure où leurs mouvements migratoires sont caractérisés par d'intenses va-et-vient entre la République dominicaine et Manhattan en particulier. Autre minorité hispanique que l'on peut assimiler à des immigrants latinos, en raison de leur statut socioculturel et linguistique (et en dépit de la citoyenneté américaine qu'ils ont acquise au moment de l'annexion de leur île par les États-Unis en 1898), les Portoricains attestent également d'un fort transnationalisme. Traditionnellement concentrés dans le nord-est (à New York en particulier), ils tendent aujourd'hui à investir d'autres régions.

Finalement, comme le montre plus en détail l'article d'Isabelle Vagnoux dans ce numéro, ces vagues migratoires affectent diversement les grandes régions des États-Unis ; les destinations qu'elles privilégient attestent en outre d'un renversement de tendance saisissant depuis les années 1990, conduisant certains chercheurs à évoquer une « nouvelle géographie de l'immigration » [Massey, 2008].



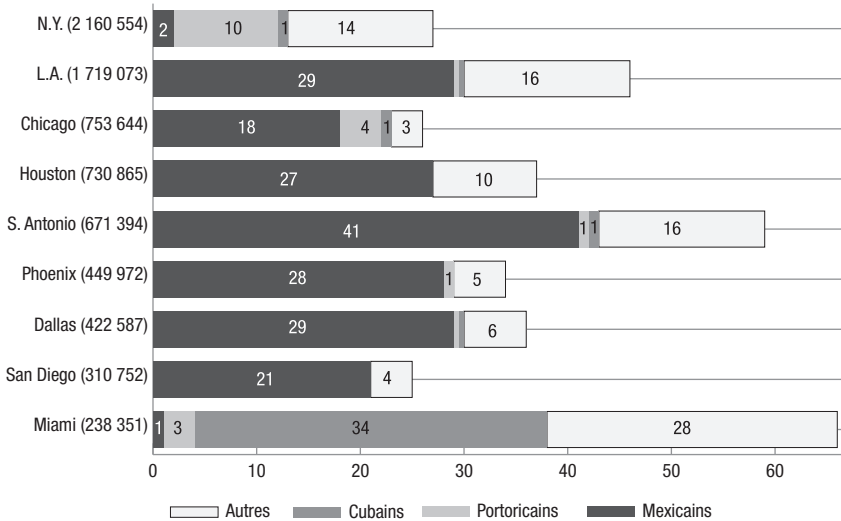
Des Latinos majoritairement citadins

À une échelle plus fine, une forte majorité des nouveaux venus sur le sol états-unien se concentre dans une dizaine de grandes villes seulement, même si l'on verra qu'une part croissante d'entre eux se dirige désormais aussi vers les petites villes de la périphérie des grandes agglomérations, voire du rural profond [Massey, 2008]. C'est particulièrement vrai pour les immigrants latino-américains, qui choisissent la ville comme destination privilégiée, et l'ensemble de la population hispanique est caractérisé par une forte concentration urbaine.

Les statistiques révèlent que les Latinos sont plus souvent citadins que le reste de la population états-unienne : alors que neuf Hispaniques sur dix habitent en ville (les «aires métropolitaines» du recensement), ce n'est le cas que de 7,5 Blancs non hispaniques en 2002. De même, ils se démarquent du reste de la population états-unienne dans leur répartition entre villes-centres et banlieues, puisqu'ils se sont également installés dans ces deux types de territoires alors que les Blancs non hispaniques marquent une nette préférence pour les banlieues. Une analyse plus approfondie révèle des nuances selon les groupes hispaniques considérés : par exemple, les Portoricains tendent à habiter les centres-villes tandis que les Cubains résident plus fréquemment dans les zones suburbaines [Ramirez, 2003].

De plus, les Latinos habitent de préférence les grandes villes (plus d'un million d'habitants), et ils y représentent souvent une part considérable, voire prédominante, de la population. C'est ce qu'illustre la figure 2 qui présente la part de la population hispanique dans la population métropolitaine totale et qui précise sa composition en termes de sous-groupes ethniques hispaniques. Il y apparaît que New York et Los Angeles sont de loin les deux villes où les Hispaniques sont les plus nombreux, avec des effectifs respectifs de 2,1 et 1,7 million. Mais Miami et San Antonio sont les deux uniques villes possédant une population à majorité latine (66% et 59%). Dans la plupart de ces villes, les Mexicains constituent le sous-groupe prédominant, avec deux exceptions notables : New York présente une large gamme d'origines géographiques, les «Autres Hispaniques» surpassant désormais les Portoricains ; Miami atteste également d'une grande diversité subethnique ; les Cubains étant le groupe prédominant. De fait, dans toutes ces villes, sauf à New York et Chicago, les «Autres Hispaniques» représentent le deuxième sous-groupe par ordre d'importance, signalant désormais la remarquable diversité ethnique des populations urbaines latines [Arreola, 2004].

FIGURE 2. LES LATINOS DANS LES GRANDES VILLES



La latinisation de la population urbaine s'est traduite par l'émergence et le développement de quartiers hispaniques identifiables aujourd'hui dans la plupart des grandes villes états-uniennes. Tout particulièrement depuis les années 1970 et les migrations massives en provenance d'Amérique latine, le *Barrio* est devenu l'une des figures majeures des quartiers ethniques des grandes villes-centres à côté des ghettos (peuplés essentiellement d'Afro-Américains) et des Chinatowns (investis majoritairement par des Chinois).

Le *Barrio*, quartier ethnique typique de la ville-centre

Les sciences sociales se sont depuis longtemps efforcées de théoriser les relations des immigrants au territoire urbain. Les tenants de la tradition sociologique de Chicago sont parmi les premiers à avoir pensé l'inscription dynamique des immigrants dans la ville. Ainsi le fameux modèle de la croissance urbaine proposé par Burgess en 1925 établit-il que les immigrants (essentiellement d'origine européenne à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle) s'installent au cœur de la ville-centre, à proximité des emplois, dans des logements dégradés laissés vacants par d'autres citoyens en voie d'ascension sociale. Dans cette « zone de transition » urbaine jugée indésirable et formant un anneau concentrique autour du *downtown*, les immigrants se concentrent dans ce que les sociologues de Chicago désignent comme des « ghettos », c'est-à-dire des espaces ethniques socialement isolés au sein de la ville et caractérisés par un fort degré de désorganisation sociale. Mais dans cette conception dynamique de la



ville, les quartiers ethniques centraux (*Little Sicily, Greektown, Chinatown, Black Belt*, etc.) sont des lieux transitoires de l'acculturation et de l'intégration progressive des immigrants, qui sont amenés à les quitter au fur et à mesure de leur parcours social et résidentiel ascendant.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le caractère ethnique des quartiers urbains semble s'estomper, un phénomène lié aux quotas de 1924 qui ont quasiment interrompu toute immigration sur le sol américain pendant quatre décennies. La géographie socioculturelle des villes des années 1940-1950 laisse presque penser que le vieil idéal du *Melting Pot* s'est matérialisé sur le territoire urbain avec la dissolution de l'ethnicité des quartiers. C'est donc avec surprise et inquiétude que les Américains entendent Nathan Glazer et Daniel Moynihan affirmer dans *Beyond the Melting Pot* [1970] que la ville américaine atteste d'une « résurgence de l'ethnicité » et que le *melting pot* n'a tout simplement pas eu lieu [Godfrey, 1988]. Cette « nouvelle ethnicité », bien sûr, résulte des nouvelles vagues d'immigration et en particulier de celles en provenance d'Amérique latine. Dès lors, les chercheurs s'intéressent massivement aux quartiers ethniques des villes-centres, et tentent d'expliquer leur évolution contemporaine.

Le *Barrio*, qui jusque dans les années 1970 n'avait fait l'objet de presque aucune recherche [Moore, 1997], commence à attirer l'attention des sociologues. À la suite de William Julius Wilson [1987], qui met en avant la notion d'*underclass* pour expliquer la terrible dégradation des conditions de vie des ghettos afro-américains, des chercheurs décrivent la grande pauvreté qui affecte également les quartiers hispaniques et en analysent les formes et les facteurs. Le *Barrio*, finalement, est pensé comme relevant de la catégorie des « quartiers ethniques en crise de la ville-centre », une crise dont les caractéristiques et les causes seraient finalement communes à tous ces quartiers centraux, quelle que soit leur identité ethnique et dont la thèse de l'*underclass* parviendrait à rendre compte. Comme le Ghetto, le *Barrio* souffre de la restructuration de l'économie urbaine qui prive les villes-centres de leurs emplois industriels peu ou pas qualifiés, alors que ceux-ci constituaient la base économique de ces populations socialement défavorisées ; comme lui, il subit le départ des classes moyennes (lesquelles s'installent dans les banlieues) qui le plonge dans un profond isolement social expliquant la diffusion de comportements déviants [drogue, gangs, etc. – voir par exemple Vigil, 1988 ; Bourgois, 1995 ; Phillips, 1999].

Au début des années 1990 cependant, certaines voix commencent à s'élever contre l'assimilation systématique des quartiers hispaniques avec les idées de crise, de dévitalisation et de délinquance. L'applicabilité de la théorie de l'*underclass* à la communauté hispanique et au *Barrio* est remise en cause [Moore, Pinderhughes, 1993], et plusieurs recherches montrent au contraire que c'est

l'immigration hispanique qui a permis la revitalisation de certains quartiers américains en déclin [Moore, Vigil, 1993]. De même, avec la montée en puissance des *Cultural Studies* s'intéressant aux paysages, le *Barrio* est montré comme étant un lieu d'une grande vitalité culturelle [Arreloa, 2004; Rojas, 2006]. Certains auteurs ont même démontré comment le *Barrio*, en réalité, a été victime de politiques urbaines véritablement racistes ayant constamment négligé les espaces occupés par les minorités ethniques [Diaz, 2005]. Bref, depuis une quinzaine d'années, on assiste à un véritable retournement de la façon dont est pensé le *Barrio*: autrefois analysé comme quartier en grande difficulté et source de lourds problèmes sociaux, il est aujourd'hui montré comme un lieu de dynamisme et de résistance à l'injustice socio-ethnique à laquelle sont confrontés ses habitants.

Une pluralité de *barrios*

Les théories développées par les chercheurs pour comprendre les mécanismes d'évolution et de fonctionnement du *Barrio* participent à construire un espace modèle qui masque en réalité la très grande diversité des *barrios* des villes américaines. En effet, en fonction de la date d'arrivée des Latinos, en fonction de la durée, de la continuité, et de l'intensité des processus migratoires, en fonction également des effectifs de la population hispanique locale, de ses origines nationales, du degré de ségrégation et de la forme de l'espace urbain investi, on peut distinguer plusieurs types de *barrios* dans les villes des États-Unis d'aujourd'hui.

Des *barrios* historiques, qui ont conservé toute leur latinité

Un premier type de *barrios* est constitué par ces espaces urbains historiquement hispaniques et qui ont conservé toute leur latinité. Certaines villes états-uniennes ont en effet été fondées par des Hispaniques et continuent à être peuplées par une proportion significative sinon majoritaire de Latinos. C'est le cas de nombre de villes du sud-ouest, notamment du Sud Texas. Elles sont caractérisées par une nette dualité, le *barrio* (ou *Mexican Town*) se distinguant spatialement des quartiers *anglos* plus récents.

San Antonio est l'archétype de ces villes *tejanos* (« texanes » en espagnol), où la « ville mexicaine », dans le West Side, possède son propre centre-ville, où l'habitat se mélange avec les petits commerces familiaux, et où les parcelles sont plus petites (carte 1). Avec la très forte croissance de la population mexicaine-américaine, de nombreux autres *barrios* se sont adjoints au *barrio* historique, mais sans complètement remettre en cause la ségrégation originelle,



le *downtown* du West Side fonctionnant toujours comme quartier d'accueil pour les immigrants mexicains [Arreola, 2002].

CARTE 1. SAN ANTONIO, VILLE DUALE



S. Lehman-Frisch d'après Arreola, 2002 (p. 143)

Des *barrios* issus de l'hispanisation d'anciens quartiers ouvriers blancs à partir des années 1960

La plupart des villes américaines n'ont pas le passé historique des *pueblos* de l'époque mexicaine. Mais à partir du milieu des années 1960, un grand nombre d'entre elles sont la destination de flux massifs d'immigrants en provenance d'Amérique latine, et des quartiers plus ou moins vastes se transforment parfois à une vitesse spectaculaire, suscitant alors l'angoisse des habitants *anglos* qui voient leur prééminence numérique remise en cause. Los Angeles en fournit un exemple emblématique.

Ainsi, les villes du sud-est du comté de Los Angeles constituent dans l'après-guerre un solide couloir industriel, peuplé d'ouvriers blancs qui habitent près de leurs usines dans des maisons modestes, mais où ils ont le sentiment de mener une vie satisfaisante. En 1960, ces villes comptent moins de 5% de Latinos, mais vingt ans plus tard, leur proportion atteint 50% à South Gate et 85% à Huntington; en 2000, les Hispaniques, parmi lesquels une forte majorité de Mexicains, excèdent 90% dans toutes les villes de cette région [Curtis, 2004]. En parallèle, la désindustrialisation frappe de plein fouet la région, et les Blancs, également inquiets des émeutes qui secouent le quartier afro-américain limitrophe de Watts, quittent leurs quartiers en masse. Après plusieurs décennies de crise, le sud-est du comté bénéficie ces dernières années d'une revitalisation économique passant par l'essor de petites industries variées et par le dynamisme d'activités commerciales.

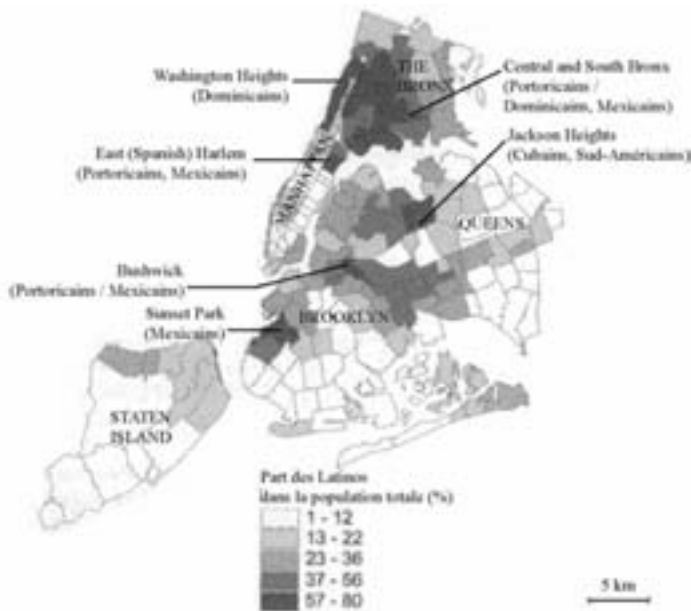
Aujourd'hui, la «barrioisation» de la région a incontestablement transformé ces anciens quartiers blancs en quartiers dont l'ambiance et l'identité latine sont reconnaissables. Pourtant, l'héritage physique, institutionnel et symbolique des *Anglos* reste présent, à la fois dans leur paysage et dans leur organisation structurelle : c'est ce qui explique que ces *barrios* soient relativement bien dotés en parcs, écoles, églises et autres centres médicaux. De même, le paysage urbain offre une synthèse culturelle intéressante, puisque les maisons bâties par les *Anglos* sont entretenues et embellies par les Latinos d'origine mexicaine pour la plupart), comme en attestent les grilles d'inspiration hispanique, les façades repeintes de couleurs vives, ou les petits autels dans les jardins [Curtis, 2004]...

De nombreux quartiers des villes-centres aux États-Unis ont ainsi été transformés par l'afflux d'immigrants en provenance d'Amérique latine à partir des années 1960 et 1970, et ont donné lieu à une hybridation intéressante entre l'environnement hérité et la culture latine. Mais il est important de noter que, selon l'origine du groupe d'immigrants majoritaire, on observe des nuances sensibles dans la tonalité latine émanant de chaque quartier. Washington Heights dans le Haut Manhattan à New York, par exemple, manifeste une «dominicanté» assumée, bien distincte de la «mexicanité» des *barrios* du sud-est de Los Angeles.



C'est là en effet que les flux massifs de Dominicains se sont concentrés dès le milieu de la décennie 1960, et de nombreux signes attestent des origines nationales de la majorité des habitants du quartier [Miyares, 2004] : les enseignes en espagnol sont souvent peintes aux couleurs du drapeau dominicain (rouge, blanc et bleu). L'atmosphère résonne de musiques caribéennes et de conversations en espagnol. Durant la belle saison, les rues sont remplies d'hommes jouant aux dominos. Des vendeurs proposent des tranches de fruits tropicaux ou des beignets variés.

CARTE 2. LES QUARTIERS HISPANIQUES À NEW YORK



S. Lehman-Frisch, d'après Miyares, 2004 (p. 151)

D'autres quartiers ont accueilli, depuis cette même période, des Hispaniques aux origines très diversifiées. Toujours à New York, qui présente de fait une très grande variété de *barríos* (carte 2) en raison de la place privilégiée qu'elle occupe dans l'histoire et la géographie migratoires des Latino-Américains, Jackson Heights (Queens) en illustre le cas : nombre de Colombiens, de Cubains, d'Équatoriens et de Péruviens, fuyant les événements politiques qui secouent l'Amérique latine au cours de ces décennies, s'y installent. Aussi le paysage culturel de Jackson Heights affiche-t-il sa multi-ethnicité ostensiblement : les toponymes et les symboles spécifiques aux différentes nations se côtoient ; les agences de voyage, les boutiques de télécommunication ou les centres de transfert

d'argent indiquent tous les pays avec lesquels les relations sont privilégiées; les noms des magasins et les couleurs des vitrines ou des enseignes révèlent les origines variées de chaque commerçant, etc. [Miyares, 2004].

D'anciens *barrios* transformés par de nouveaux venus hispaniques dans les années 1990-2000

PHOTO 1.

SPANISH HARLEM À NEW YORK : DU « BARRIO » PORTORICAIN AU « LITTLE PUEBLA » MEXICAIN



Source : S. Lehman-Frisch, 2005.

Dans les années 1990-2000, la poursuite et la diversification de l'immigration hispanique ont conduit à la transformation de certains *barrios* déjà existants. Aussi certains quartiers, fortement marqués dans le passé par la prédominance d'un groupe hispanique particulier, voient leur identité subethnique remise en cause par les nouvelles caractéristiques des flux migratoires hispaniques, ce qui ne va pas sans certaines tensions. C'est le cas de East Harlem à New York, investi par les Portoricains au cours de la première moitié du XX^e siècle, et surnommé dès cette époque « Spanish Harlem » ou « El Barrio ». Cette enclave portoricaine ou « newyoricaine » (portoricaine de New York) a longtemps exprimé une latinité caribéenne sans mélange, avec ses fresques, ses drapeaux et ses symboles [Bourgeois, 2001]. Pourtant, avec les années 1990, l'immigration hispanique devient un phénomène essentiellement mexicain. Si ces nouveaux venus tendent



à s'installer dans tous les quartiers de la ville, son impact spatial sur le quartier portoricain traditionnel, Spanish Harlem, est particulièrement remarquable. Là, des boutiques anciennement vacantes sont reprises par des commerçants mexicains : elles portent le nom de lieux mexicains, et les couleurs du drapeau mexicain (rouge, blanc, vert) ou la figure de la Vierge de Guadalupe sont des motifs récurrents (photo 1). Des travailleurs journaliers attendent de se voir assigner des petits boulots aux intersections les plus passantes. En bref, « El Barrio » tend à devenir un « Little Puebla » (du nom de l'État mexicain d'où proviennent une grande partie des nouveaux venus). Cela nourrit l'inquiétude des anciens résidents portoricains, qui craignent de perdre le contrôle de ce quartier qui a toujours constitué le point d'entrée des Portoricains et qui demeure le symbole de la culture et de l'identité portoricaine [Miyares, 2004].

De « nouveaux barrios » résultant d'une immigration récente

D'autres villes américaines n'ont accueilli un nombre significatif d'Hispaniques que plus tardivement, alors que l'immigration latino-américaine se poursuit et que la population hispanique se diffuse au-delà des régions traditionnelles du sud-ouest et au-delà des grandes villes pour s'installer dans des territoires jusque-là rarement choisis comme destination.

La nouvelle distribution des flux migratoires hispaniques aux États-Unis accorde depuis quelques années une place privilégiée à des petites villes ou à des gros bourgs situés à la marge des agglomérations ou dans des régions rurales [Frey, 2006 ; Massey, 2008]. Ainsi, pour rendre compte de la transformation du Sud des États-Unis en liaison avec la très forte croissance de la population hispanique au tournant du XXI^e siècle, certains chercheurs utilisent l'expression « *Nuevo South* » [Smith, Furuseth, 2006]. Dans des environnements qui n'avaient pas accueilli de migrants depuis plusieurs décennies, émergent pour la première fois de nouveaux *barrios*. Le phénomène est particulièrement saisissant à Nashville, capitale incontestée de la musique *country*, où Mike Davis constate dès 2000 qu'a surgi un « nouveau *sonido* » (son) de la ville, avec la musique *norteña* diffusée par trois radios locales hispanophones [p. 4]. La population hispanique dans le Tennessee est restée très faible depuis les années 1930 et ce n'est que depuis le milieu des années 1990 qu'elle commence à atteindre des proportions conséquentes à Nashville. L'immigration a d'abord été celle de jeunes Mexicains qui ont choisi de quitter le Texas et la Californie en raison des difficultés économiques et de l'essor des sentiments anti-immigrants croissants de ces États, phénomènes qui ont rendu Nashville comparativement attractive, dont le marché de l'emploi se développe alors sensiblement, notamment dans la construction et les services. Très vite cette immigration secondaire, essentiellement masculine, s'est diversifiée géographi-

quement, démographiquement et socialement: la ville a attiré des immigrants d'autres pays d'Amérique Centrale et du Sud, et des familles se sont installées, dont le capital socioculturel est parfois plus conséquent que dans les premiers temps. Dans une ville historiquement traversée par la question raciale noir/blanc, les 50 000 à 100 000 Latinos⁴ de l'aire métropolitaine de Nashville se sont installés dans le sud de la ville, transformant d'anciens quartiers en déshérence en *barrios* dynamiques [Winders, 2008].

La fin des *barrios* ?

Les vagues migratoires en provenance d'Amérique latine se matérialisent sur les territoires urbains, la plupart du temps au cœur des grandes villes, par la création, le développement et la transformation de *barrios*, aux paysages culturels bien identifiables même s'ils sont relativement diversifiés. Mais on observe ponctuellement depuis une dizaine d'années certaines tendances inverses qui remettent en cause la concentration résidentielle des Latinos dans l'Amérique urbaine. Assisterait-on à la « débarrioïsation » des villes américaines ?

Des « *barrios* diffus »

L'installation récente de groupes Latinos dans certaines villes peut prendre des formes spatiales qui s'éloignent sensiblement du modèle classique du *Barrio*. À Washington, par exemple, ce n'est que dans les années 1980-1990 que les immigrants hispaniques commencent à affluer. En 1980, ils sont très marginaux dans la capitale (3%). Vingt ans plus tard, ils représentent 9% de la population, soit un total de plus de 400 000 personnes. La composition de la population hispanique est relativement originale parmi les villes états-uniennes: le groupe principal est en effet celui des Salvadoriens (un tiers des Latinos), suivi par les Péruviens et les Boliviens (respectivement 9 et 7%) puis des Jamaïcains, les Mexicains ne représentant, quant à eux, que 4% [Price, Whitworth, 2004].

Ethniquement variés, les Latinos sont en outre dispersés géographiquement dans toute l'agglomération, et l'on n'observe pas de *barrio* dans le sens traditionnel du terme, où l'identité latine transparaîtrait dans l'environnement urbain. La diffusion des Latinos sur le territoire urbain n'est-elle que transitoire, l'immigration hispanique dans cette ville étant encore trop récente pour avoir encore permis l'émergence de quartiers à l'identité latine plus marquée ? Est-elle

4. Le recensement dénombre 50 000 hispaniques dans la ville en 2003, mais d'autres études montrent qu'une part considérable de clandestins n'ont pas participé au recensement, et évaluent la présence des Latinos à 110 000 personnes en 2000 [Winders, 2008].



liée à l'absence d'un foyer originel d'Hispaniques, autour duquel auraient pu s'articuler des réseaux d'entraide favorisant le processus d'agrégation résidentielle? Ou bien s'explique-t-elle par un marché de l'emploi non qualifié lui-même dépourvu de pôles et dispersé sur le territoire? Les recherches récentes portant sur les groupes d'immigrants hispaniques immigrés depuis peu font penser que la localisation des emplois joue un rôle majeur dans les nouvelles formes de distribution résidentielle des immigrants [Massey, 2008].

Quoi qu'il en soit, dans ce contexte de dispersion spatiale, les terrains de football (*futbol* en espagnol, *soccer* en anglais) sont les seuls lieux où peuvent s'exprimer l'identité mais aussi les rivalités latines potentielles des nouveaux immigrants. Les ligues de football, dont les noms évoquent le lieu d'origine de la majorité de ses joueurs, permettent l'accès à un espace où les immigrants récents peuvent passer du temps avec leurs compatriotes. En somme, l'absence d'enclave urbaine hispanique est compensée par ces ligues de football, qui jouent un rôle social fondamental dans les réseaux soutenant les communautés d'immigrants [Price, Whitworth, 2004]. Autrement dit, on a ici une forme de «barrio diffus»⁵, qui prend forme de façon éphémère autour de quelques lieux particuliers.

Des barrios en péril

Certains *barrios* déjà constitués voient leur développement remis en cause, alors même que des flux considérables d'immigrants hispaniques convergent toujours en direction des agglomérations auxquelles ils appartiennent. Plusieurs auteurs décèlent en effet dans le processus de gentrification, une véritable menace pour l'avenir de certains *barrios* [Godfrey, 1988, 2004; Lehman-Frisch, 2001; Le Texier, 2005].

Le quartier de la Mission⁶, à San Francisco, est l'un de ces quartiers «assiégés», selon l'expression de Brian Godfrey [2004]. Emblématique de ces *barrios* qui ont émergé dans les grandes villes-centres dans les années 1960, la *Mission*, qui était en 1950 un quartier majoritairement blanc, est peuplée de plus de 50% d'Hispaniques en 1970. La phase de consolidation du *barrio* se poursuit au cours des deux décennies suivantes et, en 1990, la proportion de Latinos (essentiellement d'origine mexicaine et centraméricaine) atteint 61,6% de la population locale [Lehman-Frisch, 2003]. Mais au tournant du siècle, la croissance de la population hispanique du quartier connaît un coup d'arrêt

5. Cette expression fait référence à la notion de «ghetto diffus» que C. Vallat emploie pour décrire la situation des immigrants dans les villes italiennes.

6. La Mission est définie comme les îlots 208, 209, 228.01 à 2228.03 du recensement 2000 (US Census Bureau), et compte un total de 36 000 habitants à cette date. Les chiffres cités dans ce paragraphe sont tirés des recensements décennaux.

brutal: en 2000, la part d'Hispaniques a très légèrement diminué (60,8%), alors qu'elle gagne un point dans la municipalité de San Francisco (passant de 13 à 14% de la population totale) et près de cinq points dans l'agglomération (de 14 à 19%)⁷.

Ce renversement de tendance est lié au processus de *gentrification* dont les premiers signes sont apparus au début des années 1980 et qui désigne l'arrivée de classes moyennes et supérieures (celles que le Bureau du Recensement qualifie de *Managers and Professionals*) dans ce quartier pauvre et dégradé de la ville-centre [Lehman-Frisch, 2008]. Ces nouveaux habitants sont attirés par la localisation du quartier (près du *downtown* et des autoroutes menant à la Silicon Valley, les deux pôles d'emploi majeurs de l'agglomération), par la présence d'un habitat architecturalement intéressant (maison individuelles ou petits immeubles victoriens), par la faiblesse des prix immobiliers en comparaison du reste de la ville, mais aussi par la mixité socioculturelle du quartier. Ils transforment progressivement l'environnement du quartier, en réhabilitant leurs logements, et en accordant leur clientèle à certains commerces spécifiques à leur style de vie particulier qui émaillent le quartier (cafés et restaurants branchés en particulier). Ce faisant, ils contribuent à fragiliser la position des habitants déjà installés ou des immigrants potentiels, qui ne bénéficient que de revenus très modestes et sont incapables de faire face à l'augmentation des prix du logement d'un quartier en « revitalisation ». Il en résulte un processus que les Anglo-Saxons ont qualifié de *displacement* (départ forcé des habitants des classes modestes).

Les expulsions de locataires, par des propriétaires qui souhaitent vendre leur bien ou le réinvestir eux-mêmes, représentent la forme de *displacement* la plus spectaculaire. Or, dans la deuxième moitié des années 1990, la ville a été saisie d'une vague d'expulsions sans précédent⁸. Entre 1993 (au cœur de la récession économique qui a frappé les États-Unis) et 1998 (au pic du *boom* de l'Internet), les expulsions notifiées au Rent Board de la ville ont été multipliées par trois. Au plus fort du phénomène, *la Mission* en est particulièrement affectée, suscitant des réactions indignées d'activistes locaux. Une galerie d'art d'inspiration hispanique, localisée au cœur de la mission, a ainsi mis en place dans sa vitrine sur l'un de ses murs un vaste panneau d'affichage consacré à des productions iconographiques protestant contre la gentrification du quartier. En octobre 2000 par exemple, l'une de ces affiches représente un pastiche de la première page du quotidien *San Francisco Examiner* titrant : « *One Last Mexican Discovered in the Mission District* » (photo 2).

7. La ville de San Francisco correspond aux limites du comté du même nom, et est incluse dans l'aire métropolitaine (CMSA) de San Francisco-Oakland-San Jose, qui compte sept millions d'habitants en 2000.

8. Les chiffres sont tirés de San Francisco Rent Board, *San Francisco Housing Data Book*, 2002.



PHOTO 2. LE QUARTIER DE LA MISSION À SAN FRANCISCO:
RÉSISTER CONTRE LA GENTRIFICATION DU QUARTIER



Source : S. Lehman-Frisch, 2000.

Dans ce contexte, de nombreux habitants croient assister à la fin de la prééminence hispanique dans le quartier : « Le quartier, comme vous pouvez le voir, devient chaque jour moins un quartier d'immigrants », se lamente cet homme d'origine salvadorienne, arrivé il y a plus de vingt ans, à qui fait écho cet autre compatriote : « J'aimerais que davantage de familles *latines* [sic] puissent venir vivre ici. Mais on ne voit plus tellement de Latinos ». Certains d'entre eux sont tentés d'y voir une conspiration socio-raciale de la part des *Yuppies* (*Young Urban Professionals*) blancs contre les classes populaires hispaniques : « J'ai le sentiment qu'il y a une conspiration pour se débarrasser de nous. Ok, ils ne nous chassent pas du quartier à coups de pied, mais les loyers... », soupire amèrement cet immigrant centraméricain. Et cette angoisse de ne pas pouvoir rester se combine à la frustration de voir se développer des commerces destinés aux gentrificateurs et qui sont en décalage complet avec leurs goûts et leur pouvoir d'achat [Lehman-Frisch, 2008].

Malgré les débats largement médiatisés, à la fin des années 1990, sur la « *yuppification* » et « l'invasion *dotcom* » des entreprises internet, les Latinos, dans le recensement de 2000, n'ont pas subi le déclin numérique annoncé, et le processus de gentrification en est resté au stade « sporadique », pour reprendre l'expression de Neil Smith [in Bidou, 2003]. Cette résistance est à mettre en partie au crédit de l'activisme des associations locales, qui se sont battues pour freiner l'ascension

vertigineuse des loyers et défendre les locataires contre des expulsions sommaires. Elle est liée également à la mauvaise réputation du quartier : les gangs hispaniques continuent à faire peser un lourd sentiment d'insécurité qui décourage sans doute des gentrificateurs potentiels, même si leur période d'intense activité est révolue [Lehman-Frisch, 2003]. Mais en 2006, la ville de San Francisco a perdu plus de 30 000 habitants par rapport à l'an 2000, dont presque 5 000 Latinos [American Community Survey, 2006]. Les statistiques actuellement disponibles ne permettent pas d'affiner l'analyse à l'échelle du quartier⁹, et il sera intéressant d'observer l'évolution de la répartition de la population hispanique dans la métropole san franciscaine par rapport aux autres groupes ethniques, et en particulier ses impacts sur le quartier de la Mission. C'est à la lumière de ces données que l'on pourra réellement mesurer le péril encouru par le *barrio*.

Conclusion

Depuis les années 1970, dans le contexte des grandes vagues de migration en provenance d'Amérique latine et d'Asie, les chercheurs ont été de plus en plus nombreux à s'intéresser à l'inscription spatiale des dits Latinos aux États-Unis. En cherchant à comprendre en particulier leurs relations au territoire urbain, ils ont érigé le *Barrio* en une figure majeure des quartiers urbains. Or cette construction savante (et médiatique) du quartier hispanique a abouti à une quasi-naturalisation du *Barrio*. Ce faisant, elle a contribué à masquer la très grande diversité des situations urbaines qu'elle est censée expliquer : quoi de commun entre le *barrio* historique de San Antonio et Little Havana à Miami ? Comment comparer East Harlem à New York avec les *barrios* de Nashville ? En outre, elle rend difficile la pensée de l'évolution diachronique des *barrios*, et plus précisément, l'éventail des transformations possibles qui peuvent les affecter.

C'est toute la question de l'avenir des *barrios*, et plus largement de la ségrégation ethnique dans les villes américaines, qui se pose. Alors que les courants migratoires – et notamment ceux en provenance d'Amérique latine – se modifient sensiblement depuis les années 1990, en se diffusant plus largement sur tout le territoire états-unien [Massey, 2008], est-ce que les villes des États-Unis n'auraient pas là une opportunité unique d'entrer dans une nouvelle ère urbaine où la ségrégation ethnique pourrait perdre de sa rigidité, voire s'estomper ? Allant dans ce sens, un chercheur a noté, à l'échelle métropolitaine, depuis 2000, la multiplication de ce qu'il désigne comme des « métropoles *melting pot* », caractérisées par la cohabitation de plusieurs groupes ethniques de

9. La définition de l'aire métropolitaine ayant changé depuis 2000 (les nouvelles *Metropolitan Areas* ne correspondent pas aux anciennes *Consolidated Metropolitan Statistical Areas*), il est également difficile de mesurer l'évolution de la population totale et hispanique à cette échelle.



proportion significative : à côté de Los Angeles, Miami, San Francisco et New York figurent désormais des villes comme Houston, Albuquerque, Washington ou Dallas, pour n'en mentionner que quelques-unes parmi les dix-huit recensées [Frey, 2006]. Il s'agit de savoir si, dans ces nouvelles « métropoles *melting pot* », la ségrégation se reporte à l'échelle du quartier. Or un sociologue démontre que, contrairement à l'idée prévalant d'une ségrégation croissante dans les villes américaines, on observe ces dernières années une tendance au développement des quartiers multi-ethniques. Ces quartiers « intégrés », qui diffèrent radicalement du modèle de l'« enclave ethnique » ou du « village urbain », rassemblent de nombreux groupes d'habitants, dont les styles de vie, les intérêts, les objectifs et les idéologies sont variés, et qui peuvent lutter non seulement contre des forces extérieures (par exemple les promoteurs ou la municipalité), mais aussi entre eux [Maly, 2004]. L'avenir des *barrios* est-il dans la cohabitation avec d'autres groupes socio-ethniques ? C'est à souhaiter, à condition que cette mixité ethnique ne soit pas assortie d'une sourde domination socioculturelle au détriment des plus faibles [Young, 1990].

BIBLIOGRAPHIE

- **Arreola Daniel (dir.)**, *Hispanic Spaces, Latino Places: Community and Cultural Diversity in Contemporary America*, Texas University of Press, 2004.
- **ARREOLA Daniel**, *Tejano South Texas: A Mexican American Cultural Province*, Texas University of Press, 2002.
- **Bidou Catherine (dir.)**, *Retours en ville*, Paris, Descartes & Cie, 2003.
- **Bourgeois Philippe**, *En quête de respect : Le crack à New York*, Paris, Seuil, 2001.
- **CURTIS James R.**, « Barrio Space and Place in Southeast Los Angeles », in **ARREOLA D. D. (dir.)**, *Hispanic Spaces, Latino Places: Community and Cultural Diversity in Contemporary America*, Texas University of Press, 2004.
- **DAVIS Mike**, *Magical Urbanism: Latinos Reinvent the US City*, New York, Verso, 2000.
- **DIAZ David R.**, *Barrio Urbanism: Chicanos, Planning and American Cities*, Routledge, 2005.
- **FARET Laurent**, *Les territoires de la mobilité : Migration et communautés transnationales entre le Mexique et les États-Unis*, CNRS Éditions, 2003.
- **FREY William H.**, « Diversity Spreads Out: Metropolitan Shifts in Hispanic, Asian, and Black Populations Since 2000 », *Living Cities Census Series*, The Brookings Institution, mars 2006.
- **GODFREY Brian**, *Neighborhoods in Transition: The Making of San Francisco's ethnic and nonconformist Communities*, University of California Press, Berkeley, 1988.
- **GODFREY Brian**, « Barrio Under Siege: Latino Sense of Place in San Francisco, California », in **ARREOLA Daniel D. (éd.)**, *Hispanic Spaces, Latino Places: Community and Cultural Diversity in Contemporary America*, Texas University of Press, 2004.
- **GUZMAN Betsy**, *The Hispanic Population: Census 2000 Brief*, US Census Bureau, mai, 2001.
- **HUNTINGTON Samuel**, *Qui sommes-nous ? Identité nationale et choc des cultures*, Odile Jacob, 2004.
- **LEHMAN-FRISCH Sonia**, « Gentrifieurs, gentrifiés : co-habiter dans le quartier de la Mission (San Francisco) », *Espaces et Sociétés*, n° 132-133, in **AUTHIER J.-Y., BIDOU C. (coord.)** « La gentrification urbaine », 2008, p. 143-160.
- **LEHMAN-FRISCH Sonia**, « La Mission, barrio de San Francisco : L'hispanisation d'un quartier américain et de sa rue commerçante », *Espace, Populations, Sociétés*, n° 1 « Diversité des populations d'Amérique du Nord » (Y. BOQUET coord.), 2003, p. 117-135.
- **LEHMAN-FRISCH Sonia**, « Les États-Unis : l'autre Amérique... latine ? », in **S. HARDY et L. MÉDINA-NICOLAS (coord.)**, *L'Amérique latine*, Éditions du Temps, 2005, p. 264-285.
- **LEHMAN-FRISCH Sonia**, *La rue commerçante dans l'expérience urbaine aux États-Unis : Transformation et renouveau des quartiers de San Francisco (1950-2000)*, thèse de doctorat sous la direction de J. Monnet et A. Musset, Université de Paris X-Nanterre, 2001.
- **LEHMAN-FRISCH Sonia**, « Les gangs hispaniques dans le quartier de la Mission (San Francisco, Californie) », *Cahiers des Amériques latines*, vol. 33, n° 1, 2000, p. 173-200.
- **LETEXIER Emmanuelle**, « Minorités et espace public dans la ville. Le "Chicano Park" à San Diego (Californie) », in *Espaces et Sociétés*, n° 123, vol. 3, décembre 2005, p. 10-28.
- **MALY Michael T.**, *Beyond Segregation: Multiracial and Multiethnic Neighborhoods in the United States*, Temple University Press, Philadelphia, 2005.
- **MASSEY Douglas (dir.)**, *New Faces, New Places: The Changing Geography of American Immigration*, Russell Sage Foundation, New York, 2008.
- **MİYARES Ines M.**, « Changing Latinization of New York City », in **ARREOLA Daniel D. (éd.)**, *Hispanic Spaces, Latino Places: Community and Cultural Diversity in Contemporary America*, Texas University of Press, 2004, p. 145-166.



- **MONNET Jérôme**, « Du local au global : Quelles territorialités pour les "Latinos" de Los Angeles ? », in **PRÉVOT-SCHAPIRA M.-F., RIVIÈRE D'ARC H.** (dir.), *Les territoires de l'État-Nation en Amérique latine*, Paris, IHEAL, 2001, p. 243-268.
- **MOORE Joan**, « Latino/a Studies: The Continuing Need for New Paradigms », déc. 1997 <http://www.jsri.msu.edu/RandS/research/ops/oc29.html#anchor655706>.
- **MOORE Joan, PINDERHUGHES R.** (dir.), in *The Barrios: Latinos and the Underclass Debate*, 1993.
- **MOORE Joan, VIGIL Diego**, « Barrios in Transition », in **MOORE J., PINDERHUGHES R.** (dir.), in *the Barrios: Latinos and the Underclass Debate*, New York, Russell Sage Pub, 1993, p. 355-366.
- **PHILLIPS Susan**, *Wallbanging: Graffiti and Gangs in Los Angeles*, University of Chicago Press, 1999.
- **PRICE Marie, WHITWORTH Courtney**, « Soccer and Latino Cultural Space: Metropolitan Washington Futbol Leagues », in **ARREOLA Daniel D.** (dir.), *Hispanic Spaces, Latino Places: Community and Cultural Diversity in Contemporary America*, Texas University of Press, 2004, p. 167-186.
- **RAMIREZ Roberto R., DE LA CRUZ Patricia**, *The Hispanic Population in the United States, March 2002: Population Characteristics*, US Census Bureau, juin 2003.
- **Rocco Raymond**, « Latino Los Angeles: Reframing Boundaries/Borders », in **SCOTT A., SOJA E.** (dir.), *The City: Los Angeles and Urban Theory at the End of the Twentieth Century*, University of California Press, 1996, p. 365-389.
- **ROJAS James**, « The Cultural Landscape of a Latino Community », in **SCHEIN R.** (dir.), *Landscape and Race in the United States*, Routledge, 2006, p. 177-186.
- **SMITH Heather, FURUSETH Owen** (dir.), *Latinos in the New South: Transformations of Place*, MPG Books Ltd, Bodmin, Cornwall, 2006.
- **SUAREZ-OROZCO Marcelo, PAEZ Mariela M.** (dir.), *Latinos: Remaking America*, David Rockefeller Center for Latin American Studies, 2002.
- **VIGIL Diego**, *Barrio Gangs: Street Life and identity in Southern California*, Austin, University of Texas Press, 1988.
- **WALDINGER Roger**, *Strangers at the Gates: New Immigrants in Urban America*, University of California Press, 2001.
- **WILSON William J.**, *The Truly Disadvantaged*, Chicago, University of Chicago Press, 1987.
- **WINDERS Jamie**, « Nashville's New "Sonido": Latino Migration and the Changing Politics of Race », in **MASSEY D.** (dir.), *New Faces, New Places: The Changing Geography of American Immigration*, Russell Sage Foundation, New York, 2008, p. 249-273.
- **WINDERS Jamie**, « Placing Latino/as in the Music City: Latino Migration and Urban Transformation in Nashville, Tennessee », in **SMITH H. A., FURUSETH O. J.** (dir.), *Latinos in the New South: Transformations of Place*, Ashgate, 2006, p. 167-190.
- **YOUNG Marion I.**, *The Politics of Difference*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 1990.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Cet article examine comment l'interpénétration des mondes latins et anglo-saxons se manifeste sur les territoires urbains nord-américains, à travers l'émergence de la figure du quartier hispanique ou *Barrio*, qui résulte

de l'histoire croisée d'une immigration hispanique massive aux États-Unis et de dynamiques urbaines spécifiques au monde anglo-saxon. Il revient d'abord sur la dite « latinisation » de la population américaine afin d'en saisir à la fois les composantes, les fondements historiques et contemporains, et les rapports à la ville, puis examine comment le *Barrio* se

constitue, tardivement, comme objet de recherche pour les sciences sociales. Il remet ensuite en question la figure univoque qui semble émerger des tentatives de théorisation de ce type de quartier, pour montrer la grande diversité des *barrios* qui participent du monde urbain américain d'aujourd'hui. Il montre enfin que le *Barrio* n'est pas une forme urbaine figée et définitive, et que l'évolution de la population hispanique dans certaines villes pose la question de sa pertinence pour comprendre la ville de demain.

Este artículo examina la interpenetración de los mundos latinos y anglosajones en las zonas urbanas norteamericanas a través del surgimiento de los barrios hispanicos o «barrios», los cuales son el resultado de un contexto de migración masiva y de las dinámicas urbanas específicas del mundo anglosajón. En primer lugar, se aborda la susodicha «latinización» de la población norteamericana con el fin de comprender sus diversos componentes, sus orígenes históricos y contemporáneos, así como su relación con la ciudad; se muestra entonces que la constitución del barrio como objeto de estudio de las ciencias sociales ha sido tardía. En un segundo momento, al cuestionar el modelo unívoco de barrio que surge de las tentativas

teóricas de los investigadores, se da a conocer la gran diversidad de barrios que caracterizan actualmente el mundo urbano norteamericano. Finalmente, se arguye que el barrio no es una forma espacial fija y definitiva. La dinámica de los grupos hispanicos en ciertas ciudades revela la inviabilidad del modelo de barrio como clave para entender la ciudad del mañana.

This paper investigates the interpenetration of Hispanic and Anglo worlds in Northern American cities and focuses on the rise of Hispanic neighborhoods (or *Barrios*) that resulted from massive waves of Hispanic immigration. It first examines the would-be «latinization» of the American population in order to highlight its very diverse components, its historic and recent causes, as well as its relationships to the city. It then shows that the *Barrio* was constructed as a research object for the social sciences only recently. Then it questions the model that emerged from researchers' theoretical attempts and shows the great variety of *Barrios* that characterize American cities today. It finally argues that the *Barrio* is not a fixed spatial form and that the dynamics of Hispanic groups in several cities question the accuracy of the *Barrio* model to understand the city of tomorrow.

MOTS CLÉS

- États-Unis
- ville
- quartier
- hispaniques
- latinos
- immigration
- barrio
- ségrégation
- identité
- ethnicité
- minorité

PALABRAS CLAVES

- Estados Unidos
- ciudad
- barrio
- hispanicos
- latinos
- inmigración
- segregación
- identidad
- etnicidad
- minoría

KEYWORDS

- United-States
- city
- neighbourhood
- hispanic
- latinos
- immigration
- barrio
- segregation
- identity
- ethnicity
- minority

III-La centralité urbaine à l'heure de la métropolisation : entre patrimonialisation et valorisation des espaces publics

L'idée de la centralité dans la tradition occidentale est généralement associée à celle de patrimoine historique ou encore de quartier historique. Cette centralité s'impose dans le paysage urbain en raison du caractère monumental des bâtiments ou encore de leur allure majestueuse faisant référence à un passé souvent glorieux. Mais comme le souligne Élodie Salin dans son article sur Mexico, c'est moins l'esthétique urbaine qui est véritablement convoquée dans la dynamique de la reconquête de la centralité que l'évocation d'une mémoire au travers d'une pluralité de discours souvent contradictoires mais toujours en mesure de susciter l'intérêt de tous. Mexico est une capitale nationale et de ce fait, elle se doit de refléter l'histoire d'une mise en scène de la nation. Il est vrai que la conquête espagnole dans le Nouveau Monde s'est traduite par l'affirmation d'une centralité urbaine au service du pouvoir politique, un constat que l'on peut difficilement établir pour la conquête britannique ou hollandaise qui incarne moins la volonté d'un pouvoir central que la dynamique de marchands (au travers

des Compagnies) et d'individus en quête de nouveaux horizons d'ordre spirituel et/ou matériel.

Au sein du territoire qui, plus tard, deviendra les États-Unis, la ville relève généralement de l'ordre marchand, comme l'indique Cynthia Ghorra-Gobin. Aussi au cours de la période où les treize colonies choisirent de se fédérer, d'affirmer leur indépendance et de se doter d'une Constitution (entre 1765 et 1789), les Américains ont dissocié la ville politique de la ville économique. Washington est désignée capitale fédérale alors que New York et Philadelphie notamment représentent le cœur de la vitalité économique du pays. Los Angeles, un «pueblo» de l'empire espagnol devenu par la suite une petite ville de la frontière mexicaine, puis une petite ville de la frontière américaine ne fait pas vraiment l'expérience de la centralité (en dehors d'une phase limitée à deux ou trois décennies, entre 1880 et 1910) pour très rapidement s'affirmer comme une ville organisée sur le principe de la maison entourée d'un jardin pour tous et s'étendant en dehors de toute notion de limite. Cette faible valorisation des espaces publics tout au long de l'histoire de la ville contraste ces dernières décennies avec les pratiques sociales des Latinos qui se donnent les moyens de s'approprier des espaces publics. Cette mise en scène de la population latino dans quelques espaces publics de la ville ne va pas sans influencer la politique de recentralisation de Los Angeles qui jusqu'ici s'est limitée à la construction de nouveaux bâtiments et de gratte-ciel et à la réhabilitation de quelques anciens bâtiments en dehors de toute référence à la figure du piéton. Mais à présent le débat sur l'aménagement du *downtown* s'oriente progressivement vers cette idée d'une valorisation des espaces publics.

Ces deux articles sur Mexico et Los Angeles montrent en fait comment deux entités métropolitaines des Amériques, qualifiées de villes globales (ancrage dans les réseaux économiques) et de villes mondiales (attractivité liée au patrimoine historique ou influence liée à l'industrie cinématographique), s'inscrivent dans la dynamique de la reconquête de la centralité. Les modalités sont certes différentes en raison de leur trajectoire historique singulière mais à Los Angeles la présence latino n'entraîne pas uniquement des tensions interethniques, elle induit une certaine influence sur les débats autour de la recentralisation de la ville.

Élodie Salin

La centralité reconquise

Le passé, c'est ce qu'une nation a de plus précieux après l'avenir.

Victor Hugo

Introduction¹

« *El Centro Histórico de la Ciudad de México es un lugar tan maravilloso, que no podríamos terminar de enumerar sus grandes atractivos y leyendas, mismas que han pasado a formar parte del legado nacional, lo que ha llevado a la UNESCO a declararlo como "Patrimonio Cultural de la Humanidad"* »². La présentation du centre historique de Mexico sur le site de la ville de Mexico résume en une phrase l'importance symbolique du centre ancien et le sentiment de fierté nationale face aux lustres des époques antérieures. Le label de l'UNESCO et le classement sur la liste prestigieuse du Patrimoine mondial de l'Humanité en 1987 se pose comme un ultime et dernier signe de reconnaissance à l'échelle internationale de la grandeur passée et aujourd'hui « reconquise » du centre de la capitale, élevé au cœur même de l'identité mexicaine par la force des imaginaires des élites urbaines.

Si les études sur la centralité dans les villes latino-américaines sont si nombreuses³ c'est que les enjeux vont au-delà du territoire borné de la ville

1. Le texte présenté ici reprend en partie les écrits de ma thèse de doctorat de géographie soutenue à Paris X Nanterre en 2002, sous la direction d'Alain Musset.
2. Site de la ville de Mexico DF : <http://www.ciudadmexico.com.mx/zonas/centro.htm>. Traduction « Le centre historique de la ville de Mexico est un lieu si merveilleux qu'il nous serait difficile d'énumérer tous ses attraits et ses légendes, celles-là mêmes qui font partie de notre héritage national, déclaré patrimoine culturel de l'humanité par l'UNESCO. »
3. Parmi de nombreuses références, citons l'ouvrage collectif sous la direction de H. Rivière D'Arc et M. Memoli, 2006, *Le pari urbain en Amérique latine. Vivre dans le centre des villes*, Armand Colin, 224 p.

protégée et classée. Les enjeux sont autant symboliques qu'identitaires et l'importance de cet espace, extrêmement réduit dans la métropole actuelle, se mesure dans la place qu'il prend depuis les années 1960-1970 dans les politiques urbaines qui tendent à une «reconquête intégrale» du centre afin d'inverser les tendances liées au déclasserement de cette centralité depuis la fin du XIX^e siècle.

De la «ville-mère» aux temps de la colonie jusqu'à la prise de conscience patrimoniale des années 1960, les représentations de la ville coloniale ont été multiples : tout d'abord fêtée comme la ville idéale, bien ordonnée du temps de la Nouvelle Espagne, elle a ensuite été déclassée, paupérisée pour devenir le support de nombreux discours dépréciatifs à partir du XIX^e siècle. L'image du centre est devenue un enjeu identitaire collectif depuis la prise de conscience patrimoniale. Par ailleurs, cette construction identitaire est corrélée avec la naissance de l'idée de nation dans un pays qui veut s'affranchir de la tutelle occidentale. La requalification de la centralité se comprend sur le temps long en s'accompagnant nécessairement d'un travail de sélection conscient et inconscient des moments clés de l'histoire urbaine afin de construire, reconstruire ou inventer les imaginaires urbains. L'architecture, la trame viaire, les pratiques et les habitants du centre participent alors de cet imaginaire en constante redéfinition, et cette construction de l'image de la centralité historique sert à son tour les politiques urbaines qui l'instrumentalisent. Notre ambition est ici de nous détacher des évolutions très récentes du centre et de ses politiques urbaines immédiates pour montrer, sur le temps long, ce processus de trituration du passé afin d'édifier un imaginaire de la centralité «reconquise» conforme aux attentes du présent et servant la politique de la ville.

De la « Ville Mère » à la « Ville Patrimoniale »

La ville historique réinventée

Dans l'espace urbain de la métropole actuelle de Mexico, la ville historique fait figure de confetti et ne correspond en réalité qu'à moins de 1 % de la surface bâtie de l'agglomération. Un confetti de l'espace urbain qui porte pourtant en lui toute l'histoire de la ville depuis l'époque aztèque jusqu'à la période contemporaine. Cet «espace genèse» conditionne toute l'évolution future de la croissance urbaine où le centre historique de Mexico apparaît alors comme un espace fondateur. Il correspond, dans les limites que lui ont attribuées les lois de protection, à la ville du XVIII^e siècle, alors que les extensions du XIX^e siècle font office d'espace tampon. Le périmètre «A» du centre historique, institué par un décret présidentiel en 1980 (carte 1), permet de dénombrer près de 1 157 édifices patrimoniaux.



CARTE 1. MONUMENTS REMARQUABLES ET PATRIMOINE
DANS LE CENTRE HISTORIQUE DE MEXICO



Dans l'imaginaire collectif, il appartient aux espaces que l'on qualifie d'*historiques*, d'*anciens*, de *vieux* ou de *coloniaux*, suivant les villes que l'on choisit, et qui sont des espaces dans lesquels le rapport au passé est singulier, omniprésent et ambigu. La présence de ce passé, qu'il soit réel ou mythique, participe à la définition même de ces paysages urbains et devient la caractéristique première qui les démarque des autres paysages de la métropole. Mais si cette caractéristique nous paraît aller de soi, elle est en fait paradoxalement récente.

Comment le fait d'être *historique* peut-il être récent ?

La requalification des centres anciens comme « historiques » participe à la construction d'un discours et à un processus de patrimonialisation de la ville. L'espace, ponctué par la présence des monuments, devient un support idéologique qui sert à refonder, à donner un sens au présent. Et si les traces de l'histoire s'inscrivent de manière extrêmement forte dans la construction contemporaine des centres historiques, c'est qu'elles permettent de légitimer une mémoire collective en donnant à lire l'histoire à travers un espace. Le rapport entre le temps et le territoire est un phénomène complexe que l'on ne doit pas aborder uniquement par la métaphore du palimpseste, ces vieux manuscrits grattés avant d'être réutilisés pour l'écriture. « L'image du palimpseste évoque la capacité de l'espace géographique à effacer les traces du passé, mais aussi à

conserver en filigrane les témoignages plus ou moins discrets des sociétés anciennes » [Di Méo, 2000, p. 54]. Cette image qui traduit l'accumulation et la superposition des couches historiques induit, afin de redécouvrir les traces du passé, l'oubli du temps présent, alors même que la démarche du géographe est de comprendre « la manière dont les temps historiques inscrits dans l'espace s'affrontent, se bousculent, s'excluent ou fusionnent pour donner naissance aux territoires d'aujourd'hui » [*Ibid.*].

La construction des centres historiques d'aujourd'hui passe donc par une relecture du passé, par une « redécouverte » et une sélection des moments historiques les plus à même de servir une mise en scène des lieux, dans le but avoué de construire une identité nationale et urbaine solide et claire. Cette manipulation de la « mémoire collective » selon les termes du sociologue Maurice Halbwachs [Halbwachs, 1950] se définit comme une reconstruction du passé en fonction des besoins du présent. Elle est orchestrée de manière consciente ou inconsciente par les acteurs politiques et sociaux et conduit au processus de « patrimonialisation » des espaces urbains hérités révélant ainsi la fonction hautement symbolique et idéologique du patrimoine. Le patrimoine est alors synonyme d'instrument servant à une « requalification des lieux ». Pour comprendre la ville historique d'aujourd'hui, il nous faudra donc comprendre comment elle devient patrimoniale.

Mais puisque l'espace requalifié est valorisé (ou valorisable) grâce à son histoire, il y a forcément un risque majeur de voir cette histoire en partie réinterprétée. Qu'il s'agisse d'une création d'un passé mythique ou d'une réinterprétation de l'histoire réelle, il existe à Mexico comme ailleurs une lecture particulière de l'histoire biaisée par la perception patrimoniale de la ville historique. À partir d'un paysage, celui du centre historique d'aujourd'hui, les éléments explicatifs de son identité s'emboîtent et s'interprètent alors à la lumière des pratiques et d'une idéologie patrimoniales.

Le choix de Cortes...

Pour bien comprendre la ville patrimoniale actuelle, il est nécessaire de remonter aux origines de la ville, aujourd'hui mises en scène au cœur même de la ville historique. La nouvelle capitale issue de la conquête espagnole du XVI^e siècle n'a pas épargné Mexico-Tenochtitlan, capitale florissante du puissant empire aztèque entièrement rasée peu après l'arrivée des conquistadors sur le nouveau continent. De la surimposition de la ville coloniale sur la capitale aztèque, seul le nom de Mexico est resté.

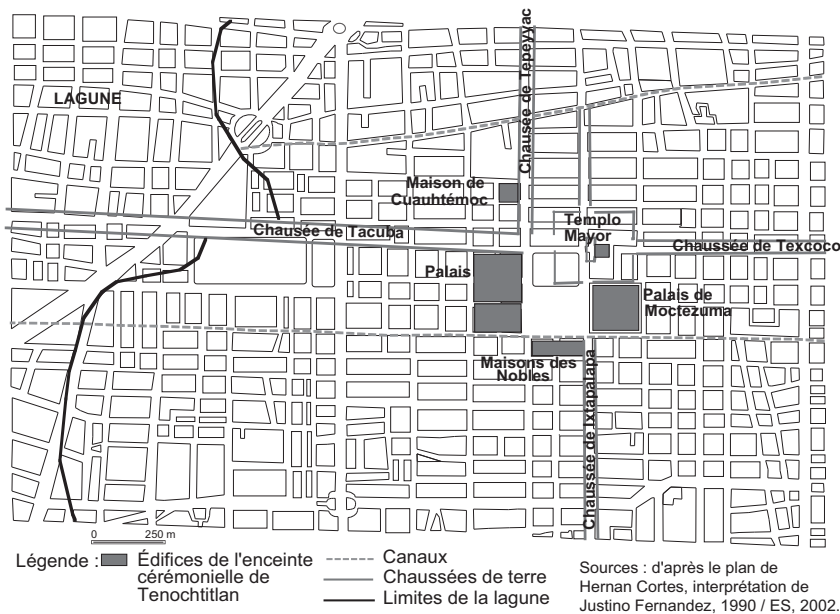
Au centre de la ville de Tenochtitlan se trouvait l'enceinte sacrée et cérémonielle où les édifices liés au pouvoir politique (palais de l'empereur



aztèque et ses dépendances) ainsi qu'au pouvoir religieux (*Templo Mayor* et les bâtiments annexes) s'organisaient autour d'un vaste espace (carte 2).

L'idée de Cortes a été de profiter de cette structure géographique, politique et administrative pour implanter un pouvoir fort et centralisé sur le modèle aztèque. Une partie du centre de l'enceinte cérémonielle aztèque, qui se trouvait au cœur de Tenochtitlan, est alors devenue le centre de la ville idéale pensée par les Espagnols. Cette centralité symbolique et politique est encore réelle aujourd'hui sur la place centrale du *Zocalo*, tant par la présence des monuments religieux (du *Templo mayor* à la cathédrale) que par les édifices du pouvoir politique (palais présidentiel muséifié) mais surtout en tant que lieu de convergence de toutes les marches de protestations de la nation mexicaine.

CARTE 2. PRINCIPAUX ÉDIFICES ET AXES DE CIRCULATIONS
DE LA VILLE DE MEXICO-TENOCHTITLAN
SURIMPOSÉS AU CENTRE HISTORIQUE ACTUEL



Le mythe fondateur de la capitale aztèque mettant en scène un lieu au milieu d'une lagune où les premiers migrants auraient vu un serpent posé sur un figuier de barbarie et dévorant l'un de ses fruits correspond déjà à une manipulation de l'histoire par les souverains aztèques afin de donner une légitimité sacrée à un site

marécageux et contraignant. Ce mythe des origines et la symbolique politique et centralisatrice du site de Mexico-Tenochtitlan ont été récupérés afin de servir la cause de la nation à partir du XIX^e siècle et afin de faire de cet emplacement un symbole unificateur pour les différents peuples qui composent aujourd'hui la nation mexicaine. La filiation entre les Aztèques et les Mexicains d'aujourd'hui est ainsi instaurée [Monnet, 1993, p. 175] grâce à la permanence du site. La valorisation, dans un premier temps, du patrimoine précolonial au détriment du patrimoine colonial permet de parler de hiérarchisation du patrimoine qui procède le plus souvent du plus ancien au plus récent.

La ville des palais

Les éléments marquants de la période coloniale en Nouvelle Espagne sont résumés à deux événements majeurs : les débuts et la fin d'un Empire. Comment interpréter les trois siècles de cette domination espagnole en évitant les clichés qui encombrèrent pendant longtemps l'histoire de la Nouvelle Espagne ? « Contrairement aux clichés rabâchés après l'Indépendance, la période coloniale ne fut pas pour Mexico un interminable intermède plongé dans les ténèbres d'une occupation étrangère » [Gruzinski, 1996, p. 69].

L'historiographie « officielle » sur la ville de Mexico a eu tendance, dans les premiers temps de l'Indépendance (1821), à minimiser et même à dénigrer, l'importance de la période coloniale, pour affirmer sa personnalité en renouant avec le passé précolombien. La cité des palais du XVIII^e siècle ne sera remise au goût du jour que plus récemment, avec la prise de conscience patrimoniale.

Le XVII^e siècle, sur le plan patrimonial, est présenté par les historiens de l'art [Francisco de la Maza, 1968], comme le commencement de la « Grandeur Mexicaine ». Le XVII^e siècle rompt avec les constructions de style médiéval du XVI^e siècle, et commence à imposer un style plus léger, conforme aux canons de la Renaissance. Il faut pourtant attendre la première moitié du XVIII^e siècle pour que le style architectural devienne proprement mexicain et dégagé des influences étrangères, marquant ainsi une première rupture dans la marche vers la mise en place d'une identité proprement mexicaine.

L'image de ce que pouvait être la ville coloniale ne nous est parvenue qu'à travers des descriptions, des tableaux et des poèmes des chroniqueurs des XVII^e et XVIII^e siècles, comme en témoigne le tableau représentant la ville de Mexico en 1737 (figure 1).



FIGURE 1. PLAN DE LA VILLE DE MEXICO EN 1737



Plan dessiné en 1737 par l'architecte Pedro de Arrieta, Mexico. Les ilots des maisons sont dessinés en rouge et les façades en beige. Les faubourgs indigènes sont également représentés sur ce plan. Au centre, on note la représentation de la foule autour des marchés de la place centrale. On retrouve dans la silhouette de la ville de 1737, les contours du centre historique actuel (l'orientation est différente, en bas du tableau le jardin de l'Alameda). Dans le coin gauche du tableau, un commentaire sur l'histoire des édifices (source: Guide du Centre Historique, 1997, DR).

La période phare de l'histoire de la ville de Mexico reste néanmoins le XVIII^e siècle. La ville du XVIII^e siècle, parée de toutes les richesses, théâtre de nombreuses festivités et véritablement investie par les édifices religieux et les palais de la noblesse, restera dans les mémoires comme la ville de l'apogée du style colonial. La ville de Mexico est alors une ville royale et baroque consciente de sa grandeur. Il n'est pas anodin de constater que parmi les édifices monumentaux historiques, il ne reste que ceux du XVIII^e siècle. Il paraît donc normal qu'ils soient une référence aujourd'hui pour qualifier la ville coloniale. Le style architectural devient uniforme et s'affranchit réellement de la tutelle de l'Espagne sous l'influence d'une noblesse et d'une bourgeoisie qui veut extérioriser sa richesse acquise dans les mines et les immenses propriétés de la colonie. La ville du XVIII^e est alors présentée dans les documents d'époque comme « la ville des palais », celle qui sert aujourd'hui de référence patrimoniale : « Les rues de la ville de Mexico sont très belles et très larges... Les édifices sont les plus beaux et les plus avantageux de l'univers, avec toutes ces maisons [...] grandes, hautes, avec un grand nombre de fenêtres, de balcons et de grilles de fer qui ravissent l'œil. [...] Les rues ne sont pas sinueuses comme dans la majeure partie des villes d'Espagne. » [Torquemada, 1615, cité par F. de la Maza, 1968, p. 13].

FIGURE 2. LE PALAIS ITURBIDE



Gravure de Casimiro Castro in *Mexico y sus alrededores*, éd. 1874, Mexico, source, Artes de Mexico, 1993, DR.

Ces représentations d'une ville remarquable persistent dans les écrits des voyageurs qui visitent Mexico jusqu'au début du XIX^e siècle à l'image d'Alexandre de Humboldt lors de son passage à Mexico en 1804: «La ville de Mexico est remarquable aussi à cause de la bonne police qui y règne. La plupart des rues ont des trottoirs très larges; elles sont propres et très bien éclairées par les réverbères à mèche plate en forme de rubans»... [Humboldt, 1825, 1980].

La ville y est auréolée de toutes les qualités: régularité, largeur des rues, majesté des places publiques, solidité et magnificence des monuments. L'impression qui se dégage de ses écrits est celle de l'émerveillement. Elle souligne la surprise des observateurs étrangers devant le bon ordonnancement de la ville de Mexico, comparativement à d'autres cités d'Amérique latine. L'image de Mexico que nous renvoie le baron de Humboldt est flatteuse, mais étrangement en décalage avec les descriptions des Mexicains qui commencent à percevoir les maux de la ville insalubre et pauvre. C'est cette image dévalorisée, en concordance avec des pratiques de la ville différenciées, qui va l'emporter



quelques décennies plus tard et qui reste comme un stigmate dans la ville patrimoniale contemporaine en mal de reconnaissance.

De la marginalisation du centre historique

Les représentations de la ville commencent à évoluer dès la fin du XVIII^e siècle, pour changer véritablement au cours du XIX^e siècle. Une vague de projets réformateurs associée à une réflexion de plus en plus critique sur la ville entraînent un certain nombre de mutations urbaines. Dans la plupart des villes européennes, le processus est le même. Les grandes villes se révèlent inaptes à remplir les fonctions que leur imposent l'industrialisation et des concentrations démographiques sans précédents. Paris, avec les réalisations du baron Haussmann (1853-1869), donne le ton, avec un urbanisme fonctionnaliste appliqué, qui sera admiré et imité dans de nombreuses villes à travers le monde. Ces changements radicaux que subiront les villes en pleine croissance naissent à l'origine d'un sentiment de profonde inadaptation du tissu urbain hérité aux réalités modernes. La ville du XIX^e siècle va se construire en s'opposant et en critiquant la ville existante.

Pour Mexico, le changement dans les perceptions et dans les politiques de la ville s'observe dès les dernières décennies du grand siècle baroque. Un texte, anonyme et manuscrit, retrouvé dans les Archives de l'Ancienne Municipalité de Mexico⁴ nous permet de comprendre les préoccupations sur la ville de cette époque. Ce *Discours sur la politique de Mexico*, écrit en 1788, est le premier texte qui nous parle clairement des premiers désagréments de la ville. Partisan de nombreuses réformes urbaines, l'auteur, qui devait être un homme instruit, sans doute en charge d'un poste dans l'organisation de la police de la ville⁵, pointe du doigt, par une série d'observations très critiques, les vices de la métropole de Mexico. Les vendeurs ambulants sont accusés de salir les rues. Celles-ci sont encombrées d'ordures et servent à toutes sortes d'activités : les artisans débordent sur les chaussées pour faire chauffer quelques mixtures utiles à leur métier ; les populations y mangent et les pauvres (les Indiens) y dorment ; les coins reculés servent de pissotières ; de nombreuses bagarres éclatent aux alentours des *pulquerias*⁶ ; les maisons populaires hébergent des basses cours et les animaux traînent souvent dans les rues ; les vaches et les mules se tiennent sur les places [Lombardo Ruiz, 1978, p. 169]. La conclusion de ce constat est accablante et l'hygiène générale de la ville est perçue comme désastreuse. Il convient pourtant

4. Archivo del Antiguo Ayuntamiento de la Ciudad de Mexico.

5. Le texte a été retrouvé par Ignacio Gonzales Polo et largement commenté. L'hypothèse de l'auteur vient de lui [Lombardo de Ruiz, 1978].

6. *Pulqueria* : endroit où l'on boit du *pulque*, boisson alcoolisée mexicaine, populaire et bon marché, obtenue par la fermentation du fruit et de la sève de l'agave.

de noter que les pratiques urbaines des populations n'ont sans doute pas véritablement évolué, au cours du XVII^e et du XVIII^e siècles, même si la ville est sans doute devenue plus sale [Monnet, 1993, p. 34]. Il est intéressant alors de comparer les opinions sur la ville à quelques décennies d'écart. Dans l'une, les étals des vendeurs ambulants sont signes de richesse, d'abondance et de prospérité pour la ville, dans l'autre ils incarnent déjà le malaise urbain. La perception de la ville est donc toute subjective. Comme nous l'avons vu plus avant, Humboldt, à la même époque, ne voit d'ailleurs pas de motifs de critique dans son observation des rues de Mexico. Il les encense même par rapport à d'autres villes comme La Havane.

Comment expliquer alors ce changement dans le système de représentation de la ville ?

Les intellectuels mexicains de cette période charnière baignent dans une idéologie nouvelle qui s'est imposée petit à petit, tout au long du siècle des Lumières : le fonctionnalisme. La différenciation des fonctions est perçue comme la seule règle d'urbanisme viable et susceptible d'amener ordre et beauté à la ville. Conformément à ce principe, les pratiques nuisibles à la propreté de la ville doivent être délocalisées en dehors de la zone urbaine. Cette pratique n'est d'ailleurs pas nouvelle puisqu'il en est question dans les textes officiels dès le XVI^e siècle⁷. Les animaux, et surtout le bétail doivent être élevés en dehors du centre. Les vendeurs ambulants doivent se regrouper sur les places, par genre de marchandises ; les abattoirs, les producteurs de jambon, les tanneurs sont devenus indésirables dans le centre... Les solutions, proposées par l'auteur, sont présentées comme nécessaires pour éviter la propagation des maladies. Cette conception nouvelle inaugure l'ère de la pathologie urbaine, qui sera un leitmotiv des images de la ville du XIX^e siècle, quels que soient les cultures et les continents.

Jérôme Monnet décrit ce changement dans les représentations de la ville comme brutal. L'explication tient à plusieurs phénomènes. D'une part, la ville de Mexico, qui correspondait pendant les deux premiers siècles de la colonisation à la cité modèle, conforme à l'utopie urbaine, ne souffrait pas les critiques. La plupart des chroniqueurs de l'époque, reproduisant un discours bien établi ne se permettaient pas de voir la saleté des rues et les désordres de la ville. D'autre part, à la fin du XVIII^e siècle, les conceptions changent, et la ville américaine n'incarne plus le modèle de ville idéale. Les observateurs peuvent alors décrire ce qu'ils voient et critiquer de façon poussée les « vices » de la ville de Mexico, si éloignée du nouveau modèle urbain hygiéniste et fonctionnaliste [Monnet, 1993, p. 35].

7. « Ordenanzas para la limpieza de la ciudad de Mexico, 1598 », Archivo General de la Nación, 1956.



Les faubourgs de Mexico, au XIX^e siècle, inquiètent. Non encore véritablement définis par les fonctions urbaines, ils encerclent les quartiers riches et bourgeois du centre. Ils sont perçus comme dangereux, comme le repère des classes les plus pauvres. Qualifiés de sales et sordides, ils sont habités essentiellement par des Indiens, des métis et des «petits blancs» en voie de prolétarianisation. Perçus quelquefois comme pittoresques et héritiers de la tradition indienne de l'ancienne Tenochtitlan, ils font pourtant le plus souvent peur et incarnent le refuge des *pelados*, miséreux et bandits de tout genre [Gruzinski, 1996, p. 334]. Mexico durant la première moitié du XIX^e siècle est une ville meurtrie dont la structure urbaine ne change pas énormément. Les années suivant l'Indépendance sont des années de crise, où l'économie du pays est ruinée et où les modifications urbaines ne sont pas à l'ordre du jour. Les guerres contre les Français (1838), puis surtout contre les États-Unis (1846-1848) entraînent des dépenses importantes et accroissent la dette extérieure. Le Mexique perd en outre la moitié de son territoire, cédé aux États-Unis après la guerre. Le général Santa Anna se soucie peu de la capitale, qui continue de vivre sur l'ancien modèle colonial : les notables au centre, les classes moyennes dans la première périphérie et les faubourgs indigènes entourant la ville.

L'inversion de l'image urbaine à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle s'accompagne en outre d'une croissance urbaine spectaculaire (carte 3). La centralité se déplace vers les quartiers

L'inversion de l'image urbaine à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle s'accompagne en outre d'une croissance urbaine spectaculaire (carte 3). La centralité se déplace vers les quartiers nouvellement construits à l'ouest du centre, le long des grandes voies de communication tel que le boulevard de la Réforma. Les élites sont attirées par la culture et les modes de vie à l'Européenne et souhaitent voir Mexico rejoindre le lot des villes occidentales et modernes.

Au même moment, le centre se métamorphose en rupture avec son passé désacralisé et cet espace devient celui de la spéculation foncière à la suite du démantèlement des biens de l'Église à partir des années 1860. Le marché immobilier explose avec la sécularisation des biens de l'Église et ouvre à une nouvelle classe de promoteurs de vastes possibilités. Les classes populaires et ouvrières, de plus en plus nombreuses demandent à être logées et la bourgeoisie tend à choisir d'autres lieux de résidence, plus en accord avec l'idée qu'elle a de la ville moderne. Le centre devient un véritable chantier alors que la ville compte déjà près de 200 000 habitants en 1860. La croissance démographique s'accélère et condamne le centre à se paupériser et se taudifier. De nombreuses *vecindades*⁸

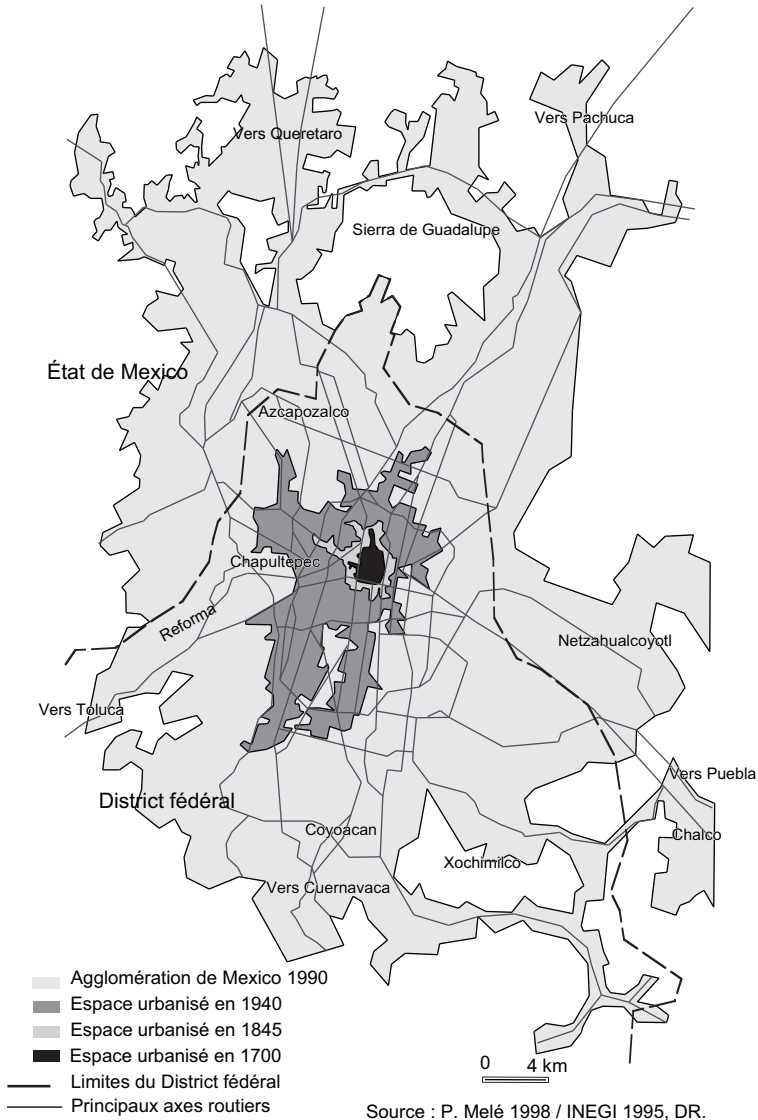
8. *Vecindades*: habitat traditionnel populaire du centre historique de Mexico, organisé autour d'une cour.

se concentrent dans le nord du centre et dans ses périphéries immédiates afin de loger les classes prolétaires. En 1910, Mexico compte 470 000 habitants et sa surface bâtie s'étend sur près de 40 km, soit cinq fois plus que le centre historique correspondant à la ville du XVIII^e siècle. À cette marginalisation spatiale s'ajoute donc une marginalisation sociale du centre historique de Mexico. De cette époque date également la différenciation forte entre l'est et l'ouest du centre historique. Les quartiers ouest sont ceux qui restent proches des nouvelles centralités en construction là où les élites urbaines choisissent de se déplacer. Les rues de l'ouest du centre sont celles qui accueillent les boutiques chics (rue Platero), les hôtels de luxe, les banques et les grands magasins ; à l'est ce seront les quartiers ouvriers en direction des anciens lacs mal asséchés de la lagune de Mexico. Cette profonde division de l'espace, qui s'étend sur les marges élargies du centre, marque encore aujourd'hui le paysage urbain et les pratiques de la réhabilitation dans le centre de Mexico. Ce principe de dissymétrie urbaine que l'on retrouve dans toutes les grandes villes est aussi le révélateur d'une ségrégation sociospatiale ancienne fondée en partie sur des imaginaires et les pratiques urbaines des classes sociales différenciées.

Le XIX^e siècle est donc celui des bouleversements urbains et l'histoire patrimoniale de la ville n'en retiendra qu'une période historique creuse où les discours sur la ville ancienne passent dans le registre de la pathologie urbaine, même si dans les faits, la partie ouest du centre reste valorisée dans les pratiques sociales des élites. Les Mexicains de la fin du XIX^e siècle ne se préoccupent pas de questions patrimoniales et les monuments sont d'abord perçus comme religieux et espagnols (donc sans valeur) avant d'être historiques et intimement liés à l'histoire de la nation et à l'identité mexicaine.



CARTE 3. AGGLOMÉRATION DE MEXICO



Pour une reconquête du centre historique

Il fallut un demi-siècle pour traduire sous forme officielle l'intuition qu'il existe un patrimoine monumental essentiel à la conscience nationale.

Babelon, Chastel, 1994, p. 72.

L'espace valorisé et l'espace oublié

À la fin du XIX^e siècle, les élites urbaines si elles ne résident plus dans le centre historique continuent de le pratiquer sur un périmètre restreint. L'ouest du centre historique, cet espace compris entre l'Alameda et le Zocalo, inspire largement le style des beaux quartiers de Mexico. Le parc de l'Alameda, apprécié pour ses promenades, fait la jonction entre le centre ancien et le très huppé Paseo de la Reforma. Dans cet espace, valorisé par les classes aisées, prennent place les nouvelles fonctions urbaines (banques, commerces modernes, lieux de divertissements à la parisienne...). Ces fonctions impliquent des pratiques diurnes de la part des classes favorisées. Le soir, elles retournent dans leurs périphéries résidentielles fraîchement construites. L'habitat est, quant à lui, préservé dans les autres parties du centre colonial de Mexico. Les quartiers, à l'intérieur même de cet espace restreint (9,1 km², soit l'ensemble du centre du XVIII^e siècle) s'individualisent et les pratiques qu'ils suscitent deviennent radicalement différentes. Elles annoncent déjà ce que nous observons de nos jours. La valorisation de l'espace, requalifié de *corredor financiero* ou plus récemment de corridor culturel, trouve donc son origine dans cette évolution urbaine du début du XX^e siècle. À Mexico, les classes populaires investissent le nord, l'est et le sud du centre historique. Ces quartiers se caractérisent par les logements de *vecindades*, par des activités artisanales ou de petits commerces populaires. Progressivement pourtant, par mitage de l'espace urbain, des poches de pauvreté viennent également s'installer dans la zone privilégiée du centre historique, entre le Zocalo et l'Alameda. Des édifices religieux, comme l'ex-hôpital de Betlemitas, sont squattés par des résidents pauvres. Les exemples de ce genre sont nombreux et le centre historique dans son ensemble finit par devenir un espace populaire.

À l'aune des pratiques urbaines du tournant du XX^e siècle, nous pouvons jeter un nouveau regard sur les pratiques de réhabilitation actuelles dans le centre historique de Mexico et la nette préférence pour la partie ouest dans les politiques urbaines de «reconquête» du centre depuis les années 1960. La volonté d'embourgeoisement des corridors privilégiés (corridors financiers, corridors culturels) s'explique par la permanence de la dissymétrie et par des pratiques différenciées entre la partie est et ouest du centre avant même la prise de conscience patrimoniale.



L'éveil de la pensée patrimoniale : entre modèle européen et nationalisme ?

Au Mexique, la notion de patrimoine est intimement liée à la construction de l'idée de nation. La monumentalisation du passé, d'abord précolonial puis colonial, est une manière de montrer à tous, la grandeur de la patrie. La mise en place des premières instances de protection des monuments se réalise à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle suivant un modèle européen. La gestation du sentiment patrimonial, tout comme la gestation du sentiment national, est souvent longue et semée d'embûches puisque les édifices concernés sont fatalement marqués par les institutions religieuses, monarchiques et coloniales, boucs émissaires de la nouvelle patrie. Le cas du Mexique, dans ce contexte, ressemble fortement à l'exemple de la France post-révolutionnaire. La construction de l'idée de nation mexicaine passe donc tout d'abord par un rejet de l'héritage colonial et par une valorisation, quelque peu artificielle, du passé précolombien qui acquiert dès le départ une forte connotation politique. De manière paradoxale, le rejet premier de toute la culture espagnole semble nécessaire pour s'affranchir de la domination de l'Occident. Le nationalisme naissant est en quête d'une identité culturelle qui symbolise l'ensemble de la nation et intègre les différents éléments ethniques qui la composent. L'intérêt porté aux antiquités précolombiennes permet cette intégration des Indiens à la nation mexicaine. Elle n'en exclut pas pour autant les élites urbaines créoles qui trouvent dans la valorisation des racines précoloniales de la nouvelle nation un nouveau souffle permettant de se démarquer des autres pays. La première étape dans la fondation d'un patrimoine national mexicain se consacre donc entièrement aux vestiges précoloniaux.

La vente des biens de l'Église, au milieu du XIX^e siècle, fait tomber dans le giron de l'État les biens qui appartenaient jusqu'alors aux confédérations religieuses. Comme nous l'avons vu, l'État préfère laisser l'initiative du démantèlement des ensembles conventuels et religieux aux investisseurs et spéculateurs privés. Pourtant, comme en France, au moment de la Révolution, l'État devient le nouveau gestionnaire de biens essentiellement urbains et à forte valeur patrimoniale. Son intérêt n'est pourtant pas encore dans la protection des monuments coloniaux. Par contre, le gouvernement organise des fouilles archéologiques dans le centre de Mexico. La responsabilité de ces fouilles revient à l'État et à lui seul. Il est en outre propriétaire de tous les biens archéologiques trouvés sur le territoire national. Le patrimoine devient un instrument au service de la nation. Les moyens de sa préservation sont mis en œuvre, notamment avec les possibilités d'expropriation dont s'était doté l'État.

Mais jusqu'à la Révolution mexicaine (1910-1924), tout un pan du patrimoine est exclu de cette construction nationale. Les monuments coloniaux

ne sont considérés comme « monuments historiques » qu'à partir de 1914. Enfin, les lois de protection s'étendent aux monuments de cette époque coloniale après avoir été sciemment oubliées pendant près d'un siècle. La période de domination espagnole n'est plus rejetée et s'intègre alors comme un élément constitutif de l'histoire nationale. Comment expliquer, non pas la reconnaissance légitime de ce patrimoine colonial, mais le fait que les Mexicains aient mis autant de temps à étendre leur domaine patrimonial à la période coloniale ?

Françoise Choay parle, pour l'exemple de la France, de « prise de conscience d'un changement d'ère historique, d'une rupture traumatique du temps » [Choay, 1996, p. 101]. F. Choay lie cette prise de conscience des intellectuels, artistes et hommes de plume avec l'avènement de l'ère industrielle au XIX^e siècle. Le monument historique appartient alors à une époque révolue et ne se renouvelle plus. Le constat est celui d'un tarissement irrémédiable. L'industrialisation du Mexique, à la fin du XIX^e siècle, aurait sans doute entraîné les mêmes conséquences s'il n'y avait eu ce rejet fondateur de la puissance colonisatrice. La Révolution mexicaine marque une autre rupture dans le temps. L'indépendance s'est affirmée pendant un siècle, le pays s'est affranchi de cette tutelle pesante de l'Occident. L'entrée dans le XX^e siècle est brutale pour le Mexique, déchiré entre des luttes fratricides et sanglantes. La distanciation avec la période coloniale est suffisamment accomplie pour permettre la protection de monuments, qui apparaissent sans doute, pour la première fois aux yeux des Mexicains, comme des témoins d'un passé révolu, qui n'est plus menaçant et dont il est possible de tirer une certaine fierté. Les monuments historiques coloniaux, tout comme le patrimoine archéologique, vont tout au long du siècle servir à illustrer et à faire grandir le sentiment national. Le patrimoine monumental antérieur au XIX^e siècle acquiert alors un statut particulier et sa mission est d'inscrire dans la centralité devenue « historique » les symboles de la grandeur de la nation. La hiérarchisation du patrimoine perdure néanmoins et la découverte du Templo mayor en 1978 par des ouvriers lors de travaux sur le réseau électrique de la ville va entraîner la destruction d'un pâté de maisons coloniales jouxtant la cathédrale. L'État avait fait son choix, aidé en cela par les textes législatifs et par le soutien d'une partie de l'opinion publique qui avait intégré les schémas hiérarchiques de la sauvegarde du patrimoine. Les vestiges du complexe cérémoniel des Aztèques s'étendant en outre sous la Cathédrale métropolitaine, certaines voix, à l'époque, avaient même émis l'idée de la détruire afin de continuer les fouilles !

Du monument à la ville

Comme dans la plupart des villes historiques, l'évolution de la sauvegarde du patrimoine passe lentement de celle des monuments à l'ensemble du tissu urbain. Par ailleurs, la notion de zone de monument apparaît assez tôt au Mexique. Dès



1930, c'est-à-dire bien avant la France, la place de la Constitution est déclarée zone de monuments : « Les maisons [...] situées dans le périmètre de la place de la Constitution forment une unité monumentale par le caractère de leur architecture, par leur valeur artistique et historique [...]. En conséquence, autorités et particuliers devront adapter leurs actions quant aux travaux qu'il y aura à effectuer dans ce périmètre comme dans les édifices dont l'ensemble constitue l'aspect typique de la place. » (Décret présidentiel de 1931, *Diario Oficial*, Mexico). La place de la Constitution est considérée dans son entier comme un monument. La fonction symbolique très forte de l'espace central ne vaut que si l'ensemble des bâtiments qui l'entourent présente une certaine harmonie architecturale, voire une harmonie historique factice. En effet, l'homogénéisation des façades de la place de la Constitution nous fait croire à une unité de temps et d'époque, fautive par ailleurs puisque le deuxième étage du Palais présidentiel est un ajout du XIX^e siècle et que le Palais de la municipalité au sud et les arcades de la façade ouest de la place sont du XX^e siècle. On parle alors de la monumentalité de la place, de sa valeur symbolique et non plus seulement des édifices qui la composent.

L'importance de la centralité comme zone intégrale à préserver et à valoriser se fait dans un deuxième temps, à partir des années 1960. Les luttes contre les projets d'élargissement de la rue Tacuba en plein cœur du centre historique vont focaliser l'attention des intellectuels sur la nécessité de sauvegarder l'ensemble de la ville historique. Ce mouvement suit en cela les évolutions à l'échelle internationale qui tendent à ériger des règles pour la préservation des secteurs urbains hérités (En France, loi Malraux sur les secteurs sauvegardés, 1962). La ville historique devient un objet patrimonial en soi et se singularise du reste de la métropole en constante évolution. Cette époque charnière est également importante dans la prise de conscience généralisée de l'opinion publique envers le patrimoine urbain.

Conclusion : de la conquête à la « reconquête urbaine »

À travers l'étude des perceptions urbaines et des images souvent paradoxales de la ville historique de Mexico au cours des siècles, nous avons retracé la manière dont l'histoire est aujourd'hui réinterprétée et mise au service de la ville patrimoniale. De la cité Aztèque de Tenochtitlan à la ville des Palais du XVIII^e siècle, il ne reste que ces deux temps forts qui marquent chacun à leur manière l'apogée de la ville à la double identité, à la fois indienne et coloniale, mexicaine en vérité.

L'histoire du déclassement de la centralité est commune à presque toutes les villes historiques mondiales. Mexico n'échappe pas à la règle et les discours

dépréciateurs mettant en scène la pathologie urbaine vont de paire avec une vraie décrépitude et un réel désintéressement pour la centralité, qui ne cesse au XIX^e siècle de se déplacer sur un axe sud-sud/ouest en direction aujourd'hui de la lointaine périphérie des affaires de Santa Fe. Mais la prise de conscience patrimoniale, qui se fait en plusieurs temps, des antiquités précolombiennes jusqu'aux secteurs urbains en passant par le «culte des monuments» selon l'expression de F. Choay, permet d'amorcer la «reconquête» de cette centralité qui apparaît comme inadaptée et peu attractive pour les élites urbaines. L'instrumentalisation de la valeur identitaire et symbolique de la ville historique est aujourd'hui incontestable dans les politiques urbaines qui tentent de faire valoir une image patrimoniale conforme aux attentes des classes aisées souhaitant réinvestir le centre sur le même modèle que les cités européennes. Les caractéristiques des mesures et des actions entreprises pour réhabiliter et revaloriser une partie (la partie ouest) du centre historique ont fait l'objet de plusieurs recherches⁹. Ces politiques tendent à impulser un processus de gentrification à l'aide d'un partenariat entre acteurs privés et acteurs publics. C'est peut-être là d'ailleurs le sens caché du vocabulaire emprunté aux conquistadors et chers aux Mexicains. La reconquête des classes aisées de retour dans un centre revalorisé serait-elle l'ultime étape du processus qui mettrait Mexico au même rang que les grandes capitales européennes que sont Paris, Londres ou Amsterdam ?

9. Cf. les articles récents de E. Salin [2008], C. Paquette [2006], D. Hiernaux [2006].



BIBLIOGRAPHIE

- **BABELON Jean-Pierre, CHASTEL André**, *La notion de patrimoine*, Paris, Liana Levi, 1994, 127 p.
- **CHOAY Françoise**, *L'allégorie du patrimoine*, Paris, Seuil, 1992, 267 p.
- **DE LA MAZA Francisco**, *La ciudad de México en el siglo XVII*, *Lecturas mexicanas* 95, FCE, SEP, México, 1968, 93 p.
- **DI MÉO Guy**, *Géographie sociale et territoires*, Nathan, Paris, 2000, 317 p.
- **GRUZINSKI Serge**, *Histoire de Mexico*, Paris, Fayard, 1996, 454 p.
- **GRUZINSKI Serge**, *La colonisation de l'imaginaire, sociétés indigènes et occidentalisation dans le Mexique espagnol XVI^e-XVIII^e siècle*, Paris, Gallimard, 1988, 374 p.
- **HALBWACHS M**, *La mémoire collective*, PUF, 1950, Paris.
- **HIERNAUX Daniel**, « Les imaginaires et les lieux dans la reconquête du centre historique de Mexico », in **Hélène RIVIÈRE D'ARC et Maurizio MEMOLI**, 2006, *Le pari urbain en Amérique latine - Vivre dans le centre des villes*, Paris, Armand Colin, 2006, p. 37-46 p.
- **HUMBOLDT Alexandre**, *Essai politique sur le royaume de la Nouvelle Espagne (1807-1811)*, 1980 (1825), « Voyages aux régions équinoxiales du Nouveau Continent », éd. Charles Minguet, 2 vol.
- **LOMBARDO DE RUIZ Sonia**, « Ideas y proyectos urbanísticos de la ciudad de México », 1788-1850, *Ciudad de México : ensayo de construcción de una historia*, SEP, INAH, 1978, 225 p.
- **MÉLE Patrice**, *Patrimoine et action publique au centre des villes mexicaines*, CREDAL, PUS, Éd. IHEAL, Paris, 1998, 324 p.
- **MONNET Jérôme**, 1993, *La ville et son double, la parabole de Mexico*, Paris, Nathan, 1993, 224 p.
- **PAQUETTE Catherine**, « Des habitants pour le centre historique ? Mexico face à l'un des défis majeurs de la réhabilitation » in **Hélène RIVIÈRE D'ARC et Maurizio MEMOLI**, 2006, *Le pari urbain en Amérique latine - Vivre dans le centre des villes*, Paris, Armand Colin, p. 107-125.
- **SALIN Élodie**, « Les centres historiques du Caire et de Mexico, représentations de l'espace, mutations urbaines et protection du patrimoine », *thèse de doctorat de géographie*, 2002, Paris-X Nanterre.
- **SALIN Élodie**, « La réhabilitation dans les centres anciens dans les grandes villes du Sud : entre maintien des populations pauvres et tentatives de gentrification ? », *Habiter le patrimoine, enjeux, approches, vécu*, sous la direction de **Maria GRAVARI-BARBAS**, PUR, Rennes, p. 281-295.
- **SALIN Élodie**, « La requalification des centres historiques du Caire et de Mexico : entre culture et marketing », *L'économie culturelle et ses territoires*, coll. Villes et Territoires, Université de Toulouse le Mirail, Presses universitaires du Mirail, 2008, p. 317-329.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

La « reconquête » de la centralité historique se réfère à deux processus : l'un très contemporain fait référence aux politiques urbaines de réhabilitation du centre historique depuis dix ans, l'autre, plus lent et plus profond, ne se comprend que sur le temps long de l'histoire et

permet d'appréhender la place et le rôle de la centralité dans la ville. C'est ce deuxième processus que nous tenterons d'analyser ici afin de saisir en amont, à travers les discours, les imaginaires changeants et souvent paradoxaux de la ville historique de Mexico tour à tour « ville mère » puis « marginalisée » au cœur même de la métropole en mouvement. Pour comprendre le

renouveau de l'attractivité de la ville historique, sa patrimonialisation, nous reviendrons sur les périodes phares de l'histoire de la ville mises en scène à la gloire de la nation.

La «reconquista» de la centralidad histórica tiene que ver con dos procesos: el primero, más contemporáneo, se refiere a las políticas urbanas de rehabilitación del centro histórico desde un decenio, el segundo, más lento y profundo, se entiende únicamente sobre el tiempo largo de la historia y permite conocer el papel y la importancia de la centralidad en la metrópolis. Tendremos que analizar el segundo proceso de manera a buscar, al inicio y a través de los discursos, los imaginarios urbanos cambiantes y paradójicos de la ciudad de México, a veces «madre ciudad» y otra vez «marginalizada» en el corazón mismo de la metrópolis en crecimiento constante. Para entender el renacimiento del atractivo de la ciudad histórica, su

patrimonialización, volveremos sobre las épocas significativas de la historia de la ciudad escenografías para la gloria de la nación.

The conquest of historic centrality refers to two processes: the first one is very contemporaneous and linked to the urban rehabilitation policies of the historic city in the past ten years; the other one, deeper and slower, can be observed only in the long-term and allows to see the situation and the role of centrality in a metropolis. We will analyze the second one, and try and perceive, from the very beginning and through the discourses, the shifting and paradoxical imaginary of Mexico's historic city, at times «mother city», at other times «marginalized» in the heart of the metropolis. To understand the new patrimonial amenities of Mexico's historic center, we will go back to the major periods that have marked the history of the city, and that represent the nation's glory.

MOTS CLÉS

- Mexico
- centralité
- patrimoine
- représentations

PALABRAS CLAVES

- Mexico
- centralidad
- patrimonio
- representaciones

KEYWORDS

- Mexico
- centrality
- heritage
- representations

L'entrée des Latinos sur la scène métropolitaine américaine : une ambivalence marquée par des tensions politiques et une influence certaine sur le désir de centralité¹

Le dernier recensement a identifié les Latinos comme la première minorité du pays. Établir un tel constat n'est pas aisé dans un pays où les Noirs (Africains-Américains) reconnus pendant plusieurs décennies comme la première minorité de la société américaine, se sentent disqualifiés². Certains d'entre eux partagent en effet le sentiment de perdre leurs capacités revendicatives sur l'échiquier politique, au niveau national comme au niveau local, une hypothèse attestée par les émeutes de South Central en 1992. Les Latinos y ont participé à la grande surprise de l'opinion publique : a priori, il ne pouvait être question que d'une révolte (*uprising*) de Noirs liée à l'acquitte-

1. Outre les références bibliographiques, ce texte s'appuie sur des entretiens menés au fil des années à Los Angeles.

2. Ce point de vue a été présenté dans un dossier du *Courrier International*, n° 812 (24 au 31 mai 2006) intitulé « Face à la montée des Latinos : les Noirs hors jeu ». On emploie ici indifféremment les termes de Noirs et d'Africains-Américains ainsi qu'Hispaniques et Latinos, à l'image des Américains. Rappelons que la minorité noire avait d'abord été identifiée par le recensement américain en tant que « negroes ».

ment de quatre policiers blancs ayant battu féroce­ment un jeune Noir (Rodney King). Mais South Central (le ghetto noir de Los Angeles), n'étant plus habité exclusivement par des Noirs mais également par des Latinos (depuis le départ de la classe moyenne noire pour les municipalités suburbaines), il fut transformé en un théâtre de colère et de révolte incluant aussi bien des Africains-Américains que les Latinos, tous les deux victimes et agresseurs. Plus récemment (printemps 2006), la minorité noire n'a pas exprimé beaucoup d'enthousiasme lors d'importantes manifestations en faveur des sans-papiers dans les rues de Los Angeles où la participation ne se limita pas aux seuls Latinos³.

Mais la présence des Latinos à Los Angeles ne se lit pas uniquement dans le cadre de tensions interethniques, elle s'affirme également au travers de l'influence exercée par leurs pratiques sociales et culturelles notamment dans les espaces publics. Los Angeles s'est engagée dans les années 1970 dans une politique de reconquête de la centralité à l'instar d'autres villes américaines mais cette politique de renouvellement urbain s'est principalement traduite par la construction de nouveaux bâtiments et de gratte-ciel symbolisant son entrée dans le club des métropoles globales⁴. Ce constat n'a rien d'étonnant dans la mesure où Los Angeles n'avait pas vraiment cherché à se doter d'une *skyline* symbolisant le principe de la centralité mais avait opté pour un urbanisme s'organisant à partir de la maison individuelle entourée d'un jardin tout en se dotant d'une structure polycentrique. Toutefois depuis le début de la décennie, le désir d'une centralité urbaine construite sur le principe d'une valorisation des espaces publics commence à s'exprimer dans les débats de l'aménagement urbain. Il paraît difficile de ne pas y lire l'influence des pratiques culturelles des Latinos.

Aussi après avoir mis en évidence cette tension entre les minorités noires et latinos ainsi que l'avènement d'un maire latino, l'analyse privilégie l'hypothèse de l'influence des Latinos (parmi d'autres facteurs) sur les récentes initiatives visant à renforcer l'idée d'une centralité prenant en compte les espaces publics ainsi que la figure du piéton. D'où l'usage du terme « ambivalence » pour qualifier la présence des Latinos dans la ville de Los Angeles⁵.

3. En effet nul n'ignore que les clandestins acceptent de faire de longues journées de travail pour des salaires limités et ne bénéficient d'aucune protection sociale.

4. Contrairement à Chicago, New York, Philadelphie ou San Francisco (pour se limiter à quelques noms), Los Angeles n'avait pas de gratte-ciel.

5. Los Angeles se situe au deuxième rang des villes américaines pour son poids démographique (3,6 millions en 2000) et au premier rang national pour le nombre d'Hispaniques, 1 700 000. Le comté de Los Angeles qui est le plus grand et le plus peuplé du pays (10 millions), inclut également le plus grand nombre d'Hispaniques, (4 millions). Notons toutefois que si, à Los Angeles, les Latinos représentent 46,5 % de la population de la ville, ce pourcentage est inférieur à celui d'une autre grande ville San Antonio (neuvième rang national) où ils représentent 60 % de la population. La comparaison est limitée aux seules grandes villes et n'inclut pas les villes de la frontière en raison de leur poids démographique de moindre importance.



De la rivalité entre nouvelle minorité et ancienne minorité : les Latinos et les Africains-Américains

Les émeutes du printemps 1992 à Los Angeles ont été identifiées par les médias et les intellectuels comme la « première émeute multiethnique et multiraciale » du pays. En effet jusqu'ici le clivage racial et ethnique de la société américaine s'était principalement construit autour de l'antagonisme Blancs/Noirs (Hacker 1992). Pour la première fois dans l'histoire des révoltes et émeutes de la scène urbaine américaine, un nombre équivalent de Noirs et de Latinos avaient fait l'objet d'arrestations, à la suite de ces journées de violence. On ne se situait plus vraiment dans la lignée des émeutes des années 1960 que connurent de nombreuses villes américaines à l'heure des revendications pour les droits civiques : l'idée d'une certaine continuité entre South Central (1992) et Watts (1965) ne peut plus vraiment être évoquée [Ghorra-Gobin, 1992, 1997, Baldassare, 1994].

Une tension interethnique exprimant une certaine rivalité

L'usage de l'expression « conflit interethnique » signalant ainsi une certaine forme de tensions entre Latinos et Africains-Américains date du milieu des années 1980 [Oliver et Johnson, 1984]. Suite aux émeutes de 1992 le concept de « rivalité » fut jugé plus pertinent comme l'indique le célèbre article de la revue *The Atlantic Monthly*. Son auteur Miles identifia les émeutes de South Central comme le signal d'une sérieuse et profonde rivalité entre deux minorités à prendre désormais en compte sur la scène politique nationale⁶. Miles précisait toutefois que les termes de « rivalité » et de « minorités ethniques » devaient être utilisés avec précaution parce qu'il ne s'agissait pas d'un antagonisme profond entre deux minorités mais de tensions croissantes entre les classes sociales les moins favorisées de ces deux minorités en situation de rivalité sur le marché du travail et du logement. Il a évité de parler d'*underclass* [Kasarda, 1989; Katz, 1993; Massey 1993] un terme faisant pourtant référence aux catégories sociales (indépendamment de leurs appartenances ethniques et/ou raciales) vivant à la marge du marché du travail et contraintes de survivre grâce à l'économie informelle⁷. Mais si les notions de méfiance et de rivalité entre groupes sociaux

6. *The Atlantic Monthly* est identifiée par les Américains comme une revue d'essence libérale, ce qui signifie pour nous une revue se situant plutôt à gauche sur l'échiquier politique américain. L'article de Miles, datant de 1992, peut facilement être récupéré sur le site de la revue.

7. La notion d'économie informelle a pendant longtemps été associée aux villes des PVD et notamment de l'Amérique latine. Mais depuis les travaux de Saskia Sassen, elle est également utilisée pour décrire dans les villes globales la contribution économique des immigrants (notamment ceux en situation de clandestinité).

en situation de précarité et appartenant à deux minorités ethniques différentes s'avèrent pertinentes pour l'analyse des mutations des villes et métropoles américaines, elles ne doivent pas pour autant masquer le fait que les Latinos (contrairement à la majorité des Blacks) ne représentent pas une minorité homogène et ne s'identifient pas en tant que tels [Vagnoux, 2000; Cosio-Zavala 2004]. Les Latinos se distinguent en fonction de leur origine nationale, des motivations personnelles expliquant leur arrivée aux États-Unis ainsi que de date d'entrée sur le territoire américain.

Au sein de la communauté des Latinos (44,2 millions), les Mexicains-Américains (également appelés Chicanos) représentent les deux tiers environ (64%), soit 28,3 millions. La ville de Los Angeles, située non loin de la frontière mexicaine – et qui rappelons le, fut un temps une « petite ville mexicaine » avant de devenir une « petite ville de la frontière » (1 600 habitants en 1850) au moment de son entrée dans la fédération américaine reflète, à présent, ce pourcentage. La population latino de Los Angeles a pendant longtemps été principalement représentée par les Chicanos tout en s'identifiant au barrio de *East Los Angeles*, mais à partir des années 1980 à la suite de la situation tragique d'un certain nombre de pays d'Amérique centrale, Los Angeles a accueilli des immigrés en provenance du Salvador, du Guatemala et du Nicaragua [Pearlstone 1990; Waldinger et Borzogmehr 1996]. Aussi, au traditionnel *barrio chicano* de *East Los Angeles* vinrent s'ajouter de nouvelles « enclaves ethniques⁸ », comme Pico Union/Westlake également dénommé *Little San Salvador* pendant que South Central (ancien ghetto noir) s'attribuait progressivement le titre de *Central America South Central Los Angeles*.

Les émeutes de South Central n'ont pas concerné les Mexicains-Américains d'*East Los Angeles* mais les quartiers où cohabitent les Noirs et les Latinos issus de l'immigration récente en provenance d'Amérique centrale. Aussi certains responsables politiques à Los Angeles s'interrogent sur le rôle politique des Mexicains-Américains et leurs capacités de négociation (compte tenu de leur ancrage dans la vie politique locale) pour apaiser les tensions entre Africains-Américains et Latinos issus d'une immigration récente.

East Los Angeles ne vit pas au rythme de Little Salvador

L'immigration massive en provenance notamment des pays d'Amérique centrale a sensiblement modifié l'agencement ethno-racial de certains quartiers de Los Angeles, dont celui du ghetto de South Central. Dans les années 1960, il

8. L'expression « enclave ethnique » désigne tout quartier rassemblant des individus appartenant à la même ethnie. Elle est préférée à celui de « ghetto » dans la mesure où elle fait plus référence à un choix résidentiel qu'à un regroupement spatial issu de contraintes politiques.



figurait sur la liste des ghettos dont la population était composée à 95 % de Noirs, comme Harlem (New York) ou South Side (Chicago). Maintenant, il est habité par des « Blacks » et des « Browns » pour reprendre les termes utilisés par Miles, une situation difficile à gérer en raison de la non-représentation de cette nouvelle catégorie de Latinos dans les instances du conseil municipal. La majorité des électeurs de South Central continue de n'être composée que de Noirs : la catégorie récente de Latinos ne bénéficie pas encore de la nationalité américaine. Les Latinos se sont installés dans les maisons de South Central au fur et à mesure du départ des classes moyennes noires pour des municipalités suburbaines riches (Baldwin Hills, Inglewood) ou moins riches (Compton et South Gate).

Aussi à Los Angeles, les habitants font la distinction entre le barrio de *East Los Angeles* (mexicain-américain), le « ghetto qui devient *barrio* » (*South Central*), et *Little Salvador*, situé au nord de South Central et délimité par le boulevard Wilshire. Ils reconnaissent l'intégration du premier dans les réseaux de la vie politique locale, une situation expliquant la distance prise par ses habitants au moment des émeutes de 1992 et sa distance par rapport aux autres *barrios*, y compris celui de *Koreatown*, enclave ethnique habitée par des Coréens et des Latinos. La participation des Latinos lors des émeutes de 1992 se comprend désormais en termes de « rivalité » entre des catégories sociales en situation de précarité appartenant à deux minorités ethniques, en raison de leur positionnement sur le marché du travail et sur le marché du logement. Les tensions sont également manifestes dans les cours de récréation des écoles publiques où les mutations ont été extrêmement rapides. La population du district scolaire de Los Angeles comptait en 1975, 24 % d'enfants noirs et 32 % d'enfants latinos. En 2006, les chiffres sont respectivement 10 % et 70 %. South Central représente par ailleurs la scène par excellence où se déploient activités et violences des gangs noirs (Crips & Blood) et latinos (18th Street et Mara Salvatrucha)⁹. Cette rivalité exclut *a priori* les Chicanos et concernent principalement les Noirs ainsi que les Latinos venus récemment d'Amérique centrale.

9. Les gangs latinos 18th street (dénommés « Mara 10 » à San Salvador) et « Mara Salvatrucha » (MS-13) sont qualifiés de « super-gangs » en raison du chiffre impressionnant de leurs membres (30 000 personnes) ainsi que de l'adoption d'un mode de fonctionnement transnational, un constat incitant les autorités fédérales à s'en mêler.

ENCADRÉ 1. LA VILLE DE LOS ANGELES (À SITUER OÙ L'ON VEUT DANS LE TEXTE)

Superficie	1 214 km ² (Paris 100 km ²)	
	2000	2005
Population	3 694 820 habitants	3 957 875 habitants
Répartition ethnique et raciale (recensement)		
Blancs non hispaniques	29,7 %	
Hispaniques	46 %	
Africains-Américains	11 %	
Amérindiens	1 %	
Asiatiques	10 %	
Métis	2,3 %	
22 % de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté (contre 13 % au niveau national)		
La population de la ville représente 38,7 % du comté de Los Angeles		
La métropole de Los Angeles comprend cinq comtés.		
Los Angeles est la ville qui comprend le plus important nombre de populations issues du Guatemala et du Salvador en dehors de ces deux pays respectifs.		

Ce contexte urbain caractérisé par une présence Latinos où les Chicanos se retrouvent en situation majoritaire sur le plan démographique et où, compte tenu de leur trajectoire historique, ils ont eu la possibilité de s'inscrire progressivement dans l'espace politique, explique l'élection d'Antonio Villaraigosa (un enfant issu d'une famille pauvre d'*East Los Angeles*) comme maire de la ville au printemps 2005.

Les Mexicains-Américains : la genèse d'un leadership ?

L'élection du maire Antonio Villaraigosa illustre sans ambiguïté l'émergence des Latinos et plus précisément celle des Chicanos sur la scène politique locale. Los Angeles réaffirme ainsi son statut de «ville progressiste», statut acquis en 1972 avec l'élection de Thomas Bradley, premier Africain-Américain élu par la majorité de la population à la tête d'une grande ville où la minorité noire ne représentait que 14% de la population. Bradley, qui fut maire entre 1973 et 1993, (cinq mandats, un seuil autorisé par l'ancienne charte municipale) fut le symbole d'une alliance construite entre les Noirs et les Blancs. Bradley a par ailleurs réussi à assurer la transition économique de la ville et à l'inscrire dans l'économie globale. Toutefois il lui fut reproché par la suite d'avoir omis d'intégrer la nouvelle composante socio-ethnique de la ville avec l'arrivée des flux migratoires en provenance notamment de l'Amérique centrale et d'avoir en quelque sorte sous-estimé la précarité sociale dans laquelle vivaient ces nouveaux immigrants, une situation ayant contribué aux émeutes de 1992 [Sonenshein, 1993].



L'originalité du parcours du maire Villaraigosa provient de son inscription dans la perspective esquissée par Peter Skerry qui, dès 1995, suggérait aux Mexicains-Américains – en raison de leur trajectoire historique au sein de la vie politique américaine – de prendre le leadership pour mener et organiser de nouvelles coalitions politiques sur une base multiethnique et multiraciale en vue de rassembler Blancs, Noirs et Latinos. Villaraigosa (élu au suffrage universel par l'ensemble de la population de la ville) a été reconnu pour sa volonté de rassembler toutes les communautés et a recueilli de ce fait 58% des voix [Ghorra-Gobin, 2005]. Les Hispaniques ont voté à 85% pour lui mais il faut préciser que leurs voix ne représentent que 25% de l'électorat. En effet ils comptent de récents immigrés et leur pyramide des âges est, en outre, favorable aux jeunes de moins de 18 ans¹⁰.

Les responsabilités de Villaraigosa sont loin d'être faciles compte tenu des contraintes économiques et sociales. Los Angeles est une ville qui contribue largement au développement de l'économie globale : son port de conteneurs San Pedro/Long Beach accueille l'essentiel des flux commerciaux entre les États-Unis et la Chine. En d'autres termes, les produits *made in China* transitent par Los Angeles avant d'inonder le marché américain. Ce positionnement stratégique de la ville à l'heure où les flux d'échanges mondiaux s'intensifient est à l'origine d'externalités négatives pour les habitants vivant dans les quartiers à proximité du port (en raison de l'importante pollution atmosphérique). La question des déplacements intra-urbains présente également de sérieux enjeux en raison de la faible fluidité de circulation dans le réseau autoroutier et routier. La région urbaine de Los Angeles accueille par ailleurs des clandestins (issus de l'immigration mexicaine en majorité), dont le chiffre est évalué à 1 million, soit la moitié des clandestins vivant en Californie. Il revient également à Villaraigosa d'œuvrer en faveur de l'ensemble des communautés composant la ville (une cinquantaine de langues s'expriment dans les espaces domestiques) tout en contribuant à l'amélioration de l'organisation spatiale de la ville¹¹. Avant de prendre ses responsabilités de maire il avait été l'invité d'honneur du Congrès annuel de l'association des architectes et urbanistes du *New Urbanism* (CNU, *congress for new urbanism*) au printemps 2005 à Pasadena (municipalité voisine de Los Angeles)¹² et, au cours de son allocution, il avait exprimé son enthousiasme

10. En dépit de son appartenance sociale, Villaraigosa a reçu une éducation scolaire de qualité dans une école privée catholique avant de poursuivre ses études à UCLA (Université de Californie, Los Angeles) où il a étudié le droit.

11. Pour plus de détails sur les problèmes de la métropole de Los Angeles, consulter le dossier de la revue *Urbanisme* n° 361 (juillet-août 2008) consacré à Los Angeles.

12. Consulter le site www.cnu.org/ ainsi que l'ouvrage *La théorie du New Urbanism*, CDU (centre de documentation de l'urbanisme), Paris, 2006, qui peut également être lu sur le site du ministère de l'aménagement urbain.

pour ce courant urbanistique dont l'intérêt majeur réside dans son souci de promouvoir une densification des espaces urbains au travers d'une valorisation des espaces publics. Pour Villaraigosa comme pour la majorité des architectes latino-américains, le NU n'est pas en contradiction avec les pratiques urbaines et culturelles des Latinos.

Le maire mexicain-américain de Los Angeles, Antonio Villaraigosa saura-t-il incarner une certaine forme de leadership politique à l'heure où la société américaine se considère (notamment dans les métropoles ancrées dans l'économie globale) comme une *majority-minority society* (une société où les minorités sont majoritaires)? La réponse à cette question a en partie été donnée par le vote du mois de mars 2009, offrant un second mandat au maire. Sa réélection a toutefois entraîné la publication de nombreux articles dans la presse rédigés à l'initiative d'architectes et d'urbanistes réclamant une plus grande vitalité de la politique urbanistique du maire dans les prochaines années tout en s'appuyant sur les investissements en provenance de Washington, dans le cadre du plan de relance de l'économie.

Un désir de centralité incluant la figure du piéton : l'hypothèse de l'influence des Latinos

Tout au long de son histoire américaine, Los Angeles contrairement à sa rivale sur le bord du Pacifique (San Francisco) n'a pas accordé beaucoup d'importance au principe de la centralité (un principe pourtant fondamental de la colonisation espagnole) associé à une hiérarchisation des espaces publics et à leur valorisation. Le site originel du pueblo – fondé en 1781 par les Espagnols – qui se trouve inclus dans «El Pueblo de Los Angeles Historical National Monument» comprenant notamment la Plaza, l'église Placita, la rue Olvera ainsi que la plus ancienne maison, l'adobe Avile, n'a pratiquement joué aucun rôle dans l'imaginaire des Américains en provenance des villes de la côte est et plus tard du midwest au moment où Los Angeles fut reliée au reste du pays par le chemin de fer¹³.

Ces «nouveaux» habitants venus à la fin du XIX^e siècle ont fait le choix de se façonner un environnement urbain où l'habitat serait fondé sur le principe de la maison et du jardin pour tous alors que par ailleurs les activités économiques étaient relativement décentralisées. Los Angeles a pendant longtemps représenté le prototype de la métropole polycentrique. Le tracé des lignes de chemins de fer et du tramway a permis à la ville de s'étendre sans aucune notion de limite et ce

13. La partie centrale du pueblo espagnol a été reconnue «monument historique» par l'État de la Californie en 1953 et figure depuis 1972 au National Register of Historic Places (État fédéral), grâce à l'action menée par le Los Angeles Conservancy (www.laconservancy.org).



choix en faveur d'une ville de maisons entourées de jardins s'exprima avec fermeté dès les années 1920 à l'occasion de référendums concernant la modernisation et la municipalisation des transports en commun. Les habitants ont refusé toute forme d'investissement public dans les transports et ont ainsi opté pour la diffusion de la voiture comme mode de déplacement pour tous. La dispersion spatiale des activités économiques s'explique en raison de leur diversité ainsi que de leur interdépendance limitée: agriculture (comtés de Los Angeles et d'Orange), extraction du pétrole, tourisme, promotion immobilière et foncière, cinéma et plus tard aéronautique. Aussi contrairement à d'autres villes américaines marquées soit par la colonisation européenne¹⁴, soit par l'influence exercée par des villes-phares comme Paris, les élites politiques, à l'instar des habitants, ont opté pour une ville de maisons entourées de jardins et ont de ce fait instrumentalisé les espaces publics au seul profit des flux de déplacements et plus tard de la circulation automobile¹⁵.

En ce début de siècle, Los Angeles donne l'impression de prendre ses distances avec ces choix antérieurs d'aménagement et de s'orienter vers une certaine forme de centralité organisée autour de la figure du piéton.

Une politique de recentralisation ignorant l'espace public (1970-2000)

À la fin des années 1960, Los Angeles, à l'image de la politique d'aménagement initiée dans les grandes villes américaines a choisi de se lancer dans une politique de rénovation urbaine. En se dotant d'une agence municipale CRA (Community Redevelopment Agency), elle a opté pour une rénovation du centre-ville (*downtown*) qui, à partir des années 1920, avait été abandonnée et, de ce fait, n'avait pratiquement pas bénéficié d'investissements, qu'ils fussent publics ou privés. Les vieilles maisons (pour la plupart abandonnées) de Bunker Hill furent détruites pour faire place à de hauts bâtiments en vue d'abriter les bureaux d'agences publiques (ville, comté, État californien et État américain). Puis progressivement le Sud de la zone Bunker Hill accueillit, à partir des années 1980, les gratte-ciel destinés aux bureaux de firmes privées. Contrairement à San Francisco et d'autres villes américaines comme Chicago, New York, Philadelphie ou Detroit, Los Angeles ne bénéficiait pas d'une *skyline*. Ces années 1980 ont ainsi constitué un tournant pour la ville: sous la houlette de Thomas Bradley et

14. Consulter l'ouvrage de John W. Reys, *The making of Urban America*, Princeton University press, 1965 (et réédité régulièrement par la suite).

15. C. E. Schorske, *De Vienne et d'ailleurs: Figures culturelles de la modernité*, Paris, Fayard, 2000, notamment le chapitre 3 intitulé «L'idéal de la ville dans la pensée européenne de Voltaire à Spengler».

la dynamique des agents économiques, elle choisit de dépasser son statut de pôle économique régional pour s'inscrire dans la dynamique des réseaux globaux¹⁶.

Grâce à la détermination d'une élite sociale et culturelle, la politique de « recentralisation » de Los Angeles ne s'est pas limitée à la construction de tours de bureaux. Elle a également inclus la création de bâtiments à vocation culturelle, comme le musée de l'Art contemporain, le Music Center, le Colburn School of Performing Arts et plus récemment – le Walt Disney Concert Hall – devenue la résidence de l'orchestre philharmonique de Los Angeles depuis 2003. De son côté, l'évêque catholique Mahony s'est sérieusement impliqué dans le renouveau du *downtown* de Los Angeles et a mené une campagne pour le doter d'une immense cathédrale, Notre Dame des Anges, en mesure d'accueillir 1000 personnes¹⁷. Ce choix d'un aménagement urbain incluant un volet culturel n'aurait toutefois pu se faire sans la participation financière de quelques riches mécènes, comme le promoteur Eli Broad. À titre d'exemple, le Disney Concert Hall qui comprend 2400 places, a bénéficié d'un don de 50 millions de dollars de Lilian Disney pour honorer la mémoire de son mari Walt Disney, décédé en 1988.

Mais cette politique urbaine des années 1970 en faveur de la rénovation du *downtown*, bien qu'intégrant un volet culturel, n'avait pas vraiment pris en compte la figure du piéton et, de ce fait, avait accordé peu de place aux espaces publics¹⁸. Grâce à ce lourd réinvestissement du *downtown* de Los Angeles, les habitants de la ville et plus particulièrement ceux des quartiers ouest (quartiers bourgeois) prirent l'habitude de s'y rendre à l'occasion de manifestations culturelles mais ils s'y rendaient en voiture et se garaient dans l'immense parking souterrain de chacun de ces bâtiments. Quant aux Latinos, notamment ceux d'*East Los Angeles*, ils avaient pris l'habitude de se promener le long de l'avenue Broadway. Cette avenue qui, dans les années 1920, abrita les premières salles cinématographiques et qui, alors, était principalement fréquentée par le monde d'Hollywood, fit ainsi l'objet d'une réappropriation par les Chicanos. L'animation de Broadway ne se limite d'ailleurs pas aux seuls jours de la semaine – à l'heure où boutiques et magasins sont ouverts –, elle prend une allure particulière le dimanche, à la sortie de la messe. L'avenue est ainsi devenue au fil

16. Pour plus de détails sur le réaménagement du centre-ville, consulter le chapitre III de *Los Angeles, le mythe américain inachevé* Paris, CNRS, 1997 ; pour une analyse critique de ce processus cf. Soja E.W., *Postmetropolis: Critical Studies of Cities and Regions*, Blackwell, 2000 ainsi que Davis M., *City of Quartz*, 1989 et 1997 pour la traduction française, La Découverte.

17. Avant la construction de Notre-Dame des Anges, les Latinos se retrouvaient dans la cathédrale Santa Vibiana (1876), reconverte depuis en centre culturel après son inscription sur la liste des monuments historiques.

18. Le terme *downtown* généralement traduit en français par « centre » ou centre-ville est un concept bien américain qui ne véhicule pas l'intégralité de l'idée de la centralité telle que se la représentent les habitants des villes européennes cf. Robert E. Fogelson, *Downtown: Its rise and fall 1880-1950*, Yale University press, 2003.



du temps le lieu privilégié de pratiques déambulatoires des classes moyennes Latinos. Mais elle est principalement réservée aux Mexicains-Américains de *East Los Angeles*. Les Latinos venus d'Amérique centrale et habitant principalement *Little San Salvador* (quartier de Pico Union/Westlake) s'organisent pour se doter d'espaces publics plaisants dans leur quartier¹⁹. Ils ont réussi, sous l'impulsion d'associations de Salvadoriens l'aménagement de la rue Alvarado, un moyen d'affirmer leur présence et leur identité dans le paysage urbain de Los Angeles [Cruz 2006 ; Torres 1997].

PHOTOS 1. LE CBD ACTUEL, FIGURE DOMINANTE D'UN *DOWNTOWN*
OÙ LE PIÉTON N'A PAS VRAIMENT SA PLACE

PHOTO 1A. LA MAIRIE DE LOS ANGELES
(LE PLUS HAUT BÂTIMENT DE LA VILLE JUSQU'AU DÉBUT DES ANNÉES 1970)



© C. Ghorra-Gobin.

19. Pico Union est un ancien quartier résidentiel (riche et anglo) de Los Angeles situé à l'ouest du centre-ville doté depuis la fin du XIX^e siècle d'un parc (MacArthur Park) qui fait l'objet d'une attention particulière du Los Angeles Conservancy en raison notamment de la présence de belles maisons victorienne dans son voisinage. Les habitants de ces maisons sont en partie subventionnés par la municipalité en vue de leur restauration.

PHOTO 1B. DES IMMEUBLES DE BUREAUX (ANNÉES 1990)



© C. Ghorra-Gobin.



PHOTO 1c. UN HÔTEL DE LUXE



© C. Ghorra-Gobin.

PHOTO 1D. LE WALT DISNEY CONCERT HALL



Cet édifice construit par l'architecte (local bien que de renommée mondiale) Frank Gehry abrite depuis son inauguration en 2003, l'orchestre philharmonique de Los Angeles. © C. Ghorra-Gobin.

Face à l'émergence d'espaces publics à l'initiative des Latinos, la ville de Los Angeles a progressivement porté un certain intérêt aux espaces publics et à la figure du piéton, et elle a ainsi été à l'initiative de la création de cinq marchés en plein air dans le centre-ville.

- Chinatown Farmers' Market est ouvert tous les jeudis entre 15 heures et 19 heures dans un parking.
- Downtown Farmers' Market, à proximité de l'Hôtel de ville, tous les jeudis entre 10 heures et 14 heures.
- Bank of America Farmers' Market tous les vendredis entre 11 heures et 15 heures.
- Farmers' Market ouvert tous les jeudis, vendredis et samedis, à l'entrée du centre commercial localisé au 725 de la rue Figueroa.
- et le Financial District Farmers' Market, inauguré il y a tout juste un an, se tient tous les mercredis entre 11 h 30 et 14 heures, au niveau de la 5^e rue, entre les avenues Grand et Flower.



Ces cinq marchés sont principalement fréquentés par les personnes dont les bureaux sont situés à proximité mais également par quelques habitants du downtown qui se sont installés récemment dans les lofts luxueux (anciens bureaux convertis en appartements). Ils offrent un début d'animation urbaine centrée autour de la figure du piéton (une innovation pour Los Angeles), une image bien différente de celle du *downtown* traditionnel comme l'illustrent les photos. Grâce aussi à une recentralisation de Los Angeles limitée jusqu'à ces dernières années à une simple construction de bâtiments neufs et à la réhabilitation de quelques bâtiments art-déco, la notion d'espace public au profit du piéton émerge progressivement dans les perspectives de l'aménagement urbain.

Les prémices d'une centralité incarnée par des espaces publics

Avec l'inauguration à l'automne 2002 de la cathédrale Notre-Dame des Anges (devenue un haut lieu de rassemblement pour la communauté Latino sur un terrain localisé en bordure de l'autoroute 101 [est-ouest] à l'extrémité nord de Grand Avenue [axe N-S]) et avec l'ouverture du Disney Hall concert à l'automne 2003 (également situé sur Grand Avenue), l'idée de transformer Grand Avenue en une vaste esplanade urbaine fait progressivement son chemin dans les débats autour de l'aménagement urbain. De plus en plus nombreux sont ceux qui estiment que la circulation automobile pourrait être sérieusement limitée et restreinte au profit des piétons. D'où l'idée de rétrécir la chaussée au profit de larges trottoirs dont les futurs immeubles limitrophes accueilleraient cafés, restaurants, boutiques et cinémas. L'avenue Grand qui va de la cathédrale à la bibliothèque centrale – un bâtiment style art déco des années 1920, complètement réaménagé il y a environ dix ans grâce à un partenariat public privé original – et qui est bordé de quelques prestigieux bâtiments comme le musée d'Art contemporain est susceptible de devenir d'ici la fin de la décennie l'équivalent de ce que représentent les Champs-Élysées à Paris²⁰. En choisissant le slogan *Reimagining Grand Avenue*, les promoteurs et les élus ont associé également l'idée de l'invention d'une nouvelle centralité pour Los Angeles et ils y ont ajouté « *Creating a Center for Los Angeles* ».

20. Consulter le site du comité (www.grandavenuecommittee.org) qui inclut de belles maquettes de ce nouveau centre de Los Angeles ainsi que celui de *Downtown News*, offrant quelques articles à ce sujet (www.downtownnews.com).

PHOTO 2. LA CATHÉDRALE NOTRE-DAME DE LOS ANGELES



© C. Ghorra-Gobin.

Cet édifice religieux (catholique) est le plus grand de l'ensemble des édifices religieux du *downtown* de Los Angeles. Il témoigne de la volonté des Hispaniques de s'affirmer dans la centralité (inachevée) de la ville.

À cette image de Grand Avenue (axe N-S) transformée en promenade mettant en scène la figure du piéton dans un décor urbain majestueux, se sont raccrochées deux nouvelles idées au profit de l'aménagement d'un parc urbain



central. L'idée de ce parc urbain adossé à Grand Avenue (à l'ouest) et s'étendant jusqu'à l'hôtel de ville (à l'est) a d'abord été évoquée parallèlement au programme de réaménagement de l'avenue Grand. Plus récemment au cours de l'été 2008, un géant de l'immobilier a proposé de réunir les îlots du downtown situés de part et d'autre de l'autoroute 101 en recouvrant une partie de l'autoroute à ce niveau (allant de l'avenue Grand à l'ouest à l'avenue Alameda à l'est et recouvrant également l'espace situé entre les rues Temple au nord et César Chavez au sud) pour créer un parc urbain, le *Parc 101* d'une superficie de 100 acres²¹. Sa réalisation, dont le coût est évalué à 700 millions de dollars, a pour objectif de doter la ville de Los Angeles d'un parc urbain central tout en reliant le pueblo historique, Chinatown et la gare de Union Station (trois entités situées au nord de l'autoroute) au downtown regroupant les administrations publiques et les gratte-ciel du CBD. Difficile de dire si cette idée est irréalisable ou si elle présente une forte probabilité de devenir un enjeu central dans les débats de l'aménagement urbain à Los Angeles. Pour le moment elle se présente comme un indicateur non négligeable de l'émergence d'images d'espaces publics à Los Angeles comme dans l'univers urbain de la Californie du Sud.

L'historiographie de la ville américaine n'est pas dénuée de récits évoquant les espaces publics ou encore de figures d'aménageurs œuvrant pour les espaces publics comme Olmsted réalisant Central Park à New York, mais ils furent limités principalement aux villes de la côte est. Dans le comté d'Orange (voisin du comté de Los Angeles), il est également question de réaménager l'aéroport militaire d'Irvine et de le transformer en un parc urbain.

À Los Angeles, un désir de centralité urbaine s'organisant autour d'espaces publics prend progressivement la suite d'une reconquête urbaine organisée principalement autour de l'émergence de nouveaux bâtiments et parfois de la réhabilitation d'anciens comme le Bradbury building ou le Fine Arts building. Mais comment expliquer cette réorientation de l'aménagement dans un contexte urbain pensé comme une ville de maisons entourées de jardins en dehors de toute valorisation de l'espace public? Peut-on évoquer l'influence des pratiques sociales et culturelles des Latinos dans les modes de vie américains, comme le suggèrent quelques-uns [Mike Davis, 2000]?

Les Latinos : une présence ambivalente

À partir d'une analyse centrée sur l'expérience de Los Angeles, il apparaît que l'affirmation de la présence latino (minorité non homogène) dans l'univers

21. Ce projet a été présenté par *The Architect's Newspaper*, le 4 août 2008, avant d'être repris par la presse locale.

métropolitain américain se présente de manière ambivalente. Elle se traduit par de sérieuses tensions avec notamment la minorité noire – dont elle vient de prendre la première place au niveau national. Mais elle se traduit aussi par une certaine influence sur les modalités de l'aménagement urbain en raison de ses pratiques culturelles et sociales différentes de celles des autres habitants de la ville. Les tensions entre minorités ethniques furent notamment confirmées au moment des émeutes de South Central (1992). Toutefois l'analyse révèle qu'il s'agit moins d'un antagonisme irrémédiable entre deux minorités s'affrontant sur les scènes nationale et locale que d'une rivalité locale entre groupes sociaux peu favorisés appartenant à ces deux minorités. L'analyse de la rivalité est en fait indissociable d'un contexte urbain marqué par le phénomène de l'*underclass* et l'immigration clandestine. Ce point de vue a été confirmé au moment des élections présidentielles de l'automne 2008 : les Latinos ont voté en majorité pour le candidat démocrate Obama, un fait non prévisible dans la mesure où la communauté latino se partage entre les démocrates et les républicains. À Los Angeles comme dans les autres villes américaines, les clandestins (population principalement hispanique) acceptent de travailler pour un salaire dérisoire tout en ne bénéficiant pas de couverture médicale, une situation difficile à tolérer pour les Noirs peu qualifiés exclus du marché du travail. Compte tenu de cette rivalité, certains à Los Angeles avaient défendu le principe de l'émergence au sein de la communauté hispanique d'un leadership assuré par les Chicanos en raison de leur expérience au sein du contexte anglo-américain (marqué par le clivage racial entre Noirs et Blancs) et de leur ancrage dans les réseaux politiques locaux, notamment associatifs. L'élection du maire Villaraigosa en 2009 pour un second mandat illustre de manière explicite ce positionnement politique.

La présence des Latinos dans la ville américaine se traduit progressivement par un début d'influence sur le débat au sujet de la centralité (inachevée) de Los Angeles alors que jusqu'ici elle se traduisait principalement par les peintures murales dans leurs quartiers. Depuis la fin des années 1970, Los Angeles a choisi de se doter d'une centralité qui, pour le moment, s'est principalement traduite par l'avènement de gratte-ciel et d'équipements culturels parallèlement à son ancrage dans les réseaux économiques globaux. Cette influence se traduit par le désir de faire émerger des espaces publics au profit du piéton. Les Latinos d'*East LA* prenant plaisir à se promener dans l'avenue Broadway (seule rue du centre-ville où domine la figure du piéton) et ceux de Little San Salvador se dotant d'espaces publics dans leur quartier, incitent à présent les autorités municipales à reconsidérer leurs politiques d'aménagement urbain. Aussi les Losangelinos s'interrogent sur l'avènement d'espaces publics au profit du piéton comme moyen d'affirmer une centralité renouvelée. Cette dernière s'organisera-t-elle autour d'espaces publics de type multiculturel (assurant ainsi



la mixité sociale et culturelle) ou vers une segmentation des espaces publics en fonction de l'appartenance culturelle, sociale et ethnique? Ce questionnement se retrouve à présent dans les débats locaux faisant suite au programme de l'État fédéral (voté par le Congrès le 9 février 2009), l'*American Recovery & Reinvestment Act* (ARRA) visant à relancer l'économie (et à créer des emplois « verts ») à partir d'un important investissement public en vue de la réhabilitation des infrastructures et à terme la recomposition des territoires urbains en faveur d'une certaine densité du cadre bâti en milieu métropolitain.

TABLEAU 1. ORIGINE NATIONALE DES PRINCIPAUX GROUPES HISPANIQUES

Total	44,2 millions d'Hispaniques
Mexicains	28,3 millions, 64% de la population hispanique totale
Portoricains	3,9 millions soit 9%
Cubains	1,5 million 3,4%
Dominicains	1,2 million 2,8%
Amérique centrale	3,3 millions 7,6%
Amérique du Sud	2,4 millions 5,5%
Autres	3,3 millions 7,7%

TABLEAU 2. COMTÉ INCLUANT LE PLUS GRAND NOMBRE DE LATINOS

Los Angeles (Californie)	4,7 millions
Harris (Texas)	1,4 million
Miami-Dade (Floride)	1,4 million
Cook (Illinois)	1,2 million
Maricopa (Arizona)	1,1 million

TABLEAU 3. LES DIX PREMIÈRES VILLES AMÉRICAINES ET LEUR POPULATION HISPANIQUE (2000)

Ville	Nombre d'habitants	Nombre de Latinos	% des Latinos
1- New York	8 millions	2 160 000	(27% pop)
2- Los Angeles	3,6 millions	1 700 000	(46,5%)
3- Chicago	2,8 millions	753 644	(26%)
4- Houston	1,9 million	730 865	(37,4%)
5- Philadelphie	1,5 million	128 900	(8,5%)
6- Phoenix	1,3 million	449 900	(34,1%)
7- San Diego	1,2 million	310 000	(25,4%)
8- Dallas	1,1 million	422 500	(35,6%)
9- San Antonio	1,1 million	671 300	(58,7%)
10- Detroit	951 200	47 107	(5%)

TABLEAU 4. LES QUATRE PRINCIPALES MÉTROPOLIS ACCUEILLANT DES FLUX MIGRATOIRES INTERNES DE LATINOS (1980-2000)

Ville	Nombre d'habitants	Nombre de Latinos	Croissance des Latinos
Atlanta	4,1 millions	268 851 habitants	995 %
Las Vegas	1,5 million	322 038 habitants	753 %
Washington DC	4,9 millions	432 000	346 %
Minneapolis-St Paul	2,9 millions	99 121	331 %

Source : R. Suro et A. Singer « Changing patterns of Latino Growth in Metropolitan America », in *Redefining Urban & Suburban America: Evidence from census 2000*, édité par B. Katz et R. E. Lang, Brookings Institution, 2003.

BIBLIOGRAPHIE

- **BALDASSARE Mark**, *The La Riots: Lessons for the Urban Future*, Westview Press, 1994.
- **BETANCUR John J., GILLS Doug**, *The collaborative city: Opportunities and Struggles for Blacks & Latinos in the US*, Garland, 2000.
- **CAHIERS DES AMÉRIQUES LATINES**, dossier sur la latinité des Amériques, 2003, n° 42.
- **COHEN Jim, TRÉGUER Annick**, *Les Latinos des États-Unis*, IHEAL, 2004.
- **Cosío ZAVALA María Eugenia**, « Nouveaux flux migratoires vers la frontière », in *Intégration dans les Amériques : dix ans d'Alena*, sous la direction de **AZUELOS Martine, Cosío ZAVALA M. E., LACROIX Jean-Michel**, Presses Sorbonne Nouvelle, 2004, p. 279-290.
- **CRUZ Mickael**, « Little San Salvador: Identity of Places/Places of Identity in an innercity enclave of Los Angeles, California », *Journal of Latino/American Studies*, vol. 2, n° 1, p. 62-83.
- **DARDER Antonia, TORRES Rodolfo** (eds.), *The Latino Studies Reader: Culture, Economy & Society*, Blackwell, 1997.
- **DAVIS Michael**, *Magical Urbanism. Latinos reinvent the US city*, Verso, 2000.
- **FARET Lucien**, « Le Mexique à la croisée des deux Amériques », *Questions Internationales*, n° 18, mars-avril 2006.
- **GHORRA-GOBIN Cynthia**, « Los Angeles, la première émeute multi-ethnique des États-Unis », *Hérodote*, 1992, n° 65-66, p. 326-337.
- **GHORRA-GOBIN Cynthia**, « South Central= Watts II ? De la rivalité entre anciennes minorités et nouveaux immigrés », *Hérodote* 1997, n° 85, p. 143-160.
- **GHORRA-GOBIN Cynthia**, *Los Angeles, le mythe américain inachevé*, Paris, CNRS éditions, 1997, 2002.
- **GHORRA-GOBIN Cynthia**, « L'élection d'Antonio Villaraigosa à Los Angeles », *Pouvoirs Locaux*, n° 67, 2005, p. 129-137.
- **HACKER Andrew**, *Two nations: Black & White, Separate, Hostile, Unequal*, Ballantine Books, 1992.
- **HAM Roberta**, *Changements démographiques à la frontière du Mexique et des États-Unis*, CREDAL, 2000.
- **KASARDA John D.**, « Urban industrial transition and the underclass », *Annales*, n° 501, janvier 1989.
- **KATZ Michael B.** (ed.), *The underclass debate: Views from History*, Princeton University press, 1993.
- **MASSEY Douglas, DENTON Nancy A.**, *American Apartheid: Segregation & the making of the underclass*, Cambridge, Mass, 1993 (trad. française).
- **MILES John**, « Blacks versus Browns », *The Atlantic Monthly*, octobre 2002.



- OLIVER Melvil, JOHNSON James H., « Interethnic conflict in an urban ghetto: the case of Blacks & Latinos in Los Angeles », *Research in social movements, conflict and change*, 6, 1984.
- PEARLSTONE Zena, *Ethnic L.A.*, Hillcrest press, 1990.
- TEXIER Emmanuelle, « Latino Power: l'accès au politique des Latinos aux États-Unis », *Les Études du CERJ*, n° 94, 2003.
- SASSEN Saskia, *The Global City*, MIT press, 1991.
- SKERRY Peter, *Mexicans-American: the Ambivalent Minority*, Harvard University press, 1995.
- SONNENSHEIM Raphael J., *Politics in Black and White: Race and Power in Los Angeles*, Princeton University press, 1993.
- SONNENSHEIM Raphael J., *The City at Stake: Secession, Reform and the battle for Los Angeles*, Princeton University press, 2006.
- TRÉGUER Annie, *Chicanos: Murs peints des États-Unis*, Presses Sorbonne Nouvelle, 2000.
- VAGNOUX Isabelle, *Les Hispaniques aux États-Unis*, PUF, 2000.
- WALDINGER Ronald, BOZORGMEHR Mehdi (ed.), *Ethnic Los Angeles*, NY, Russel Sage foundation, 1996.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

La grande ville américaine de ce début de XXI^e siècle ressemble peu au schéma de la célèbre École de sociologie de Chicago. Elle a enregistré, outre l'arrivée de nouveaux flux migratoires (en provenance de différentes régions du monde), une sérieuse restructuration économique parallèlement à la globalisation de l'économie ainsi que des mutations sociales liées à la lutte pour les droits civiques en faveur des Noirs. Aussi l'entrée des Latinos sur la scène urbaine participe-t-elle de ces recompositions sociales, économiques, culturelles et politiques en cours. Cette dynamique prend des formes variées en fonction de la singularité inhérente à toute ville et de la spécificité des groupes constituant l'entité latino. À Los Angeles, la présence des Latinos s'affirme sur un mode ambivalent : elle s'inscrit certes dans des tensions interethniques pour l'accès aux services publics et à la vie politique mais elle contribue aussi à influencer le débat en faveur d'une centralité construite autour des espaces publics.

La ciudad americana de comienzos del siglo XXI ha dejado de corresponder al modelo propuesto por la Escuela de

Sociología de Chicago. Testigo de nuevos flujos migratorios provenientes de diferentes regiones del mundo, la ciudad ha sufrido además una importante restructuración económica (relacionada con la globalización de la economía) y transformaciones socioculturales vinculadas a la lucha por los derechos cívicos de los negros. La llegada de los latinos a la escena urbana también forma parte de esta recomposición social, económica, cultural y política que continúa hoy día. Dicha dinámica adopta formas muy diversas según las particularidades de cada ciudad y de las especificidades que constituyen cada población latina. En Los Ángeles, la presencia de latinos se manifiesta de una manera ambivalente : se inscribe en las tensiones interétnicas por el acceso a los servicios públicos y a la vida política pero contribuye también en el debate a favor de la centralidad entorno a los espacios públicos.

The American city in the beginning of the 21st century looks different from the tradition model of the industrial city as elaborated by the Chicago School. It has received large flows of immigration coming from different parts of the world, it has gone through a deep economic restructuring process (in relation with the globalization of the economy) and has

registered social and cultural changes linked to political mobilizations for the advancement of civil rights in favour of African-Americans. Hence the political participation of Latinos is embedded in these social, economic, cultural and political changes. This process may take different forms according to the singularity of the city and to the specificity

of the Latino population. In Los Angeles, the involvement of Mexican-Americans and other Latino populations is perceived on an ambivalent mode: it raises interethnic tensions for access to public services while it contributes to influence the debate in favour of a centrality built around public spaces.

MOTS CLÉS

- Latinos
- Chicanos
- Mexicains-Américains
- Los Angeles
- Africains-Américains
- tensions interethniques
- espaces publics
- centralité

PALABRAS CLAVES

- Latinos
- Chicanos
- Mejicanos-Americanos
- Los Angeles
- Africanos-Americanos
- tensiones interétnicas
- espacios públicos
- centralidad

KEYWORDS

- Latinos
- Los Angeles
- Chicanos
- Mexican-Americans
- African-Americans
- interethnic tensions
- public spaces
- centrality

Isabelle Vagnoux

Latinos USA : les Hispaniques dans la société américaine au début du XXI^e siècle

Ce n'est pas le monde hispanique qui est venu aux États-Unis, mais l'inverse. Et il y a peut-être une justice immanente dans le fait que le monde hispanique revienne aujourd'hui, dans le fait qu'il recouvre une partie de son héritage ancestral dans l'hémisphère occidental.

Carlos Fuentes, *Le miroir enterré*.

Deuxième population d'origine espagnole au monde, derrière le Mexique, les Hispaniques ou Latinos¹, avec près de 47 millions d'âmes en 2008, constituent désormais la première minorité des États-Unis, mettant ainsi un terme historique à la traditionnelle bipolarisation Noirs/Blancs de la société américaine. Neuf millions d'Hispaniques résidaient aux États-Unis en 1970 ; 14,6 millions en 1980 ; 22,4 millions en 1990 ; 35,3 millions en 2000 ; 47 millions en 2008 ; 60 millions prévus pour 2020 et 132 millions en 2050... Au fil des recensements décennaux, les chiffres s'égrènent, invariablement à la hausse, en termes non seulement relatifs mais également absolus... Car il en va de même pour la part de la désormais première minorité des États-Unis dans la population totale : 4,4% en 1970, 6,4% en 1980, 9% en 1990, 12,5% en 2000, 15% aujourd'hui et 30% prévus en 2050, soit près d'une personne sur trois résidant dans ce pays. Cette courbe sans cesse

1. Nous emploierons indifféremment l'un ou l'autre terme. « Hispaniques » domine dans les statistiques officielles ; « Latinos » est plus répandu dans la presse.

ascendante a cependant accusé un léger ralentissement en 2008, sous la double pression de la crise économique et des lois migratoires. Ralentissement, mais non recul puisqu'en un an la population hispanique a tout de même crû de 3,2% [U.S. Census, mai 2009; Roberts, 2009].

En dépit de la forte hétérogénéité de la communauté, en termes d'ancienneté sur le sol américain, d'origine nationale², de statut (ressortissant américain, immigré, clandestin), de références culturelles et de revenus, ces données démographiques reflètent à l'évidence un changement en profondeur de l'Amérique, qui s'hispanise en même temps qu'elle assimile et transforme les nouveaux venus, dans un métissage culturel accéléré par la législation héritée de la lutte pour les droits civiques, par la technologie et les valeurs marketing du XXI^e siècle. À l'instar du politologue Samuel Huntington, nombre d'Américains, élus ou simples citoyens, se sont émus de la place grandissante occupée dans le paysage de leur pays par cette vague d'origine latino-américaine [Huntington, 2004 et 2005³; Rivera, 2008]. Cet article se propose de présenter une radiographie de la présence hispanique aux États-Unis, d'examiner brièvement la spécificité latino par rapport aux flux antérieurs d'immigrés ; enfin, de dégager les grands traits du métissage culturel induit par la nouvelle donnée démographique, à la fois hispanisation de certains secteurs de la société américaine et acculturation des immigrés.

Entre immigration et ancrage : évolution de la cartographie latino

Tous ne sont pas des immigrés ou des enfants d'immigrés, mais quatre Hispaniques sur dix sont nés en Amérique latine. En d'autres termes, dans ce cas précis, ethnicité rime fortement avec immigration. L'immigration latino-américaine, notamment mexicaine, n'a cessé de s'amplifier depuis la fin du XIX^e siècle et, en dépit de la proximité géographique, les retours au pays ne sont pas majoritaires. L'idée selon laquelle les Mexicains viennent pour quelques années puis s'en retournent est certes séduisante pour les employeurs et tous ceux qui, depuis les années 1920, tiennent à maintenir un flux constant d'immigrés du sud sans pour autant souhaiter les intégrer dans la société américaine. «Ceux qui emploient des Mexicains sont confrontés à la difficulté de les encourager à rester.

2. Les origines nationales se répartissent approximativement ainsi : 64% Mexique, 9% Porto Rico, 7% Amérique centrale, 7% Amérique du Sud (Colombiens et Équatoriens en tête), 3,5% pour Cuba et 2,7% pour la République dominicaine. Pour les dernières statistiques actualisées, voir U.S. Census Bureau, 2009, *Facts for Features, Hispanic Heritage Month*, http://www.census.gov/Press-Release/www/releases/archives/facts_for_features_special_editions/013984.html

3. Le traitement de la question hispanique apparaît moins provocateur dans l'ouvrage, où l'argumentation est plus riche, que dans l'essai.



Ils n'ont qu'une hâte, c'est de rentrer chez eux», affirmait ainsi en 1924 le sénateur du Colorado Alva Adams [U.S. Senate, *Congressional Record*, 1924, p. 6625]. Ce mythe a induit les programmes «d'invitation» temporaire de travailleurs mis en place de 1942 à 1964 (Programme Bracero), que le président George W. Bush, suivi par une majorité de républicains, souhaitait ressusciter, sans toutefois octroyer la même garantie de contrôles gouvernementaux. Ce concept de phase temporaire, de parenthèse migratoire, prévaut également parmi les immigrés eux-mêmes. La majorité déclare effectivement vouloir retourner au pays dès que possible tant le lien ombilical avec leur patrie demeure fort. La réalité est cependant tout autre : dès 1908, l'économiste Victor S. Clark constatait que si les immigrés mexicains ne manifestaient aucunement l'intention d'obtenir la nationalité américaine, un sur deux s'installait définitivement aux États-Unis [Clark, 1908, p. 520-521].

Depuis, la tendance s'est renforcée. La plupart des immigrés disposant d'un visa ne retournent pas vivre dans leur pays natal. Par définition, les statistiques sont beaucoup plus floues pour les clandestins. Les raisons en sont multiples : difficulté d'abandonner les nouvelles habitudes prises, les engagements qu'ils soient professionnels, financiers ou affectifs, de laisser les enfants, même devenus adultes et qui souhaitent, quant à eux, rester dans le pays dont ils sont ressortissants, évolution des mentalités [TRPI, 2004]. Raisons auxquelles il convient d'ajouter, avec quelque ironie, «l'encouragement à rester», dispensé par une législation sur l'immigration de plus en plus restrictive et par la surveillance accrue exercée par les autorités américaines à la frontière depuis 1993 – et plus encore depuis septembre 2001 – qui rendent le passage pour les clandestins de plus en plus dangereux et onéreux puisqu'il est désormais impossible de traverser sans l'aide d'un passeur. La construction de murs et l'installation de matériel de haute-technologie le long de la frontière depuis l'automne 2006 et la loi sur la sécurité de la frontière (*Secure Border Act*) accentuent fortement cette tendance. Dans ces conditions, une fois que l'on est sur le territoire américain, même en situation irrégulière, on y reste. En espérant dissuader les clandestins de venir, les autorités américaines ont convaincu ceux présents sur leur territoire de s'enraciner dans une société un peu schizophrène, qui ne souhaite pas leur présence mais ne peut s'en passer. Même les résidents en règle hésitent à braver les files d'attente aux postes frontière et les questions suspicieuses. C'est ainsi que, de plus en plus, voyage *al norte* rime avec ancrage dans la société américaine, même s'il est toujours doux de rêver et de dire, dans les enquêtes, qu'un jour, on rentrera chez soi⁴, même si les descentes des services d'immigration sur les lieux de travail et les expulsions musclées de la fin de l'ère Bush ont quelque peu mis

4. Propos confirmés lors d'entretiens avec le consul mexicain Francisco Anza (San Diego, Californie, août 2006) et avec un groupe d'immigrés, *Migrantes por Ayoquezco* (État de Oaxaca), établis à San Marcos, au nord de San Diego.

à mal le «rêve américain». En dépit de celles-ci et de la crise économique, une étude récente montre en effet que les flux de retour demeurent stables depuis 2006 [Pew Hispanic Center, 2009].

Si l'essentiel de la minorité latino demeure dans les terres traditionnelles d'accueil que sont toujours le Sud-Ouest (ils représentent en 2007 plus de 36 % de la population de la Californie et du Texas, 45 % de celle du Nouveau-Mexique et 30 % de l'Arizona), la Floride, la région de New York/New Jersey ou de Chicago, les Hispaniques quadrillent aujourd'hui l'ensemble du territoire états-unien. En 2008, les Hispaniques forment une majorité de la population dans 48 comtés. En 2004, 907 comtés enregistraient plus de 5 % de Latinos, contre 538 seulement en 1990 [Frey, 2006, p. 19]. Les États du sud-est (Géorgie, Caroline du Nord, Tennessee, Caroline du Sud, Alabama), traditionnellement peu ouverts à l'immigration, ont vu leur population hispanique monter en flèche depuis 1990. Entre 2000 et 2007 seulement, l'augmentation avoisine 69 % en Géorgie et en Caroline du Nord, 78 % en Caroline du sud et 48 % au Tennessee [Pew Hispanic Center, 2007]. La Géorgie constitue aujourd'hui le dixième État hispanique de la nation, suivie de la Caroline du Nord, en douzième position. Cette nouvelle implantation est directement liée à l'offre économique: de la Caroline du Nord à l'État de Washington, les grandes exploitations agricoles sont très demandeuses de travailleurs peu exigeants. De plus, le dynamisme économique du Sud-Est va de pair avec une forte demande d'ouvriers sans qualification (abattoirs, industrie alimentaire, industries du meuble et du bâtiment) et les immigrés d'Amérique latine, qu'ils possèdent un permis de travail ou non, constituent la première source de cette main-d'œuvre. Enfin, le Sud-Est demeure accessible en termes de coût de la vie et de l'immobilier. Pour la petite classe moyenne latino qui aspire à s'élever dans la société, il est plus confortable de vivre en Géorgie qu'en Californie, d'où des déplacements de plus en plus fréquents d'une région à une autre. La crise semble avoir cependant légèrement changé la donne en 2008. La fermeture de nombreuses entreprises dans le Sud-Est a retenti sur les Latinos qui se sont repliés sur les régions d'accueil traditionnelles, où la solidarité ethnique atténue les effets des difficultés économiques [U.S. Census, mai 2009]. Il faudra attendre le prochain recensement pour déterminer avec exactitude si ce phénomène demeure marginal ou marque un reflux durable.

La démographie bouge également en Nouvelle-Angleterre, autre région traditionnellement peu choisie par les Hispaniques. Le Massachusetts constitue le quinzième État de l'Union en termes de population latino et, bien que la taille de la communauté demeure fort modeste, la hausse s'élève respectivement à 24 % dans le Connecticut, 19 % dans le Vermont, 36 % dans le Rhode Island et 11 % dans le Maine. Plus aucune région n'est désormais *terra incognita* pour les



Hispaniques, qu'ils soient ressortissants américains ou immigrés. Cette dispersion territoriale apparaît comme un phénomène récent qui débute dans les années 1990 et qui va de pair avec une concentration accrue en communautés [Frey, 2006, p. 21 ; Cromartie et Kandel, 2004, p. 9].

Dispersés sur l'ensemble du territoire, certes, mais jamais isolés. Traditionnellement, les immigrés s'établissent surtout là où ils ont déjà des contacts, qu'il s'agisse de membres de leur famille, de leur village, ou d'amis. En d'autres termes, dès lors que les perspectives d'emploi existent, la présence de quelques immigrés aboutit systématiquement à l'arrivée d'un plus grand nombre d'entre eux, et à la création d'une communauté qui croît ainsi très rapidement. Cette tendance, qui n'est nullement spécifique aux Latino-Américains, s'est accentuée ces dernières années, notamment avec les lois et les actions anti clandestins. La solidarité du groupe devient alors vitale. Pour preuve, la redistribution consulaire mexicaine en fonction de l'évolution spatiale des immigrés. Deux nouveaux consulats viennent d'ouvrir : l'un à Anchorage, en Alaska, l'autre à Boise, dans l'Idaho, deux régions bien éloignées des terres d'accueil traditionnelles mais qui attirent les immigrés par les possibilités d'emplois qu'elles offrent, dans les domaines agricoles et de la pêche, essentiellement.

92,7% des Hispaniques résident dans les zones urbaines, même lorsqu'ils sont originaires de zones rurales, phénomène qui reflète une tendance mondiale de migration des campagnes vers les villes, tout particulièrement en Amérique latine, désormais région la plus urbanisée au monde, avec ses mégapoles tentaculaires. La plupart vivent dans les grandes zones métropolitaines (78,5%), de plus petites (14,2%) ou des zones « micropolitaines », définies comme des zones urbaines situées à plus de 160 kilomètres des grandes villes [Frey, 2006, p. 11]. Leur installation géographique correspond, très exactement, à la répartition des emplois qui, même agricoles se situent rarement très loin des centres urbains. Ainsi, en Californie et en Arizona notamment, une large proportion des travailleurs agricoles d'origine latino-américaine résident en zones métropolitaines, même si celles-ci se situent de plus en plus à l'intérieur des terres et non plus seulement près des côtes.

Il apparaît également que si, suivant un schéma traditionnel, les immigrés continuent à s'installer majoritairement dans les grandes villes, ils en quittent les centres au profit des banlieues dès que possible, attirés, tout comme le reste de la population, par plus de sécurité et de meilleures écoles pour leurs enfants. En ce sens, ils ne se distinguent nullement des vagues précédentes d'immigrés européens. En revanche, phénomène nouveau, les banlieues, proches ou lointaines, ou les petites villes, attirent désormais de plus en plus d'immigrés latino-américains en première installation, informés de meilleures conditions de

vie et de logement (*New York Times*, 29 janvier et 17 octobre 2007). Les petites villes virginienne de Culpeper et Manassas, dans la grande banlieue de Washington, illustrent parfaitement l'attrait de ces zones plus rurales pour les immigrés d'Amérique latine.

Une exception latino ?

En 2004, l'essai très polémique du politologue Samuel Huntington sur « le défi hispanique » a relancé le débat sur la capacité d'assimilation de cette communauté et son adéquation à la « culture anglo-protestante » et au « Credo américain », cher à Thomas Jefferson. Les éléments clés de cette culture sont, selon Huntington, « la langue anglaise, le christianisme, l'engagement religieux ; la conception anglaise de prééminence de la loi – incluant la responsabilité des dirigeants et les droits des individus – ainsi que les valeurs protestantes que sont l'individualisme, l'éthique du travail et l'idée que les êtres humains ont la capacité et le devoir d'essayer de créer un paradis sur terre » [Huntington, 2005, p. XVII]

Le débat lui-même fait d'ailleurs partie intégrante de la tradition américaine puisque, dès le XIX^e siècle, les immigrés jugés « différents » des premiers colons (Irlandais, Slaves, Italiens, juifs, Asiatiques) ont fait l'objet d'un questionnement similaire. Pourtant, la société et la culture américaines, loin de se désintégrer à leur contact, se sont enrichies des éléments qu'ils leur ont apportés pour devenir ce qu'elles sont aujourd'hui. Pour les grandes associations (*Mexican American Legal Defense and Education Fund – MALDEF*; *National Council of La Raza*; *League of United Latin American Citizens – LULAC*) et les leaders hispaniques, ainsi que nombre d'intellectuels de gauche ou centre-gauche (« *liberal* »), favorables à la politique de la porte ouverte, les 47 millions de Latinos, tout comme les vagues d'immigrés qui les ont précédés, apporteront leur contribution à la construction dynamique de la culture américaine en même temps qu'ils seront transformés par elle.

Les « nativistes⁵ » et autres partisans de restrictions à l'immigration en général, latino-américaine et mexicaine en particulier, s'attachent quant à eux à souligner les différences fondamentales existant entre ces immigrés du Sud et les groupes qui les ont précédés au XIX^e ou XX^e siècles.

En premier lieu, la contiguïté territoriale permet plus facilement d'entrer aux États-Unis, légalement ou clandestinement, en dépit d'une surveillance de plus en plus pointue et d'obstacles multiples. De nos jours, cette facilité est devenue toute théorique, mais elle demeure ancrée dans l'esprit de tous.

5. Terme né au milieu du XIX^e siècle aux États-Unis pour désigner un mouvement hostile aux étrangers. Les nativistes préconisent une politique favorisant clairement les Américains de souche aux dépens des immigrés.



La deuxième différence réside dans «l'exception mexicaine», soulignée par Huntington : en effet, la présence de Mexicains, depuis le XVII^e siècle, dans ce qui est aujourd'hui le Sud-Ouest des États-Unis, ne permet pas de considérer cette population comme les autres groupes immigrés. Aux États-Unis, aucun autre groupe national n'a immigré vers des terres qui jadis appartenaient à son pays. Ni les Allemands, ni les Irlandais, ni les Slaves, ni les Asiatiques ne se sont trouvés dans cette situation. Ils sont, d'emblée, arrivés dans un pays totalement étranger, ce qui est également le cas des immigrés latino-américains qui ne sont pas d'origine mexicaine. À l'évidence, il existe un lien ombilical entre le Mexique et le Sud-Ouest des États-Unis qui explique la force, la continuité, la pérennité sans doute, du mouvement migratoire vers cette région. Il suffit d'ailleurs de regarder une carte pour se souvenir. San Francisco, Los Angeles, San Diego, El Paso, San Antonio, California... la toponymie même rappelle bien les origines espagnoles de ces terres. Les missions qui émaillent la région apportent un autre témoignage culturel : celui de l'implantation catholique, dans des zones alors fort peu peuplées. Aucun autre groupe ne peut se prévaloir d'un tel lien ancestral avec le territoire états-unien.

La troisième différence majeure est constituée par la continuité des flux migratoires. En raison de l'existence du gouffre économique persistant entre le Nord et le Sud, entre l'hyper puissance américaine et le monde en développement, en raison des besoins insatiables de l'économie américaine en matière de main-d'œuvre bon marché, en raison enfin de la contiguïté des territoires, cette immigration latino-américaine qui ne cesse de s'amplifier depuis le début du XX^e siècle n'est pas près de se tarir, à la différence des autres groupes qui, au bout de quelques décennies, ont cessé ou ralenti leur émigration vers les États-Unis⁶.

Enfin, à l'évidence, depuis un quart de siècle, le contexte socio politico culturel des États-Unis, dans un monde interdépendant et globalisé, permet à tout groupe d'immigrants, notamment grâce au formidable développement des moyens de communication, de maintenir un contact étroit avec sa terre natale et, partant, d'éviter une rupture totale. Cela peut contribuer à retarder un processus complet d'assimilation. À ce titre, la comparaison entre les immigrés d'aujourd'hui et ceux d'il y a un siècle, qui vivaient dans un monde drastiquement différent, paraît difficile à établir avec rigueur. Un rapport récent du *think tank* conservateur Manhattan Institute confirme que les Mexicains ont, parmi les dix principaux groupes d'immigrés, un des taux les plus bas d'intégration économique et civique (naturalisation, engagement dans l'armée), alors que leur

6. La crise financière et économique qui a durement frappé les États-Unis ne permet pas encore de remettre ce schéma en question. Certes, en 2008, les flux d'immigration clandestine en provenance du Mexique ont baissé de presque 40% par rapport à 2004, mais les flux des migrants détenteurs de visas sont en revanche demeurés stables.

intégration culturelle (maîtrise de l'anglais, exogamie, nombre d'enfants et statut marital) se situe dans la moyenne. Le rapport souligne que, souvent coupés de l'accès à l'américanisation le grand nombre de clandestins d'origine mexicaine tirent l'ensemble du groupe vers le bas de l'index d'assimilation [Vigdor, 2008].

Entre hispanisation et acculturation : évolution d'un métissage culturel

Les quartiers ethniques ont toujours existé aux États-Unis, abritant de tout temps la première génération d'immigrés, voire la deuxième. Une fois mieux établis dans la classe moyenne, leurs enfants et petits-enfants les quittaient pour s'installer dans des quartiers plus huppés, plus « anglos ». À terme, ces rues perdaient leurs caractéristiques « ethniques » pour abriter des populations peu fortunées de toutes origines. Comme les autres, les Hispaniques quittent ces quartiers dès qu'ils ont atteint la classe moyenne. En cela, le processus d'intégration spatiale n'est nullement différent. Sauf que, en raison de l'injection continue de nouveaux immigrés, ces quartiers, loin de perdre leur hispanité, voient leur identité culturelle ethnique se renforcer et se renouveler, d'autant que ce sont parfois des villages entiers qui se recréent dans les zones urbaines américaines (de nombreux villages mexicains possèdent ainsi la moitié de leur population « au Nord »). D'où l'accusation, souvent portée par Samuel Huntington et de nombreux conservateurs, que les Hispaniques refusent de s'intégrer et se replient dans des enclaves. Il n'y a, en réalité, nul refus d'intégration mais, d'une part, il est plus rassurant de vivre au milieu des siens et, d'autre part, l'Amérique s'est de tout temps construite ainsi, la seule différence résidant dans la continuité de l'immigration.

Dans les zones de nouvelle implantation, certains comtés connaissent aujourd'hui une véritable révolution culturelle. La concentration d'immigrés génère non seulement la création de commerces ethniques mais aussi la mixité dans les églises et les écoles, l'expansion de la langue espagnole, et le développement de loisirs plus latino-américains tels que le football, aux dépens du baseball ou du football américain. À plus long terme, les plus entreprenants des immigrés en viennent à assumer des responsabilités sociales, au sein de syndicats, d'écoles ou de comités de quartiers voire, lorsqu'ils obtiennent la nationalité américaine, à postuler à des responsabilités politiques locales. C'est ainsi que le simple phénomène économique peut conduire, en moins d'une génération, à une redéfinition drastique de la vie culturelle, culturelle, associative et commerciale d'une localité ou d'un quartier.

L'Amérique du XXI^e siècle revêt un peu la forme d'un inventaire à la Prévert : des instructions en espagnol dans un autobus, une carte téléphonique bilingue,



des magazines et des livres en espagnol dans toutes les grandes librairies, des rayons entiers de produits « hispaniques » dans les supermarchés, un restaurant mexicain ou tex-mex à tous les coins de rue, des serveurs d'origine mexicaine ou centraméricaine dans la plupart des restaurants, un Cinco de Mayo célébré à la Maison-Blanche comme dans l'ensemble du pays... le voyageur qui n'est pas revenu aux États-Unis depuis une vingtaine d'années aura à l'évidence quelque mal à reconnaître les lieux.

L'influence latino est palpable non seulement dans les zones à forte concentration ethnique mais aussi dans toutes les grandes villes. Un faisceau de facteurs explique ce phénomène sans précédent dans son ampleur et sa durée, qui change la physionomie culturelle et populaire de l'Amérique d'aujourd'hui. Cette nouvelle donne résulte en premier lieu de la congruence entre la force migratoire, un taux de natalité élevé (le nombre impacte forcément sur l'environnement) et l'héritage des luttes pour les droits civiques des années 1960 et 1970. Les formulaires, instructions et panneaux bilingues sont nés de la volonté des leaders hispaniques de l'époque de permettre à ceux qui ne maîtrisaient pas la langue anglaise de vivre normalement, sans se sentir exclus. C'est ainsi que fut obtenu en 1975 un amendement à la loi sur le droit de vote de 1965 qui prévoit la traduction en langue étrangère des formulaires de vote dans toutes les circonscriptions à forte concentration d'immigrés. Lorsque la législation, fédérale ou locale, s'allie à la pression du nombre, l'influence – de l'espagnol dans le cas qui nous intéresse ici – ne peut que s'étendre et s'enraciner.

Au phénomène « légal » s'ajoutent le multiculturalisme politiquement correct hérité des luttes pour les droits civiques des années 1960, désormais érigé en « religion civile des États-Unis » [Jacoby, 2004, p. 7], et la souveraineté du marketing. Aucun secteur économique ne peut demeurer indifférent à l'appel d'une population en constante augmentation, jeune de surcroît (un tiers a moins de 18 ans) et donc à la fois malléable dans ses habitudes et avide de consommation. Il ne nous appartient pas ici de développer la mine d'or que constitue la minorité latino pour les industriels et publicitaires, mais outre le désir de répondre à une demande et à des besoins en produits différents de ceux habituellement achetés par le groupe dominant ou préférés par les Latinos, le secteur économique a clairement réussi à répandre les produits latinos et « tex-mex » dans l'ensemble de la société américaine.

Car, et c'est là un troisième facteur, qu'il s'agisse d'un produit alimentaire, d'un CD, d'un artiste ou d'une fête, le « produit » latino plaît, séduit et... se vend. L'exemple le plus frappant est probablement celui de la propagation du Cinco de Mayo, en passe de devenir aussi populaire aux États-Unis que la Saint Patrick irlandaise. Célébrant la victoire des Mexicains sur l'armée française en 1862, cette fête, désormais plus populaire aux États-Unis qu'au Mexique même, apparaît

comme le triomphe du marketing, pour la plus grande joie des producteurs et distributeurs de bière (Corona), de tequila et d'avocats (guacamole).

On retrouve un phénomène semblable au sein de la culture télévisuelle. Outre le succès d'actrices revendiquant leur latinité (Eva Longoria), une petite révolution s'est opérée sur le front des *telenovelas*, ces feuilletons sucrés importés d'Amérique latine et diffusés sur les chaînes hispanophones (Univisión, Telemundo). Des scénaristes et producteurs hispaniques ont commencé à produire leurs propres séries, avec des acteurs immigrés, intégrant certains ingrédients de la réalité de la vie aux États-Unis, et remisant les références à une Amérique latine que beaucoup de Latinos ne connaissent plus. Le but : toucher non plus seulement la première génération d'immigrés, mais aussi leurs enfants et leurs petits-enfants, voire exporter à l'étranger une nouvelle génération de séries américaines, adaptées à la réalité du XXI^e siècle [Whoriskey, 2006]. Mieux, certaines séries sont en cours d'adaptation pour être diffusées en anglais sur les plus grandes chaînes anglophones... La recette amour haine passion vengeance version latino fonctionne à merveille et Miami, berceau de cette nouvelle industrie, est en passe de devenir l'Hollywood latine, accentuant ainsi sa place de carrefour inter-américain. Il est encore trop tôt pour évaluer cette évolution qui pourrait induire plusieurs conséquences à long terme : une certaine hispanisation de la culture télévisuelle américaine, l'exportation en Amérique latine d'un nouveau modèle, non plus « anglo » mais... latino *made in USA*, ainsi qu'une remise en question des programmes traditionnels des médias hispanophones. Le tout participant de la transnationalisation et de la mondialisation des échanges culturels et d'une assimilation qui, dans le cas des Hispaniques, ne se fait pas sans contrepartie, à savoir leur propre influence sur la culture dominante.

Outre ces phénomènes de mode, l'influence hispanique s'insinue lentement dans le quotidien du groupe dominant de manière plus indirecte. La présence de nombreux employés mexicains ou centraméricains dans les restaurants implique des changements réels dans la confection des plats, exotisme au demeurant plébiscité par les Américains qui ont toujours bien accueilli les apports gastronomiques des immigrants. Dans le secteur du bâtiment, le recrutement massif des ouvriers latinos modifie certaines conceptions de l'habitat. L'omniprésence d'employés de maison originaires du Sud induit également une interaction entre des modes de vie différents et, à terme, des changements allant de l'imperceptible au flagrant. Pour toutes ces raisons, la société américaine du XXI^e siècle connaît une forme d'hispanisation, même si celle-ci demeure superficielle et souvent anecdotique, non pas en raison d'un quelconque élan de « reconquête » économique ou culturelle mais bien en raison de la séduction qu'exerce sur le groupe dominant l'exotisme de « l'objet » latino. La mode latino fonctionne fort bien et reçoit tous les encouragements du système économique.



Les Latinos s'installent aussi durablement dans le paysage politique national. Depuis une vingtaine d'années, tous les présidents ont nommé quelques-uns d'entre eux à la tête de ministères d'importance inégale. George W. Bush a donné un réel coup d'accélérateur en nommant le premier garde des Sceaux hispanique (Alberto Gonzalez). C'est également lui qui a convaincu le parti républicain de choisir à sa tête le Cubain-Américain Mel Martinez. Même si ni l'un ni l'autre n'iront au bout de leur mandat, ces deux nominations constituent une évolution historique. Le ton est donné : les Latinos sont désormais présents au plus haut niveau de l'État fédéral. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les choix du président Obama. La communauté hispanique attendait de lui un geste fort, politiquement crucial, qui ne soit pas en deçà de ce qu'avait fait son prédécesseur. Obama jouera donc sur l'effet « double minorité ». Ce sont en effet les Latinos qui sont en première ligne : Hilda Solis au département du Travail, Cecilia Muñoz au sein de la Maison-Blanche et surtout la Portoricaine Sonia Sotomayor, premier juge hispanique nommé à la Cour suprême⁷. Au plus haut niveau de l'État, c'était le seul pouvoir où les Latinos n'avaient pas de représentation. C'est désormais chose faite. Au-delà du signe politique, particulièrement fort, la nomination d'un juge à la Cour suprême revêt une double importance pour la communauté latino. Tout d'abord, Sotomayor est nommée à vie, ce qui implique une influence plus durable que celle des politiques, aux nominations éphémères. Par ailleurs, gardiens de la Constitution, les juges de la Cour suprême influent en profondeur sur la société américaine. Ce sont eux qui ont avalisé la ségrégation raciale en 1896, eux encore qui l'ont démantelée en 1954, eux toujours qui ont accordé le droit à l'avortement, eux enfin qui ont maintenu le système de discrimination positive envers et contre toutes les attaques. La Cour suprême est l'arbitre de tous les débats sociétaux. Latina, Sonia Sotomayor l'est et le revendique. Elle contribuera sans doute à préserver un système de préférence pour les minorités, mais il serait erroné de croire que ses décisions seront systématiquement guidées par son ethnicité. Celle-ci ne constitue qu'un élément parmi d'autres.

Enfin, l'impact hispanique sur l'évolution de la religion est patent. 45 % de la minorité fréquente l'église au moins une fois par semaine. Les deux tiers choisissent des églises avec un ministre du culte latino et des services en espagnol [Pew Hispanic Center, 2007]. Deux tiers restent fidèles au catholicisme et ils constitueront bientôt une majorité des catholiques aux États-Unis, induisant de réels bouleversements dans une Église dominée depuis un siècle et demi par

7. Benjamin Cardozo, juge à la Cour suprême de 1932 à 1938 et d'origine portugaise, pourrait en fait avoir été le premier Hispanique à siéger dans cette vénérable institution. Tout dépend de la définition que l'on donne de l'identité hispanique, si celle-ci inclut les Portugais et leurs descendants ou non. Le débat n'est pas nouveau et est régulièrement relancé.

Irlandais, Italiens et Polonais. Dans le même temps, la protestantisation des Hispaniques gagne du terrain : si 18% des immigrants se déclarent protestants (la plupart se sont convertis dans leur pays natal), ils sont près d'un tiers au sein de la troisième génération, mettant ainsi en évidence le lien entre acculturation, américanisation et protestantisme. Cette poussée oblige l'Église catholique à réagir : elle recrute prêtres et séminaristes au Mexique, au Venezuela ou en Colombie et les amène aux États-Unis pour qu'ils puissent établir une relation d'empathie culturelle avec les immigrants. Un nombre croissant d'églises adoptent également des pratiques « charismatiques », proches des Pentecôtistes, pour mieux répondre aux demandes des 54% de Latinos qui s'identifient comme « charismatiques ». Enfin, elle tente d'imiter les protestants dans leur action au sein de la communauté et se montre plus à l'écoute des revendications sociales de ses fidèles. C'est ainsi que la religion constitue aujourd'hui un des principaux terrains d'influences croisées.

La minorité hispanique, certes hétérogène et plurielle, son influence, les défis et enjeux qu'implique sa présence, font non seulement désormais partie intégrante de la société américaine mais la transforment inévitablement, diffusant les couleurs latinos à travers l'ensemble de sa « mosaïque », en même temps qu'ils sont eux-mêmes transformés par l'expérience états-unienne. Ainsi en témoignent la poussée protestante, l'accès à la propriété et à la création d'entreprises, plus facile aux États-Unis qu'en Amérique latine – mais non dénué de pièges (subprimes) –, le changement des habitudes de consommation et d'alimentation dès la seconde génération ou chez les jeunes immigrants, l'initiation à, ainsi que l'engagement dans la démocratie participative. Même si les Latinos gardent un lien sentimental avec le pays de leurs ancêtres, dès la seconde génération ils sont pleinement américains, tout comme les immigrants qui les ont précédés : ils partagent alors les valeurs « américaines » chères à Huntington, tout en souffrant des relents xénophobes qui perdurent jusque dans l'Amérique du XXI^e siècle, pourtant si prompte à absorber les apports « exotiques ». Entre hispanisation et acculturation, le lien unissant les Latinos à la société américaine s'avère puissant, complexe, ambigu, paradoxal, à l'image de la relation amour/haine, attraction/répulsion qui a toujours caractérisé celle, plus large, entre l'Amérique latine et les États-Unis. Au-delà des querelles culturelles et identitaires, la minorité latino se situe au carrefour de deux zones géographiques et culturelles distinctes et tente d'inventer une voie hybride. Par son influence sur la société américaine, elle offre un contrepoint intéressant à l'implantation états-unienne en Amérique latine.



BIBLIOGRAPHIE

- **CLARK Victor S.**, « Mexican Labor in the United States », *Bulletin of the Department of Labor*, n° 78, Washington, Government Printing Office, 1908.
- CROMARTIE John, KANDEL William**, *New Patterns of Hispanic Settlement in Rural America*, Economic Research Service, U.S. Department of Agriculture, May 2004, <http://www.ers.usda.gov/Publications/RRR99/>
- FREY William H.**, *Diversity Spreads Out: Metropolitan Shifts in Hispanic, Asian, and Black Populations Since 2000*, Washington, D. C.: The Brookings Institution, mars 2006, 27 p.
- HUNTINGTON Samuel**, « The Hispanic Challenge », *Foreign Policy*, mars-avril 2004.
- HUNTINGTON Samuel**, William, *Who are We?* London, The Free Press, 2005, 428 p.
- JACOBY Tamar**, *Reinventing the Melting Pot: The New Immigrants and What It Means to Be American*, New York, Basic Books, 2004, 335 p.
- NEW YORK TIMES**, « Hispanics in U.S. Feel Pull of the Suburbs », 29 janvier 2007 ; « In Shift, 40 % of Immigrants Move Directly to Suburbs », 17 octobre 2007.
- PEW HISPANIC CENTER**, *Statistical Portrait of Hispanics in the United States, 2007*. Tables 12 et 13. <http://pewhispanic.org/files/factsheets/hispanics2007/Table-12.pdf> <http://pewhispanic.org/files/factsheets/hispanics2007/Table-13.pdf>
- PEW HISPANIC CENTER**, *Changing Faiths: Latinos and the Transformation of American Religion*, 25 avril 2007, <http://www.pewhispanic.org/reports/report.php?ReportID=75>
- PEW HISPANIC CENTER**, *Mexican Immigrants: How Many Come, How Many Leave*, 22 juillet 2009, <http://www.pewhispanic.org/reports/report.php?ReportID=112>
- RIVERA Geraldo**, *His Panic: Why Americans Fear Hispanics in the U.S.*, New York, Penguin Books, 2008, 272 p.
- TOMÁS RIVERA POLICY INSTITUTE**, « El sueño de su casa: The Homeownership Potential of Mexican-Heritage Families », mai 2004, 27 p. <http://www.trpi.org>
- U.S. CENSUS BUREAU**, Release, State and County Data, *Depicting Nation's Population Ahead of 2010 Census*, 14 mai 2009, <http://www.census.gov>
- U.S. CENSUS BUREAU**, *Facts for Features, Hispanic Heritage Month*, 15 juillet 2009 http://www.census.gov/Press-Release/www/releases/archives/facts_for_features_special_editions/013984.html
- VIGDOR Jacob L.**, *Measuring Immigrant Assimilation in the United States*, Manhattan Institute, mai 2008, http://www.manhattan-institute.org/html/cr_53.htm
- WHORISKEY Peter**, « Latin American Melodramas That Are Made in the USA », *Washington Post*, 5 juillet 2006, <http://www.washingtonpost.com>

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Cet article se propose de présenter une radiographie de la présence hispanique aux États-Unis – représentant aujourd’hui la première minorité ethnique du pays –, d’analyser brièvement la spécificité latino par rapport aux flux antérieurs d’immigrés ; enfin de dégager les grands traits du métissage culturel induit par la nouvelle donne démographique, à la fois

hispanisation de certains secteurs de la société américaine et acculturation des immigrés.

El propósito de este ensayo es de presentar una radiografía de la presencia hispana en Estados Unidos – la mayor minoría étnica del país desde el principio del siglo XXI – como de su impacto en la sociedad del norte. Cuáles son las últimas tendencias demográficas ? Cuáles son las especificidades de la minoría con relación

a los flujos migratorios anteriores? Por fin, entre la hispanización de varios sectores de la sociedad estadounidense y la aculturación de los migrantes, cuál es la influencia hispana en el mestizaje cultural del país?

The purpose of this paper is to X-ray the Latino presence in the United States—now forming the largest ethnic

minority—and its impact on U.S. society. Where do Latinos live? What are the latest demographic trends? To what extent and why are they different from previous immigrant waves? Between the hispanization of some sectors of U.S. society and acculturation, what is the impact of Latinos on the cultural melting pot induced by the new demographic deal?

MOTS CLÉS

- Hispaniques/latinos
- migration
- démographie
- minorité ethnique
- assimilation
- marketing
- religion
- politique xxi^e siècle

PALABRAS CLAVES

- Hispanos
- migración
- demografía
- minoría étnica
- aculturación
- marketing
- religión
- política siglo XXI

KEYWORDS

- Hispanics/Latinos
- migration
- demography
- ethnic minority
- acculturation
- marketing
- religion
- politics-21st century

ÉTUDES

Rôles féminins, rôles masculins, le regard des adolescentes lycéennes de Tijuana (Basse Californie, Mexique)

Les rapports sociaux de sexe occupent une place croissante dans l'analyse des évolutions, ou des résistances, des différents phénomènes démographiques [Bozon et Locoh, 2000; Locoh 2007]. Le système de genre, à savoir les représentations définissant le masculin et le féminin et l'ensemble des normes et des rôles sociaux sexués, a des liens étroits avec les comportements sociodémographiques tant des femmes que des hommes. Il éclaire les conduites notamment des adolescentes qui à l'aube de leur vie d'adulte prennent des décisions qui marqueront toutes leurs trajectoires familiales et professionnelles: investissement scolaire et professionnel, formation d'une union, naissance d'un premier enfant.

Cependant, mobiliser les rapports sociaux de sexe pour comprendre les comportements demande d'en faire une analyse préalable, tâche complexe *a fortiori* dans une société en mutation. En effet, si au Mexique la maternité semble rester fondamentale dans la définition de l'identité féminine, nombre d'études ont montré que sa place a été malmenée dans certains milieux et que la part accordée à l'activité professionnelle connaissait une grande variabilité [Oliveira, Eternod, Lopez, 1999]. Parallèlement la supériorité masculine est encore largement admise alors même qu'elle est questionnée et que des relations plus égalitaires entre les sexes sont valorisées [Seidler, 2007]. Cette analyse se

complexifie encore à Tijuana, en Basse Californie. En effet, la population est confrontée à différents systèmes de genre¹ en raison de forts mouvements migratoires et de la proximité des États-Unis. De plus, Tijuana connaît un modèle de développement socio-économique caractérisé par une économie prospère fortement intégrée au système nord américain, des particularités de l'activité telles que la diversité de l'offre [emplois dans les «maquiladoras», dynamisme du secteur tertiaire, «emplois transfrontaliers» [...] et l'implication des femmes dans l'industrie [Coubès, 2008]. Les niveaux de scolarité y sont plus élevés que la moyenne mexicaine². Ainsi, les adolescentes de Tijuana évoluent dans un contexte social où les contours des identités féminine et masculine sont multiples et brouillés. Dès lors, à quel système de genre adhèrent-elles? Quelles représentations ont-elles des identités sexuées?

Au-delà de la description des représentations des rôles, il semble important, afin d'en décrypter les ressorts sous-jacents, de s'intéresser à leur construction sociale par des processus de socialisation et d'éducation. Si la transmission des identités sexuées est omniprésente, la famille et l'école ont un rôle majeur. Les attentes des parents, l'éducation et la socialisation au sein de la famille restent très différentes selon le sexe [Haces Velasco, 2006; Torres, 2006; Seidler, 2007] même si des discours égalitaristes émergent. L'éducation scolaire légitime encore souvent les inégalités sexuées alors que son potentiel dans la promotion de changements est largement reconnu [Figueroa, 2001]. Dès lors, quelles caractéristiques dans l'environnement, notamment familial et scolaire, des adolescentes, favorisent-elles l'adhésion à un système de genre donné?

L'analyse est centrée sur des lycéennes fréquentant deux établissements publics de Tijuana [Voir encadré: Sources de données et méthodologie]. Il s'agit d'une population fortement sélectionnée puisque nombre d'adolescentes ne prolongent pas leur scolarité au lycée. En effet, 52% des filles âgées de 15 à 19 ans sont scolarisées et 41% ont validé au moins une année d'étude après la fin du cycle secondaire³. Dans un premier temps, une description des représentations des identités sexuées en vigueur chez ces adolescentes sera présentée. Dans un second temps, des modèles permettront d'appréhender le processus d'élaboration

1. Un système de genre est « l'ensemble des rôles sociaux sexués et le système de représentations définissant le masculin et le féminin » [Thébaud, 2005]. Cette expression sera utilisée de façon abusive, dans un sens restreint, puisque seuls quelques aspects des rôles sexués seront considérés.

2. 30% des hommes de 15 ans et plus résidant en Basse Californie et 32% des femmes n'ont pas poursuivi une scolarité au-delà du cycle primaire. Ces proportions sont respectivement de 38% et 42% pour l'ensemble du Mexique. En Basse Californie 36% des hommes et 35% des femmes ont suivi au moins une année d'étude au-delà du secondaire. Au niveau national, ils sont respectivement de 33% et 31% (Conteo 2005, INEGI, www.inegi.org.mx)

3. Tijuana se situe au niveau national. Au Mexique 52% des filles âgées de 15 à 19 ans sont scolarisées et 40% ont validé une année au-delà de la « Secundaria », équivalent du collège français. (Conteo 2005, INEGI, www.inegi.org.mx)



des représentations des identités sexuées en mettant au jour les caractéristiques des adolescentes qui incitent à l'adhésion ou au rejet de différents schémas de comportements sexués.

SOURCES DE DONNÉES ET MÉTHODOLOGIE

Cette recherche s'inscrit dans un projet intitulé «Trajectoires migratoires, vie familiale et rapports sociaux de sexe chez les jeunes Mexicains à la frontière Mexique/États-Unis» qui résulte d'une collaboration entre trois institutions: le Colegio de la Frontera Norte, l'université de San Diego State et le Centre de Recherche et de Documentation sur l'Amérique latine. Elle a reçu un financement dans le cadre d'un accord entre le CNRS et le CONACYT (Consejo Nacional de Ciencia y Tecnología).

Cet article est basé sur l'analyse d'une enquête menée en 2005 à Tijuana dans deux lycées publics, l'un d'enseignement général, l'autre d'enseignement professionnel, auprès de filles et de garçons. Les établissements sont situés à proximité l'un de l'autre dans un quartier qui, comme 90% des «colonias» de la ville, connaît un «Indice de marginalité» très bas [Alegria, 2000⁴]. Dans un contexte où les familles des classes favorisées optent volontiers pour des établissements privés ou pour un lycée public mieux coté, ces lycées recrutent sur l'ensemble de la ville des élèves admis après un examen d'entrée. Seules les filles âgées de moins de 20 ans sont considérées ici, soit 1348 adolescentes. La plupart sont issues de classes populaires et moyennes. Le niveau scolaire de leurs parents peut être considéré comme une proxy de leur niveau social: 17% des pères et 22% des mères n'ont pas dépassé le niveau primaire, respectivement 26% et 37% ont fréquenté le collège, 39% et 31% ont continué leur scolarité au-delà. L'information est inconnue pour 18% des pères et 10% des mères⁵.

Les lycéennes étaient soumises à l'approbation ou désapprobation de l'énoncé de modèles traditionnels propres à chaque sexe: «pour les femmes, il est plus important de se marier que de se former professionnellement»; «les femmes qui sont mères ont plus de valeur que celles qui n'ont pas d'enfant»; «les femmes qui sont mères et celles qui ne le sont pas ont la même valeur»; «pour les hommes, c'est plus important d'avoir une profession que de se marier»

Elles étaient aussi interrogées sur leur conception des aptitudes intellectuelles féminines et masculines («Les lycéennes sont plus appliquées et studieuses mais

4. Cet indice proposé par le Consejo Nacional de Poblacion (CONAPO) a été calculé pour différents quartiers de Tijuana par Tito Alegria (Alegria, 2000). Il prend en compte des caractéristiques de l'habitat – proportion de personnes résidant dans une habitation au sol en terre (10% dans le quartier où sont situés les lycées), dans une habitation sans électricité (5%), sans eau courante (1%), sans drainage (11%) – et des individus – la proportion d'analphabète (0%) et de personnes gagnant moins de 2 salaires minimum (8%).
5. On relève une différence entre les deux établissements. Le niveau d'éducation des parents des élèves du lycée technique est plus faible: 22% des pères et 26% des mères n'ont pas suivi de scolarité après le cycle primaire alors que c'est le cas de 15% et 20% pour le lycée d'enseignement général; 29% des pères et 22% des mères d'élève de l'établissement technique ont fréquenté le lycée versus 45% et 36%.

elles sont moins intelligentes que les lycéens», «Les lycéens sont moins appliqués et studieux mais ils sont plus intelligents que les lycéennes») et sur leur perception de l'attitude des enseignants face aux élèves de chacun des sexes («Les enseignants/les enseignantes sont plus exigeants avec les garçons qu'avec les filles», «Les enseignants/les enseignantes traitent de la même façon les filles et les garçons», «Les enseignants valorisent plus les garçons pour leur intelligence», «Les enseignants valorisent plus les filles pour leur apparence que pour leur intelligence»). Cinq modalités de réponses allant de «pas du tout d'accord» à «tout à fait d'accord» étaient disponibles.

L'analyse est nuancée par des données qualitatives recueillies lors de focus groupes réunissant uniquement des filles dans chacun des deux établissements scolaires (3 focus groupes rassemblant six ou sept filles par établissement).

Le mariage et la maternité au cœur de la valorisation des femmes : un schéma obsolète

Nombre d'études montrent que la maternité constitue aujourd'hui encore un élément fondamental de l'identité féminine alors que la place accordée à l'activité professionnelle est très variable selon le milieu social [Welti, Rodriguez, 1999]. Les adolescentes devaient se prononcer sur deux propositions mettant en relation la valorisation des femmes et leur statut de mère (voir encadré méthodologique). L'opinion selon laquelle la maternité ne donne pas aux femmes une valeur différente et supérieure fait largement consensus (74%). À l'inverse, une survalorisation des mères est absolument marginale (moins de 1%). Il y a donc chez les lycéennes une rupture nette avec une conception traditionnelle de reconnaissance des femmes à travers la maternité. Cependant, on remarque un certain «flottement» dans les réponses d'un quart des filles. Ainsi, 14% d'entre elles sont indécises par rapport à l'une des affirmations. De plus une proportion plus faible, mais non négligeable, de lycéennes n'a d'opinion tranchée sur aucune des affirmations (4,2%) et enfin certaines émettent des avis contradictoires (7,0%). Ces positions sont certainement révélatrices de résistances à dissocier identité féminine et maternité.

Le rejet du modèle traditionnel qui accorde la primeur au mariage sur les études et les possibilités de carrière professionnelle pour les femmes est très net chez les lycéennes : 77,2% d'entre elles. Les difficultés économiques auxquelles a été confrontée la population ont obligé un repositionnement des femmes vers une plus grande insertion sur le marché du travail [Welti et Rodriguez, 1999; Parrado et Zenteno, 2005]. Les lycéennes interrogées ont été témoins de cette évolution et ont intégré l'idée de la nécessaire préparation des filles à l'activité professionnelle. Le refus de l'assignation sous-jacente des femmes au rôle



traditionnel est massif et celles qui l'acceptent sont marginales (4,9%). Ces dernières valorisent la vie privée face à l'investissement dans une formation professionnelle, le lien conjugal primant alors sur les possibilités d'autonomie offertes par les études. Enfin, 17,9% des filles sont indécises et n'arrivent pas à hiérarchiser l'importance du mariage et des études. Cette position polysémique révèle soit un doute, peut-être lié à un manque de réflexion sur le sujet, soit un refus de privilégier l'un des deux aspects, considérant qu'ils ont la même importance et ne sont pas exclusifs.

TABLEAU 1. RÉPARTITION DES ÉLÈVES
SELON LEUR OPINION CONCERNANT DEUX COMPOSANTES DE L'IDENTITÉ FÉMININE (%)

Typologie	Filles
Pas de valorisation supérieure des mères Pas de valorisation supérieure du mariage par rapport aux études	58,8
Pas de valorisation supérieure des mères Valorisation supérieure du mariage par rapport aux études	3,4
Pas de valorisation supérieure des mères Indécision par rapport au mariage et aux études	11,3
Valorisation supérieure des mères Pas de valorisation supérieure du mariage par rapport aux études	0,2
Valorisation supérieure des mères Valorisation supérieure du mariage par rapport aux études	0,1
Valorisation supérieure des mères Indécision par rapport au mariage et aux études	0,0
Contradiction ou indécision dans les opinions sur la maternité Pas de valorisation supérieure du mariage par rapport aux études	18,3
Contradiction ou indécision dans les opinions sur la maternité Valorisation supérieure du mariage par rapport aux études	1,4
Contradiction ou indécision dans les opinions sur la maternité Indécision par rapport au mariage et aux études	6,5
Total	100,0
Effectif	1348

Source : Enquête dans deux lycées de Tijuana, 2005.

Associer les opinions concernant la maternité et celle révélant la valorisation relative du mariage et des études permet d'appréhender ensemble deux facettes fondamentales de l'identité féminine (tableau 1). La représentation traditionnelle de l'identité féminine privilégiant le mariage sur la formation et survalorisant le statut de mère est complètement obsolète dans cette population (moins de 1%). À l'inverse, le rejet du modèle traditionnel est particulièrement marqué : plus de la moitié des filles n'accorde pas une valeur supérieure au mariage par rapport aux études et ne juge pas les femmes en fonction de leur

statut de mère (58,8%). Certaines rejettent la primauté du mariage sur les études mais émettent des doutes sur la valeur à octroyer à la maternité exprimant ainsi leur difficulté à séparer la maternité de l'identité féminine (18,3%). D'autres, moins nombreuses, n'ont pas d'opinion tranchée sur la hiérarchie entre mariage et études mais rejettent le diktat du destin de mère (11,3%). Ainsi, les filles expriment un peu plus d'incertitudes quant à la place à accorder à la maternité et elles sont plus catégoriques pour relativiser l'importance du mariage face aux études et aux potentialités de vie professionnelle sous-jacente.

Donner la parole aux adolescentes permet de cerner la complexité des processus en œuvre. Les tensions entre les différents rôles féminins sont évidentes. Si l'activité professionnelle des femmes semble légitime, sa finalité est plurielle et ne recèle pas les mêmes potentialités de changements sociaux. Ainsi, la justification du travail féminin est souvent liée à la nécessité économique. L'emploi vise alors à améliorer les conditions de vie du ménage, notamment celles des enfants, et à pallier l'insuffisance du salaire marital ou les aléas de la vie, en particulier l'abandon par le conjoint :

«Yo digo que no lo hace porque le gusta sino por necesidad. De que muchas veces tienen muchos hijos y no puede el papá nada mas sustentar la casa sino que la mamá lo tiene que ayudar.»

«Pues yo pienso que sí es bueno que la mujer trabaje porque que tal si el hombre algún día la deja y pues ella al menos se va a hacer caso...»

À côté de ces arguments, les adolescentes affirment aussi la légitimité pour les femmes de refuser une vie restreinte au foyer ainsi que l'envie d'exercer une profession, de faire carrière. Elles reconnaissent ainsi les aspirations d'épanouissement personnel et d'autonomie en dehors de la vie familiale :

«Pero yo también quiero no nada mas todo el tiempo me la voy a pasar en la casa, estar con los niños, estar planchándote, haciéndote de comer porque eso no va conmigo.»

«Si es necesario, como los hombres salen las mujeres también sienten las necesidad de no todos los días estar en su casa, hacer lo mismo, lo mismo, lo mismo. Ocupan salir o [**] en el trabajo, sentirse importantes, sentir que son capaces de hacer un trabajo, de hacer algo, de que sirven para una empresa, que para la empresa se le hace importante.»

Cependant, ces revendications butent sur les exigences de la maternité. Poser l'égalité entre les mères et les non mères ne signifie pas que la maternité perde de l'importance aux yeux des lycéennes. Elle est souvent valorisée comme une expérience essentielle dans la vie des femmes. Rares sont les filles qui ne souhaitent pas avoir d'enfant et lorsqu'elles parlent de femmes nullipares elles



justifient toujours cet état, que cela soit par une trajectoire sentimentale particulière (des ruptures, des déceptions amoureuses), un surinvestissement professionnel, de l'égoïsme ou la peur d'affronter des responsabilités. Elles portent un regard plutôt compatissant sur ces femmes. Quelques adolescentes adoptent, au nom des besoins de l'enfant, des positions très traditionnelles et stigmatisent les mères qui travaillent. Elles les jugent irresponsables, immatures, doutent de l'amour qu'elles portent à leurs enfants et les accusent de mettre en péril leur équilibre. Leurs enfants manquent de « autoestima, cariño », « seguridad », « confianza ». L'absence maternelle aura des conséquences sur leur devenir :

« Siento que tendría mayor confianza el que tu mamá esté contigo desde pequeño a de que sólo estés con ella en algunos momentos... ya grande, o sea, se sentiría mejor uno como adolescente o como sea de que ella te miró crecer, ella todo. »

La nécessité économique de travailler rend ces adolescentes plus indulgentes. Elles comprennent le dilemme des mères qui souhaitent s'occuper de leurs enfants mais aussi pouvoir leur offrir tout ce dont ils ont besoin. Certaines affirment le désir d'avoir une activité professionnelle mais ne veulent pas sacrifier la relation à l'enfant. Elles expriment le souhait de vivre pleinement leur maternité ce qui peut justifier un éloignement momentané du monde du travail et/ou des aménagements :

« Yo pienso que voy a tener un restaurante o algo así, estar atendiéndolo y si, si me gustaría trabajar pero pues si tengo hijos este no se, que el negocio lo cuide mi esposo [risas] y yo cuido a mi hijo. »

« Y si me llevo a casar, si tengo un hijo pues quiero estar primero un tiempo con él ya que esté más grandecito entonces sí ya poder trabajar o trabajar medio tiempo, pero me gustaría estar con él. »

Des lycéennes revendiquent la possibilité de ne sacrifier ni leur vie professionnelle, ni leur vie de mère :

« No me agrada la idea de que una mujer dependa de un hombre porque o sea una mujer también puede hacer muchas cosas. Puede trabajar y educar a sus hijos también. »

Le souci d'articuler maternité et vie professionnelle apparaît clairement quelle que soit la motivation de l'investissement professionnel. Afin d'articuler « ces deux vies », émergent des éléments constitutifs d'une norme de planification de l'enfant dans le cycle de vie et de définition du « bon moment » pour devenir mère. La maternité est souhaitée et valorisée mais après la fin des études, un

temps pour profiter de sa jeunesse, pour avoir une activité professionnelle et trouver le partenaire idéal [Régnier-Loilier, 2007]. Ce qui pourrait bousculer le calendrier de la fécondité en retardant l'âge du premier enfant :

¿Cuánto creen que es buen tiempo para ser madre?

«No hay edad, pero tampoco hay que echar a perder su juventud o sea, hay que disfrutarla no teniendo hijos porque tú te quedas con esa responsabilidad de que tienes un niño y ya no puedes estudiar y todo se te viene abajo.»

«Ya que termines todo lo que quieras, así de... la prepa, la carrera, todo. Ya cuando termines todo y ya te sientas capaz y con el tiempo suficiente.»

«Primero quiero estudiar y ya que me reciba en un tiempo estar ejerciendo mi profesión y ya después casarme porque no quiero cometer el error de primero tener hijos y ya no poder hacer lo que yo quiero hacer.»

«Después de un tiempo de estar casada y ver cómo es tu pareja, bueno, yo siento por ejemplo, de que si yo quiero estar con alguien pues estaría con él, pues mucho tiempo y ya cuando me sienta lista, pues después de algún tiempo... pues me caso. Pero ya para tener hijos es esperar más tiempo, de ver cómo reaccionaría ante los niños y, no sé, conocerlo más y más y más.»

Avec la multiplication des rôles, les femmes sont confrontées à des aspirations contradictoires : se conformer à l'image traditionnelle de la « Bonne mère » disponible pour ses enfants mais aussi à une image de mère dévouée qui travaille pour offrir de bonnes conditions de vie à ses enfants, avoir des ambitions propres d'investissement dans une carrière professionnelle. Si la modification du calendrier du cycle de vie peut atténuer les tensions, notamment le recul de l'âge de la première maternité, il est peu probable qu'elles le soient sans une réelle intervention de l'État dans la prise en charge des enfants et/ou une évolution de la fonction paternelle.

L'homme pourvoyeur économique, un modèle qui résiste

Si la récusation du modèle féminin traditionnel semble acquise, au moins dans l'énoncé des principes, ce n'est absolument pas le cas pour le schéma masculin. Pour plus d'un quart des adolescentes, le plus important pour un homme est d'avoir une profession, le mariage étant alors un objectif secondaire (26,6%). En effet, si l'activité économique est le socle de l'identité masculine traditionnelle, c'est en partie parce qu'elle permet d'assumer correctement deux fonctions, celles d'époux et de père [Nunez Noriega, 2007; Rojas, 2007]. Mais même si les hommes peuvent choisir de nouvelles façons « d'être homme » en étant moins autoritaire, en développant des relations plus affectueuses avec leurs



enfants, en exprimant leurs sentiments, l'activité professionnelle reste fondamentale dans l'identité masculine [Salguero, 2007].

À l'inverse, le refus de privilégier l'insertion professionnelle et donc le rôle de pourvoyeur économique pour les hommes est l'opinion la moins fréquente. Cependant elle n'est pas marginale (23,8%) et apparaît comme particulièrement porteuse de changement, non seulement dans la sphère relationnelle, affective mais aussi sur le plan économique, en les dégageant de la responsabilité d'assurer seuls et/ou à titre principal la viabilité du ménage. Elle implique forcément un repositionnement des deux partenaires.

Enfin, nombre de lycéennes n'ont pas d'opinion claire en ce qui concerne les priorités masculines (49,5%). Plusieurs hypothèses peuvent être formulées pour expliquer cette grande indécision. En sciences sociales, mais aussi dans l'ensemble de la société la situation des femmes a été questionnée bien avant que la problématique de l'identité et des rôles masculins n'émerge [Figuroa, Jiménez, Tena, 2006; Amuchastegui et Szasz, 2007]. Ainsi, les lycéennes ont été socialisées dans un contexte où la place des femmes, leurs difficultés, les inégalités dont elles pâtissaient ont été largement débattues et ont donné lieu à nombre de réponses politiques (mesures, programmes). Elles ont dès lors acquis une certaine familiarité avec ces questions et pu développer une réflexion propre ou/et adhérer aux positions de leur environnement. À l'inverse, les positions antagoniques relatives à l'identité masculine qui caractérise la société mexicaine [Seidler, 2007], comme l'absence de « nouveau modèle » clairement défini, peuvent expliquer l'indécision. Cependant, elle peut aussi révéler simplement un manque de réflexion ou un sentiment d'illégitimité pour s'exprimer sur une question qui ne les concerne pas directement. Quoi qu'il en soit, pour ces adolescentes le positionnement le plus conformiste n'est plus une évidence, ce qui constitue une amorce de changement.

Les filles s'expriment peu à propos du rôle des hommes et préfèrent rapporter les paroles des garçons. Selon elles, certains sont radicalement attachés à leur rôle traditionnel de pourvoyeur économique constitutif de leur identité masculine :

«Pero [...] dicen: "no, yo quiero trabajar para tener una familia y que mi esposa esté bien, no tenga que trabajar" y todo eso... »

«A mí mi novio es así como de, 20 años tiene y me dice: no, que cuando nos casemos yo quiero nada mas trabajar para ti, no quiero que tu trabajes, no quiero que tú en la casa aportes. No quiero que tu trabajes porque quiero que tu estés, ahí, esté enfocada nada mas en la casa, en los niños y en la casa. Yo quiero trabajar para ustedes yo quiero sentirme el hombre de la casa.»

Dès lors, certaines adolescentes se campent dans un schéma très classique assignant aux hommes un rôle de pourvoyeur économique et se plaçant elles-mêmes ainsi dans une situation très traditionnelle :

«Y también mis amigas así me decían: no estudies, que nuestros maridos nos mantengan, ellos están para eso...»

Mais, d'après des lycéennes, certains garçons souhaitent se dégager du devoir d'assumer seuls économiquement leur famille tandis que les femmes ne connaissent pas les contraintes du monde du travail et laissent entrevoir une position plus égalitaire dans le couple :

«Porque ya casi los hombres dicen: No, es que la mujer también tiene que trabajar. Entonces tú también tienes que tener una carrera, superarte para que no tengas que estar dependiendo de alguien más.»

«Por ejemplo los muchachos de mi salón, todos dicen: “no, que la mujer también tienen que trabajar, ni modo que nada mas la esté manteniendo yo”.»

De la même façon, des filles refusent de limiter les pères à l'unique responsabilité d'assurer la subsistance économique mais souhaitent qu'ils s'impliquent directement dans la relation avec leurs enfants, ce qui semble être un souhait de plus en plus courant dans les jeunes générations masculines [Haces Velasco, 2006 ; Rojas, 2006, 2007 ; Salguero, 2006 ; Torres, 2006] :

«Debe ser el 50% o sea si va aportar el hombre, va aportar la mujer igual con los hijos, también el hombre debe ayudar con los hijos. Este no sé, educación, cariño también [*] también para eso.»

La large palette d'opinions exprimées illustre les mutations en cours ; les aspirations sont très diverses, des plus « conformistes » ou plus « innovantes », et révèlent toute la complexité du système de genre.

L'émergence encore timide d'un système de genre égalitaire

Une rupture franche avec les modèles traditionnels féminins et masculins qui valorise le travail pour les femmes, minimise la place de la maternité et met en exergue la vie familiale pour les hommes, suggérant ainsi un rééquilibrage entre les deux sphères pour chaque sexe reste inhabituelle : 16% des filles seulement adhèrent aux 3 positions les moins classiques.

Le rejet du modèle traditionnel féminin sans affirmation d'une opinion claire pour les hommes est fréquent (29%). L'interprétation de cette combinaison, qui



entérine l'évolution de la place des femmes dans la société, est délicate : faut-il y lire l'amorce d'une reconsidération de la place des hommes qui peinerait à se déclarer ou un manque de réflexion sur la question masculine ? Avec les lycéennes qui refusent les trois propositions conformistes, ces adolescentes forment un groupe conséquent en rupture avec les identités traditionnelles et ouvrent, au minimum par leur questionnement, sur des relations plus égalitaires. Un système de genre plus égalitaire émerge donc timidement.

Un ensemble moins important est composé des filles qui remettent en cause l'identité féminine classique tout en restant fidèles aux attentes traditionnelles pour les hommes, limitant ainsi les possibilités d'un réel changement (15%). En effet, si cette position prend aussi en compte la réalité de l'importance de l'activité professionnelle dans la vie des Mexicaines, elle affirme clairement le maintien du rôle de pourvoyeur économique principal et officiel des hommes. Dès lors, elle n'est pas porteuse d'un changement intégral du système de genre, même si elle y contribue. Certes, le travail féminin, en déposédant l'homme de son rôle d'unique pourvoyeur économique l'oblige à expérimenter d'autres comportements au sein de la famille, générant ainsi un bouleversement des relations entre les genres [Rojas, 2006 ; Salguero, 2007]. Cependant, quel que soit le contexte, l'insertion professionnelle des femmes est une condition nécessaire mais non suffisante pour réaliser l'égalité notamment dans la prise en charge des activités domestiques et parentales qui restent essentiellement assumées par les femmes [Haces Velasco, 2006]. Pour faire cela les attentes relatives aux hommes doivent également évoluer. Or, ces adolescentes acceptent que même lorsque l'homme n'est pas le seul pourvoyeur économique, il est considéré et se considère lui-même comme responsable du niveau économique et du bien-être de la famille ; elles se placent ainsi elles-mêmes en position relative.

Un troisième ensemble de lycéennes remet en question un volet seulement de l'identité féminine, l'importance du mariage, tout en s'interrogeant sur la maternité. Ces adolescentes expriment ainsi leurs difficultés à détacher la maternité de l'identité féminine. Les plus nombreuses, 10%, questionnent aussi l'identité masculine. Certaines ont une position plus novatrice en dégageant les hommes de la priorité de l'activité économique, contrairement à d'autres qui les enferment dans un schéma classique.

Moins nombreuses encore, des lycéennes refusent la maternité mais ne font pas des études une priorité, se coupant ainsi des possibilités d'autonomie financière qu'elles offrent. En donnant la primeur au mariage sur les études les adolescentes confèrent à la relation conjugale, aux hommes, une place centrale dans l'existence des femmes qui apparaissent encore une fois comme des êtres « relatifs ». La définition de l'identité féminine est révélatrice en creux des contours de la masculinité même si comme précédemment les plus nombreuses

questionnent aussi l'identité masculine (6%), montrant ainsi qu'elles n'ont pas pleinement conscience de l'imbrication de la définition des identités sexuées.

Enfin, 4% des lycéennes sont totalement indécises et toutes les autres combinaisons sont numériquement marginales.

TABLEAU 2. RÉPARTITION DES ÉLÈVES SELON LE « SYSTÈME DE GENRE » PLÉBISCITÉ (%)

Typologie	Filles
Pas de valorisation supérieure des mères Pas de valorisation supérieure du mariage par rapport aux études Rejet par rapport au modèle traditionnel masculin	15,8
Pas de valorisation supérieure des mères Pas de valorisation supérieure du mariage par rapport aux études Indécision par rapport au modèle traditionnel masculin	28,0
Pas de valorisation supérieure des mères Pas de valorisation supérieure du mariage par rapport aux études Acceptation du modèle traditionnel masculin	15,1
Contradiction ou indécision dans les opinions sur la maternité Pas de valorisation supérieure du mariage par rapport aux études Rejet par rapport au modèle traditionnel masculin	4,1
Contradiction ou indécision dans les opinions sur la maternité Pas de valorisation supérieure du mariage par rapport aux études Indécision par rapport au modèle traditionnel masculin	9,6
Contradiction ou indécision dans les opinions sur la maternité Pas de valorisation supérieure du mariage par rapport aux études Acceptation du modèle traditionnel masculin	4,5
Pas de valorisation supérieure des mères Indécision par rapport au mariage et aux études Rejet par rapport au modèle traditionnel masculin	2,0
Pas de valorisation supérieure des mères Indécision par rapport au mariage et aux études Indécision par rapport au modèle traditionnel masculin	6,1
Pas de valorisation supérieure des mères Indécision par rapport au mariage et aux études Acceptation du modèle traditionnel masculin	3,3
Contradiction ou indécision dans les opinions sur la maternité Indécision par rapport au mariage et aux études Indécision par rapport au modèle traditionnel masculin	4,0
Autres	7,5
Total	100,0
Effectif	1348

Source : Enquête dans deux lycées de Tijuana, 2005.



Les résistances dans la définition de nouvelles identités sexuées qu'elles se cristallisent sur la maternité ou sur les rôles masculins témoignent de la difficulté à inventer et à assumer de nouveaux modèles à un âge où les adolescentes se « construisent » et ont besoin d'être rassurées sur leur propre identité sexuée et dans un contexte où les filles expérimentent quotidiennement l'inégalité entre les sexes. En effet dans les entretiens, elles soulignent les différences avec les garçons en ce qui concerne la liberté, l'implication dans le travail domestique ou les exigences de leur environnement. Dès lors, on peut se demander quels sont les facteurs qui vont favoriser l'« émancipation » face aux identités traditionnelles.

Influences de la socialisation sur les définitions des identités sexuées

Les identités sexuées résultent de diverses influences transmises au cours de processus de socialisation et d'éducation. Même si elle est fortement sélectionnée par la fréquentation d'un lycée, la population enquêtée est loin d'être homogène. Les conditions socio-économiques mais aussi les ambiances « culturelles » et « normatives », notamment en ce qui concerne les relations entre les sexes, dans lesquelles vivent les adolescentes sont diverses. Ainsi, pour chacun des points analysés précédemment une régression logistique a été menée afin de savoir quelles caractéristiques de leur environnement et de leur trajectoire influent sur l'opinion des adolescentes. Six ensembles de caractéristiques ont été considérés :

- L'âge.
- Le lieu de socialisation, en distinguant les élèves qui ont vécu toute leur vie à Tijuana de celles qui sont arrivées au cours de leur enfance ou de leur adolescence.
- Le niveau d'études des parents. Cette variable déclinée en onze catégories donne une *proxy* du milieu social et reflète le rapport entre le capital scolaire de la mère et du père.
- L'établissement scolaire fréquenté, soit un lycée public d'enseignement général, soit un lycée public professionnel.
- Le regard que les adolescentes portent sur l'attitude des enseignants envers les filles et les garçons. L'enquête permet de connaître le ressenti des élèves par rapport aux exigences et aux attitudes des enseignants face aux lycéens de chaque sexe. Les élèves qui pensent que les enseignants marquent une différence selon le sexe seront distinguées de celles qui pensent que leur attitude est identique.
- Conception des aptitudes intellectuelles féminines et masculines: seront considérées, d'une part, les adolescentes qui associent l'application et le sérieux dans l'accomplissement du travail scolaire aux filles et l'intelligence aux garçons et, d'autre part, celles qui considèrent qu'il n'y a pas de différence entre les sexes.

Pour les trois-quarts des filles, la maternité ne donne pas une valeur supérieure aux femmes. Le refus de la maternité comme critère d'évaluation des femmes est renforcé chez les élèves du lycée d'enseignement général (modèle 1) L'orientation scolaire peut être regardée comme un indicateur social indirect; les enfants des milieux favorisés étant encouragés à suivre un enseignement général. Les filles sont incitées à poursuivre des études leur donnant la possibilité de ne pas se limiter à une carrière de mère. De plus, ce type d'orientation scolaire résulte d'un investissement et d'une réussite scolaire en amont de l'entrée au lycée et en cours de scolarité, qui donne lieu, en aval, à des perspectives d'épanouissement professionnel et donc de réalisation et de valorisation personnelle en dehors de la maternité. À l'inverse, une scolarisation en lycée professionnel offre moins d'opportunité de valorisation à des filles qui sont probablement issues de milieux moins stimulants pour l'investissement féminin dans une carrière. Ces résultats confirment la différence de place accordée à la maternité chez les jeunes selon le milieu social [Stern, 2007].

Résultats de la socialisation familiale et scolaire, mais aussi de l'environnement dans toutes ses dimensions, la représentation des aptitudes intellectuelles des hommes et des femmes renvoie à l'identité de chacun des sexes et par conséquent aux rôles sociaux qui en découlent. Les filles qui considèrent que les aptitudes intellectuelles ne dépendent pas du sexe ont une propension supérieure à refuser la maternité comme objectif principal pour les femmes. La contestation des stéréotypes assignant le travail et l'application aux filles et l'intelligence aux garçons témoigne d'une prise de distance face aux identités sexuées et certainement à leur naturalisation, et libère les complexes par rapport au postulat de la supériorité de l'intelligence masculine. Elle est alors propice au questionnement des rôles sociaux sexués traditionnels et dégage les filles de «leur destin naturel».

Plusieurs études empiriques ont montré la difficulté pour nombre d'enseignants à prendre de la distance par rapport aux rôles sexués traditionnels ainsi que la persistance de représentations, d'attentes et de comportements différents selon le sexe des élèves. Rares sont ceux qui assurent la promotion de relations réellement égalitaires entre les sexes [Cano, 2007; Flores, 2007; Aguirre, 2007; Barrientos, 2007, Parga, 2007]. L'hypothèse est émise que l'attitude des enseignants renvoie d'une part, à une légitimation ou non de la différence entre les sexes et, d'autre part, à une valorisation ou à une dévalorisation selon le sexe. La perception de ce comportement par les élèves aura alors un impact sur l'estime de soi et influencera le jeune dans sa représentation des identités sexuées. Le sentiment d'un traitement égalitaire de tous les élèves allège des contraintes normatives et soutient les filles dans la remise en cause de la primauté de la maternité pour les femmes.



Le rejet du modèle traditionnel qui donne la priorité au mariage sur les études pour les filles est largement majoritaire, cependant plus les adolescentes grandissent plus elles s'avèrent conformistes (modèle 2). Entre 15 ans et 19 ans, période de transition entre l'enfance et l'âge adulte, les expériences de vie, notamment de rapports avec l'autre sexe, se multiplient, la préoccupation pour la vie amoureuse s'amplifie certainement dans un contexte où la mise en union reste précoce. Ainsi pour les plus âgées, plus avancées dans le cycle scolaire, le souci de former une union s'accompagne probablement d'une réévaluation de l'importance relative du mariage et des études; elles ont une propension plus forte que leurs cadettes à donner la priorité au mariage.

La combinaison des niveaux scolaires de la mère et du père représente une proxy du capital socioculturel des parents [Bourdieu, 1998] et du milieu socio-économique dans lequel évolue l'adolescente. De plus, les représentations du masculin et du féminin, la définition des rôles sexués, les aspirations, la « conception » de l'éducation des filles et des garçons varient selon les milieux sociaux [Belotti 1974, Ferrand, 2001; Méda *et al.*, 2004] et vont influencer sur les opinions des adolescentes. Cette variable reflète aussi la différence entre le capital scolaire de la mère et du père, porteuse de relations plus ou moins égalitaires au sein du couple parental. Les lycéennes dont les mères ont fait des études primaires ou secondaires et dont les pères ont un niveau d'étude supérieur à celui de la mère, ainsi que celles dont les mères ont fréquenté le lycée et qui ne déclarent pas le niveau scolaire de leur père sont plus enclines à refuser la prépondérance du mariage sur les études. La moindre scolarisation de la mère par rapport au père, potentiel facteur de relations inégalitaires entre conjoints, montre-t-elle aux filles l'importance de la scolarisation, la position de la mère au sein du couple parental servant alors de « contre-modèle »? À l'inverse, on peut faire l'hypothèse d'un exemple positif donné par les mères qui ont fréquenté le lycée, et possèdent un capital scolaire plus élevé que la moyenne des femmes de leur génération [Mier y Teran et Rabell, 2005], dans un contexte où la lycéenne déclare et donc valorise la carrière scolaire de sa mère et non celle de son père⁶.

Une représentation égalitaire des aptitudes intellectuelles entre les sexes tend aussi à minorer l'importance du mariage dans la valorisation des femmes qui, dès lors, ne sont pas réduites à leur seul rôle d'épouse. Le ressenti d'un traitement égalitaire des élèves des deux sexes par les enseignants développe la prise de distance par rapport à ce statut.

6. La structure des ménages n'est pas connue; il est donc possible que le père soit absent temporairement ou définitivement ce qui pourrait expliquer l'ignorance de son niveau de scolarité. Il se peut aussi que l'adolescente ne souhaite pas déclarer le niveau scolaire de son père.

La rupture complète avec le schéma traditionnel, à savoir la non-primauté donnée au mariage par rapport aux études et le refus de survaloriser les mères, concerne plus de la moitié des filles (modèle 3). Elle est favorisée par une conception égalitaire des aptitudes intellectuelles et par le sentiment d'une similitude d'attitude face aux filles et aux garçons chez les enseignants. Le niveau scolaire des parents et le rapport entre leurs capitaux scolaires influent conformément à ce que l'on observe dans le modèle 2 analysé ci-dessus.

Les trois-quarts des adolescentes rejettent ou questionnent la norme traditionnelle qui donne pour les hommes la primauté à l'activité professionnelle sur le mariage. Une socialisation à Tijuana incite à l'adoption d'une position moins conformiste pour les hommes (modèle 4). On peut faire l'hypothèse que les adolescentes socialisées loin de la frontière ont vécu dans des contextes peut-être plus traditionnels quant au développement socio-économique et aux relations humaines qui en découlent. À l'inverse, l'activité féminine très développée à la frontière favorise l'autonomie financière des femmes. De plus, la migration, vers Tijuana mais aussi au départ de cette ville, en bouleversant les structures familiales rend les femmes plus autonomes. Dans ce contexte, le rôle de pourvoyeur économique de l'homme est diminué. Notons que le lieu de socialisation est particulièrement discriminant. En effet, c'est la seule caractéristique à être significative lorsque l'on évalue la probabilité de rejeter le modèle traditionnel (modèle non présenté).

Enfin, l'affirmation du rejet ou du questionnement du modèle traditionnel pour les hommes varie de façon irrégulière selon l'âge chez les filles: elle est inférieure à 16 ans et à 18-19 ans. Les adolescentes appartenant à la «classe moyenne» dont la mère a un niveau d'études inférieur à celui du père, tout en ayant poursuivi leurs études au collège, et celles qui ne déclarent pas le niveau scolaire de leur mère, adhèrent moins au schéma traditionnel. Ces résultats sont difficilement interprétables.

Quelles sont les lycéennes qui promeuvent le système de genre le moins inégalitaire, celui qui remet en question la place du mariage et de la maternité dans la définition des rôles féminins classiques et qui rejette ou questionne celui des hommes? Cette attitude est assumée par 44% des filles.

Les adolescentes qui ne marquent pas de différences entre les aptitudes intellectuelles des deux sexes abolissent les frontières entre les rôles. La perception d'une attitude égalitaire chez les enseignants donne confiance aux filles, conforte leur idée égalitariste et légitimise leur position autorisant ainsi la remise en question de la place des femmes et des hommes dans la société. Les plus jeunes apparaissent toujours comme plus novatrices et on relève aussi un effet de l'instruction des parents. C'est quand les mères ont fréquenté le collège



TABLEAU 3. COEFFICIENTS DES MODÈLES DE RÉGRESSIONS LOGISTIQUES

Modèle n°	1	2	3	4	5
Âge					
- 15 ans	Ref.	Ref.	Réf.	Réf.	Réf.
- 16 ans	0,24	-0,32	-0,01	-0,48**	-0,27*
- 17 ans	0,24	-0,44**	-0,14	-0,21	-0,28*
- 18-19 ans	0,21	-0,43*	-0,01	-0,51**	-0,27*
Établissement scolaire :					
- Lycée technique	Ref.	Ref.	Réf.	Réf.	Réf.
- Lycée général	0,35***	-0,01	0,11	0,09	0,17
Lieu de socialisation :					
- Tijuana	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.
- Hors Tijuana	0,05	0,07	0,05	-0,29**	-0,1
Niveau d'étude des parents :					
- Mère primaire, père même niveau	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.
- Mère primaire, père niveau supérieur	0,15	0,51*	0,44*	0,41	0,36
- Mère primaire, père non déclaré	-0,19	0,3	0,24	0,18	0,07
- Mère secondaire, père niveau inférieur	0,51	-0,11	0,12	0,52	0,45
- Mère secondaire, père même niveau	0,11	0,28	0,27	0,34	0,25
- Mère secondaire, père niveau supérieur	0,24	0,51*	0,52**	0,44*	0,50**
- Mère secondaire, père non déclaré	0,19	-0,22	-0,16	0,36	-0,07
- Mère lycée et + père niveau inférieur	0,03	0,4	0,23	0,22	0,39
- Mère lycée et + père même niveau	0,09	0,27	0,33	0,13	0,27
- Mère lycée et + père non déclaré	-0,04	1,14**	0,62*	0,39	0,49
- Mère non déclaré.	-0,32	0,17	-0,02	0,47*	0,19
Aptitudes intellectuelles :					
- Différentes selon le sexe	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.
- Identiques entre les sexes	0,66***	0,60***	0,72***	0,1	0,56***
Attitudes des enseignants :					
- Différentes selon le sexe	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.
- Identiques entre les sexes	0,21*	0,37**	0,26**	0,19	0,20*
Constante	-0,01	0,66	-0,57	0,9	-0,88

Modèle 1: probabilité de ne pas donner une valeur supérieure aux mères modèle 1.
Modèle 2: probabilité de rejeter la norme traditionnelle qui donne la primeur au mariage sur les études pour les filles. Modèle 3: probabilité de refuser les deux aspects traditionnels de l'identité féminine. Modèle 4: probabilité de rejeter ou de questionner la norme traditionnelle qui donne la primeur à l'activité professionnelle sur le mariage pour les hommes. Modèle 5: probabilité de rejeter les normes de l'identité féminine classique et de rejeter ou de questionner les normes masculines.

Source: Enquête dans deux lycées de Tijuana, 2005.

Note: Les coefficients présentés en gras sont significatifs: * au seuil de 1%, ** au seuil de 5%, *** au seuil de 10%.

Lecture: un coefficient positif, statistiquement significatif, indique que l'on est en présence d'un facteur qui accroît la probabilité estimée par rapport à la catégorie de référence (Ref.). À l'inverse, un coefficient négatif, statistiquement significatif, indique que cette probabilité décroît. Plus les coefficients sont importants plus l'impact sur le phénomène l'est aussi.

et que le père a poursuivi ses études au moins jusqu'au lycée que les élèves s'éloignent le plus du modèle traditionnel.

Conclusion

Comprendre le système de genre en vigueur dans une population est complexe et l'analyse proposée est certainement réductrice des différents aspects intervenant. Elle confirme cependant qu'il existe une pluralité de représentations sexuées chez les jeunes lycéennes de Tijuana qui fait écho à la coexistence de normes de comportements et de pratiques variées, voire antinomiques, dans une société en mutation où les contrastes socio-économiques et culturels sont importants.

La figure traditionnelle de l'épouse et mère au foyer semble fortement questionnée par les adolescentes et leurs aspirations sont complexes. Les lycéennes refusent massivement le schéma le plus classique de l'identité féminine imposant aux jeunes filles le mariage puis la maternité au détriment des études et de l'insertion professionnelle. Le mariage n'est pas un « rite initiatique » incontournable de l'identité féminine. Si elles expriment quelques résistances à dissocier la maternité de l'identité féminine, devenir mère n'est pas une « urgence ». En effet, émerge chez ces filles investies dans la carrière scolaire une norme « du bon moment » pour enfanter : ne souhaitant pas renoncer à leurs études et à une activité professionnelle, certaines aspirent à retarder leur entrée en union et leur maternité ce qui témoigne d'un changement dans le processus de construction identitaire. Cependant, les entretiens font apparaître que ces adolescentes expérimentent dans leur quotidien l'inégalité entre les sexes. Elles connaissent précocement la difficulté d'articuler « plusieurs vies » : suivre une scolarité, participer aux activités domestiques et aux soins des frères et sœurs et parfois avoir une activité professionnelle de quelques heures par semaine [Brugeilles, 2009]. Aussi ne retrouve-t-on pas le désir d'échapper, durant un temps, à une spécialisation des rôles sexués qui explique les comportements de mise en union et de procréation tardives de jeunes françaises par exemple.

La redéfinition des contours de l'identité masculine, plus récente, semble particulièrement complexe : relativement peu questionné par les adultes, le modèle dominant de pourvoyeur économique est valorisé et les changements en s'inscrivant dans la sphère privée sont peu visibles. Or leur modification est indispensable à l'avènement de relations plus égalitaires entre les sexes. Cette résistance et les représentations de la maternité freinent incontestablement l'évolution du système de genre.

Les rapports sociaux de sexe s'élaborent de façon différenciée à travers des processus de socialisation mis en œuvre par différentes institutions comme la famille ou l'école mais aussi par des vecteurs plus flous inscrits dans



l'environnement. Vivant dans un contexte en mutation, les adolescentes reçoivent des injonctions parfois contradictoires. La définition des rôles sexués résulte de multiples facteurs.

Résultat d'une élaboration complexe impliquant la famille, l'école mais aussi l'ensemble de l'environnement, la conception des aptitudes intellectuelles qui renvoie ou non à une naturalisation des identités masculines et féminines est un élément clef dans la définition des rôles sexués. Une conception égalitaire des aptitudes favorise la remise en question des rôles traditionnels et le plébiscite d'un système de genre plus égalitaire chez des filles qui ne présentent pas de complexe d'infériorité intellectuelle. Confiance en soi et respect de l'autre sont incontestablement des facteurs de changements sociaux. Dès lors, l'institution scolaire apparaît comme un facteur primordial de transformation sociale. La perception d'un traitement égalitaire des élèves filles et garçons par les enseignants développe et légitime le renouveau des identités sexuées. De plus, l'enseignement général, par son contenu et en offrant de meilleures perspectives de carrière, permet de redéfinir la place accordée à la maternité.

Les niveaux scolaires des parents influent sans qu'il soit possible de séparer ce qui est imputable au milieu social de ce qui relève des relations, liées aux dotations scolaires, au sein du couple parental. Soulignons qu'une dotation scolaire inférieure de la mère par rapport au père encourage les filles à investir dans les études. Par ailleurs, avoir vécu son enfance à Tijuana a une influence ; ces filles ont des attentes moins traditionnelles vis-à-vis des hommes et valorisent ainsi « des relations économiques » plus égalitaires entre les sexes. La vie à la frontière, en incitant au renouveau des identités masculines, apparaît donc comme un accélérateur des évolutions sociales. Enfin, les filles les plus jeunes semblent moins conformistes. Étant donné la différence d'âge et la lenteur des évolutions cela ne relève certainement pas d'un effet de génération, mais plutôt d'une avancée dans le cycle de vie. Les contraintes normatives traditionnelles se font-elles plus pressantes en fin d'adolescence ?

Si la redéfinition de l'identité féminine semble largement acquise chez les lycéennes on peut s'interroger sur l'ampleur des changements réels. Ils dépendront des opinions de leurs partenaires masculins [Brugeilles, 2010], de la faculté des jeunes femmes à négocier avec leurs parents, leurs enseignants puis leur conjoint et à endosser des rôles en conformité avec leurs représentations. Rappelons que cette population est fortement sélectionnée, une minorité de filles fréquentent le lycée. Ainsi l'évolution de la société frontalière dépendra aussi de sa capacité à scolariser de plus en plus de filles dans des lycées d'enseignement général et à leur offrir des perspectives de carrières professionnelles valorisantes. Dans cette perspective, la sensibilisation des enseignants à la promotion de l'égalité entre les sexes semble être fort utile.

BIBLIOGRAPHIE

- **ALEGRIA Tito**, *Estudios de geografía social. Primer reporte*, presentado al Gobierno Municipal de Tijuana, Mexico, nov. 2000.
- **AGUIRRE LARES María Silvia**, «La equidad de género en la escuela primaria: identificando roles y estereotipos», in **Ana Laura LARA LOPEZ, Alicia PEREDA ALFONSO** (dir.), *Mémoires del primer Coloquio Nacional de Género en la educación* (CD-Rom), UPN, 2007, p. 477-497.
- **AMUCHASTEGUI Ana, SZASZ Ivonne**, «El pensamiento sobre masculinidades y la diversidad de experiencias de ser hombre en Mexico», in **Ana AMUCHASTAGUI, Ivonne SZASZ** (dir.) *Sucede que me canso de ser hombre... Relatos y reflexiones sobre hombres y masculinidades en Mexico*, El Colegio de Mexico, 2007, p. 15-35.
- **BARRIENTOS GRANDA Rosa María**, «La representación social de género y el profesorado de educación preescolar y primaria», in **Ana Laura LARA LOPEZ, Alicia PEREDA ALFONSO** (dir.), *Mémoires del primer Coloquio Nacional de Género en la educación* (CD-Rom), UPN, 2007, p. 146-165.
- **BELOTTI Elena G.**, *Du côté des petites filles. L'influence des conditionnements sociaux sur la formation du rôle féminin dans la petite enfance*. Des femmes, Paris, 1974.
- **BOURDIEU Pierre**, *La domination masculine*, Paris, Seuil, 1998.
- **BOZON Michel, LOCOH Thérèse** (dir.), *Rapports de genre et questions de population*, t. 2, *Genre et développement*, Dossiers et recherches, n° 84, INED, Paris, 2000.
- **BRUGELLES Carole**, «L'influence des rapports sociaux de sexe sur la persistance d'une fécondité élevée chez les adolescentes mexicaines», XXVI^e Congrès international de la population, Marrakech, 2009. (<http://iussp2009.princeton.edu/download.aspx?submissionId=92860>).
- **BRUGELLES Carole**, «Entre familia y trabajo, roles de género desde la perspectiva de los adolescentes estudiantes de preparatorias en Tijuana», in **Norma OJEDA DE LA PENA, María Eugenia ZAVALA Cosío** (coord.), *Jovenes fronterizos/Border youth: expectativas de vida familiar y de superación personal hacia la adultez*, El Colegio de la Frontera Norte, Juan Pablos Editor, à paraître 2010.
- **CANO MEDRANO Martha Olivia**, «La perspectiva de género en la actualización del profesorado», in **Ana Laura LARA LOPEZ, Alicia PEREDA ALFONSO** (dir.), *Mémoires del primer Coloquio Nacional de Género en la educación* [CD-Rom], UPN, 2007, p. 146-165.
- **COUBÈS Marie-Laure**, «Maquiladora of cross-border Commute: The employment of members of households in mexican border cities», in **Raquel MÁRQUEZ & Harriet ROMO** (dir.), *Transformations of La Familia on the U.S.-Mexico Border*, University of Notre Dame Press, 2008, p. 131-161.
- **FERRAND Michèle**, «Du droit des pères aux pouvoirs des mères» in **Jacqueline LAUFER, Catherine MARRY, Margaret MARUANI** (dir.) *Masculin-Féminin : questions pour les sciences de l'homme*, 2001, p. 187-210.
- **FLORES JUAREZ Ana Jetzi**, «Género en la cultura escolar. Resultados del trabajo etnográfico en una escuela secundaria del Estado de Mexico», in **Ana Laura LARA LOPEZ, Alicia PEREDA ALFONSO** (dir.), *Mémoires del primer Coloquio Nacional de Género en la educación* (CD-Rom), UPN, 2007, p. 251-265.
- **FIGUEROA Juan Guillermo, JIMÉNEZ Lucero, TENA Olivia**, «Algunos elementos del comportamiento reproductivo de los varones», in **Juan Guillermo FIGUEROA, Lucero JIMÉNEZ** (dir.), *Ser padres, esposos e hijos: practicas y valoraciones de varones mexicanos*, El Colegio de Mexico, 2006, p. 9-53.
- **FIGUEROA Juan Guillermo**, «Los procesos educativos como recurso para cuestionar modelos hegemonico



- masculinos», *Dialogo y Debate de Cultura Política*, n°s 15-16, Centro de Estudios para la Reforma del Estado, 2001, p. 7-32.
- **GONZALEZ GALBAN Humberto**, «Cambios previsible en los niveles de fecundidad de las adolescentes mexicanas. El caso de la frontera Norte», *Frontera Norte*, n° 36, 2006, p. 29-52.
 - **HACES VELASCO Maria de los Angeles**, «La vivencia de la paternidad en el valle de Chalco», in **Juan Guillermo FIGUEROA, Lucero JIMÉNEZ** (dir.), *Ser padres, esposos e hijos: practicas y valoraciones de varones mexicanos*, El Colegio de Mexico, 2006, p. 121-155.
 - **LOCOT Thérèse** (dir), «Genre et sociétés en Afrique», *Les cahiers de l'INED*, n° 160, Paris, INED, 2007, 429 p.
 - **NUNEZ NORIEGA Guillermo**, «Vinculo de pareja y hombría: "Atender y mantener" en adultos mayores del rio Sonora, Mexico», in **Ana AMUCHASTAGUI, Ivonne SZASZ** (dir.) *Sucede que me canso de ser hombre... Relatos y reflexiones sobre hombres y masculinidades en Mexico*, El Colegio de Mexico, 2007, p. 141-184.
 - **MÉDA Dominique, CETTE Gilbert, DROMEL Nicolas**, «Les pères, entre travail et famille. Les enseignements de quelques enquêtes», *Recherches et Prévisions*, n° 76, 2004, p. 7-21.
 - **MIER Y TERAN Marta, RABELI Cécilia**, «Cambios en los patrones de coresidencia, la escolaridad y el trabajo de los niños y los jóvenes», in **Marie-Laure COUBÈS, Maria Eugenia ZAVALA COSIO y René ZENTENO** (dir.) *Cambio demográfico y social en el México del siglo XX: Una perspectiva de historias de vida*. M.A. Porrúa y El Colegio de la Frontera Norte, Mexico, 2005, p. 285-329.
 - **OLIVEIRA Orlandina de, ETERNOD Marcela, LOPEZ Maria de la Paz**, «Familia y genero en el analisis sociodemografico», in **Brigida GARCIA** (dir.) *Mujer, genero y poblacion en México 1999*, p. 211-271.
 - **PARGA Lucila**, «El profesorado y las valores de género», in **Ana Laura LARA LOPEZ, Alicia PEREDA ALFONSO** (dir.), *Mémoires del primer Coloquio Nacional de Género en la educación* (CD-Rom), UPN, 2007, p. 540-557.
 - **PARRADO Emilio, ZENTENO Rene**, «Medio siglo de incorporacion de la mujer a la fuerza de trabajo: cambio social, reestructura y crisis economica en Mexico», in **Marie-Laure COUBÈS, Maria Eugenia ZAVALA COSIO y René ZENTENO** (dir.) *Cambio demográfico y social en el México del siglo XX: Una perspectiva de historias de vida*, M.A. Porrúa y El Colegio de la Frontera Norte, Mexico, 2005, p. 191-226.
 - **ROJAS LORENA Olga**, «Criar a los hijos y participar en los laborales domesticas sin dejar de ser hombre: un estudio generacional en la ciudad de Mexico», in **Ana AMUCHASTAGUI, Ivonne SZASZ** (dir.) *Sucede que me canso de ser hombre... Relatos y reflexiones sobre hombres y masculinidades en Mexico*, El Colegio de Mexico, 2007, p. 519-561.
 - **ROJAS LORENA Olga**, «Reflexiones en torno de las valoraciones masculinas sobre los hijos y la paternidad», in **Juan Guillermo FIGUEROA, Lucero JIMÉNEZ** (dir.), *Ser padres, esposos e hijos: practicas y valoraciones de varones mexicanos*, El Colegio de Mexico, 2006, p. 95-119.
 - **RÉGNIER-LOILIER Arnaud**, «Avoir des enfants en France, Désirs et réalités», *Les Cahiers de l'INED*, n° 159, INED, 2007, Paris, 268 p.
 - **SALGUERO VELÁSQUEZ Alejandra**, «Preguntarse como ser padre es tambien preguntarse como ser hombre: reflexiones sobre algunos varones», in **Ana AMUCHASTAGUI, Ivonne SZASZ** (dir.) *Sucede que me canso de ser hombre... Relatos y reflexiones sobre hombres y masculinidades en Mexico*, El Colegio de Mexico, 2007, p. 563-599.
 - **SALGUERO VELÁSQUEZ Alejandra**, «Significado y vivencia de la paternidad en algunos varones de los sectores socioeconómicos medios en la ciudad de México», in **Juan Guillermo FIGUEROA, Lucero JIMÉNEZ** (dir.), *Ser padres, esposos e hijos: practicas y valoraciones de varones mexicanos*, El Colegio de Mexico, 2006, p. 57-94.

- **SEIDLER Victor**, « Los hombres jóvenes y las masculinidades », in **Ana AMUCHASTAGUI, Ivonne SZASZ** (dir.) *Sucede que me canso de ser hombre... Relatos y reflexiones sobre hombres y masculinidades en México*, El Colegio de México, 2007, p. 395-407.
- **STERN Claudio**, « Estereotipos de género, relaciones sexuales y embarazo adolescente en las vidas de jóvenes de diferentes grupos socio-culturales en México », *Estudios sociológicos XXV*, Colegio de México, 2007, p. 105-127.
- **THÉBAUD Françoise**, « Sexe et genre », in **Margaret MARUANI** (dir.), *Femmes, genre et sociétés*, L'état des savoirs, La Découverte, Paris, 2005, p. 59-66.
- **TORRES VELÁSQUEZ Laura Evelia**, « Diferencias paternales en la crianza de hijos e hijas; estudio de casos », in **Juan Guillermo FIGUEROA, Lucero JIMÉNEZ** (dir.), *Ser padres, esposos e hijos: prácticas y valoraciones de varones mexicanos*, El Colegio de México, 2006, p. 321-363.
- **WELTI Carlos, RODRÍGUEZ Beatriz**, « Trabajo extradoméstico femenino y comportamiento reproductivo », in **Brigida GARCIA** (dir.), *Mujer, género y población en México*, 1999, p. 317-362.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Les potentialités heuristiques d'une approche en terme de rapports sociaux de sexe ne sont plus à démontrer dans la compréhension des comportements socio-démographiques. Une telle démarche demande de mener une analyse des identités et des rôles sexués. Les adolescentes de Tijuana, à la frontière entre le Mexique et les États-Unis, évoluent dans un contexte social, national et régional, où les contours des identités féminine et masculine sont multiples et brouillés. Dès lors, quelles représentations ont-elles des identités sexuées ? Au-delà de cette description, qu'est-ce qui favorise une conception donnée des rôles sexués ? L'analyse s'appuie sur une enquête faite auprès de 1348 lycéennes et d'entretiens collectifs. Si une redéfinition de l'identité féminine semble largement entamée, la maternité et la définition de l'identité masculine apparaissent comme des remparts à une évolution profonde du « système de genre ». Les positions des adolescentes résultent de multiples vecteurs de socialisation. Leur conception des aptitudes intellectuelles selon le sexe et la scolarisation, par sa nature, son contenu, ainsi que leur perception de l'attitude des enseignants semblent des

facteurs primordiaux. Par ailleurs, en encourageant la redéfinition des rôles masculins une socialisation à la frontière apparaît comme un accélérateur du changement social.

Los estudios de género ocupan un lugar cada vez más importante en el análisis de las evoluciones o de las resistencias de los diferentes fenómenos socio-demográficos. Sin embargo, movilizar una perspectiva de género para explicar los comportamientos requiere de hacer un análisis previo de las identidades y de los roles de género. Los adolescentes de Tijuana se viven en un contexto social donde los contornos de las identidades de género son múltiples. ¿ Por lo tanto, a qué sistema de género se adhieren ellos ? ¿ Qué representaciones tienen de las identidades sexuales ? Más allá de la descripción de las representaciones de los roles sexuales parece importante interesarse por su construcción social a través de procesos de socialización. ¿ Qué características en el medio ambiente, en particular, familiar y escolar, de los adolescentes favorecen la adhesión a un sistema de género dado ? La investigación se basa en datos cuantitativos, una encuesta de 1348 alumnas en dos preparatorias ubicadas en Tijuana, y cualitativos recolectados por medio de entrevistas colectivas. Si la redefinición de la identidad femenina parece larga-

mente iniciada, la maternidad y la definición de la identidad masculina frenan la evolución del sistema de género. La definición de los roles sexuales resulta de múltiples factores (edad, lugar de socialización, educación de los padres, tipo de establecimiento escolar, concepción de las aptitudes intelectuales según el sexo...)

Gender studies play an increasing role in the analysis of the changes of different socio-demographic phenomena or resistance to those changes. However, using the gender perspective to explain the behaviors requires a preliminary analysis of identities and gender roles. Teenagers in Tijuana, on the U.S.-Mexico border, live in a social, national and regional context where there are multiple contours of masculine and feminine identities. So, what are the teenagers'

representations about gender identities and roles? Beyond this description, it seems important to analyze its social construct through socialization processes. What features in the environment, particularly family and school, promote adolescents' adherence to a given gender system? The research is based on quantitative data, a survey of 1348 school girls in two high schools located in Tijuana, and a qualitative data collected through group interviews. If the redefinition of female identity seems largely initiated, motherhood and the definition of male identity impede the evolution of the gender system. Adolescents' positions result from multiple socializations' vectors such as age, place of socialization, parental education, type of school, and development of intellectual skills by gender, etc.

MOTS CLÉS

- genre
 - socialisation
 - adolescentes
 - frontière
- Mexique-États-Unis

PALABRAS CLAVES

- género
 - socialización
 - adolescentes
 - frontera
- México-Estados- Unidos

KEYWORDS

- gender
- socialization
- teenagers
- U.S.-Mexico border

Charles-André Goulet

La medición y la evolución de la democracia en América Central

*A*utre temps, autres mœurs. A este dicho le podríamos agregar que con el cambio de época y de costumbres cambian... las preocupaciones y los desafíos. En términos prácticos la extensa difusión de la democracia en América Latina durante los últimos quince años ha modificado los temas de análisis de los expertos en democratización. De los temas relacionados con el desafío planteado por el relevo democrático [Stahler-Sholk, 1994] y las obstaculizaciones a la consolidación [Bertnzen, 1993; Merkel, 1999; O'Donnell, 1996], ahora se dedican muchos esfuerzos para definir y medir la calidad de la democracia [Diamond *et al.*, 2004; Schmitter, 2004; Vargas *et al.*, 2003].

El primer propósito de este ensayo es modesto, o sea no es de valorar el tipo de democracia que se ha instalado en esta región de América Latina ni de valorar su calidad. Más bien, este ensayo pretende rastrear la evolución de la democracia en América Central¹. El objetivo del ejercicio histórico que se realizará no es de proponer una nueva teoría de la democratización, sino de proveer una nueva capa de conocimiento sobre la evolución de la democracia en América Central de 1945 al año 2000. Esperamos que la información reportada contribuya a ver los presentes desafíos democráticos como productos de la evolución histórica de los regímenes del istmo. Conocer los obstáculos democráticos del pasado permite enfrentar y encontrar soluciones a los desafíos presentes.

1. En este ensayo el término «América Central» se refiere a los seis países del istmo centroamericano, o sea Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua y Panamá. En cambio, el término «Centroamérica» se refiere a todos éstos países menos Panamá.

La evolución de la democracia no es un proceso sencillo. En efecto, en América Central la democratización ocurrió a la vez precoz y tardíamente, paulatina y abruptamente. A lo largo del siglo XX se han presentado subsiguientes logros y retrocesos que hicieron de la evolución de la democracia un fenómeno complejo a analizar. La base de datos de Bowman, Lehoucq y Mahoney resulta ser un instrumento útil para esclarecer la situación. En la primera parte de este artículo se discute en detalles de la metodología utilizada por los tres expertos. La segunda parte de este ensayo se dedica a analizar la evolución de la democracia en América Central a partir de los datos incluidos en la dicha base de datos y también a partir de los datos recopilados por el autor. En esta sección se han incorporado datos históricos para contextualizar los cambios observados en Centroamérica. Los datos reportados para el caso de Panamá han influido en la clasificación realizada por el autor.

Antes de seguir vale la pena contestar una pregunta sencilla: ¿Para que sirve el análisis de la evolución democrática? Aquí cabe recordar lo que propone Mainwaring *et al.* acerca del tema: «la clasificación de regímenes [a través el tiempo] es una etapa necesaria para hacerse preguntas sobre las causas y consecuencias de los distintos regímenes y de la transición de un tipo de régimen hacia otro»² [Mainwaring *et al.*, 2001, p. 39]. Complementariamente, diríamos que la medición de la democracia (y de sus aspectos relacionados) permite contestar preguntas fundamentales en cuanto a la democratización. ¿Cómo ocurrió la democratización? O más precisamente, ¿cuales son los derechos y libertades que tardaron a ser respetados? ¿Existen patronos de democratización entre los países? De igual forma, ¿cuales son los retrocesos democráticos? ¿Son parecidos de un país a otro? Los resultados que se generan a partir de los índices disponibles³ juegan un papel notable pues nos permiten encontrar respuestas a estas preguntas. Esperamos que los datos reportados en este ensayo sean útiles a los que se dedican a contestar estas preguntas.

2. El autor ha traducido al español todas las citas que provienen de textos originalmente publicados en inglés.

3. Existen varios instrumentos para analizar la evolución de los regímenes políticos en América Latina y en el resto del mundo. El índice de Freedom House sobre los derechos civiles y políticos es uno de estos instrumentos. Los índices de Smith [2004], Marshall y Jagers [2002], Vanhanen [2000] y Coppedge y Wolgen [1990] son otros instrumentos disponibles. Por un lado, todos estos instrumentos comparten un rasgo común pues pretenden valorar el grado de democratización en regiones del mundo. Por otro lado, los varios instrumentos se diferencian en sus maneras de definir el concepto de estudio, de agregar los datos recolectados y de medir el concepto analizado.



El índice de Bowman, Lehoucq y Mahoney (BLM)

A pesar de que excluye a Panamá, el índice BLM⁴ parece ser el instrumento adecuado para analizar la evolución democrática en América Central. El uso de una concepción amplia de la democracia y de una metodología transparente hace del índice BLM una fuente de información rica y valiosa.

Bowman, Lehoucq y Mahoney, los cuales tienen mucha experiencia en el estudio político e histórico en Centroamérica, construyeron un índice que mide la democracia (o su ausencia) por años calendario de 1900 al 2000 en Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras y Nicaragua. Para medir la democracia los tres expertos desagregaron el concepto analizado en dos dominios, cinco dimensiones y a lo menos 15 indicadores. El dominio de las Libertades Políticas está compuesto por las dimensiones de la «Organización Política y de la Libertad de Expresión». Alternativamente, el dominio de los Derechos Políticos está compuesto por las dimensiones de la «Competitividad Electoral», de la «Participación Inclusiva», de la «Supremacía Civil» y, finalmente, de la «Soberanía».

La desagregación por dimensión nos será muy útil a la hora de comparar la evolución democrática en los países de la región. Además, el análisis desagregado de las dimensiones nos permitirá averiguar de qué naturaleza fue los primeros logros democráticos y cuales fueron los retos al fin del siglo pasado. No habríamos podido realizar un tal análisis si hubiéramos elegido un índice construido a partir de una concepción minimalista de la democracia.⁵

Tal como lo señalan Bowman *et al.*, se debe contar con amplias fuentes de información para medir correctamente la evolución democrática. Por lo tanto, los tres expertos contaron a la vez con fuentes internacionales (lo que, por ejemplo, incluye correspondencias diplomáticas norte americanas) y regionales (tal como monografías, disertaciones doctorales, documentos gubernamentales y periódicos).

Para que se pudiera realizar un verdadero análisis regional, el *Programa Estado de la Nación* de Costa Rica y el *Office Québec-Amériques pour la Jeunesse* apoyaron un proyecto de recolección de datos sobre Panamá⁶, el cual quedó excluido en el índice BLM⁷. Respetando la metodología de este índice, se ha logrado clasificar

4. Ver Kirk Bowman, Fabrice Lehoucq, James Mahoney, *Measuring Political Democracy : Case Expertise, Data Adequacy, and Central America*, 2005 : <http://www.blmdemocracy.gatech.edu/>

5. Los lectores interesados en discusiones sobre las definiciones de la democracia y sus implicaciones empíricas podrán consultar el texto de Munck y Verkuilen (2002).

6. De hecho, esta investigación fue realizada en la oficina del *Programa Estado de la Nación* en 2005. Para conocer más sobre el Programa visite : <http://www.estadonacion.or.cr/>.

7. Bowman, Lehoucq y Mahoney proveen explicaciones muy claras sobre la metodología que usaron para codificar las variables y, posteriormente, clasificar los regimenes de los cinco países centroamericanos. La transparencia en la metodología tiene a lo menos dos ventajas: a) comprobar los resultados reportados en su estudio y b) usar la metodología para clasificar la evolución de la democracia en otros países.

la democracia panameña de 1945 al 2000. Cabe mencionar que se han recogido los datos a través de la consulta de fuentes nacionales, regionales e internacionales. Más precisamente, se han consultado artículos académicos, disertaciones doctorales, periódicos, documentos gubernamentales centroamericanos, etc.

Tal como lo han hecho Bowman *et al.* para los cinco países centroamericanos, el autor ha determinado por cada año si en Panamá se encontraba un régimen no democrático, semi democrático o democrático. El uso de esta ordenación tricotómica nos parece superior a otras alternativas de medición (por ejemplo las por medición dicotómica o por intervalo). De hecho, compartimos lo que señalan Mainwaring *et al.* sobre el tema, «el enfoque tricotómico es consistente con la naturaleza continua de las prácticas democráticas»⁸ [Mainwaring *et al.*, 2001, p. 51].

Ahora hace falta discutir acerca de la metodología utilizada para determinar si los países del estudio se clasificaban en una de las tres categorías. Para cumplir con este propósito Bowman *et al.* usaron la lógica «Fuzzy-Set». El uso de este instrumento metodológico es adecuado cuando se trata de realizar una clasificación a partir de un conjunto de dimensiones de igual importancia o por las cuales sería subjetivo y teóricamente arriesgado atribuirles valores distintos.

Bowman *et al.* atribuyeron criterios y puntajes (de 0 a 1) para medir la fuerza de cada una de las dimensiones. El Cuadro 1 ilustra en detalles los dichos criterios. Tomando en cuenta que las cinco dimensiones son esenciales para la democracia, un país debe obtener un puntaje de 1 en *todas* las dimensiones para ser clasificado democrático. Esta regla implica que el hecho de atribuir 0,5 punto a una sola dimensión (y 1 punto en las demás) es suficiente para colocar un país en la categoría intermedia, o sea Semi Democrática. De hecho, la obtención mínima de 0,5 punto en *todas* las cinco dimensiones es el umbral mínimo de la categoría intermedia. Los países donde no se logra este requisito se clasifican en la categoría No Democrática.

El uso de una codificación tricotómica conlleva ventajas. Contrariamente a una clasificación dicotómica (compuesta por dos categorías: no democrática y democrática), la codificación propuesta por Bowman *et al.* permite visualizar y valorar las fases de transición histórica. La inclusión de una categoría intermedia es esencial debido a que la naturaleza de los regímenes que caben en esta categoría es empíricamente distinta a la de los regímenes autoritarios o plenamente democráticos.

Muchos investigadores usan escalas numéricas para medir la democracia. Consideramos que la clasificación ordenada de varios países en este tipo de

8. Eso fue el caso de Nicaragua entre 1929 y 1932.



CUADRO 1. REQUISITOS MÍNIMOS DE CLASIFICACIÓN POR DIMENSIÓN

	Dimensión	0 punto	0,5 punto	1 punto
Libertades Políticas	Organización política y libertad de expresión	Todo por debajo del umbral 0,5	El estado restringe la organización política de ciertos grupos. Sin embargo, la mayoría de la población es libre de formar grupos, sindicatos y partidos políticos. Los medios de comunicación son pluralistas. No obstante, el Estado limita la difusión de ideas que no le son favorables.	Los actores estatales no limitan sistemáticamente la formación de partidos políticos, grupos y sindicatos, tampoco restringen la difusión de ideas políticas en los medios de comunicación.
	Elecciones competidas	Todo por debajo del umbral 0,5	Las elecciones son realizadas periódicamente de conformidad con lo que establece la constitución. Los candidatos son seleccionados a través de un proceso limpio, el voto es secreto y las personas pueden emitir solo un voto. Sin embargo, pueden reportarse fraudes, violencia e intimidación pero estas irregularidades solo inciden sensiblemente en los resultados electorales.	Las elecciones son realizadas periódicamente de conformidad con lo que establece la constitución. Los candidatos son seleccionados a través de un proceso limpio, el voto es secreto y las personas pueden emitir sólo un voto. No se reportan fraudes significativos, violencia u intimidación.
	Participación inclusiva	Todo por debajo del umbral 0,5	El electorado está compuesto en su gran mayoría por varones de tal manera que los de clase media y obreros pueden votar. Vota una proporción significativa del electorado.	La constitución establece formalmente el derecho al sufragio para todos los adultos. Vota una proporción significativa del electorado.
Derechos Políticos	Supremacía civil	Todo por debajo del umbral 0,5	Hay evidencia de que el ejército excede sus atribuciones constitucionales para ejercer presión sobre los funcionarios electos en ciertos asuntos de carácter político. A pesar de que, en general, se respetan las esferas de autoridad, la evidencia sugiere que los políticos exceden sus competencias.	No hay evidencia de que el ejército excede sus atribuciones constitucionales para ejercer presión sobre los funcionarios electos en ciertos asuntos de carácter político. De igual forma, no hay evidencia que sugiere que los políticos exceden sus competencias.
	Soberanía	Todo por debajo del umbral 0,5	Aunque actores extranjeros pueden influir directamente en las políticas públicas sobre ciertos asuntos, el gobierno tiene suficiente autonomía para adoptar sus propias políticas y, en ciertas ocasiones, superar las presiones externas. No existen informes de amenazas externas contra el gobierno por estos motivos.	No hay evidencia de que actores extranjeros que influyan de forma directa en el contenido de las políticas públicas. Tampoco se observan amenazas extranjeras de deponer el gobierno por estos motivos.
			Una fuerza extranjera controla de forma autónoma una zona de importancia en el país.a/	El gobierno controla en totalidad su territorio. Alternativamente, tiene lugar una apertura legal en cuanto a una gestión conjunta de zonas importantes que han sido históricamente bajo control de un gobierno extranjero. a/

a/ El autor ha añadido este último criterio para adaptar la clasificación al caso panameño. Fuente: Bowman *et al.*, 2005b.

escalas, adolece de ciertas debilidades. Además de hacer poco caso a los criterios de democratización elaborados en la literatura, el uso de este tipo de escalas implica cierta subjetividad a la hora de determinar umbrales críticos. Como si fuera poco, las escalas numéricas inducen al lector a atribuir una mejor clasificación a países que obtuvieron puntajes muy parecidos, sin que ello signifique variaciones sustantivas entre los regímenes que se hallan en estos países.

Sería engañoso afirmar que el uso de la lógica Fuzzy-Set no tiene debilidades. Recordemos que en el estudio BLM las tres categorías de regímenes son muy amplias, elemento que favorece la agrupación de países que tienen regímenes poco parecidos bajo una misma categoría (generalmente en la categoría inferior e intermedia). Tomemos el ejemplo de un país ficticio a dos momentos de su historia. Analizando la situación política en el momento A de este país se atribuyeron un puntaje intermedio de punto 0,5 en las cinco dimensiones de la democracia.⁹ Algunas décadas después, o sea en el momento B, se atribuyeron un puntaje de 0,5 en una de las dimensiones y un puntaje de 1 en las demás¹⁰. Según los criterios fuzzy-set se clasificaría el dicho país en la categoría semi-democrática en los dos momentos de su historia pese a las importantes aperturas que se han realizado a través del tiempo. En este caso la amplitud de la categoría intermedia permite que eso sucediera a pesar de que la situación política en el momento B era mucho más parecida a la de otros países democráticos que a la del momento anterior de su historia.

Desafortunadamente no existe un sistema de clasificación perfecto. A pesar de la debilidad reportada, sostenemos que la lógica Fuzzy-Set es una de las mejores para clasificar los regímenes. Ahora analicemos los resultados de la evolución de la democracia en el istmo en la segunda mitad del siglo XX.

La evolución de la democracia en América Central de 1945 a 2000

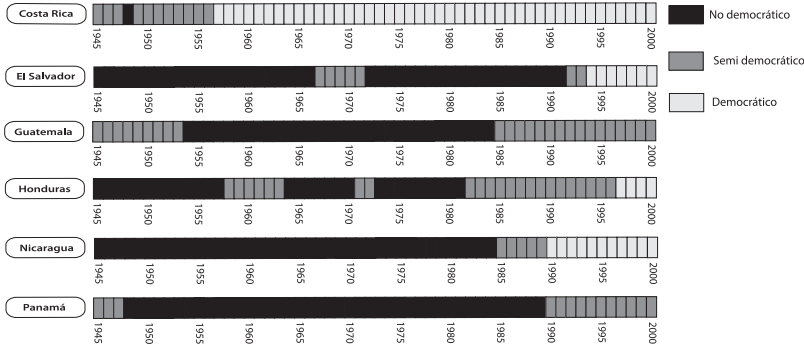
El Gráfico 1 ilustra la evolución de la democracia en los seis países del istmo entre 1945 y 2000. Para cada país se encuentra una línea de tiempo compuesta por 56 celdas, o sea una celda por año. Distintos colores son atribuidos a los tres tipos de regímenes.

9. Eso fue el caso de Nicaragua entre 1985 y 1989.

10. Cabe mencionar que los regímenes semi-democráticos son regímenes de transición. Su función hacia la instalación de un sistema que favorece o limita la democratización explica porqué estos han sido numerosos y generalmente de corta duración.



GRÁFICO 1. AMÉRICA CENTRAL : EVOLUCIÓN DE LA DEMOCRACIA POR PAÍS (1945-2000)



Fuente: Elaboración propia. Los datos sobre los países centroamericanos provienen de Bowman *et al.*, 2005b. Los datos sobre Panamá fueron recopilados por el autor.

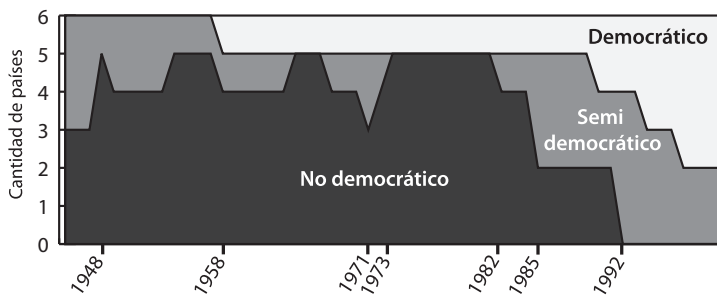
En su ponencia sobre los ciclos electorales, Peter Smith argumenta que «la inestabilidad política ha sido endémica en América Latina» [Smith, 2004, p. 23]. Las conclusiones que logra Smith sobre todo la región a lo largo del siglo XX se aplican claramente a este análisis. Efectivamente, entre 1945 y 2000 ocurrieron veintiséis cambios de regímenes en los seis países del estudio, o sea un promedio de 3,5 cambios por país. Los países los más estables (dos cambios) han sido Guatemala y Nicaragua mientras que los más inestables (cuatro y seis cambios respectivamente) fueron Panamá y Honduras. Costa Rica representa un caso promedio con tres cambios.

En el istmo los regímenes no democráticos han sido más estables que los dos otros tipos de regímenes. Los nueve regímenes no democráticos tuvieron un promedio de duración de 20,5 años. El Gráfico 1 nos enseña que el régimen no democrático panameño ha sido el más estable (42 años) del periodo pos-guerra. En cambio, el régimen semi-democrático de más larga duración fue el de Honduras entre 1982 y 1996. Los doce regímenes semi-democráticos del istmo tuvieron un promedio de duración de 7,2 años.¹¹ En total se establecieron cuatro regímenes democráticos en los seis países. La duración promedio de estos regímenes fue de 16,25 años. La fuerte estabilidad de la democracia costarricense influye en este dato pues los regímenes democráticos de Honduras, Nicaragua y El Salvador tuvieron un promedio de duración de 7,33 años.

El Gráfico 2 ilustra la distribución de los seis países del istmo según régimen a partir de 1945.

11. En este país se adoptó una medida de voto optativo para las mujeres y obligatorio para los varones.

GRÁFICO 2. CENTROAMÉRICA Y PANAMÁ. DISTRIBUCIÓN DE LOS PAÍSES SEGÚN RÉGIMEN



Fuente: Elaboración propia con Bowman *et al.*, 2005a y Goulet.

Hasta 1958 la distribución de los países siguió haciéndose entre regímenes no democráticos y semi-democráticos. La democratización del sistema político costarricense a final de los años cincuenta cambió esta distribución. Sin embargo, vale mencionar que los logros democráticos en Costa Rica no trascendieron las fronteras de este país. De hecho, entre 1973 y 1981 la democracia costarricense existía al lado de regímenes exclusivamente no democráticos.

Existen muchos elementos específicos a El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua y Panamá para explicar porqué no se produjo una difusión de la democracia en estos países. A pesar de las particularidades de cada país, se puede brindar explicaciones generales. En primer lugar, el temor que se propagará el comunismo en el istmo creó un contexto político poco propicio para que sucediera una apertura democrática. El desarrollo de la doctrina de seguridad nacional limitó las posibilidades de contestación y fomentó el uso de medidas represivas en contra de los miembros de organizaciones civiles (o armadas) sospechosos de apoyar a grupos comunistas. En segundo lugar, se mantuvo o se reforzó las reglas de contestación en las esferas gubernamentales. Es decir, se toleraba una oposición limitada solo si sus miembros estaban dispuestos a respetar las estrictas reglas de contestación. El control de la contestación también implicó el uso de fraude cuando los resultados electorales resultaban desfavorables a la élite. Vale mencionar que durante este periodo los líderes también contaban con las fuerzas militares para evitar que ocurrieran cambios políticos desafiantes para ellos.

En 1982 la instalación de un régimen semi-democrático en Honduras inició una fase de transición hacia una más profunda democratización del istmo. Esta fase de transición continuó con la instalación de sistemas semi-democráticos en Guatemala (1985), Nicaragua (1985), Panamá (1990) y El Salvador (1992). El tardío cambio histórico en este último país hizo del istmo un territorio libre de regímenes autocráticos. Al cierre del siglo XX sólo Guatemala y Panamá no habían completado su transición democrática.



La imposibilidad de mantener una alianza entre los grupos exclusivos gobernantes, la instalación de dirigentes civiles y el derrumbe electoral de las fuerzas revolucionarias son algunos factores que contribuyeron a que sucediera una democratización parcial en las distintas zonas del istmo donde la democracia no había existido previamente a los años ochenta. En la próxima sección se analizará más en profundidad los eventos que hicieron de las últimas décadas del siglo XX el periodo más democrático en la historia de América Central.

Análisis de desagregación democrática : 1945-2000

El sufragio universal

En Centroamérica el sufragio universal empezó a ser realidad a partir del 1945. En este mismo año, las panameñas de más de veintiún años de edad pudieron votar por primera vez. Las costarricenses y las salvadoreñas tuvieron que esperar hasta 1950 para gozar de este derecho. Las leyes electorales que no discriminaban a las mujeres se pusieron en práctica en 1955 en Honduras¹² y en 1957 en Nicaragua.

En el cambio de sus leyes electorales, el gobierno costarricense adoptó medidas para permitir la elección del jefe de Estado por todos los ciudadanos y no sólo los terratenientes. En Guatemala, la adopción de comicios secretos y sin restricciones de todo tipo se llevó a cabo en 1956.

Vale mencionar que en Centroamérica se han respetado los principios de participación inclusiva en todas las elecciones que tuvieron lugar desde 1957. Dicho de otro modo, desde este año desaparecieron las restricciones electorales que impedían votar a las mujeres, los no terratenientes, los iletrados o los solteros.

A medida que avancemos en este análisis se podrá observar una paradoja: en el istmo la consolidación de los derechos al sufragio universal se realizó a pesar de los numerosos intentos de limitar la democratización en la región. Vale mencionar que este fenómeno no sólo es una particularidad del istmo, sino de varios otros países latinoamericanos. Tal como lo reportan Coppedge y Reinicke en su estudio, «debería ser notado que un numero apreciable de países que no [celebraban] elecciones [reconocían], sin embargo, el sufragio universal»¹³ [Coppedge y Reinicke, 1990, p. 54].

12. En su encuesta, Coppedge y Reinicke encontraron que más de un tercio de los 144 países donde se respetaban el sufragio universal en 1985 no eran poliarquías o eran poliarquías de bajo nivel [Coppedge y Reinicke, 1990].

13. Ver Karl Terry Lynn, 1995 : «The Hybrid Regimes of Central America», *Journal of Democracy* 6 (3), p. 72-86.

La soberanía nacional

A través el siglo XX, Costa Rica y El Salvador han sido los únicos países centroamericanos que gozaron de forma ininterrumpida de una soberanía integral. En Nicaragua, se ha gozado de este derecho durante la mayoría del siglo pasado. Sin embargo, en este caso, se experimentó una interrupción parcial o completa de la soberanía entre los años 1909 y 1932. Desde 1933 no hubo serias amenazas contra la soberanía en este país.

En el caso de Guatemala, solo hubo una drástica interrupción en 1954. Esta interrupción corresponde al golpe de estado contra el gobierno progresista de Jacobo Arbenz Guzmán. Recordemos que esta maniobra fue respaldada por los Estados Unidos.

La evolución de la soberanía, y de las amenazas contra ella, fue totalmente distinta en Honduras. Efectivamente, Honduras ha experimentado una amenaza parcial contra su soberanía durante todas las décadas de la guerra fría. Bowman *et al.* observan que dos invasiones estadounidenses (en 1963 y 1972) tuvieron lugar entre 1952 y 1989. Cabe destacar que los hondureños gozaron de la soberanía de su país durante muy pocos años del siglo pasado. Según el análisis de los creadores del índice, se ha respetado la soberanía hondureña durante dos breves épocas: entre 1933 y 1951 y durante la última década del siglo. La incorporación histórica de inversionistas extranjeros en los grupos gobernantes explica en gran medida porqué se ha limitado la soberanía en este país.

La construcción del canal interoceánico ha tenido impactos profundos sobre la soberanía panameña a lo largo del siglo XX. El tratado Bunau-Varilla de 1903, el cual fue adoptado en el primer año de la independencia de Panamá, otorgó a Washington poderes soberanos sobre la zona del canal [1996. Labreveux, 1977]. Cabe mencionar que la presencia estadounidense en Panamá no se limitó a esta zona geográfica. Hasta 1968, lo que corresponde con la instalación del régimen nacionalista de Torrijos, los Estados Unidos jugaron un papel importante en varias esferas públicas tal la política extranjera de Panamá y la seguridad interna. La combinación de la adopción de una política menos intervencionista de parte de los Estados Unidos y la implementación del tratado Carter-Torrijos de 1977 representó un avance notable, lo que permitió a Panamá gozar de una fuerte soberanía por primera vez en su historia. En los últimos días del año 1989 el gobierno de George Bush puso en marcha la operación *Just Cause* para acabar con el «narco régimen» del General Noriega. En las semanas siguientes los Estados Unidos capturaron a Noriega, destruyeron las Fuerzas de Defensa de Panamá y pusieron Guillermo Endara en la silla presidencial. En 1991, Panamá logró recuperar su soberanía, la cual resultó fortalecida por la entrega completa del canal en el año 2000.



La intervención de los Estados Unidos en Panamá en 1989 fue un hito histórico. En efecto, la operación *Just Cause* fue la última intervención en contra de la soberanía del istmo. Desde 1991, los seis países de la región gozan a la vez de una soberanía completa.

La competitividad electoral

El Cuadro 2 muestra la evolución de la competitividad electoral en los seis países del istmo.

CUADRO 2. AMÉRICA CENTRAL. PERIODOS DE COMPETITIVIDAD ELECTORAL POR NIVEL SEGÚN PAÍS (1945-2000)

	No o muy bajo nivel de competitividad electoral (0 punto BLM ^{a/})	Competitividad electoral intermedia (0.5 punto BLM ^{b/})	Competitividad electoral adecuada (1 punto BLM ^{c/})
Costa Rica			1945-2000
El Salvador	1945-1963 y 1972-1983	1964-1971 y 1984-1993	1994-2000
Guatemala	1955-1983	1945-1954	1984-2000
Honduras	1945-1957, 1964-1970 y 1973-1979	1958-1963, 1971-1972 y 1986-1989	1980-1985 y 1990-2000
Nicaragua	1945-1984		1985-2000
Panamá	1948-1991		1945-1947 y 1992-2000

a/ 0 punto BLM: todo por debajo del umbral 0,5.

b/ 0,5 punto BLM: las elecciones son realizadas periódicamente de conformidad con lo que establece la constitución. Los candidatos son seleccionados a través de un proceso limpio, el voto es secreto y las personas pueden emitir sólo un voto. Sin embargo, pueden reportarse fraudes, violencia e intimidación pero estas irregularidades sólo inciden sensiblemente en los resultados electorales.

c/ 1 punto BLM: las elecciones son realizadas periódicamente de conformidad con lo que establece la constitución. Los candidatos son seleccionados a través de un proceso limpio, el voto es secreto y las personas pueden emitir sólo un voto. No se reportan fraudes significativos, violencia u intimidación.

Fuente: elaboración propia con datos de Bowman *et al.*, 2005a y Goulet.

Costa Rica es el ejemplo de estabilidad en materia de competitividad electoral. Efectivamente, en este país se ha respetado el principio de competitividad electoral de forma ininterrumpida a partir de 1928. Este año Costa Rica fue el primer país de la región donde se celebró elecciones justas.

Por razones opuestas, sin embargo, los casos de Guatemala, Nicaragua y Panamá son también ejemplos de estabilidad en materia de competitividad electoral.

En Guatemala los logros democráticos de la Revolución de Octubre permitieron que se volviera a respetar parcialmente la competitividad electoral. De hecho, a lo largo del siglo XX se respetaron los principios de competitividad electoral en dos ocasiones, o sea entre 1927 y 1930 y también entre 1945 y 1954. Se limitaron aún más los principios de competitividad en los ocho comicios que tuvieron lugar entre el golpe de estado contra Arbenz y 1983. Cabe mencionar que la adopción del voto secreto fue uno de los muy pocos avances que hubo durante esta época de «elecciones de fachada»¹⁴. La elección de la asamblea constituyente en 1984 y la elección presidencial de 1985 son hitos en la historia de la democratización del sistema político guatemalteco. Efectivamente, los dos comicios tuvieron lugar en un ámbito competitivo. En estos años, no sólo se celebraron las primeras elecciones competitivas en la historia del país, sino también el primer relevo pacífico desde 1951.

La represión de la competitividad también fue muy severa en Nicaragua. A pesar de una apertura parcial apoyada por los Estados Unidos entre los años 1929 y 1936, los nicaragüenses tuvieron que esperar hasta 1985 para votar en la primera elección competitiva de su historia. La muy larga dictadura de los Somoza limitó todas las posibilidades de democratización electoral. En las palabras de Micheal Krennerich,

[en] las siete elecciones presidenciales que se realizaron durante la dictadura, nunca se cuestionó quién accedería al poder: se elegía bien a un Somoza o bien a uno de sus protegidos. La victoria electoral estaba asegurada por el carácter poco competitivo de las elecciones, que, entre otras cosas, se manifestaba por la falta de una verdadera oposición o simplemente por el fraude electoral. Durante esta fase autoritaria, las elecciones sirvieron principalmente como instrumento para el mantenimiento y el ejercicio del poder por parte de los Somoza [Krennerich, 1993].

Aunque la elección de 1984 no permitió que ocurriera una alternación pacífica, se produjo una mejoría histórica en el manejo técnico del proceso electoral.

Panamá se gana el poco prestigioso premio de haber sido el país con el más bajo nivel de competitividad electoral. En efecto, en este país hubo una interrupción total en esta materia de 1948 a 1992. Recordemos que durante este largo periodo la Guardia Nacional, el Tribunal Electoral y/o el Partido Revolucionario Democrático (PRD) participaban en los fraudes electorales. La cancelación de elecciones y la imposición de candidatos son otras estrategias que se han utilizado para obstaculizar la democracia electoral. Pese a que no hubo

14. Las primeras elecciones semi-competitivas del siglo tuvieron lugar en Honduras en 1900 y luego en Costa Rica tres años después.



elecciones en 1992, consideramos que se recuperó la competitividad electoral en este año, el cual corresponde a la celebración del referéndum constitucional. Finalmente, consideramos que los comicios de 1994 y 1999 han sido «generalmente libres y justos».

No cabe duda, Honduras representa el país más inestable del istmo en materia de competitividad electoral. Después de haber logrado un nivel intermedio en dos ocasiones entre 1958 y 1972, Honduras volvió al más bajo grado de competitividad entre 1973 y 1979. En 1981, se eligió de forma directa al jefe de Estado, algo que no se había hecho en más de 25 años. La victoria de Roberto Suazo Córdova, candidato del Partido Liberal de Honduras, fue el producto de la primera elección presidencial competitiva. Desgraciadamente, los logros en materia de competitividad electoral no fueron consolidados a partir de este momento. En efecto, se impusieron imitaciones parciales por un breve momento, o sea entre 1986 a 1989. Desde entonces, se celebran comicios justos en Honduras.

En 1964 los salvadoreños participaron por primera vez en una elección semi competitiva. Vale destacar que ningún otro país centroamericano ha tardado tanto en adoptar medidas permitiendo la celebración de elecciones parcialmente competitivas. Sin embargo, esto no fue señal de la existencia de una democratización progresiva y constante. Los requisitos para que tuvieran lugar elecciones parcialmente competitivas aparecieron muchos años antes en los otros países centroamericanos.¹⁵ Exactamente como lo experimentaron estos países anteriormente, la competitividad electoral volvió a un muy bajo nivel después de una primera apertura histórica. En El Salvador la década de los años setenta, o más precisamente de 1972 a 1982, corresponde a un periodo de fraude y violencia. La elección de José Napoleón Duarte, candidato del Partido Demócrata Cristiano, en 1984 inició una progresión en materia de competitividad electoral. Este proceso culminó en 1994 con «la elección del siglo». En este año, el Doctor Armando Calderón Sol, el cual se había desempeñado como el alcalde de San Salvador, ganó la primera elección presidencial competitiva en la historia del país. Con su elección, el istmo se transformó integralmente en un territorio donde se respetan los principios de competitividad democrática en la selección de líderes nacionales.

15. Uno podría cuestionar la codificación de Bowman *et al.* Sin embargo, consideremos algunos aspectos de la naturaleza del régimen somozista. Primero, en lugar de violar leyes establecidas por gobiernos anteriores Somoza se dedicó a adoptar leyes y constituciones que convenían a su estilo de liderazgo. Esta maniobra le permitió gobernar sin «violiar sistemáticamente» las reglas en vigencia. De igual forma, el régimen somozista tenía un fuerte control sobre las fuerzas represivas. De hecho, la Guardia Nacional era un instrumento para Somoza y no lo contrario.

La supremacía civil

En el Cuadro 3 se enseñan algunos datos sobre la supremacía civil en el istmo entre 1945 y 2000. En esta dimensión se destacan dos grupos de países: los países con una amplia experiencia de supremacía civil y los otros con poca experiencia.

CUADRO 3. AMÉRICA CENTRAL. DATOS SOBRE LA SUPREMACÍA CIVIL (1945-2000)

	Números de años con bajo nivel de supremacía civil (0 punto BLM a/)	Números de años con supremacía civil intermedia (0,5 punto BLM b/)	Números de años con supremacía civil completa (1 punto BLM c/)	Números de cambios entre los distintos niveles de supremacía civil	Supremacía civil completa ininterrumpida de... al 2000
Costa Rica	1	2	53	3	1951
El Salvador	32	17	7	4	1994
Guatemala	31	25	-	2	-
Honduras	18	26	12	8	1997
Nicaragua	6	-	50	2	1985
Panamá	23	22	11	4	1990

a/ 0 punto BLM: todo por debajo del umbral 0,5.

b/ 0,5 punto BLM: hay evidencia de que el ejército excede sus atribuciones constitucionales para ejercer presión sobre los funcionarios electos en ciertos asuntos de carácter político. A pesar de que, en general, se respetan las esferas de autoridad, la evidencia sugiere que los políticos exceden sus competencias.

c/ 1 punto BLM: no hay evidencia de que el ejército excede sus atribuciones constitucionales para ejercer presión sobre los funcionarios electos en ciertos asuntos de carácter político. De igual forma, no hay evidencia que sugiere que los políticos exceden sus competencias.

Fuente: elaboración propia con datos de Bowman *et al.*, 2005a y Goulet.

Con una breve interrupción entre 1948 y 1950, Costa Rica se clasifica como el país donde más se ha respetado el principio de supremacía de los civiles en el poder desde el fin de la II guerra mundial. Cabe mencionar que esta clasificación se mantiene a la hora de analizar la evolución de la supremacía civil a lo largo del siglo XX. En este país, la interrupción (parcial o completa) de 1948, 1949 y 1950 corresponde a la guerra civil y, más precisamente, a la instalación de una junta de gobierno. La abolición del ejército costarricense por José Figueres Ferrer en 1949 fue un evento decisivo cuyo impacto reforzó la supremacía de los civiles hasta este día.

Nicaragua también ha sido un ejemplo de estabilidad de supremacía civil. Al final de la II guerra mundial Nicaragua ya llevaba algunos años durante los cuales el ejército no imponía poderes extra constitucionales. El periodo durante el cual ni la Guardia Nacional ni los políticos violaban sistemáticamente las reglas de



gobernanza duró hasta 1979.¹⁶ La victoria de los líderes revolucionarios inició un periodo de muy baja supremacía civil. En 1985 Nicaragua recuperó una supremacía civil conducente a la democratización del país.

En Panamá, los golpes de estado (1949, 1951, 1968 y 1989), la alianza entre civiles y militares, la elección de líderes poco dedicados a la democratización y la tutela militar han sido factores que limitaron la existencia de una supremacía civil entre 1945 y 1989. De hecho, el golpe de 1968 marcó el inicio de un periodo de más de dos décadas durante el cual el ejército controló o vigiló estrechadamente las decisiones políticas. La captura del General Noriega y la instalación de un gobierno civil fueron elementos determinantes en la promoción de la plena supremacía civil.

Honduras es el mejor ejemplo de fortaleza de la supremacía civil en la primera mitad del siglo XX. Contrariamente a Costa Rica, Honduras no ha experimentado ninguna interrupción o debilitación en esta materia entre 1900 y 1952. Desgraciadamente la situación cambió radicalmente a partir de 1953. En efecto, durante las décadas subsiguientes los militares fueron «arbitradores supremos» de la esfera política. Recordemos que seis golpes de estado tuvieron lugar entre 1956 y 1978, o sea un promedio de uno por 3.66 años. Finalmente en 1997, año de elección de Carlos Roberto Flores, todos los poderes políticos fueron otorgados a civiles que cumplieron con las reglas de gobernanza. La recuperación de la supremacía civil es un hito en la historia hondureña pues condujo a una democratización «completa» del sistema político.

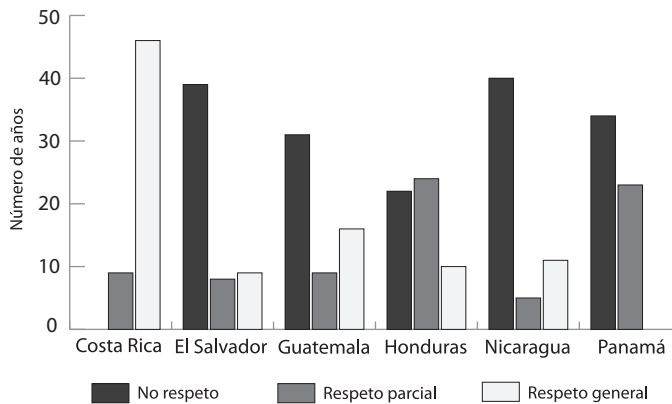
Una diferencia importante entre El Salvador y Guatemala es que en este último país nunca se ha podido gozar de una supremacía civil completa. De hecho, las limitaciones en esta materia impidieron que Guatemala completará su transición democrática antes del cierre del siglo XX. Analizando la evolución de esta dimensión a lo largo del siglo se observa que en Guatemala hubo tres periodos de apertura parciales, o sea de 1920 a 1930, de 1944 a 1953 y, finalmente, de 1985-2000. La última apertura tuvo lugar mediante la elección de un candidato civil, lo que era un evento excepcional en Guatemala. Desgraciadamente, la elección de Vinicio Cerezo Arévalo en 1986 no permitió que ocurriera un cambio radical en materia de supremacía civil, tal como fue el caso en Nicaragua el año anterior. En las palabras de Skidmore y Smith, Vinicio Cerezo Arévalo gobernó «para agradar a los militares» [Skidmore y Smith, 1992, p. 342-343]. El Cuadro 3 nos enseña que en la segunda mitad del siglo XX todos los países menos Guatemala han experimentado a lo menos de forma breve lo que era la plena supremacía civil.

16. Estas medidas son conocidas como leyes mordazas o regulaciones que penalizan las ofensas contra el honor y la calumnia.

La organización política

El Gráfico 5 evidencia el número de años durante los cuales se han reprimido (de forma parcial o total) o respetado los derechos de participación política y la libertad de expresión.

GRÁFICO 3. AMÉRICA CENTRAL. RESPETO DE LOS DERECHOS DE PARTICIPACIÓN POLÍTICA Y LIBERTAD DE EXPRESIÓN POR PAÍS (1945-2000)



Fuente: elaboración propia con datos de Bowman *et al.*, 2005a y Goulet.

La fortaleza de la democracia costarricense se explica por varios factores. El respeto histórico de los derechos generales de participación política y de libertad de expresión es claramente uno de estos factores. Desde el fin de la Segunda Guerra mundial sólo hubo un retroceso parcial de estos derechos, el cual tuvo lugar entre 1949 y 1957. Recordemos que los vencedores de la guerra civil de 1948 limitaron la participación política a través de medidas represivas hacia los dirigentes del Partido Republicano Nacional. Ante resultados electorales desfavorables, José Figueres Ferrer, político emblemático de este periodo, afirmó que de ciertas maneras la caída de su equipo político representaba una «contribución para la democracia en América Latina» [Skidmore y Smith, 1994, p. 325]. Resultaría difícil comprobar esta afirmación. Sin embargo, se debe reconocer que el relevo pacífico de 1958 dio luz a lo que iba a ser reconocido «universalmente como la democracia más antigua y estable de América Latina» [Selingson, 2001, p. 87].

La situación del respeto de los derechos de participación política fue totalmente distinta en El Salvador. Entre 1945 y 1991 sólo hubo un breve periodo (1964 a 1971) durante el cual se ha(n) parcialmente respetado los derechos de participación y expresión. En el periodo entre 1972 y 1991 las



limitaciones iban mucho más allá de la obstaculización a la participación de ciertos grupos. Las juntas militares-civiles que gobernaron entre 1979 y 1982 usaron medidas de eliminación masiva en contra de los opositores políticos. La violencia y represión política contra los grupos izquierdistas terminó en 1991. Recordemos que el año siguiente las Naciones Unidas lograron encontrar un compromiso entre el Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional y el gobierno.

En Guatemala la Revolución de Octubre de 1944 llevó consigo muchos cambios positivos. A pesar de la fuerte presión militar, los gobiernos de Juan Jose Arevalo Bermejo y de Arbenz fomentaron la participación de grupos anteriormente excluidos de la esfera política. Sin embargo, las políticas reformistas y nacionalistas de Arbenz asustaron a las facciones conservadoras guatemaltecas y estadounidenses. El golpe de estado contra Arbenz inició una era de violenta represión en materia de participación política. De hecho, los guatemaltecos tuvieron que esperar hasta el 1994 para gozar de nuevo del pleno respeto de sus derechos generales de participación y de expresión. Contrariamente al caso de El Salvador, en Guatemala hubo una transición progresiva entre el no respeto y el respeto general de los derechos de participación. Esta transición empezó en 1985 bajo la presidencia militar de Oscar Humberto Mejía Victores.

Hasta 1991 los hondureños han experimentado constantes periodos de alteración entre gobiernos que controlaban fuertemente la participación y otros que ofrecían oportunidades limitadas en esta materia. Los datos reportados por Bowman *et al.* reflejan un buen ejemplo de alternación entre, por un lado, medidas de predominancia de un partido y de represión civil y, por otro, medidas de inclusión social controladas.

Entre 1945 y 2000 los panameños nunca tuvieron la oportunidad de gozar del pleno respeto de sus derechos participativos. Al cierre del siglo XX el uso persistente de medidas que impedían la libertad de prensa¹⁷ hacía de Panamá parcialmente democratizado. En Panamá los periodos más fuertes de represión en contra de la libertad de expresión y los demás derechos de participación política ocurrieron entre 1951 y 1961 y entre 1968 y 1989. El primer periodo reportado corresponde a la ilegalización del partido de Arnulfo Arias. El golpe de estado de 1968 en contra de Arias inició una larga época durante la cual las fuerzas armadas limitaron la participación a través de medidas tales la «representación» partidaria por la Guardia Nacional, la substitución de líderes

17. Estas medidas son conocidas como leyes mordazas o regulaciones que penalizan las ofensas contra el honor y la calumnia.

civiles, la suspensión de los derechos de organización, etc. Al igual que lo sostiene William L. Furlong «durante el periodo del régimen militar (1968-1989) el debido proceso legal no existía, las libertades de expresión y de prensa eran restringidas, las organizaciones eran acosadas y el gobierno militar gobernaba independientemente de los controles y reglas civiles» [Furlong, 1993, p. 10-11].

La consolidación de la democracia en el istmo ¿El final del camino?

Independientemente de la concepción de la democracia que uno adopte – y de la persistente presencia de obstáculos que siguen impidiendo una más profunda democratización de la región –, el istmo centroamericano es mucho más democrático hoy que lo que era cien, cincuenta o veinticinco años atrás. El objetivo principal de este ensayo fue de rastrear esta evolución.

En este artículo se ha analizado la evolución de la democracia en los países centroamericanos y en Panamá, a partir de los datos incluidos en el índice BLM y de los datos recopilados por el autor. Tal como lo hemos visto, la primera apertura regional hacia la democratización se inició en los años ochenta. Este intento rindió frutos pues generó la plena democratización de tres de los seis países y la semi democratización de dos de estos. Observamos que el sistema político costarricense se democratizó en 1958. Al cierre del siglo XX Guatemala y Panamá no habían logrado completar su transición. En segundo lugar, mediante el análisis desagregado de las cinco dimensiones aprendimos que la democratización en la región se realizó de forma compleja. En efecto, mientras que se consolidaba la democracia (y sus distintas dimensiones) en Costa Rica, los demás países experimentaban importantes retrocesos. De igual forma, el análisis desagregado nos permitió averiguar que el respeto del sufragio universal es la única dimensión democrática que se logró consolidar a través de América Central. De hecho, desde 1957 nunca hubo un retroceso en esta materia. En cuanto a la soberanía y a las reglas de elecciones, vale mencionar que se han respetado ininterrumpidamente estas dos dimensiones a través de la región desde 1991 y 1994. Sin embargo, al cierre del siglo XX todavía no se respetaba plenamente los principios de supremacía civil (en Guatemala) y de los de libertad de expresión (Panamá). Estas dos limitaciones impidieron que la democracia floreciera a través de todo el istmo al ocaso del siglo XX.

Por razones teóricas y de metodología este ensayo presentó la democracia, o sea el respeto de las cinco dimensiones, como si fuera la cima del proceso de democratización. Cabe plantear la idea que, en realidad, la más alta categoría del índice BLM es «únicamente» un umbral a partir del cual los países se pueden dedicar a fortalecer y consolidar los logros democráticos. De hecho, el respeto de



las cinco dimensiones permite que se establezca un sistema político en el cual las relaciones entre los diversos actores son regidas por reglas que fomentan los principios de participación y expresión, de representatividad popular y de desempeño político. La creación de este tipo de sistema político no constituye *per se* una inmunización contra los problemas de funcionamiento y de mala calidad de la democracia (pobre estado de derecho, bajo nivel de participación, débil rendición de cuentas, etc.).

Cuando pensemos en el futuro, no debemos ver la posible consolidación de la democracia a través del istmo como un destino final, sino como un hito que nos indicará que habrá superado muchos de los problemas del pasado. La consolidación de las cinco dimensiones a través del istmo traerá consigo nuevas esperanzas para los centroamericanos así que nuevos retos metodológicos para los estudiantes de historia política.

BIBLIOGRAPHIE

- **Bertntzen Einaf**, « Democratic Consolidation in Central America : A Qualitative Comparative Approach », *Third World Quarterly*, n° 14 (3), 1993.
- **BOWMAN Kirk, LEHOUCQ Fabrice, MAHONEY James**, 2005a, *Measuring Political Democracy : Case Expertise, Data Adequacy, and Central America* : <http://www.blmdemocracy.gatech.edu/>
- **BOWMAN Kirk, LEHOUCQ Fabrice, MAHONEY James**, « Measuring Political Democracy : Case Expertise, Data Adequacy and Central America », *Comparative Political Studies*, n° 38 (8), 2005b, p. 939-970.
- **COPPEDGE Micheal, REINICKE H. Wolfgang**, « Measuring Polyarchy », *Studies in Comparative International Development*, n° 25 (1), 1990, p. 51-72.
- **DIAMOND Larry, MORLINO Leonard**, « An Overview », *Journal of Democracy*, n° 15 (4), 2004, p. 20-31.
- **FURLONG William L.**, « Panama : The Difficult Transition Towards Democracy », *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, n° 35 (3), 1993, p. 19-64.
- **KARL Terry Lynn**, « Hybrid Regimes of Central America », *Journal of Democracy*, n° 6 (3), 1995, p. 72-86.
- **KRENNERICH Michael**, « Nicaragua » en *Enciclopedia Electoral Latinoamericana y del Caribe*, Ed. Dieter Nohlen, San José, Instituto Interamericano de Derechos Humanos, 1993.
- **LABREVEUX Philippe**, « Panama », *Le Monde*, 18 août 1977.
- **MAINWARING Scott, BRINKS Daniel, PÉREZ-LIÑÁN Daniel**, « Classifying Political Regimes in Latin America, 1945-1999 », *Studies in Comparative International Development*, n° 36 (1), 2001, p. 37-65.
- **MARSHALL Monty G., JAGGERS Keith**, *Polity IV Project : Political Regime Characteristics and Transitions, 1800-2002*, 2002 : <http://www.cidcm.umd.edu/inscr/polity>
- **MERKEL Wolfgang**, *Defective Democracies*, [Estudios 1999/132], Madrid, Juan March Institute, Center for Advanced Study in the Social Sciences, 1999.
- **O'DONNELL Guillermo**, « Ilusiones sobre la Consolidación », *Nueva Sociedad* 144 (julio-agosto), 1996, p. 70-89.
- **SELINGSO Mitchell A.**, « ¿Problemas en el paraíso? La erosión en el apoyo al sistema político y la centroamericanización de Costa Rica, 1978-1999 », *La democracia de Costa Rica ante el siglo XXI*, Ed. Jorge Rovira Mas, San José, Universidad de Costa Rica, 2001, p. 87-119.

- **SCHMITTER Philippe C.**, «The ambiguous Virtues of Accountability», *Journal of Democracy*, n° 15 (4), 2004, p. 47-60.
- **SKIDMORE Thomas E., SMITH Peter H.**, *Modern Latin America?* New York, Oxford University Press, 1992.
- **SMITH Peter H.**, *Cycles of Electoral Democracy in Latin America, 1990-2000*, Ensayo, n° 6, Berkeley, Center for Latin American Studies, University of California, 2004.
- **STAHLER-SHOLK Richard**, «El Salvador's Negotiated Transition : From Low-Intensity Conflict to Low-Intensity Democracy», *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, 1994.
- **VANHANEN Tatu**, «A new dataset for Measuring Democracy, 1810-1998», *Journal of Peace Research*, n° 37 (2), 2000, p. 251-265.
- **VARGAS CULLELL Jorge, VILLARREAL Evelyn, GUTIERREZ Miguel**, «Auditorias ciudadanas sobre la calidad de la democracia : una herramienta para la identificación de desafíos democráticos», Ed. Guillermo O'Donnell, Osvaldo Iazzeta, Jorge Vargas Cullell, Rosario, Homo Sapiens, 2003.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Cet article analyse l'évolution de la démocratie en Amérique centrale de 1945 à 2000. L'objectif n'est pas de proposer ici une nouvelle théorie de la démocratisation, mais plutôt d'en connaître davantage sur un processus complexe. Dans les pays centraméricains, la démocratisation s'est produite à la fois hâtivement et tardivement, progressivement et abruptement. La base de données de Bowman, Lehoucq et Mahoney est un outil de grande utilité afin de comprendre cette évolution. L'auteur passe en revue la méthodologie employée par les trois universitaires. Il analyse ensuite l'évolution de la démocratie à partir de renseignements fournis par la base de données, ainsi que d'informations amassées par ailleurs. Il émet plusieurs observations afin de rappeler les circonstances dans lesquelles se sont produites les bouleversements démocratiques. Les données sur le Panama qu'il a recueillies ont influé sur la classification de ce pays en trois phases : non démocratique, semi-démocratique et démocratique.

Este ensayo pretende rastrear la evolución de la democracia en América Central desde 1945 hasta el año 2000. El objetivo del ejercicio que se realiza no es

proponer una nueva teoría de la democratización, sino de proveer una nueva capa de conocimiento sobre un proceso complejo. En los países de América Central la democratización ocurrió a la vez precoz y tardíamente, paulatina y abruptamente. La base de datos de Bowman, Lehoucq y Mahoney resulta ser un instrumento útil para esclarecer la situación. En la primera parte de este artículo se discute en detalles la metodología utilizada por los tres académicos. La segunda parte del ensayo se dedica a analizar la evolución de la democracia en la región del istmo a partir de información incluida en la dicha base de datos y también a partir de elementos recopilados por el autor. En esta sección se han incorporado datos históricos para contextualizar los cambios observados. La información recopilada por el autor sobre el caso de Panamá ha influido en la clasificación de este país en tres fases : democrática, semi democrática y democrática.

This article is aimed at analyzing the evolution of democracy in Central America from 1945 to 2000. The objective of this exercise is not to propose a new theory of democratization but rather to learn more about complex historical process. In Central American countries, democratization occurred in a hasty and belated way as well as in a progressive

and abrupt fashion. The Bowman, Lehoucq et Mahoney database is a useful instrument to understand this evolution. In the first section of this article the author comments on the methodology used by the three scholars. In its subsequent section, this article analyzes the evolution of democracy using the database as well as data compiled by the

author. In this section, several observations are made in order to contextualize the evolution of democracy witnessed in the region. The data collected by the author on Panama influenced the categorization of the latter country in three phases: non-democratic, semi-democratic and democratic.

MOTS CLÉS

- **démocratie**
- **Amérique centrale**
- **Panama**
- **xx^e siècle**

PALABRAS CLAVES

- **democracia**
- **América central**
- **Panama**
- **Siglo XX**

KEYWORDS

- **democracy**
- **Central America**
- **Panama**
- **20th Century**

INFORMATION SCIENTIFIQUE



Caroline Sappia et Paul Servais (éd.), *Les relations de Louvain avec l'Amérique latine. Entre évangélisation, théologie de la libération et mouvements étudiants*, Louvain-la-Neuve, Academia Bruylant, 2006, 186 p.

Issu d'un colloque organisé à l'Université catholique de Louvain en avril 2004, ce volume réunit neuf textes qui apportent des éléments importants à l'histoire du catholicisme latino-américain et de ses relations avec l'Europe au XX^e siècle. L'introduction, rédigée par les deux coordinateurs de l'ouvrage, n'évoque pas l'arrière-plan méthodologique des transferts culturels, mais c'est pourtant bien cette question qui constitue le cœur problématique de cet ouvrage. Quel est l'impact du passage de jeunes étudiants latino-américains par les bancs de l'Université de Louvain et de la formation de prêtres européens – belges principalement – destinés à partir exercer leur ministère outre-Atlantique? Dans quelle mesure cette expérience modifie-t-elle leur compréhension du monde ou de la place de l'Église dans le monde, ainsi que les formes de leur engagement? Quelles sociabilités ont-ils l'occasion de nouer à cette occasion? En quoi la prise en compte de cette formation intellectuelle européenne nous aide-t-elle à comprendre les mutations observées au sein des Églises latino-américaines dans les années 1960 et 1970 et, en particulier, la nébuleuse du christia-

nisme de la libération? Certes, ce livre n'est pas le premier à s'interroger de la sorte sur la circulation transatlantique des discours et des pratiques catholiques et s'inscrit dans le prolongement d'études plus ou moins récentes sur les réseaux religieux transnationaux dont Louvain fut partie prenante¹; il n'en constitue pas moins une mise au point utile, qui suggère de nombreuses pistes nouvelles pour des recherches ultérieures.

En guise d'entrée en matière, l'ouvrage s'ouvre sur deux contributions générales visant à mettre en perspective l'histoire religieuse de l'Amérique latine. D'une part, Michel Bertrand propose une très utile synthèse des tendances historiographiques les plus récentes en la matière, en insistant notamment sur les débats engendrés par «l'ethnocide colonial» (p. 21-27) et sur les différentes approches de la fragmentation confessionnelle contemporaine et de l'essor très rapide du pentecôtisme (p. 27-39). D'autre part Rodolfo de Roux propose un bilan des évolutions récentes du champ religieux latino-américain, mettant en avant l'érosion du monopole catholique depuis la Seconde Guerre mondiale et certaines tendances actuelles au «désenchantement du monde»; il identifie par ailleurs la prégnance maintenue de la vocation sociale de l'Église catholique, notamment dans le contexte néolibéral issu des années 1980 et 1990, tout en soulignant l'écart séparant les propositions pontificales de Jean Paul II – en particulier dans l'Exhortation apostolique *Ecclesia in*

1. Voir par exemple L'Université catholique de Louvain et l'Amérique latine. *Regards métis*, Louvain-la-Neuve, AGL/Approche, 1993; André Corten, «Une mise en réseau de la théologie de la libération», in Jean-Pierre Bastian (dir.), *La modernité religieuse en perspective comparée. Europe latine-Amérique latine*, Paris, Karthala, 2002, p. 267-285; I. Yepes del Castillo (dir.), *L'Amérique latine et l'UCL. Quelle coopération universitaire dans un monde globalisé?*, Louvain-la-Neuve, Presses Universitaires de Louvain, 2003.

America de 1999 – et «les positions radicales du christianisme de la libération» (p. 54). Si ce texte s'achève sur le constat que le XXI^e siècle commençant semble perpétuer les vieilles querelles du XX^e siècle entre «modernistes» et «intégristes» ou entre «progressistes» et «conservateurs», il ne mentionne pas le fossé croissant qui sépare une hiérarchie catholique inapte à envisager toute réforme doctrinale – que ce soit à Rome ou au sommet des épiscopats nationaux – et des sociétés latino-américaines en voie de modernisation. Or, c'est sans doute dans cet enjeu-là – bien davantage que dans les tensions internes propres à l'institution ecclésiale – que se joue l'avenir du catholicisme en Amérique latine, comme en témoigne par exemple la forte conflictualité entre Église et société civile qui a accompagné l'adoption de la loi sur le divorce au Chili en 2004 ou qui entoure actuellement les débats sur l'avortement au Brésil et au Mexique.

Les cinq articles suivants sont directement consacrés aux relations entre Louvain et l'Amérique latine et constituent le cœur de cet ouvrage. Paul Servais («Louvain et l'Amérique latine. Quelques pistes et matériaux», p. 54-85) esquisse un portrait de groupe des étudiants latino-américains présents dans l'Université brabançonne après la Seconde Guerre mondiale, tout en rappelant que cette tradition d'échanges est ancienne et remonte à la fin du XIX^e siècle. Si la Colombie a fourni la majorité des contingents dans l'entre-deux-guerres, les années 1950-1980 correspondent à une diversification des origines géographiques et installent progressivement une prédominance brésilienne (111 étudiants pour la seule année 1969). Attirés par l'image traditionnelle de Louvain comme «phare de la

pensée catholique mondiale», mais aussi par la contribution des théologiens belges aux débats du Concile ou par le rayonnement de personnalités telles que François Houtart, les jeunes Latino-Américains affluent également dans le cadre de l'exil après 1964 (coup d'État au Brésil) et, surtout, après la chute d'Allende au Chili en 1973. Plus de 40% d'entre eux suivent des cursus de sciences sociales et 20% des études de théologie, sciences religieuses ou philosophie, les autres se répartissant entre sciences économiques, psychologie, pédagogie, lettres, médecine ou discipline de «science dure». Si l'on peut regretter l'absence d'une approche prosopographique, au sens strict du terme, cet article n'en propose pas moins, une annexe particulièrement utile qui répertorie l'ensemble des mémoires de licence et thèses de doctorat réalisés à Louvain sur l'Amérique latine ou par des étudiants latino-américains, en sciences politiques et sociales, en philosophie et en théologie et sciences religieuses entre le milieu des années 1960 et le début du XXI^e siècle. Où l'on constate que Louvain ne forma pas seulement de jeunes clercs d'Amérique latine, comme pourraient le laisser croire un peu rapidement les exemples bien connus du Colombien Camilo Torres, du Péruvien Gustavo Gutiérrez ou du Brésilien Clodovis Boff, mais aussi une *intelligentsia* débordant très largement le cadre de l'Église: ainsi deux universitaires chiliens fort renommés à l'heure actuelle, le sociologue Tomás Moulian et l'historien Eduardo Devés Valdés, soutinrent-ils à Louvain des travaux respectivement intitulés *Tensiones estructurales y conflictos de clase en la empresa* (1965) et *La praxis y la temporalidad latinoamericanas a la luz de L. E. Recabarren* (1977). Dans l'article suivant, Caroline Sappia ana-



lyse la fonction de plaque tournante entre catholicisme européen et catholicisme latino-américain que joua le Collège pour l'Amérique latine de l'Université, créé en 1953 et destiné – selon les mots du cardinal von Roey – à devenir « une pépinière de prêtres pour les immenses pays de l'Amérique latine où la pénurie extrême des ministres de Dieu se fait sentir d'autant plus douloureusement que l'ensemble des habitants sont des baptisés » (p. 89). Le Collège connut une expansion rapide après l'encyclique *Fidei Donum* de 1957, qui favorisait l'envoi de prêtres diocésains dans le Tiers Monde mais nécessitait que ceux-ci fussent formés. Au total, 343 clercs passèrent par cette institution entre 1955 et 1983 avant de partir en Amérique latine – près de la moitié d'entre eux pour le Brésil (115) et le Chili (54). Bien qu'enthousiasmés par leur vocation missionnaire, ceux-ci peinent parfois à s'adapter aux conditions particulières d'exercice de leur ministère comme en témoigne le cas de l'abbé Ceulemans, arrivé à Potosí en 1955 et surpris par la nature des agapes à l'occasion de la neuvaine de l'Immaculée Conception : « Cela devient un véritable banquet où tout le monde est saoul ; tout cela dans l'église. [...] Un soir j'ai dû employer beaucoup de fermeté et de vigueur pour faire évacuer l'église, envahie par une bande de gens, chargés de bouteilles et de marmites. On en est presque venus aux mains. Je me suis fait insulter en quechua » (p. 101). Ils n'en sont pas moins des courroies de transmission entre les mondes catholiques d'Europe et d'Amérique latine dans le contexte de l'*aggiornamento* conciliaire et de l'essor du christianisme de libé-

ration. Ainsi le père belge Joseph Comblin, né en 1923, ordonné prêtre à Malines en 1947, formé à Louvain entre septembre 1957 et juin 1958 avant de partir pour Campinas : après trois années passées dans ce diocèse puis trois autres au Chili, il regagne le Brésil où il devient le conseiller de Dom Hélder Câmara, évêque de Recife et figure de proue du christianisme de libération. Avec raison, Caroline Sappia n'en conclut pas pour autant que le Collège pour l'Amérique latine fut un vecteur de développement de la théologie de la libération dans la mesure où, bien que l'on y enseignât les sciences sociales et que le marxisme fût alors très en vogue, Louvain suivit toujours de manière relativement scrupuleuse la ligne romaine. Instrument pastoral davantage qu'incubateur politique, les sociabilités transatlantiques que le Collège généra et les nombreuses activités qu'il déploya – par exemple en éditant à partir de décembre 1956 le bulletin *Aux amis de l'Amérique latine* – n'en contribuèrent pas moins à donner à connaître en Europe les mutations en cours au sein des Églises latino-américaines. Permettant de penser les relations euro-américaines à rebours d'une tradition historiographique mettant traditionnellement en lumière les « influences » européennes à destination des périphéries du monde, cet aspect aurait sans nul doute mérité d'être développé si l'on songe par exemple à l'inlassable activité déployée par le père Comblin pour défendre, réhabiliter puis perpétuer la mémoire de la théologie de la libération². Une telle perspective pourrait également donner lieu à d'intéressantes comparaisons avec d'autres cas, comme celui

2. Voir par exemple, parmi ses publications récentes, *Où en est la théologie de la libération ? L'Église catholique et les mirages du néolibéralisme*, Paris, L'Harmattan, 2003 ; *Vatican en panne d'Évangile. L'Église des pauvres, est-ce pour demain ?*, Paris, L'Harmattan, 2004.

des nombreux jésuites français partis en Amérique latine dans la même période – ainsi le père Pierre Bigo au Chili – et ayant largement relayé les postulats du christianisme de la libération dans la revue parisienne *Études*.

Les trois articles suivants développent quelques points plus particuliers des relations entre Louvain et l'Amérique latine. D'une part, Pierre Sauvage répertorie un certain nombre de lieux de sociabilité entre Belges et Latino-Américains à l'Université catholique de Louvain et montre comment, autour du Centre de recherches de sociologie religieuse dirigé par le père François Houtart, de l'Institut des pays en voie de développement, de la faculté francophone de théologie ou encore de la Paroisse universitaire, se sont nouées des relations plus ou moins denses et plus ou moins durables. Ici, une réflexion un peu plus théorique sur la notion de réseau – voire une analyse formelle de l'un d'entre eux, à partir d'une enquête orale par exemple – aurait sans doute permis de déterminer plus précisément la nature des échanges et la centralité d'un certain nombre d'individus, plutôt que de conclure de manière quelque peu impressionniste qu'« il y a gros à parier que la théologie de la libération a été un des thèmes d'échange ou, du moins, un des centres d'intérêt » (p. 121). D'autre part Ana Maria Bidegain met en lumière le rôle d'un certain nombre de femmes dans le développement des relations entre Louvain et l'Amérique latine; celui de Theresa Clayes par exemple, une Belge ayant fréquenté Hélder Câmara au Brésil et créant à son retour à Louvain une sorte de foyer installé dans une bergerie restaurée – d'où son nom de Bergerie des Ardennes – et destiné à promouvoir les

échanges entre jeunes Européens et Latino-Américains socialement engagés (p. 130-133). Enfin, William Plata Quezada analyse de manière très suggestive le cas de dix étudiants colombiens étant passés par Louvain: la motivation de leur venue en Belgique, la nature de leur insertion dans leur nouvel environnement, les formations reçues, la conscientisation politique qui en découle sont autant d'éléments décrits avec précision qui complètent utilement le portrait de groupe des étudiants dressé dans l'article de Paul Servais au début de l'ouvrage. Plus lyrique que scientifique, la conclusion de cet article laisse toutefois à désirer en affirmant que, « pour tous ces Colombiens, l'expérience à l'UCL Université catholique de Louvain a représenté un tournant dans leur existence. Aucun ne demeura le même au terme de son voyage. Tous apprirent la signification d'être « latino-américain », de l'intégration culturelle, du respect, de la tolérance, du travail en équipe et du travail interdisciplinaire, de la démocratie... » (p. 173). Il en va de même pour la conclusion générale de l'ouvrage qui, sous la plume de Pedro Milos, n'apporte guère d'éléments nouveaux. Cependant, ces quelques réserves n'enlèvent rien au grand intérêt d'un livre témoignant des vertus de l'analyse des processus de circulation transnationale pour une meilleure compréhension des dynamiques catholiques contemporaines.

Olivier Compagnon
(IHEAL/CREDAL/IUF)



Idelette Muzart-Fonseca dos Santos et Denis Rolland (éd.),
L'exil brésilien en France.
Histoire et imaginaire, Paris,
L'Harmattan, 2008, 398 p.

Issu du colloque éponyme organisé à l'université de Paris Ouest les 24 et 25 novembre 2005, ce livre réunit en trois parties 18 articles, rédigés principalement par des universitaires brésiliens. Même si l'exil brésilien en France pendant le régime militaire (1964-1985) constitue le thème principal de l'ouvrage, les organisateurs ont veillé à établir des comparaisons entre différents exils. Nous trouvons ainsi des textes sur l'exil européen de l'empereur brésilien Pedro II à l'instauration de la République, en 1889 (« France, terre fertile d'exil? La mort de Dom Pedro II à Paris et la construction française de la mythologie impériale », p. 175-184); sur celui du général portugais Humberto Delgado, disgracié du salazarisme, en 1959 (« Humberto Delgado : asile et exil du Portugal au Brésil démocratique (1959-1961) », p. 241-259); ou encore l'expérience politique que fut l'émigration vers le Brésil de l'écrivain belge Conrad Detrez dans les années 1960 (« L'exil brésilien et sa lecture chez Conrad Detrez », p. 301-314). La perspective de l'exil est abordée sous tous ses aspects : archives, mémoires, politiques d'accueil, conditions de vie, activités politiques, dynamiques internes, coopérations entre États, sans négliger les dimensions personnelles, sociales, sexuelles et artistiques. De la diversité des approches et de la qualité des textes résulte un ouvrage riche et utile pour tout chercheur s'intéressant aux liens contemporains entre la France et le Brésil. Afin d'éviter que le lecteur ne s'égaré dans

l'histoire des exils brésiliens en France, les auteurs rappellent à chaque moment dates, noms et épisodes qui jalonnent les trajectoires des exilés. Au-delà du traitement attendu des questions portant sur la répression et la mémoire surgissent, tout au long de l'ouvrage, un certain nombre de problématiques moins triviales, révélant l'importance des relations entre la France et le Brésil dans la définition des politiques d'accueil et de coopération entre polices.

La première partie du livre s'interroge sur les dynamiques liées à la mémoire et à l'histoire de l'exil brésilien. Denise Rollemberg souligne que les chercheurs travaillant sur ce thème et, d'une certaine manière, ceux qui ont vécu l'exil renforcent ses aspects négatifs : la fonction d'élimination, d'éloignement, d'exclusion d'une génération qui s'oppose au *statu quo*. Elle soulève alors une question cruciale : si la loi d'amnistie de 1979 permet le retour des exilés et l'acquittement des militaires, ouvre-t-elle pour autant une période de réconciliation des deux camps opposés ? (« Mémoires en exil, mémoires d'exil », p. 17-34). Le séjour en Europe constitue, pour certains auteurs et acteurs, l'un des moments forts de l'expérience d'exil. Daniel Aarão Reis observe que la contribution des gauches au perfectionnement des institutions démocratiques du Brésil actuel a été faible, même si, du point de vue de la perception de la démocratie, exils et exilés ont contribué à modifier la vision du monde des gauches brésiliennes (« Culture politique, démocratie et exil des Brésiliens en France dans les années 1960 et 1970 », p. 35-47). Aujourd'hui, il est notable qu'un certain nombre d'anciens exilés politiques se trouvent au pouvoir aux côtés du président Luis Inácio Lula da Silva. Les exilés

n'ont cependant pas été confrontés, en Europe, à une démocratie idéale et bienveillante, mais également à un appareil d'État plongé dans les enjeux diplomatiques et sécuritaires de la Guerre froide. La politique étrangère des deux pays est ainsi un élément essentiel: la visite du général Charles de Gaulle au Brésil en septembre 1964, quelque six mois après le coup d'État qui a installé les militaires au pouvoir, marque le début de la politique panaméricaine de la France et un tournant dans les relations franco-brésiliennes. D'où cette question soulevée par Denis Rolland: derrière le silence de la mémoire officielle, dont le vide est empli de doutes, doit-on envisager un possible soutien du gouvernement français au régime militaire brésilien? Si la réponse de l'auteur est négative, il observe néanmoins que les stratégies d'accueil de certains réfugiés sont orientées par des logiques politiques. Il montre que l'accueil des opposants au régime, en plus de poser un problème pour les relations diplomatiques entre les deux pays, permettrait aux exilés brésiliens de se présenter parfois comme des résistants. Ce qui placerait implicitement le gouvernement de la dictature brésilienne en position d'occupants ou de collaborateurs («L'État français et les exils brésiliens: prudence d'État, Guerre froide et propagandes», p. 49-124). Les traumatismes de la torture et de la répression, notoires dans les mémoires de l'exil, conduisent Samantha Viz Quadrat à s'interroger sur l'action des organes de répression au sein de la communauté des exilés. D'après une étude sur archives inédites (du Centre d'information extérieure et de la division de sécurité et d'information, à l'*Arquivo Nacional*), l'auteur émet l'hypothèse d'un échange d'informa-

tions probable entre la France et le Brésil qui aurait permis la persécution des exilés au-delà des frontières nationales, créant avant la lettre une communauté d'information internationale, prélude au Plan Condor («La mémoire de la répression politique chez les exilés brésiliens en France», p. 125-143). Toutefois, les archives officielles ne fournissent que des informations partielles qui ne permettent pas de conclure à une contribution française à la répression politique brésilienne.

C'est donc au contrôle que l'État français exerce sur les exilés que s'intéresse Maud Chirio. L'auteur soutient que l'incompréhension de la structure politique de la communauté exilée, l'incompétence des services de police et leur méconnaissance de la vie politique brésilienne constituent autant d'obstacles au contrôle que l'appareil d'État français prétend exercer sur les exilés; elle montre en outre que les exilés latino-américains ont fait l'expérience parfois douloureuse, loin d'un pays d'accueil idéal, d'une insertion sociale difficile et d'un appareil d'État répressif et très réel. L'existence d'un contrôle policier à leur rencontre a été totalement occultée, comme si l'image de «terre d'asile» y avait fait obstacle («Les exilés brésiliens et la police française: un exemple de contrôle politique dans un pays d'accueil», p. 145-158). L'image idyllique de la terre d'accueil est aussi l'objet d'étude de Cristina Wolff qui s'interroge, à la fois sur la mémoire de militantes de la lutte armée et sur les discours du Cercle des femmes brésiliennes de Paris: l'exil fonctionne ici comme un recul capable de conduire femmes et hommes à repenser leurs pratiques, leurs théories politiques, leurs actions, leurs subjectivités au sein des organisations dont ils faisaient



partie («Féminisme et lutte armée: un regard à partir de l'exil», p. 159-171).

La deuxième partie de cet ouvrage concerne les dynamiques internes de l'exil, les possibles comparaisons avec d'autres exils et l'impact sur la longue durée. Denis Rolland, dans un autre article, s'interroge sur la nature de la présence latino-américaine en France et souligne que son origine politique, dans les années 1960 à 1980, laisse inchangée sa nature d'élite culturelle et sociale, caractéristique ancienne de cette immigration («L'exil des dictatures: impact conjoncturel dans la présence latino-américaine en France?», p. 185-205). Cet effort de conceptualisation est renforcé par la contribution d'Angela Xavier de Brito et d'Ana Vasquez. D'après une démarche comparative qui établit un rapport entre l'exil brésilien et chilien, les auteurs identifient cinq phases de l'exil: la séparation traumatique d'avec le pays d'origine et l'arrivée dans le pays d'accueil; le processus de transculturation et l'ambivalence permanente des exilés, partagés entre deux cultures; l'affaiblissement des liens communautaires, accentué par l'avènement d'une génération née et éduquée en France; les modalités de retour et les mythes qui y sont liés; le post-exil, qui se caractérise par l'élaboration d'une mémoire *a posteriori* et la substitution des communautés d'exilés par des réseaux personnels et/ou professionnels («On déguste l'amer caviar de l'exil à plusieurs sauces: un schéma théorique pour comprendre les exils latino-américains», p. 207-224). La contribution d'Helenice Rodrigues da Silva participe également à la création d'un cadre conceptuel: son étude met en lumière des intellectuels menacés par la répression qui abandonnent une expérience politique au

Brésil pour s'installer dans une autre en France. Selon l'auteur, les échanges antérieurs entre la France et le Brésil, particulièrement durant les années 1930 lors de la fondation de l'Université de São Paulo, permettent une relative structuration de l'accueil des intellectuels grâce à leurs réseaux: dans la mesure où ils sont reçus dans des institutions d'enseignement et de recherche, leur insertion dans la vie académique française semble moins difficile que pour d'autres exilés non engagés dans cette trajectoire professionnelle («Les exils des intellectuels brésiliens et chiliens en France lors des dictatures militaires: une histoire croisée», p. 225-240). Joana Maria Pedro reprend ensuite la question de la construction identitaire dans le dernier chapitre, en révisant les échanges entre le féminisme français et brésilien. Ici, l'expérience de l'exil permet l'appropriation des idées politiques développées par des groupes féministes français et leurs transferts au contexte brésilien. Toutefois, c'est la circulation de questions liées à la lutte pour l'amnistie et contre la dictature, plus que celles sur la condition des femmes, qui intéresse les membres du Cercle de femmes brésiliennes de Paris («Lectures brésiliennes du féminisme français et mécanismes d'identification au Brésil», p. 261-279).

La troisième et dernière partie de l'ouvrage a trait aux aspects littéraires et artistiques de l'exil. D'emblée, Adriana Coelho Florent s'intéresse aux relations intimes entre poésie et politique dans la chanson de Chico Buarque. Chanter devient alors un moyen privilégié d'expression des opposants au régime et une manière presque physique de conjurer l'oubli, aussi bien pour les exilés que pour ceux qui sont restés («Les chants du Sabia funambule: exil,

nostalgie et identité dans le Brésil de la dictature militaire de Tom Jobim et Chico Buarque à Gilberto Gil et João Bosco», p. 283-299). Le cinéma surgit pour illustrer les relations entre l'art et la politique dans l'expérience de l'exil, avec les contributions de Sylvia Nemer («Glauber Rocha et les lettres de l'exil», p. 315-326) et Maurício Cardoso («Glauber Rocha et la tentation de l'exil 1972-1976», p. 326-339). Catarine Sant'ana analyse la relation entre théâtre et politique dans l'œuvre du dramaturge brésilien Augusto Boal («Le rire sur la corde raide: l'humour dans l'œuvre d'Augusto Boal en exil», p. 341-364). Enfin, Monica Raisa Schpun analyse la dérision humoristique de Jô Soares dans son émission télévisée du début des années 1980, lorsqu'il met en scène le personnage Sebá, dernier exilé brésilien en France. («Le regard décalé de l'exilé sur le Brésil post-amnistie: Sebá, personnage de l'humoriste Jô Soares», p. 365-374).

Cet ouvrage constitue une somme, issue de la consultation d'un nombre très important de documents privés et publics, révélant aux lecteurs des sources inédites et une bibliographie dense et variée. Il témoigne de la fécondité d'un champ de recherche en expansion et désormais solidement ancré dans le paysage académique brésilien. Par ailleurs, Ana Vasquez rappelle que ce thème est relativement daté; les premières études émanent des exilés eux-mêmes dès la fin des années 1970. C'est pourquoi il n'est jamais inutile de rappeler l'effort de mise à distance, employé par ceux-là mêmes qui ont connu l'expérience de l'exil. Plus qu'ailleurs, la question de l'identité est centrale dans cet ouvrage. Mais parvient-

on à dépasser ce paradigme qui nous empêche de comprendre les processus à l'œuvre dans les transferts que réalisent les exilés?

Rodrigo Nabuco de Araujo
(Université de Toulouse –
le Mirail/FRAMESPA)

Laurent Vidal³,
***Les larmes de Rio*, Paris,**
Flammarion/Aubier, 2009, 254 p.

Du haut du Corcovado, surplombant la baie de Guanabara, un groupe de personnes regarde Rio de Janeiro émerger des brumes. En couverture du dernier livre de Laurent Vidal, ce cliché mis en regard du titre pourrait laisser présager, du fait de l'impression de solitude qui s'en dégage, une lecture lacrymale. Il n'en est rien même si c'est à une tragédie sur le modèle des anciens Grecs à laquelle nous sommes conviés. Le moment est grave, en effet, car Rio s'apprête à vivre sa dernière journée de capitale fédérale. Celle-ci sera désormais l'emblématique et neuve Brasília. Le transfert des pouvoirs est aussi planifié que mis en scène et c'est cette représentation, tant du point de vue synoptique que de celui des différents acteurs en jeu, que l'auteur s'est efforcé de restituer. Traitant des personnages de la pièce, tout comme de leurs passions, c'est bien un drame antique qui se joue derrière le rideau de l'histoire. Contant par le menu la pièce dans ses différents actes, Laurent Vidal décrit ensuite le processus cathartique qui prend place lors de cet épisode. La collection historique Aubier se voit enrichie d'un nouvel ouvrage de micro-histoire, qui retrace les der-

3. Laurent Vidal est membre du comité de rédaction des *Cahiers des Amériques latines*.



nières heures de Rio comme capitale et nous livre le récit détaillé de ce transfert de pouvoir.

Le 20 avril 1960, au palais du Catete, «le président de la République [...] a refermé d'un geste solennel les lourds battants de ce portail, avant de le fermer à clé». De ce geste insignifiant, «si on le rapporte à ce qui est en jeu en ces heures décisives – le transfert de la capitale du Brésil», Laurent Vidal exhume un édifice beaucoup plus complexe, celui de l'événement. La problématique alors mise en lumière présente un double intérêt. L'originalité de l'événement considéré se détache dans un premier temps. Il s'agit en effet de «la mise en scène d'une sortie de ville par le pouvoir», phénomène qui n'a jusque-là que peu retenu l'attention des historiens. Pour rendre compte au plus près de ses découvertes, l'auteur nous propose une métaphore architecturale. À l'image du palais du Catete, elle se dresse en deux parties. La première, plus factuelle, «solidement posée sur son socle de granit», bâtit le déroulement de cette «journée particulière» et arme la question des rapports entre ville et pouvoir. La seconde assise de l'analyse, «d'apparence plus légère avec son revêtement de marbre rose», se porte sur les modalités de la perception de l'événement par les différents personnages en présence. Le théâtre et la poétique de l'événement, voilà donc les deux composantes de ces *Larmes de Rio*.

Cette image du livre conçu comme un palais offre un autre niveau d'interprétation, plus implicite celui-ci. La tentative de mener à une poétique de l'événement impose de s'éloigner et de changer d'angle d'analyse, en prenant appui sur la diversification des sources et l'ouverture vers la littérature comme vecteur de diffusion des

perceptions. Pour cela, et ne tenant nullement compte des fondations de cet ouvrage, d'aucuns diraient qu'il est davantage littéraire que scientifique. Pourtant, les sources utilisées pour la rédaction de la première partie sont très classiques: des extraits de presse, des entretiens avec les acteurs, des archives et un corpus iconographique solide. Elles permettent une reconstitution très précise des événements, bien logée dans les canons de la science historique. La seconde partie en revanche, bien qu'utilisant un même corpus documentaire, s'arc-boute sur un nombre étonnant de poèmes. Par là, l'analyse se rapproche de la critique littéraire et pourrait sans doute constituer une «littérature sur la littérature». Mais ne nous y trompons pas: c'est bien d'histoire et à proprement parler d'histoire critique dont il est question ici. Un point retient tout particulièrement l'attention: dans cette tentative de redonner vie à un événement particulier, Laurent Vidal s'attache à mettre en évidence des faits, aussi applique-t-il des modèles littéraires comme grille de lecture. Dramatisation de la tragédie et poétique, *praxis* et *poïesis* pour reprendre les termes consacrés: cette perspective fort stimulante mérite d'être soulignée.

La première partie, donc, s'intéresse à ce moment si particulier et généralement oublié de l'histoire, «quand le pouvoir quitte la ville». Construite sur le schéma de la tragédie classique française, avec des réminiscences plus ou moins fortes du drame antique, elle rend compte du déroulement de cet épisode singulier. C'est une *praxis* de l'événement où se dessinent les grandes lignes de l'action, avec pour décor, en guise d'hommage à la ville merveilleuse, Rio de Janeiro elle-même. La mise en

forme est indubitablement théâtrale, à la fois pour l'événement lui-même, mais aussi pour le récit qui nous en rapporte les détails: le théâtre de l'histoire se joue devant nous. Théâtralisation par le pouvoir, théâtralisation par l'historien.

Dans le premier temps de la pièce, le lecteur assiste à «la périlleuse entrée en scène de Juscelino Kubitschek». Le protagoniste principal est campé dans son projet présidentiel bardé de ses promesses de respect de la Constitution. Pour étoffer son personnage, et le placer fidèlement sous le signe des dieux, Juscelino apparaît tel Janus, présidant au rituel de passage, ouvrant et fermant les portes, le regard tourné tout à la fois vers le passé et vers l'avenir. Rio n'est plus capitale fédérale, elle sera désormais capitale de l'État de Guanabara. Le héros présenté dans ce prologue, l'acte I commence et «le rideau se lève... sur Cinelândia». Juscelino fait son premier discours d'adieu à Rio capitale du district fédéral, devant la Chambre du même district. Alors vient le moment d'entrée du chœur, le *parodos*. C'est là que, tels les vieillards de la cité thébaine apostrophant Zeus, la ville se questionne et manifeste auprès de Juscelino ses craintes et ses espérances face à ce grand chambardement. L'heure est venue pour le président, en cet acte II, de faire ses adieux, tambour battant, au pouvoir spirituel, à la communauté internationale et au monde culturel. L'action du troisième acte prend place déployant dans le drame qui se joue, les réponses des diverses parties: le décret d'amnistie signé par Juscelino, son second discours, directement aux Cariocas accueillis au Palais Royal et, enfin, l'organisation d'un grand «carnaval de l'adieu». Cet «appel aux Cariocas» n'aura pas le suc-

cès escompté et les doutes du peuple, comme ceux des élites, ne seront pas effacés pour autant. Quand vient le quatrième acte, Juscelino se détache des fonctionnaires et des serviteurs des palais présidentiels. À cette occasion, il se défait publiquement de toutes les possessions et privilèges attachés à sa fonction de chef d'État. Il va quitter le Catete, voué désormais à n'être que musée. Le sort de la ville est scellé. La fin se rapproche, inexorable. «Juscelino se défait des derniers liens avec Rio» et administre ses ultimes adieux. Le pouvoir présidentiel dans la ville merveilleuse vit ses derniers instants. Fidèle au modèle, l'acte V voit enfin s'ouvrir «la porte des larmes»: c'est là l'*exodos* si cher aux Anciens, ce moment où la joie et la foi dans l'avenir succèdent aux peines de l'adieu. Pas de tristesse ici. Juscelino donne finalement le ton de cette tragi-comédie. En une soigneuse mise en scène, il ferme à clé la porte du palais, véritable porte des larmes. «À ce moment, le Catete cessait d'être le siège du gouvernement. Il était fermé symboliquement.» Le président part vers l'aéroport Santos Dumont. La ville est morte, vive la ville! Dans ce dénouement, Rio trouve la mort pour se tourner, résolument, vers un avenir nouveau. De capitale fédérale se questionnant sur son avenir, elle devient, au terme de cette pièce, capitale de l'État de Guanabara ne doutant plus de son futur. Le chœur de la ville a déjà quitté l'hémicycle et observe, se tenant au bord de la scène, le héros et ses doutes.

Épilogue: Juscelino Kubitschek doute. Il se questionne sur la mise en scène de son propre départ, sur son succès et sur l'état d'esprit dans lequel se trouve la ville. Dans ce drame, «la *mimesis*, opérée par les personnages eux-mêmes, et la *katharsis*, opérée



par le chœur» nous sont livrées par l'auteur, mettant ainsi en scène la réconciliation entre la ville et son destin. La colère et les doutes des protagonistes dissipés en pardon général, seul le héros, finalement, reste dans l'incertitude.

Tout comme le doute du maître d'œuvre de ces cérémonies se porte sur la perception de la ville par ses habitants, les questions de l'historien vont désormais se porter sur la poétique de l'événement, et vers les sentiments des protagonistes et des spectateurs. Le rideau retombe sur Rio, le centre politique est désormais déplacé à Brasilia. La deuxième partie s'ouvre, sur une analyse visant à « mesurer les modalités de perception d'un événement ». Le temps est donc venu de s'intéresser à sa *poïesis*. L'exemple de transfert de capitale est paradigmatique de ce qu'est un événement, dans la mesure où il est tout d'abord attendu, avant d'être vécu puis (re)construit. Nous voici plongés, à travers divers témoignages d'acteurs, dans la fabrique de l'événement historique, une « poétique de l'événement – manière de se frayer un chemin vrai au plus près de l'événement, pour en délivrer non le sens, mais la façon dont il nous affecte ».

Dans les « Chroniques d'un départ annoncé » nous est présentée une liste non exhaustive des différents horizons d'attente manifestés par les Cariocas face à ce bouleversement. De la campagne menée par le quotidien *O Globo* autour des thèmes du renouveau et de la renaissance de Rio, aux littéraires attentes de Carlos Drummond de Andrade, une première esquisse de poétique nous est livrée au fil de ces pages. Celle de l'attente, ou comment se trouver dans une posture d'espérance face à l'avenir de la ville et à la naissance de l'État de Guanabara ? Ce chantre

du modernisme lyrique et subjectif au Brésil, l'un des plus grands auteurs de la lusophonie, honore pour la circonstance la ville qui l'a accueilli, portant la voix de ses habitants avec une tristesse métissée d'inquiétude et d'espoir quant à la renaissance de Rio. Après cette attente, nous sommes conviés « dans l'antichambre de l'événement ». C'est en fait d'une mise au point philosophique dont il est ici question. Pour définir brièvement le référentiel dans lequel il place son étude de cas, Laurent Vidal se revendique d'une conception bergsonienne du temps, où ce dernier est une valeur non seulement quantifiable, mais surtout vécue et, de là, exposée à différentes interprétations. Alors, faisant feu de tout bois, l'auteur utilise le poème qui devient source à part entière et permet de rendre compte de « la double nature de l'attente – expérience d'une durée et affect ».

En cette « journée particulière », ce sont les détails de ce dernier jour, les discussions, les sensations du moment qui intéressent l'historien. Cela en vue d'éclairer l'appréhension de l'événement par les Cariocas lors de cette journée, qui n'est, pour beaucoup d'entre eux, qu'un quotidien ordinaire. Face à une telle tâche, l'impossibilité à laquelle a été confronté Alain Corbin pour rendre compte d'une existence ordinaire, est évoquée. C'est à ce même obstacle que vient se heurter la volonté de l'historien pour relater une journée ordinaire. Et c'est grâce au poète, enfin, que l'état d'esprit qui règne en cette journée peut être mis en lumière : l'amertume, l'incrédulité, la stupefaction... À foison, les émotions sont au rendez-vous. Abandonnant ce paysage sentimental, l'auteur cherche à s'aventurer « dans le brouillard du lendemain ». Là, dans les brumes des témoignages, il met au

jour les perceptions et réflexions d'alors. Essentiellement deux évidences pour lui : la première est la volonté du pouvoir pour dépasser l'événement entraînant ainsi les Cariocas vers l'espoir du lendemain et la nouvelle vie de Rio ; la seconde, elle, prend « la forme encore confuse d'un désir de repli, de retournement », plus proche en cela d'une crainte des jours qui viennent. Le nouveau statut de Rio de Janeiro, désormais capitale de l'État de Guanabara est ici vécu, ressenti par les populations et les instances de pouvoir. La vision que nous en donne Laurent Vidal, est intéressante : recréer l'état d'esprit d'un peuple à l'entrée d'une ère nouvelle, c'est, pour lui, peindre « les larmes de la renaissance ».

En replaçant son travail dans le champ historiographique de l'étude événementielle, Laurent Vidal nous fournit la lecture d'un cas, en nous dévoilant quelques réalités du Brésil d'alors. Tout comme *Le dimanche de Bouvines* dans la filiation duquel se place *Les larmes de Rio*, l'œuvre ne se contente pas d'être un récit. Si l'un nous parle de la société médiévale, l'autre nous entraîne dans la vie des Cariocas. L'historiographie brésilienne en général se voit enrichie grâce à cette étude de cas. En suivant le fil du déroulement particulier d'une journée, ce sont les caractéristiques du monde et de l'époque où elle prend place qui sont ainsi éclairées.

Des indices propres aux œuvres de la micro-histoire sont ici décelables, comme par exemple la manière de forger l'objet d'étude à partir d'un geste à priori anodin. La fermeture du Catete, permet à Laurent Vidal de recréer toute l'architecture de l'événement. Il prend au sérieux l'ensemble des formes sociales indépendamment de leur fréquence. Bien sûr, les populations peintes

dans *Les larmes de Rio* ne représentent pas les masses cariocas. Nous sommes plutôt face à un tableau des différents groupes, parties prenantes dans cette affaire. Les poètes constituent l'un de ces groupes. L'attention portée aux cas rares et extrêmes reste l'une des marques les plus spectaculaires de la micro-histoire. Celui de la sortie de ville et sa mise en scène par le pouvoir est, de ce point de vue, exemplaire.

Il y a aussi, dans la recherche de ces *Larmes* une curiosité et une ouverture remarquable face aux archives et aux sources. L'utilisation systématique des poèmes est un projet qui porte ici ses fruits, loin des canons du genre historique. Ce livre d'histoire, utilisant des modèles littéraires, tant pour la narration que pour la structure, s'inscrit dans une veine historiographique inattendue. Marcel Proust, Virginia Woolf, ou bien encore Léon Tolstoï et Stefan Zweig sont cités pour la conception du temps et de l'événement qui se manifeste dans leurs œuvres. Dans cette volonté de puiser des références et des modèles dans les expériences littéraires du XX^e siècle, on peut reconnaître encore une marque de la micro-histoire : rejet de la narration linéaire, goût pour la rhétorique de l'enquête, adoption des représentations médiatisées, recherche de significations dans les événements les plus insignifiants ; cette facture est exploitée en vue de la reconstitution de cette journée tellement particulière et pourtant méconnue, où Rio a perdu une partie de ses privilèges et vu les institutions présidentielles déménager à Brasilia.

Qu'il nous soit permis, pour clore cette recension, de répondre à l'un des questionnements liminaires de cet ouvrage à la lecture aisée et agréable : ce parcours au long d'un quotidien extraordinaire a bel et bien « redonné couleurs et vie aux expressions



qui ont imprégné les traits de Rio en ces heures décisives».

Antoine Huerta
(Université de La Rochelle)

Ruth Pérez López, *Vivre et survivre à Mexico. Enfants et jeunes de la rue*, Paris, Karthala, coll. « Questions d'Enfances », 2009, 345 p.

L'ouvrage de l'anthropologue Ruth Pérez López, sur les jeunes de la rue à Mexico, part d'une question simple : pourquoi ces enfants et jeunes demeurent-ils dans la rue, hostile et violente au premier abord, alors qu'ils pourraient intégrer l'une des nombreuses institutions sociales présentes dans la capitale mexicaine ? L'auteur propose une réponse en huit chapitres : les deux premiers – « Une étude d'ethnologie urbaine dans les « marges » et « Cadre de l'étude » – situent l'étude et sa méthodologie ; le troisième – « Représentations sociales des enfants/jeunes de la rue et modèles d'intervention » – traite de la dualité victime/délinquant qui caractérise le discours sur les enfants de la rue et des réponses apportées par les acteurs publics et privés qui travaillent avec eux ; les chapitres suivants – « Des stratégies de réponse face à l'adversité », « La constitution de groupes et l'exploitation de l'espace comme principaux modes d'adaptation au contexte de la rue » et « Relations sociales et réseaux de sociabilité » – s'intéressent aux stratégies des jeunes de la rue ; et enfin les deux derniers – « Le rapport à la rue » et « S'intégrer dans un quartier, s'inscrire dans la ville » – resituent les pratiques spatiales des jeunes par rapport à la ville.

Tout d'abord éducatrice bénévole au sein

d'institutions de bienfaisance, puis observatrice « indépendante » de deux groupes de jeunes de la rue, Ruth Pérez López montre dans ce livre sa connaissance du terrain et revient sur la position difficile de l'anthropologue dans un environnement tel que la rue. Elle raconte les limites de l'observation, les effets de la présence du chercheur, sa subjectivité par rapport aux sujets de son étude mais aussi les questions d'éthique qui se posent à lui, de sa responsabilité et de son inévitable implication.

La démonstration s'appuie ainsi sur un solide travail de terrain ethnographique – observation de 24 groupes de jeunes des rues (approfondie pour deux d'entre eux), 100 questionnaires, 19 entretiens sous forme de récits de vie –, qui alimente le texte en exemples, extraits d'entretiens et illustrations, et qui facilite l'entrée dans l'univers des jeunes de la rue. À ces méthodes classiques de l'anthropologie s'ajoutent l'utilisation de la carte mentale, comme méthode complémentaire pour comprendre les déplacements et les espaces qu'utilisent les enfants et jeunes dans leur quotidien, et celle de la photographie, qui permet d'approcher la dimension spatiale de la vie dans la rue et les réseaux sociaux développés par ces jeunes.

L'espace est, en effet, un aspect central de cette étude, qui s'intéresse à l'intégration parallèle des jeunes de la rue « au sein de logiques sociales informelles » (p. 21), lesquelles sont liées à l'espace dans lequel vivent ces jeunes. L'espace apparaît comme un point clé – bien qu'il ait été peu étudié en Amérique latine – et Mexico a la particularité d'être une ville où les enfants et jeunes de la rue ne partagent pas les espaces publics avec d'autres usagers. L'appropriation et l'exploitation quotidien-

ne de l'espace sont déterminantes pour l'insertion des jeunes au sein des dynamiques de la rue et du quartier; ceux-ci transforment les espaces publics en espaces domestiques, les organisent et les «embellissent». Mais la ville n'est pas seulement un ensemble d'espaces qui leur permet de subsister: c'est également un lieu qui leur ouvre de nouvelles perspectives de mode de vie et de socialisation.

En s'intéressant aux discours des enfants et jeunes de la rue et aux raisons invoquées de leur présence dans la rue, Ruth Pérez López remet en cause les idées reçues et défend l'idée qu'il s'agit d'un choix, bien qu'elle reconnaisse dans le même temps le poids des déterminismes. Il s'agit donc de considérer ces enfants et jeunes comme des sujets et non comme des victimes, car, par exemple, deux enfants dans la même situation peuvent choisir dans un cas de quitter le domicile familial et dans un autre d'y rester. L'auteur se situe en opposition avec les études qui montrent que les populations marginales, les sans domicile fixe entre autres, sont incapables de mettre en place des stratégies. Elle attribue aux jeunes de la rue le statut d'acteurs et prend ainsi en compte leurs stratégies qui ne sont pas seulement des actions urgentes, mais s'inscrivent dans une continuité.

La stratégie dominante dans le cas des jeunes de la rue à Mexico est celle du contournement: ils s'approprient un système de valeur différent de celui de la société, au moyen duquel ils peuvent valoriser leur situation et parvenir à une «intégration par les marges» (p. 132). L'auteur défend la marge comme mode d'intégration parallèle. La vie dans la rue leur permet de construire une place et des normes sociales reconnues par leurs pairs et par

toute une série d'acteurs avec qui ils interagissent au quotidien. En outre, ils ne sont pas dépourvus de moyens pour faire face aux dangers de la rue. Pour être protégés, les enfants et jeunes de la rue adhèrent à un groupe, s'approprient un espace et développent des réseaux relationnels. Ils ne sont pas non plus exclus des dynamiques locales et ne vivent pas constamment sous la pression de la survie. Une anecdote de l'auteur raconte comment, lors d'un camp de vacances organisé avec des jeunes de la rue, ceux-ci disaient avoir faim parce qu'ils ne mangeaient que trois fois par jour alors que, dans la rue, on leur offrait tout le temps à manger. C'est une conception de la rue comme un lieu où il est «facile» de survivre.

Dans ce contexte, les jeunes sont généralement dans un rapport de confrontation avec les institutions d'assistance. Celles-ci sont vécues par eux comme les espaces de la norme, de l'obéissance, de la restriction, de la subordination et de la limite, alors que la rue est l'espace de l'apprentissage, du jeu, de la liberté, de l'autonomie et de la socialisation. Les compétences acquises dans la rue sont rejetées et inexploitablement dans les institutions. Le rejet des institutions n'est cependant pas absolu: elles représentent aussi une ressource supplémentaire pour améliorer le quotidien dans la rue. Par ailleurs, vivre dans la rue n'a pas le même sens pour tous les jeunes: certains le vivent positivement, d'autres négativement; surtout, le rapport à la rue évolue et se modifie dans le temps.

Pour conclure en reprenant quelques mots de la préface de Riccardo Lucchini, «le livre de Ruth Pérez López évite le double piège de la banalisation/dramatisation qui trop souvent caractérise les discours à pro-



pos des enfants en situation de rue» et offre une image la plus «objective» possible des jeunes de la rue, de leurs stratégies et de leurs pratiques, usages et appropriation de l'espace. Loin d'idéaliser le monde de la rue – car elle décrit aussi l'expérience de la mort, les violences, la drogue qui caractérisent la vie dans la rue –, Ruth Pérez López ouvre de nouvelles pistes d'analyse du phénomène médiatique des enfants de rue et propose de nouvelles perspectives de lecture de notions plus vastes telles que la survie, la marginalité ou l'intégration sociale.

Caroline Stamm
(Université Paris Est/Lab'Urba)

Luiz Carlos Bresser Pereira,
Mondialisation et compétition,
pourquoi certains pays
émergents réussissent
et d'autres non, Paris,
La Découverte, 2009, 195 p.

Dans ce livre d'économie, Luiz Carlos Bresser Pereira rassemble six articles qui, mis ensemble, proposent une voie alternative de développement pour les pays émergents en général et ceux d'Amérique latine en particulier (Argentine, Brésil). Cette entreprise arrive à point nommé, au moment où les vertus de la libéralisation tous azimuts et le modèle du «consensus de Washington» sont mis à mal par la présente crise économique. *Mondialisation et compétition* pose essentiellement une question: pourquoi les pays asiatiques tels que la Chine ou les «tigres» ont pu maintenir une croissance rapide depuis les années 1980 alors que les pays d'Amérique latine n'ont profité que d'une faible croissance? Tirant son argumentaire de son importante expé-

rience académique (professeur émérite d'économie à la Fondation Getulio Vargas au Brésil) et professionnelle (ministre des Finances sous Sarney et ministre sous Cardoso), Pereira expose les conditions nécessaires aux pays émergents pour effectuer un rattrapage durable. Après avoir, de manière pragmatique, défini les concepts clés tel que la mondialisation et le rôle stratégique de l'État nation (chap. 1), Pereira décrit sous un angle politique la nécessité des pays émergents de se munir d'une stratégie nationale de développement (chap. 2). L'auteur réévalue l'importance des institutions et note qu'un consensus atteint par les divers acteurs stratégiques de la société, avec l'État au centre, prime sur la protection des droits de propriété et des contrats. Ces derniers sont vus comme une ruse néolibérale de réduction du rôle de l'État. Ces postulats amènent Pereira à distinguer l'orthodoxie conventionnelle de ce qu'il nomme «nouveau développementisme» (chap. 3). Le chapitre décrit les politiques développementistes de 1930 à 1970 puis le glissement vers le néolibéralisme qui eut pour effet de détruire l'alliance nationale. Selon Pereira, le développementisme contenait le germe de sa propre destruction en étant fondé sur la substitution des importations. La crise de la dette et la vague idéologique en provenance du Nord se sont chargées du reste. La «création du nouveau développementisme» consiste, elle, en une stratégie alternative se situant entre l'ancien développementisme et l'orthodoxie conventionnelle. Encore une fois, cela s'articule autour de l'État, cet acteur considéré il y a tout juste quelques années comme nuisible à la croissance économique. Pour le nouveau développementisme, par rapport à l'orthodoxie conventionnelle, les réformes

renforcent le marché, mais aussi l'État. Surtout, et ce sont deux points majeurs de *Mondialisation et compétition*, la croissance doit être financée par l'épargne interne (et non externe) et les entrées de capitaux se doivent d'être contrôlées, si nécessaire, pour administrer le taux de change. Ces affirmations amènent l'auteur à postuler que le taux de change est la variable dominante d'une forte croissance et que si l'État n'y prend pas garde, il risque de contracter la «maladie hollandaise». Peu étudiée, l'influence du taux de change est la pierre de touche de la théorie de Pereira. La tendance à la surévaluation du taux de change (chap. 4) est la variable la plus stratégique pour un pays émergent puisqu'elle constitue un déterminant pour les importations et les exportations, mais aussi pour les salaires, la consommation et l'épargne. L'auteur fait une distinction entre le taux de change d'équilibre industriel et le taux de change d'équilibre courant. Si les deux taux de change ont des valeurs contradictoires, les biens à plus forte intensité technologique ne seront pas compétitifs. Dans le cas où l'État ne remédie pas à la surévaluation du taux de change, il ne pourra pas engranger de croissance rapide, donc de rattrapage. L'État contracte alors la «maladie hollandaise» (chap. 5) (ou «malédiction des ressources naturelles»), qui se «produit lorsqu'il y a une surévaluation permanente du taux de change, provenant de l'abondance de ressources naturelles du pays (concept restreint) ou de travail bon marché (concept étendu) et dont le faible coût marginal est compatible avec un taux de change du marché considérablement plus valorisé que le taux de change d'équilibre industriel.» La maladie peut aussi être contractée par l'envoi de transferts financiers de la part des

migrants, ce qui est le cas en Amérique centrale. La neutralisation de la maladie hollandaise n'est pas sans risque politique puisque l'État doit alors faire face aux pressions des exportateurs de biens primaires, à une hausse transitoire de l'inflation et à la baisse des salaires. L'idée est de surmonter ce stade et de parvenir à une économie propulsée par les exportations et l'épargne interne (chap. 6). Modèle économique utilisé par les économies à croissance rapide d'Asie, qui ont tôt fait dans le cas de la Chine et qui ont appris de la crise économique de 1997 dans le cas de la Corée, que lorsque le pays se fie à l'épargne externe, les capitaux ne sont pas naturellement transmis des pays riches aux pays en développement. L'épargne interne permet au pays émergent de maintenir son taux de change compétitif et de baser sa croissance sur les exportations, courant ainsi moins de risque de subir une crise de la balance des paiements. L'approche de Pereira est stimulante et propose une voie alternative de développement économique à un moment où le monde en a bien besoin. *Mondialisation et compétition* ne fonde néanmoins pas de théorie, mais propose plutôt des pistes de recherche. Est-ce que la taille du pays importe? Comment établir un consensus et éviter la question de redistribution lorsque les pays, tel que le Brésil, sont sujets à de fortes inégalités sociales? Une fois neutralisée la maladie hollandaise, comment les pays émergents peuvent-ils être compétitifs face à des pays bénéficiant de rendements d'échelle comme la Chine? Ce sont là toutes des questions auxquelles les réponses manquent!

Hugues Fournier
(Sciences Po. Paris)

AUTEURS



Carole BRUGEILLES est démographe, maître de conférences à l'université Paris Ouest Nanterre, membre du Centre de recherche et de documentation sur l'Amérique latine (CREDAL) et du Centre de recherche populations et sociétés (CERPOS). Ses recherches portent sur les comportements démographiques et plus particulièrement sur les choix reproductifs, la planification familiale, la santé de la reproduction, les politiques démographiques ainsi que sur la socialisation et la construction des identités sexuées.

Frida CALDERÓN BONY, anthropologue (Universidad Autonoma Metropolitana-Iztapalapa, Mexique), réalise un doctorat à l'EHESS sous la direction d'Alain Musset. Au croisement de l'anthropologie et de la géographie cette recherche porte sur les transformations spatiales et les processus identitaires que provoque la migration des Mexicains vers les États-Unis dans un village de la région du Michoacán au Mexique. fridacal@hotmail.com

Guénola CAPRON, géographe, chercheure au CNRS, est rattachée au LISST-Cieu à l'université de Toulouse 2-le Mirail. Elle a été pensionnaire au Centre d'études mexicaines et centraméricaines (CEMCA) à Mexico. À partir de travaux sur les centres commerciaux et les ensembles résidentiels sécurisés, elle s'intéresse à la transformation des espaces publics et de l'urbanité dans les grandes métropoles latino-américaines, en particulier Mexico et Buenos Aires. Elle a codirigé plusieurs ouvrages, *L'urbanité dans les Amériques* (avec Jérôme Monnet, PUM, 2000), *Liens et lieux de la mobilité* (Belin, 2005, avec Geneviève Cortès et Hélène Guétat-Bernard), *Quand la ville se ferme* (Bréal, 2006), *L'espace public urbain* (avec Nadine Haschar-Noé, PUM, 2007).

Stéphane DEGOUTIN conçoit des espaces, des dispositifs artistiques, des textes théoriques. Ses thèmes de recherche portent sur la ville contemporaine, l'espace public et l'architecture du plaisir. Il est l'auteur de l'essai *Prisonniers volontaires du rêve américain* sur les *gated communities* et la ville américaine après l'espace public (éd. de la Villette, Paris, 2006). Il est également l'auteur du blog Nogoland Bits (bits.nogoland.com), cofondateur du collectif *Nogo Voyages* (nogovoyages.com), co-auteur des installations en ligne *Googlehouse* (googlehouse.net) et *What Are You?* (whatareyou.net), auteur du photoblog *Lost in Créteil* (lostincreteil.com) et de la structure pour « Here is where we meet ». Il enseigne à l'École nationale supérieure des arts décoratifs et à l'École Camondo.

Cynthia GHORRA-GOBIN, directeur de recherche au CNRS, enseigne à l'Institut d'Études Politiques (Paris). Sa recherche porte sur la question urbaine et prend la ville américaine comme terrain d'investigation. Ses travaux récents privilégient les mutations (sociales, politiques, économiques et culturelles) liées aux processus de globalisation ainsi que la démarche comparative. Parmi ses

récentes publications, *Les États-Unis entre local et global* (Presses de Sciences Po, 2000), *Villes et société américaine* (Colin, 2005), la co-direction de *Géopolitique des Amériques* (Sedes, 2008), la direction du *Dictionnaire des mondialisations* (Colin, 2006) et d'un dossier sur Los Angeles réunissant chercheurs américains et français (*Urbanisme*, 361, 2008). Son ouvrage, *Los Angeles, le mythe américain inachevé* (CNRS éditions, 1997, 2000), a reçu le prix France-Amériques en 1998.

Charles-André GOULET est diplômé en science politique à la McGill University (Montréal). Il est doctorant à l'Université Paris 3 – Sorbonne Nouvelle (Institut des Hautes Études de l'Amérique latine) et membre du CREDAL – UMR 7169. Dans le cadre de ses recherches, il s'intéresse particulièrement aux opinions des citoyens à l'égard de la démocratie et consacre sa thèse au cas du Guatemala. On peut consulter certains de ses textes dans *Une Amérique latine toujours plus diverse* (2010) ou encore sur le site internet du Centro de Estudios Mexicanos y Centroamericanos (CEMCA) à l'adresse suivante : <http://www.cemca-ac.org/>

Céline JACQUIN est doctorante à l'Institut français d'urbanisme (université de Paris-Est), et rattachée au Lab'Urba, en géographie et études urbaines. Elle étudie les trajectoires urbaines et les modes de vie des habitants des grands lotissements d'intérêt social de la lointaine périphérie de Mexico, dans leur rapport à la mobilité et à l'espace urbain. À Mexico elle est hébergée institutionnellement par le Centre d'études mexicaines et centraméricaines (CEMCA) et en co-direction à la Universidad Autonoma Metropolitana, unité d'Azcapotzalco.

Sonia LEHMAN-FRISCH est maître de conférences en géographie à l'université de Cergy-Pontoise et chercheur au laboratoire MRTE. Elle travaille sur le rapport des habitants à leur quartier et à leur ville et sur les concepts de ségrégation, de gentrification, de mixité sociale et de justice spatiale. Spécialiste des villes américaines, elle a récemment étendu ses recherches à d'autres grandes villes comme Londres et Paris. Elle a publié : « La ségrégation : une injustice spatiale ? Questions de recherche » (*Annales de géographie*, n° 665, 2009) et « Gentrifieurs, gentrifiés : co-habiter dans le quartier de la Mission (San Francisco) » (*Espaces et Sociétés*, n° 132-133, 2008). Elle est membre du comité de direction de la revue bilingue *Justice Spatiale/Spatial Justice*.

Élodie SALIN est maître de conférences à l'université du Maine et rattachée à l'URM CNRS 6590 ESO (Espaces et Sociétés). Ses thématiques de recherche sont liées aux enjeux urbains (centralité historique, protection et mise en valeur du patrimoine, métropolisation) des grandes métropoles latino-américaines (Mexico, Santiago) et du monde arabe (Le Caire). Spécialiste de la comparaison, Élodie Salin participe au programme METAL (Métropoles d'Amérique latine) de l'ANR. Ses axes de recherche l'amènent également à s'intéresser à la patrimo-

nialisation, à la mise en tourisme et à la gestion des aires protégées et classées au patrimoine mondial de l'UNESCO (Quebrada de Humahuaca, Argentine et Chemin de l'Inca) dans une perspective de construction des identités territoriales et de développement durable. esalin@yahoo.fr/elodie.salin@univ-lemans.fr

Isabelle VAGNOUX est professeur des universités (Aix-Marseille), spécialiste d'histoire et de politique étrangère américaines, notamment des relations entre les États-Unis et l'Amérique latine ainsi que de la minorité hispanique. Outre de nombreux articles dans des revues comme *Revue d'Histoire, Vingtième Siècle*, elle a publié *Les Hispaniques aux États-Unis* (PUF-Que sais-je, 2000), *Les États-Unis et le Mexique : histoire d'une relation tumultueuse* (L'Harmattan, 2003) et a co-dirigé *Les États-Unis et le monde aujourd'hui* (Éditions de l'Aube, 2008), *Les relations interaméricaines en perspective : entre crises et alliances* (Éditions de l'Institut des Amériques/Documentation française, 2009). Elle est déléguée Recherche de l'Institut des Amériques. isabelle.vagnoux@univ-provence.fr

EL TRIMESTRE ECONÓMICO



COMITÉ DICTAMINADOR: Enrique Casares Gil (UAM-A), Gonzalo Castañeda (Colmex), Sara Castellanos (BBVA-Bancomer), Gerardo Esquivel (Colmex), Lorenza Martínez (Secretaría de Economía), Juan Carlos Moreno Brid (CEPAL), Antonio Noriega Muro (Banco de México), Martín Puchet Anyul (UNAM), Graciela Teruel (UIA). CONSEJO EDITORIAL: Edmar L. Bacha, Gerardo Bueno, Enrique Cárdenas, Arturo Fernández, Ricardo Ffrench-Davis, Enrique Florescano, Roberto Frenkel, Kevin B. Grier, Ricardo Hausmann, Alejandro Hernández, Albert O. Hirschman, Hugo A. Hoppenhayn, David Ibarra, Felipe Larraín, Rodolfo Manuelli, José A. Ocampo, Joseph Ramos, Luis Ángel Rojo Duque, Gert Rosenthal, Francisco Sagasti, Jaime José Serra, Jesús Silva Herzog Flores, Osvaldo Sunkel, Carlos Tello, Sweder van Winjberger.

Director: Fausto Hernández Trillo
Secretario de redacción: Guillermo Escalante A.
Asistente editorial: Karla López

Vol. LXXVII (2)

México, abril-junio de 2010

Núm. 306

PERSPECTIVA ECONÓMICA

R. Preston McAfee Transparencia y políticas antimonopólicas

ARTÍCULOS

- Carlos Capistrán
y Gabriel López-Moctezuma Las expectativas macroeconómicas de los especialistas. Una evaluación de pronósticos de corto plazo en México
- Alexander Galetovic y Cristián M. Muñoz La elasticidad de la demanda por electricidad y la política energética
- Ricardo A. Espinoza y Ricardo D. Paredes Cambios demográficos y estructura salarial
- Ricardo H. Cavazos Cepeda,
Felipe A. Vásquez Lavín
y María José Hernández Medina Mora Estructura de costos y economías de escala en el mercado de fondos para el retiro en México
- Luis Eduardo Arango
y Daniel Eduardo Velandia Cambios de las tasas de política, paridad cubierta de intereses y estructura a plazo
- Natividad Blasco, Pilar Corredor
y Sandra Ferreruela ¿Influyen los tigres asiáticos en el comportamiento gregario español?
- Daniel Knebel Baggio, Luis Ferruz Agudo
e Isabel Marco Sanjuán ¿Es el desempeño de los fondos de inversión de Brasil un indicador de movimiento futuro de su patrimonio?

NOTAS Y COMENTARIOS

Salvador Cruz Aké Valor de una empresa en riesgo de expropiación en un entorno de crisis financiera
y Francisco Venegas-Martínez

EL TRIMESTRE ECONÓMICO aparece en los meses de enero, abril, julio y octubre. La suscripción en México cuesta \$375.00. Número suelto \$120.00.

Precios para otros países (dólares)

	<i>Suscripciones</i>
Centroamérica y el Caribe	80.00
Sudamérica y España	100.00
Canadá, Estados Unidos y resto del mundo	135.00

Fondo de Cultura Económica, Carretera Picacho Ajusco 227, Col. Bosques del Pedregal, 14738 México, D.F.

Suscripciones y anuncios: Tel. (52) (55) 5227-4671 Fax (52) (55) 5227-4640

Correo electrónico: suscripciones@fondodeculturaeconomica.com

Suscripciones y venta de ejemplares en: <http://www.eltrimestreeconomico.com>

CARLOS AGUDELO, CAPUCINE BOIDIN, LIVIO SANSONE (coord.)

Autour de l'« Atlantique noir »

Une polyphonie de perspectives



Autour de l'« Atlantique noir »

Une polyphonie de perspectives

Préface de **Pap Ndiaye**

Éditions de l'IHEAL

CHRISTOPHE BROCHIER

Les collégiens des favelas

Vie de quartier et quotidien scolaire
à Rio de Janeiro



Éditions de l'IHEAL

FRANÇOISE MARTINEZ

« Régénérer la race »
Politique éducative en Bolivie (1898-1920)



Éditions de l'IHEAL

Achévé d'imprimer: Imprimerie Bobillier
Dépôt légal n°1110
Mai 2010